

Dossier consolidé

Date de création : 14-09-2026

Projet de règlement grand-ducal 8660

Projet de règlement grand-ducal portant

1° modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ;

2° renouvellement du statut de parc naturel

Date de dépôt : 02-12-2025

Date de l'avis du Conseil d'État : 10-03-2026

Auteur(s) : Monsieur Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
02-12-2025	Déposé	20260715_Depot	<u>3</u>
19-12-2025	Un document de dépôt complémentaire a été ajouté : Etude préparatoire concernant l'élargissement du Parc Naturel de l'Our	20251219_Addendum	<u>20</u>
10-02-2026	Avis de chambre(s) professionnelle(s) : Chambre de Commerce	20260721_Avis	<u>223</u>
10-03-2026	Avis du Conseil d'État	20260722_Avis	<u>226</u>
21-04-2026	Prise de position du Gouvernement	20260720_PositionGouvernement	<u>231</u>

20260715_Depot

**PROJET DE RÈGLEMENT
GRAND-DUCAL**

portant

**1° modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin
2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ;**

2° renouvellement du statut de parc naturel

*** * ***

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le statut de « parc naturel » fut initialement octroyé au « Parc naturel de l'Our » par le règlement grand-ducal du 9 juin 2005, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2005, qui, à ce moment, s'étendait sur les territoires des communes de Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges et Vianden.

Tel que prescrit à l'article 3 du règlement précité du 9 juin 2005, ce statut est limité à dix ans – sauf renouvellement exprès par règlement grand-ducal pour une même période.

C'est dans ce cadre que le règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our prolongea le statut du parc naturel jusqu'au 1^{er} juillet 2025.

En vue d'une nouvelle prolongation du statut, le comité du syndicat a dressé un bilan des activités du parc naturel de l'Our pour la période 2015-2025. Outre le renouvellement du statut de parc naturel, et sur demande des communes de Bourscheid et de Weiswampach, il a été retenu d'étendre la délimitation du « parc naturel de l'Our » à leurs territoires.

Ainsi, conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, une étude préparatoire a été finalisée en juin 2024 par un groupe de travail se composant de représentants du Parc Naturel de l'Our ainsi que des communes de Weiswampach et Bourscheid.

L'étude préparatoire a été présentée à la population en date du 19 juin 2024 à Weiswampach, en présence des responsables des communes territorialement concernées. Conformément à l'article 7 de la loi précitée, l'étude préparatoire a été ensuite avisée par le Conseil supérieur de la protection de la nature et par le Conseil supérieur de l'aménagement du territoire.

À la suite des avis reçus, le groupe de travail précité a procédé à l'élaboration de l'étude détaillée. Celle-ci a été approuvée par le comité du Syndicat du Parc Naturel.

Au vu des éléments précédents, le présent règlement grand-ducal porte, d'un côté, sur le renouvellement pour une durée de 10 ans du statut de parc naturel « Parc naturel de l'Our » et, de l'autre côté, sur l'adhésion des communes de Weiswampach et de Bourscheid de l'autre côté.

TEXTE DU PROJET DE RÈGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous GUILLAUME, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parc naturels ;

Vu l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ;

Vu les avis des conseils communaux de Bourscheid, de Clervaux, de Kiischpelt, du Parc Hosingen, de Putscheid, de Tandel, de Troisvierges, de Vianden, de Weiswampach et de Wincrange ;

Vu les avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature ;

Vu les avis de la Chambre de [●], de la Chambre des [●] et de la Chambre du [●] ;

L'avis de la Chambre de [●], de la Chambre des [●] et de la Chambre du [●] ayant été demandé ;

Vu la fiche financière ;

Le Conseil d'État entendu ;

De l'assentissement de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés ;

Sur rapport du Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et du Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1er.

Le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our est modifié comme suit :

1° À l'article 4, l'alinéa 1 prend la teneur suivante :

« Le parc naturel regroupe le territoire et les sections cadastrales des communes de Bourscheid, Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden, Weiswampach et Wincrange, sans préjudice d'une ou de plusieurs fusions entre des communes membres du parc naturel et de la dénomination de la ou des nouvelles communes. »

2° À l'article 14, l'alinéa 2 est supprimé.

3° L'annexe 3 est supprimée.

Art. 2.

Les annexes 1 et 2 du même règlement sont remplacées par les annexes 1 et 2 du présent règlement.

Art. 3.

Le statut du Parc naturel de l'Our est renouvelé pour une durée de dix ans à partir du 1 juillet 2025.

Art.4. Le ministre ayant la Politique générale de l'aménagement du territoire dans ses attributions et le ministre ayant les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

*

ANNEXE 1

Liste des communes concernées par le Parc Naturel de l'Our

<i>Communes concernées</i>	<i>Sections cadastrales</i>
Bourscheid	A: Schlindermanderscheid B : Michelau C : Bourscheid D : Welscheid E : Kehmen et Scheidel F : Lipperscheid
Clervaux	CA : Clervaux CB : Eselborn CC : Weicherdange CD : Reuler CE : Urspelt CF : Mecher HA : Lieler HB : Kalborn HC : Heinerscheid HD : Fischbach HE : Grindhausen HF : Hupperdange MA : Siebenaler MB : Munshausen MC : Marnach MD : Roder ME : Drauffelt
Kiischpelt	KA : Alscheid KB : Merkholtz KC : Kautenbach WA : Enscherange WB : Pintsch WC : Lellingen WD : Wilwerwiltz
Parc Hosingen	CA : Holzthum CB : Consthum HdA : Hoscheid HdB : Markenbach HnA : Rodershausen HnB : Obereisenbach HnC : Untereisenbach HnD : Wahlhausen HnE : Hosingen

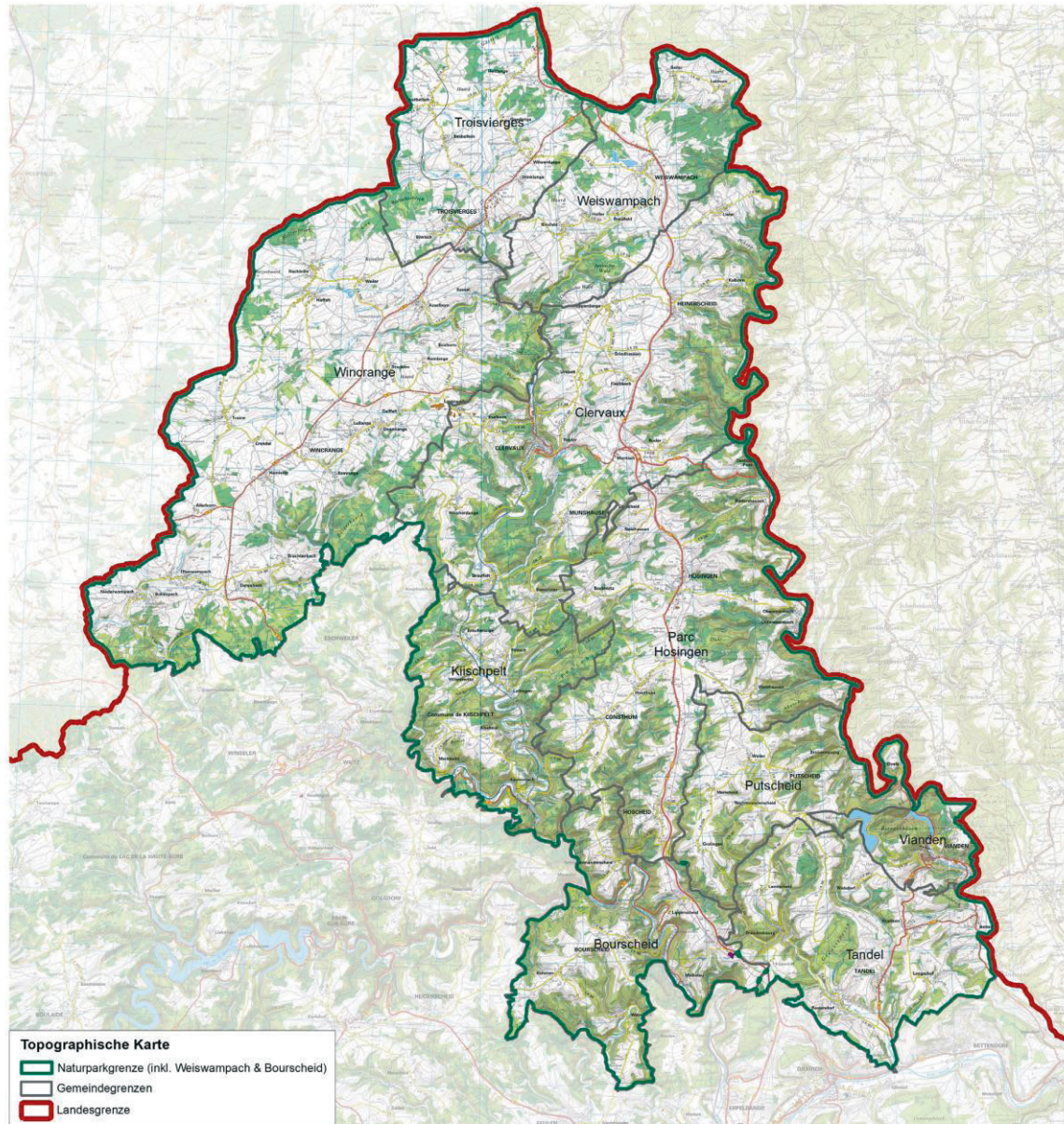
<i>Communes concernées</i>	<i>Sections cadastrales</i>
	HnF : Bockholtz HnG : Neidhausen HnH : Dorscheid
Putscheid	A : Weiler B : Putscheid C : Stolzembourg D : Bivels E : Nachtmanderscheid F : Gralingen G : Merscheid
Tandel	FB : Fouhren FC : Longsdorf FD : Bettel BA : Landscheid BB : Brandenburg-Ouest BC : Brandenburg-Est BD : Bastendorf BE : Tandel
Troisvierges	A : Hautbellain B : Huldange C : Goedange D : Wilwerdange E : Drinklange F : Troisvierges G : Basbellain H : Biwisch
Vianden	A : Scheuerhof B : Vianden
Weiswampach	A: Beiler B: Leithum C: Weiswampach D: Beidfeld E: Holler F: Binsfeld
Wincrange	AB : Asselborn AC : Sassel AD : Boxhorn AE : Rumlange AF : Stockem BA : Troine BB : Crendal BC : Lullange

<i>Communes concernées</i>	<i>Sections cadastrales</i>
	BD : Doennange et Deiffelt BE : Boevange BF : Hamiville BG : Wincrange HA : Hachiville HB : Weiler HC : Hoffelt OA : Allerborn OB : Brachtenbach OC : Derenbach OD : Oberwampach OE : Niederwampach

*

ANNEXE 2

Les limites du Parc Naturel de l'Our



*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad. Article 1^{er}, point 1

Afin que les communes de Bourscheid et de Weiswampach puissent adhérer au parc naturel, il est procédé à leur rajout au libellé de l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our qui prescrit la délimitation territoriale du parc naturel.

Ad. Article 1^{er}, points 2 et 3

Le libellé de l'article 14 du règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our se lisait comme suit :

« Les communes dont le territoire fait partie du parc naturel procèdent dans un délai de deux ans à la révision de leurs plans d'aménagement communaux respectifs dans la mesure où ceux-ci ne sont pas compatibles avec les objectifs du parc naturel.

Les modifications proposées figurées aux cartes de l'annexe 3 sont soumises à la décision des conseils communaux concernés, conformément aux articles 8 et 10 à 18 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. »

Ce libellé fut remplacé par le règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our a remplacé comme suit :

« Les communes dont le territoire fait partie du Parc naturel de l'Our s'engagent à un développement intégré et durable de la région et coordonnent leurs actions en ce qui concerne la réalisation de toute infrastructure ayant un impact régional. En outre, les communes veillent à une qualité élevée lors de la définition des prescriptions urbanistiques et paysagères pour les nouveaux quartiers d'habitation.

Les communes procèdent dans un délai de deux ans à la révision de leurs plans d'aménagement communaux respectifs dans la mesure où ceux-ci ne sont pas compatibles avec les objectifs du Parc naturel, conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 10 août 1993. »

Force est de constater que le libellé introduit par le règlement précité du 17 mars 2016 ne fait plus référence à l'annexe 3. Dès lors, il convient de la supprimer du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005.

Aussi, comme susmentionné, le libellé actuel prescrit que les communes territorialement concernées par le Parc naturel procèdent, dans un délai de deux ans, à la révision de leurs plans d'aménagement communaux respectifs dans la mesure où ceux-ci ne sont pas compatibles avec les objectifs du Parc naturel. Cependant, il a été omis de prescrire les conséquences qu'incombent dans le cas d'une non-compatibilité auxdits objectifs.

Il a été estimé judicieux de supprimer cet alinéa afin de permettre aux communes de définir librement à quel moment et par quel(s) moyens leurs plans d'aménagement communaux reprennent les objectifs visés par le Parc naturel.

Ad. Article 2.

Les annexes 1 et 2 sont remplacées afin d'illustrer la nouvelle délimitation territoriale du parc naturel.

Ad. Article 3.

Tel que prescrit à l'article 3 du règlement grand-ducal précité du 9 juin 2005, le statut de parc naturel est conféré pour une durée de 10 ans. Le renouvellement dudit statut se fait par règlement grand-ducal

Le premier renouvellement ayant été réalisé par le règlement du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our pour une période de dix ans dès l'expiration du délai initial, à savoir le 1^{er} juillet 2015.

Le présent règlement vise à renouveler le statut de parc naturel du « Parc naturel de l'Our » pour les dix ans à venir, et ce à partir du 1^{er} juillet 2025.

Ad. Article 4.

Formule exécutoire

TEXTE COORDONNÉ

RÈGLEMENT GRAND-DUCAL MODIFIÉ DU 9 JUIN 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our

Version coordonnée

(cette version est à titre indicatif – seule la version publiée au Journal Officiel fait foi)

Chapitre 1er – Objet et portée du parc naturel

Art. 1er. Objet

Il est créé un Parc Naturel de l'Our, dénommé ci-après « le parc naturel ».

Art. 2. Portée

La création du parc naturel entraîne la mise en œuvre de son plan de développement, la mise en place des organismes chargés de son administration et de sa gestion, l'établissement et la mise en œuvre du plan de gestion annuel ainsi que l'installation de la commission consultative.

Art. 3. Durée

Le statut de parc naturel est limité à dix ans, sauf renouvellement exprès pour une même période.

Le renouvellement se fait par règlement grand-ducal sur proposition du ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions et sur la base d'un bilan dressé par le comité du syndicat. Ce bilan est soumis à l'avis préalable de la commission consultative. Le règlement grand-ducal portant renouvellement du parc naturel est à prendre sur avis obligatoire du Conseil d'Etat et avec l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés conformément à l'article 11 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Le renouvellement du statut de parc naturel ne concerne que le territoire des communes dont les conseils communaux ont, au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale, exprimé leur volonté de faire partie du parc naturel pour une nouvelle période de dix ans.

Chapitre 2 – Délimitation territoriale du parc naturel

Art. 4. Les limites territoriales

Le Parc naturel regroupe le territoire et les sections cadastrales des communes de **Bourscheid**, de **Clervaux**, de **Kiischpelt**, du **Parc Hosingen**, de **Putscheid**, de **Tandel**, de **Troisvierges**, de **Vianden**, de **Weiswampach** et de **Wincrange**, sans préjudice d'une ou de plusieurs fusions entre des communes membres du Parc naturel et de la dénomination de la ou des nouvelles communes.

Si une ou plusieurs communes membres du Parc naturel fusionnent avec une ou plusieurs communes non-membres, le territoire du Parc naturel sera d'office étendu au territoire entier de la nouvelle commune, indépendamment de sa dénomination.

Une liste des communes avec leurs sections cadastrales et une carte topographique indiquant les limites territoriales du Parc naturel figurent en annexe 1 et 2 du présent règlement.

Chapitre 3 – Organismes chargés de l'administration et de la gestion du parc naturel

Art. 5. Le syndicat pour l'aménagement et la gestion du parc naturel

Le parc naturel est administré par un syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel de l'Our, au comité duquel siègent les représentants des départements ministériels et des administrations publiques concernées ainsi que des communes syndiquées, dénommé ci-après «le syndicat».

Art. 6. Le service du parc naturel

Le syndicat s'adjoint un service du parc naturel, dénommé ci-après « le service ».

Le service est placé sous la surveillance et le contrôle du comité du syndicat. Il est chargé de la mise en œuvre du plan de gestion annuel arrêté par le comité du syndicat.

Il comprend une équipe permanente qui regroupe le personnel administratif, technique et ouvrier nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Le service est composé d'une cellule administrative et de cellules thématiques, notamment une cellule agriculture, une cellule environnement naturel et une cellule développement régional.

Le nombre des agents à affecter à ces cellules est fixé par le comité du syndicat.

Art. 7. La direction du service du parc naturel

La direction du service est assurée par un chargé de direction, placé sous la surveillance du bureau. Celui-ci :

- assure la mise en œuvre des décisions du comité ;
- assure la gestion courante du parc naturel dont il rend compte à la demande du comité ;
- dirige, coordonne et surveille les activités des cellules du service.

Le chargé de direction assiste aux réunions du comité avec voix consultative. En cas d'empêchement, il est remplacé par un autre membre du service.

Art. 8. La commission consultative

Il est institué une commission consultative, désignée ci-après par le terme «la commission », qui a pour mission d'assister le comité du syndicat dans l'exercice de ses attributions.

Elle a pour mission de donner dans le mois son avis sur le plan de gestion annuel et sur toutes les questions ou projets que le comité du syndicat lui soumet. Elle peut adresser de son initiative des propositions relatives au parc naturel ou qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa mission au même comité.

Art 9. Composition de la commission consultative

La commission comprend, comme représentants de la population locale, un habitant de chaque commune membre du syndicat ayant la qualité d'électeur dans la commune qu'il représente. La commission comprend, comme délégués des groupements d'intérêts locaux ou régionaux :

- a) un délégué d'un groupement agissant dans le domaine de l'agriculture;
- b) un délégué d'un groupement agissant dans le domaine de la sylviculture;
- c) un délégué d'un groupement agissant dans le domaine du tourisme;
- d) un délégué d'un groupement agissant dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME);
- e) un délégué d'un groupement agissant dans le domaine de la nature et de l'environnement humain;
- f) un délégué d'un groupement agissant dans le domaine de la culture;
- g) un délégué d'un groupement agissant dans le domaine de l'urbanisme;
- h) un délégué d'un groupement agissant dans le domaine de l'énergie.

A chaque délégué est associé un suppléant qui peut remplacer le délégué en cas d'absence.

En vue de l'équilibre régional et thématique, la commission peut comprendre également jusqu'à quatre représentants des associations privées œuvrant dans l'intérêt des objectifs poursuivis par le Parc naturel.

Le comité du syndicat décide quels groupements et quelles associations sont représentés dans la commission, ceci sur la vu des candidatures introduites après un appel public de candidatures.

Art. 10. Nomination des membres de la commission consultative

La nomination des membres de la commission est faite par le comité du syndicat, sur proposition des groupements et associations en ce qui concerne leurs représentants, respectivement sur base de candidatures introduites, suite à un appel public, par des particuliers pour assumer la représentation de la population locale.

Art. 11. Durée du mandat de la commission consultative

La durée du mandat des membres de la commission est de cinq ans. Toutefois les groupements et associations peuvent révoquer leurs représentants en cours de mandat et les faire remplacer par d'autres

délégués. En cas de vacance parmi les membres de la commission, il est pourvu au remplacement dans le délai d'un mois. Tout représentant élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace.

Art. 12. Fonctionnement de la commission consultative

La première réunion d'une commission consultative nouvellement nommée est convoquée par le président du comité du syndicat qui la dirige jusqu'à la désignation du président de la commission.

En premier lieu, la commission élit parmi ses membres un président, un vice-président et un secrétaire qui restent en fonction pour toute la durée de leur mandat.

La commission se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, mais au moins une fois par semestre.

Le président est tenu de convoquer la commission soit à la demande du comité du syndicat, soit à la demande de la moitié au moins des membres de la commission.

La convocation se fait par écrit et à domicile au moins cinq jours avant celui de la réunion. Elle mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion et en contient l'ordre du jour. En cas d'urgence le délai de convocation peut être réduit par le président qui indique le motif de l'urgence dans l'invitation.

La commission est présidée par le président, et à défaut par le vice-président.

La commission ne peut prendre de décision que si la majorité de ses membres en fonction est présente. Elle décide à la majorité des voix des membres présents. Des avis séparés, reflétant la position d'un ou de plusieurs membres, peuvent être élaborés et doivent être annexés au procès-verbal de la réunion.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre requis, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, quel que soit le nombre des membres présents, prendre une décision sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. Les deuxième et troisième convocations se font conformément aux règles prescrites ci-avant et il est fait mention si c'est pour la deuxième ou la troisième fois que la convocation a lieu.

Le procès-verbal de la réunion est rédigé par le secrétaire et signé par tous les membres présents lors de la prochaine réunion de la commission. Il mentionne les noms des membres présents et précise les décisions prises en indiquant le résultat du vote. Une expédition du procès-verbal est transmise au comité du syndicat.

Le président du syndicat ou un autre membre du bureau délégué par lui ainsi que le chargé de direction du service ou son délégué peuvent assister aux réunions de la commission avec voix consultative.

Chapitre 4 – Mise en œuvre des objectifs du parc naturel

Art. 13. Mise en œuvre des objectifs

Le syndicat veille à la réalisation des objectifs fixés à l'article 2 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels et à la mise en œuvre des lignes directrices de l'étude détaillée pour le projet de Parc naturel et il en tient compte dans ses actions.

Le syndicat peut assumer toutes les missions nécessaires pour la mise en œuvre des objectifs du Parc naturel et :

- a) assume une mission de promotion et de sensibilisation dans la région ;
- b) aide à coordonner l'action de l'Etat et des communes au niveau du Parc naturel ;
- c) travaille en étroite coopération avec les instances régionales et nationales ;
- d) instaure une plateforme de communication avec les acteurs œuvrant dans l'intérêt poursuivi par le Parc naturel tels que les agriculteurs, les sylviculteurs, les producteurs régionaux, les entreprises ou les organisations travaillant dans le domaine du tourisme et de l'environnement ;
- e) intègre à sa démarche également les initiatives privées qui constituent un apport au Parc naturel.

Chapitre 5 – Modifications à apporter aux plans d'aménagement communaux

Art. 14. Modifications éventuelles aux plans d'aménagement communaux

Les communes dont le territoire fait partie du Parc naturel de l'Our s'engagent à un développement intégré et durable de la région et coordonnent leurs actions en ce qui concerne la réalisation de toute infrastructure ayant un impact régional. En outre, les communes veillent à une qualité élevée lors de la définition des prescriptions urbanistiques et paysagères pour les nouveaux quartiers d'habitation.

~~Les communes procèdent dans un délai de deux ans à la révision de leurs plans d'aménagement communaux respectifs dans la mesure où ceux-ci ne sont pas compatibles avec les objectifs du Parc naturel, conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 10 août 1993.~~

Art. 15. Information du public

Des copies du présent règlement sont déposées à la maison communale de chacune des communes où le public peut en prendre connaissance.

Art. 16. Notre ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*

FICHE FINANCIÈRE

(en application des dispositions de l'article 79 de la loi du 8 juin 1999).

Ministère initiateur : Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, Département de l'aménagement du territoire.

Nature des dépenses projetées :

L'avant-projet de règlement grand-ducal prévoit l'agrandissement du territoire du parc naturel de l'Our et le renouvellement de son statut pour une prochaine période de 10 ans. Deux communes, à savoir, la commune de Bourscheid et la commune de Weiswampach, ont exprimé le souhait de s'associer au territoire du parc naturel.

L'activité « station biologique » du parc naturel de l'Our est cofinancée par le ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Avec l'agrandissement du parc naturel de l'Our par deux communes supplémentaires, le MECB augmentera alors sa participation financière à ce projet.

Le Département de l'aménagement du territoire au sein du ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire (ci-après, le « DATer ») cofinance notamment des postes de travail à hauteur de 70 % - 80 % auprès du Parc naturel de l'Our. Le renouvellement du statut du parc naturel n'entraîne pas automatiquement une augmentation de la participation financière du DATer.

Les prévisions budgétaires du DATer pour le Parc naturel de l'Our sont les suivantes :

<i>PN Our</i>	<i>B 2025</i>	<i>PB 2026</i>	<i>PLUR 2027</i>	<i>PLUR 2028</i>	<i>PLUR 2029</i>
En Euros	1 012 000	1 309 500	1 365 000	1 422 000	1 487 000

*

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de [Adobe Systems Incorporated](http://www.adobe.com).

1. Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de règlement grand-ducal portant 1° modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ; 2° renouvellement du statut de parc naturel.		
Ministre initiateur :	Le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire		
Auteur(s) :	Marie-Josée VIDAL, Daniel MARTIN		
Téléphone :	247 86 950	Courriel :	daniel.martin@mat.etat.lu
Objectif du projet :	Le présent règlement grand-ducal porte, d'un côté, sur le renouvellement pour une durée de 10 ans du statut de parc naturel « Parc naturel de l'Our » et, de l'autre côté, sur l'adhésion des communes de Weiswampach et de Bourscheid de l'autre côté.		
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s) :	Le ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ainsi que les administrations communales de Bourscheid, Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden, Weiswampach et Wintrange		
Date :	18/11/2025		

2. Objectifs à valeur constitutionnelle

Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs à valeur constitutionnelle ? ☒ Oui ☐ Non

Dans l'affirmative, veuillez sélectionner les objectifs concernés et veuillez fournir une brève explication dans la case «Remarques» indiquant en quoi cet ou ces objectifs sont réalisés :

☐ Garantir le droit au travail et veiller à assurer l'exercice de ce droit

☐ Promouvoir le dialogue social

☐ Veiller à ce que toute personne puisse vivre dignement et dispose d'un logement approprié

☒ Garantir la protection de l'environnement humain et naturel en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et satisfaction des besoins des générations présentes et futures

☐ S'engager à lutter contre le dérèglement climatique et œuvrer en faveur de la neutralité climatique

☐ Protéger le bien-être des animaux

☐ Garantir l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel

☐ Promouvoir la protection du patrimoine culturel

☐ Promouvoir la liberté de la recherche scientifique dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques

Remarques :

3. Mieux légiférer

1) Chambre(s) professionnelle(s) à saisir / saisi(e)s pour avis ¹ :

- ☒ Chambre des fonctionnaires et employés publics
- ☒ Chambre des salariés
- ☒ Chambre des métiers
- ☒ Chambre de commerce
- ☒ Chambre d'agriculture

¹ Veuillez indiquer la/les Chambre(s) professionnelle(s) saisie(s) du projet sous rubrique suite à son approbation par le Conseil de gouvernement.

2) Autre(s) partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) à saisir / saisi(e)s pour avis : ☒ Oui ☐ Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Une enquête publique a été organisée conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, dans le cadre de laquelle les communes territorialement concernées et toute personne intéressée ont pu rendre leur avis ou observation. 

Remarques / Observations :

3) En cas de transposition de directives européennes, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Si non, pourquoi ?

4) Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :
- Citoyens :
- Administrations :

☐ Oui ☒ Non

☒ Oui ☐ Non

☒ Oui ☐ Non

5) Le principe « Think small first » est-il respecté ?

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Remarques / Observations :

6) Le projet contribue-t-il à la simplification administrative, notamment en supprimant ou en simplifiant des régimes d'autorisation et de déclaration existants, en réduisant les délais de réponse de l'administration, en réduisant la charge administrative pour les destinataires ou en améliorant la qualité des procédures ou de la réglementation ?

☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

7) **Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

8) **Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?** ☐ Oui ☒ Non ☐ N.a. ²

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

² N.a. : non applicable.

4. Digitalisation et données

9) **Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'État (e-Government ou application back-office)** ☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

10) **Le projet tient-il compte du principe « digital by default » (priorisation de la voie numérique) ?** ☐ Oui ☒ Non

11) **Le projet crée-t-il une démarche administrative qui nécessite des informations ou des données à caractère personnel sur les administrés ?** ☐ Oui ☒ Non

Si oui, ces informations ou données à caractère personnel peuvent-elles être obtenues auprès d'une ou plusieurs administrations conformément au principe « Once only » ?

12) **Le projet envisage-t-il la création ou l'adaptation d'une banque de données ?** ☐ Oui ☒ Non

5. Égalité des chances (à remplir pour les projets de règlements grand-ducaux) ³

13) **Le projet est-il :**

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?

☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

14) Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Si oui, expliquez
de quelle manière :

³ Pour les projets de loi, il convient de se référer au point 1 « Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous. » du Nohaltegkeetscheck.

6. Projets nécessitant une notification auprès de la Commission européenne

15) Directive « services » : Le projet introduit-il une exigence en matière d'établissement ou de prestation de services transfrontalière ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Si oui, veuillez contacter le Ministère de l'Economie en suivant les démarches suivantes :

<https://mecco.gouvernement.lu/fr/domaines-activites/politique-europeenne/notifications-directive-services.html>

16) Directive « règles techniques » : Le projet introduit-il une exigence ou réglementation technique par rapport à un produit ou à un service de la société de l'information (domaine de la technologie et de l'information)?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ²

Si oui, veuillez contacter l'ILNAS en suivant les démarches suivantes :

<https://portail-qualite.public.lu/content/dam/qualite/publications/normalisation/2017/ilnas-notification-infolyer-web.pdf>

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

20251219_Addendum

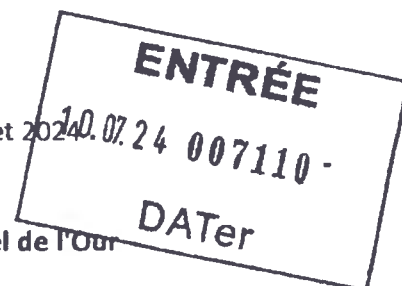
COPIE



Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire	
TRM/Copie à:	
Entrée: - 5 JUIL. 2024	
Pour concertation	
Fixer entrevue	
Suite:	

Monsieur le Ministre Claude Meisch
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire
L-2916 Luxembourg

Hosingen, le 1^{er} juillet 2024



Objet : Etude préparatoire concernant l'élargissement du Parc Naturel de l'Our

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la procédure du renouvellement de son statut qui viendra à terme en 2025, le comité du Parc naturel de l'Our s'est prononcé en faveur d'un élargissement du parc naturel, ceci à un moment où les communes de Weiswampach et de Bourscheid exprimaient leur intérêt à rejoindre le parc naturel.

En vue de l'adhésion de nouvelles communes, la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels exige, dans une première étape, l'élaboration d'une étude préparatoire.

Fruit d'une concertation étroite entre les responsables du Parc naturel de l'Our, des communes de Weiswampach et de Bourscheid, cette étude préparatoire est désormais disponible.

Il s'agit d'une déclaration d'intention destinée à tracer entre autres les orientations et objectifs du futur parc naturel élargi.

L'étude préparatoire a d'ailleurs déjà été présentée aux habitants des deux communes et du Parc naturel de l'Our à l'occasion d'une séance d'information qui a eu lieu en date du 19 juin au centre culturel et sportif à Weiswampach. Les idées de projets futurs formulées par les participants lors d'un atelier « open-space » qui a eu lieu après la séance d'information sont jointes à l'étude préparatoire.

C'est donc avec grand plaisir que nous vous la transmettons en annexe, afin que vous puissiez la transmettre au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire et au Conseil supérieur pour la protection de la nature pour avis comme prévu par l'article 7 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

En restant à votre disposition, nous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre profonde considération.

Emile Eicher
Président Parc Naturel
de l'Our

Claude Daman
Bourgmestre la Commune de
Weiswampach

Annie Nickels-Theis
Bourgmestre de la Commune
de Bourscheid

Vorstudie

Etude Préparatoire

des Naturpark Our

**im Rahmen seiner Erneuerung und Erweiterung
2025 - 2035**



NaturparkOUR

Ausgearbeitet von einer Arbeitsgruppe bestehend aus
Vertretern des Naturpark Our, der Gemeinde Weiswampach
und Vertretern des Ministeriums für Wohnungsbau und
Raumentwicklung - Abteilung für Raumentwicklung
8660 - Dossier consolidé : 22

12, Parc
L-9836 Hosingen
info@naturpark-our.lu



Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

Das vorliegende Dossier wurde konform zur folgenden gesetzlichen Bestimmung erarbeitet:

Loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels

nachfolgend auch als Naturparkgesetz bezeichnet.

**Entsprechend Artikel 6 des Naturparkgesetzes behandelt die Vorstudie
(*Etude préparatoire*) folgende Punkte:**

1. Eine Notiz, die den Gegenstand, die Gründe und den Umfang des Vorhabens angibt
(*une note indiquant l'objet, les motifs et la portée de l'opération*)
2. Liste der Naturparkgemeinden mit Angabe der Kadastersektionen pro Gemeinde
(*la liste des communes concernées par le parc naturel avec l'indication, par commune, des sections cadastrales correspondantes*)
3. Topographische Karte mit Darstellung der Grenzen des Naturparks (*une carte topographique avec le tracé des limites du parc*)
4. Die wesentlichen Zielsetzungen, bezogen auf Artikel 2 des Naturparkgesetzes vom 10. August 1993 (*les objectifs fondamentaux du projet, définis en fonction de l'article 2 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels*)

Herausgeber: Naturpark Our
Juni 2024

Fotos: © Naturpark Our
Raymond Clement, Liz Hacken,
Jean-Marie Klasen, Conny Koob,
Patricia Lefèber, Caroline Martin

Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

1. Eine Notiz, die den Gegenstand, die Gründe und den Umfang des Vorhabens angibt

GEGENSTAND (OBJET)

Der Naturpark Our wurde am 09. Juni 2005 als gemeinsames Instrument einer nachhaltigen Regionalentwicklung von den Gemeinden und dem Staat mittels einer großherzoglichen Verordnung (*Règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l’Our*) als zweiter Naturpark Luxemburgs gegründet. Die Rahmengesetzgebung zu den Naturparks wird durch das Gesetz vom 10. August 1993 gebildet (*Loi du 10 août 1993 relative aux Parcs naturels*). Bei seiner Gründung umfasste der Naturpark Our das Territorium folgender Gemeinden, Bastendorf, Clervaux, Consthum, Fouhren, Hoscheid, Hosingen, Munshausen, Troisvierges und Vianden.

Der Naturpark wurde, wie das Naturpark-Gesetz es vorsieht, für eine Laufzeit von zehn Jahren geschaffen. Durch die großherzogliche Verordnung vom 17. März 2016 (*Règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l’Our*) wurde das Naturparkstatut erstmals um weitere 10 Jahre bis zum Jahr 2025 verlängert. Zu diesem Zeitpunkt erfolgte ebenfalls der offizielle Beitritt der Gemeinde Wincrange. 2025 steht nun eine weitere Verlängerung um 10 Jahre bis zum Jahr 2035 an. Dies erfolgt im Rahmen einer Bilanzierungsprozedur, welche in der besagten großherzoglichen Verordnung vorgesehen ist. Heute bilden die acht Gemeinden Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden und Wincrange den Naturpark Our.

Im Rahmen dieses Verlängerungsprozesses soll auch die Gemeinde Weiswampach (seit 2021 „*Commune candidate d’adhésion*“) und möglicherweise die Gemeinde Bourscheid dem Naturpark beitreten. Die Erneuerung und Erweiterung des Naturparks bedingt eine Abänderung der großherzoglichen Verordnung. Entsprechend dem Naturparkgesetz ist dabei die gleiche Prozedur wie bei der erstmaligen Aufstellung durchzuführen.

Zusammenfassend zählen hierzu:

1. die Anpassung der Etude préparatoire,
2. die Anpassung der Etude détaillée,
3. die öffentliche Auslegung der Plandokumente und der Entscheid der Gemeinderäte,
4. die Anpassung der großherzoglichen Verordnung.

Mit dem vorliegenden Dokument soll die Etude préparatoire, welche im März 2016 im Rahmen der Verlängerung der Naturparkstatuten um weitere 10 Jahre verabschiedet wurde, angepasst und somit sowohl der Verlängerungs- als auch der Erweiterungsprozess mit der Gemeinde Weiswampach sowie möglicherweise mit der Gemeinde Bourscheid formal eingeleitet werden.

Bei der *Etude préparatoire* handelt es sich um eine erste Zusammenstellung von Informationen zu Beweggründen, Auswirkungen und Zielen des erweiterten Naturparks. Sie ist als gemeinsame Absichtserklärung der Gemeinden im erweiterten Naturpark zu sehen.

Die angepasste *Etude préparatoire* wird der Bevölkerung im Rahmen von einer öffentlichen Informationsveranstaltung vorgestellt. Anschließend geben der *Conseil Supérieur de l’Aménagement du Territoire (CSAT)* und der *Conseil Supérieur pour la Protection de la Nature (CSPN)* eine Stellungnahme zu dem Dokument ab. Auf dieser Grundlage beauftragt der zuständige Minister für Wohnungsbau und Raumentwicklung dann die Arbeitsgruppe (Naturpark und Beitrittsgemeinde) die Etude détaillée zu erstellen, welche als Entwicklungskonzept unter anderem die Zielsetzungen, Maßnahmen und das Budget des erweiterten Naturparks detailliert darlegt. Anschließend erfolgt die vom Naturparkgesetz vorgesehene öffentliche Auslegung und Anhörung zur Etude détaillée, sowie der definitive Entscheid der Gemeinderäte über ihre weitere Beteiligung bzw. ihre Neubeteiligung (Weiswampach und gegebenenfalls Bourscheid) am Naturpark.

Grundlegende Orientierung

Übergeordnetes Ziel eines Naturparks ist die nachhaltige Regionalentwicklung, d.h. im Vordergrund steht die gleichrangige Vernetzung von ökologischen, sozialen und ökonomischen Belangen der regionalen Entwicklung. Neben der Förderung der Lebensqualität und der Entwicklungsperspektiven für die Einwohner (Wohnumfeld, Arbeit, etc.) verfolgt der Naturpark auch das Ziel, zum Erhalt der speziellen Landschaft, welche den Naturpark prägt, beizutragen. Der Naturpark soll dabei Wege finden die verschiedenen Entwicklungs- und Schutzziele in einem kontinuierlichen, partnerschaftlichen Prozess optimal im Sinne der Region aufeinander abzustimmen. So sind die vorhandenen natürlichen und kulturellen Ressourcen wertsteigernd zu nutzen und zu schützen, ökonomische und soziale Entwicklungen der Region zu fördern und zu verbessern sowie den Tourismus im Einklang mit der Natur zu entwickeln.

Beweggründe für die angestrebte Erweiterung des Naturparks

Der Naturpark Our liegt im Nordosten des Großherzogtums und ist natur- und strukturräumlich Bestandteil des Ösling (Éislek), welches zum Rheinischen Schiefergebirge bzw. dem Eifel-Ardenne Massiv gehört. Der Naturpark grenzt nordwestlich an Belgien, dies ist gleichzeitig der Anknüpfungspunkt zum belgischen *Parc Naturel des deux Ourthes*, dem *Parc naturel Haute-Fagnes-Eifel* sowie dem *Parc Naturel de la Haute-Sûre Forêt d’Anlier*. Im Osten grenzt der Naturpark Our an Deutschland mit dem Naturpark Südeifel als Nachbarn, südwestlich knüpft der Naturpark Our an den Naturpark Öwersauer an. Das Gebiet ist geprägt von einer bewegten Topographie mit landwirtschaftlich meist intensiv genutzten Hochebenen und engen Tälern mit bewaldeten Hängen. Die ländlich geprägte Region ist zu ca. 40% bewaldet und ca. 40% der Fläche wird landwirtschaftlich genutzt. Im Vergleich zum Landesdurchschnitt ist die Region zudem nur dünn besiedelt. Seinen Sitz hat der Naturpark Our in der Gemeinde Parc Hosingen im *Centre écologique et touristique*.

Die Region des Naturparks bietet ein sehr individuelles Landschaftsbild, welches als ländlicher Raum vom Einschnitt der Gewässer Our, Clerve und Wiltz mit ihren Nebengewässern in das Schieferplateau des Ösling und den typischen Dorfstrukturen der Ardenne geprägt ist. Der südliche Teil mit seiner welligen Hügellandschaft rund um Bastendorf zählt bereits zum Ösling-Vorland. Die Gemeinde Wincrange im Westen ist im Gegensatz zu den restlichen Naturparkgemeinden eine ausgesprochen landwirtschaftlich geprägte Region mit weniger Waldflächen. Somit besitzt der aktuelle Naturpark Our bereits ein hohes naturräumliches, kulturhistorisches, wirtschaftliches und touristisches Potenzial, welches durch den Beitritt von

Weiswampach und gegebenenfalls den Beitritt von Bourscheid einerseits gestärkt, andererseits sinnvoll ergänzt wird. Die Gemeinde Weiswampach bringt durch das Naturschutzgebiet „Conzefënn“ ein hohes naturräumliches Potenzial mit sich. Bourscheid würde mit der Region um die „Schlänner“ und der Burg zudem die naturhistorischen Besonderheiten der Region erweitern.

Seit Mitte 2021 arbeitet der Naturpark sehr eng mit der Gemeinde Weiswampach zusammen, dies im Hinblick auf einen Beitritt zum Naturpark Our im Jahre 2025 (*Accord relatif à une collaboration rapprochée entre le Parc naturel de l’Our et la Commune de Weiswampach du 4 juin 2021*). Seitdem besitzt die Gemeinde Weiswampach den Status einer „*Commune candidate d’adhésion*“ und ist auch durch ein Mitglied, ohne Stimmrecht, im Vorstand des Naturpark Our vertreten.

Die Gemeinde beteiligt sich seitdem jährlich nach demselben Finanzierungsschlüssel wie die Mitgliedsgemeinden am Budget des Naturparks und besitzt demnach den Anspruch auf die gleichen Dienstleistungen wie die anderen Mitgliedsgemeinden (z.B. Klima- und Naturpakt, Biologische Station, Ausschaffung von touristischen Projekten und Initiativen, etc.).

Die Ortschaften in Weiswampach weisen größtenteils eine strukturreiche Durchgrünung auf. Die umgebende Landschaft der jeweiligen Ortschaften besteht zu großen Teilen aus landwirtschaftlich genutzten Flächen mit kleineren Waldgebieten.

Neben den zahlreichen Facetten des ländlichen Lebens bietet Weiswampach auch überregionale, zum einen naturhistorische Besonderheiten, wie beispielsweise ~52,8 ha (39%) der 136,70 ha großen, schützenswerten Natura 2000-Zone „Wilwerdange - Conzefënn“, ~52,4 ha (39%) des 135,56 ha großen nationalen Naturschutzgebiets „Conzefënn“, das 18,57 ha große Gelände „Rossmillen“ der Stiftung Hëllef fir d’Natur von natur&ëmwelt und zum anderen bedeutende kulturhistorische Traditionen und Bauwerke, wie die Tradition der „Kënnbakesteeën“, welche noch in Binsfeld praktiziert wird sowie die denkmalgeschützte Kirche und gut erhaltene historische Dorfstruktur in Holler.

Charakteristisch für die Gemeinde sind zudem die Seen von Weiswampach, das Landmuseum von Binsfeld, das Lancaster Memorial in Weiswampach sowie die Nähe zum Europadenkmal und zum Dreiländereck. Das nördliche Hochösling erstreckt sich über die gesamte Gemeinde Weiswampach und bildet somit ein zusammenhängendes Landschaftsbild mit dem angrenzenden Raum des aktuellen Naturpark Our. Geprägt wird die Region von einer Mischung aus landwirtschaftlichen Nutzflächen und Wald-

gebieten mit kleinen Ortschaften. Aber auch gewerbliche Ansiedlungen insbesondere entlang der Nationalstraßen prägen die Ortsstrukturen.

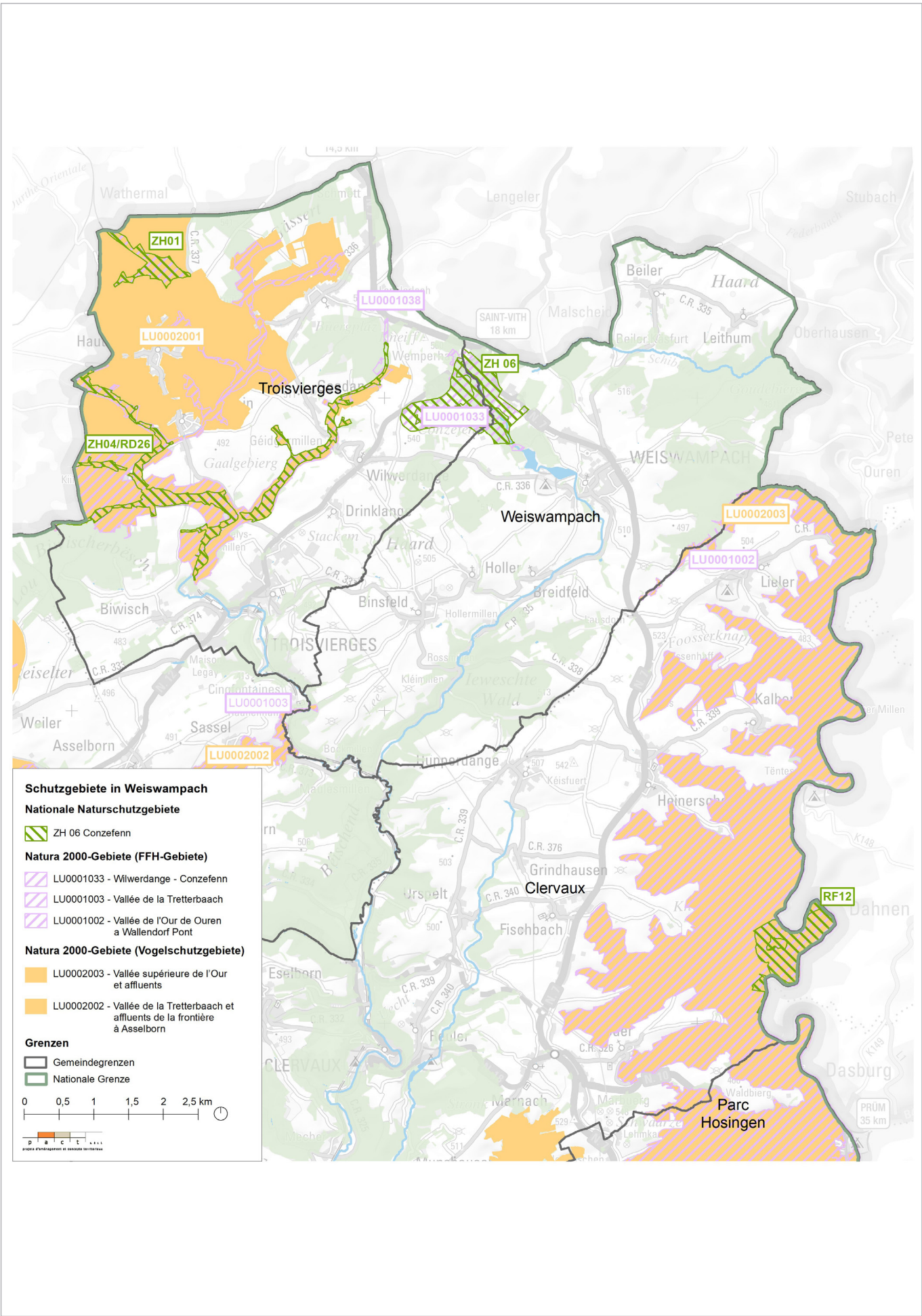
Da die Gemeinde Weiswampach auch Mitglied der Leader-Region „Éislek“ ist, besteht bereits seit längerem eine enge Zusammenarbeit mit dem Naturpark Our. Die Gemeinde Weiswampach beteiligt sich seit Beginn an der Finanzierung des Projektes „SIG Régional Nord“, ein regionales geografisches Informationssystem das zur Verwaltung kommunaler Daten der Naturpark-Gemeinden sowie den Gemeinden Wincrange und Weiswampach dient, als Leader-Projekt gestartet wurde und bis heute kontinuierlich ausgebaut und vom Naturpark Our in Zusammenarbeit mit den Gemeinden betreut wird. Zudem beteiligen sich bereits zwei Landwirte aus der Gemeinde Weiswampach am Projekt „Natur genießen“ (in Zusammenarbeit mit SICONA), welches zum Ziel hat, die regionale und saisonale Produktion im Einklang mit dem Umwelt- und Klimaschutz zu fördern und für Produzenten, durch die Kooperation mit lokalen Kantinen, neue Absatzmärkte zu finden. Ein weiteres gemeinsames Projekt mit dem Naturpark ist die Natura 2000 - COPIL Éislek, welches zum Ziel hat das langfristige Überleben der wertvollen und bedrohtesten Arten und Lebensräume in der Region sicher zu stellen.

Die Gemeinde Weiswampach beteiligt sich zudem an den Projekten „Naturpakt“ sowie „Klimapakt 2.0“, welche 2021 vom Ministerium für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung initiiert wurden und vom Personal des Naturpark Our fachlich begleitet werden. Ziel des „Naturpakts“ ist es, Natur- und Wasserschutz auf Gemeindeebene voranzutreiben und somit nachhaltig gegen den Verlust der biologischen Vielfalt vorzugehen und naturnahe Flächen zu erhalten und zu schaffen. Anhand des „Klimapakts 2.0“ soll zudem die nachhaltige und umweltbewusste Energiepolitik in den Gemeinden gefördert werden.

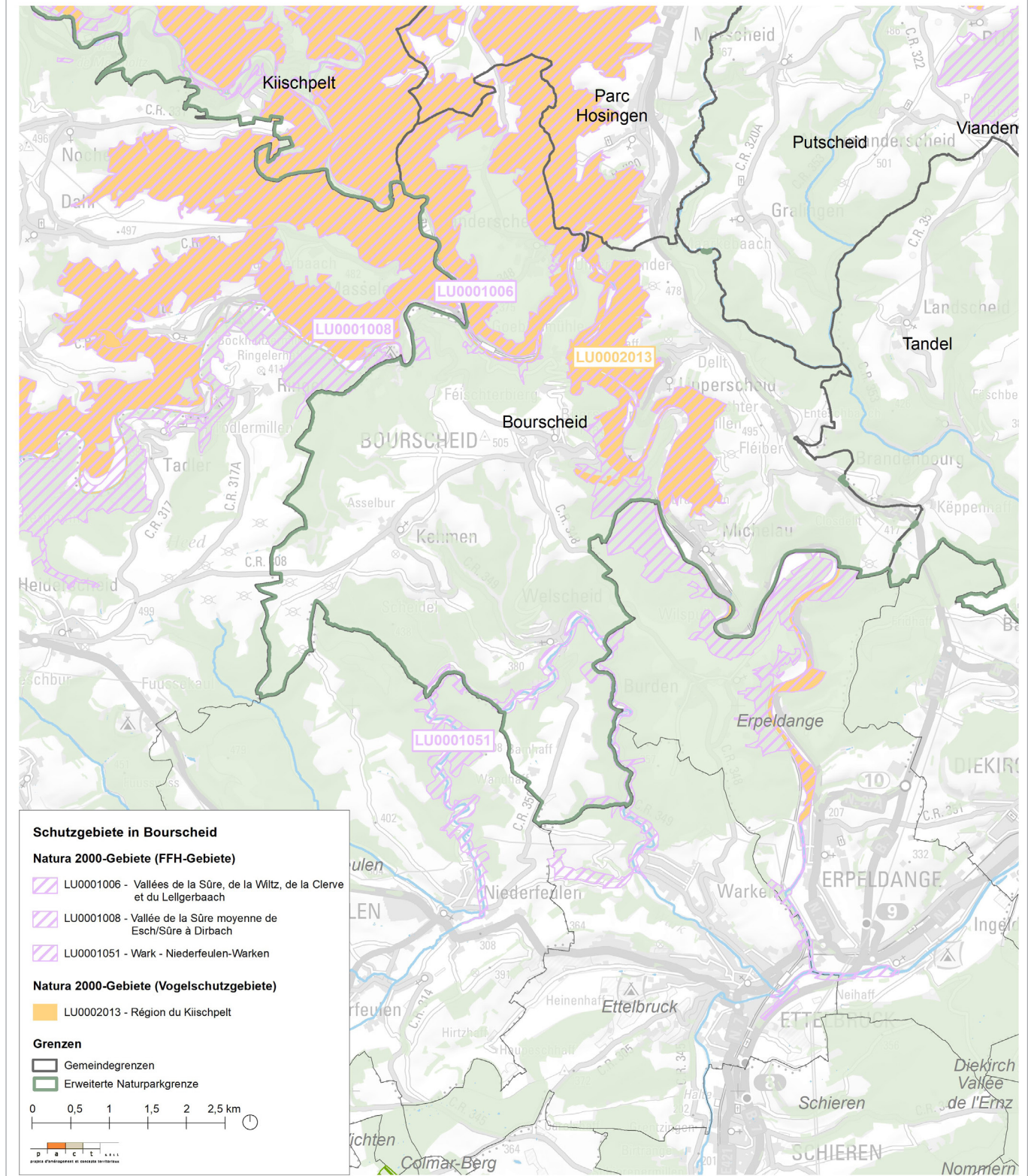
Des Weiteren hat die Gemeinde Weiswampach zusammen mit der Gemeinde Troisvierges und dem Naturpark Our die ersten thematischen E-Bike-Touren im Éislek entwickelt. Es handelt sich dabei um die Touren „Looss d’Kierch am Duerfl“, welche sich auf der bestehenden Strecke der VêlostOur „Panorama“ befinden und an die Vennbahnroute und das RAVeL-Radwegenetz angebunden sind. Die beiden Touren setzen die kulturhistorischen Bauwerke in den Dörfern der Region in den Vordergrund.

Auch die Gemeinde Bourscheid hat bereits erstes Interesse geäußert eventuell dem Naturpark Our beizutreten und wird deswegen in der vorliegenden Etude préparatoire als eventueller Mitglieds kandidat mit aufgeführt. Ein Informationsbrief über die Verlängerung des Naturparks und den möglichen Beitritt wurde im Februar dieses Jahres an die Gemeinde versendet. Auf Rückmeldung der Gemeinde präsentierte der Naturpark Our daraufhin am 23. Mai seine Arbeit sowie die Verlängerungsprozedur in der Gemeinde Bourscheid.

Neben der Burg Bourscheid und dem Tal der „Schlänner“ mit seiner historischen Kapelle, weist die Gemeinde Bourscheid mehrere Schutzgebiete des europäischen Natura 2000-Netzwerks auf. Zum Beispiel befinden sich ~ 633,1 ha (14%) des 4.488,79 ha großen Natura 2000 FFH-Gebiets „Vallées de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et du Lellgerbaach“ sowie 53,8 ha (30%) des 178,21 ha großen Natura 2000 FFH-Gebiets „Wark - Niederfeulen-Warken“ und 571,6 ha (9%) des 6.310,23 ha großen Natura 2000 Vogelschutzgebiets „Région du Kiischpelt“ in der Gemeinde. Zudem bieten die Aussichtspunkte „Napoléonsbeemchen“ und „Knallhaff“ in Bourscheid sowie „Gringlay“ in Lipperscheid einen besonderen Ausblick über die Region des Éisleks. Des Weiteren engagiert sich die Gemeinde in der Natura 2000 - COPIL Éislek sowie beim „Klimapakt 2.0“.



Quelle: data.public.lu



Quelle: data.public.lu

Die Gemeinde Weiswampach grenzt an die Mitgliedsge-
meinden Troisvierges, Clervaux und Wincrange. Durch
den Beitritt von Weiswampach zum Naturpark Our wird
die zurzeit noch bestehende territoriale Lücke im Natur-
park geschlossen, wodurch sowohl ein durchgehender
Landschaftsraum und ein zusammenhängendes Verkehrs-
system entsteht, insbesondere durch die durchgehende
Anbindung des Naturparks an die „Nordstad“ über die N7.
Zudem grenzt Weiswampach im Norden an Belgien, wo-
durch eine größere gemeinsame Schnittstelle mit dem
Nachbarland Belgien sowie dem Parc naturel Haute Fag-
nes-Eifel erreicht und das Potenzial für die grenzüber-
schreitende Zusammenarbeit sicherlich noch verstärkt
wird. Die Gemeinde Bourscheid würde zudem den Natur-
park in Richtung Süden erweitern und somit eine direkte
Verbindung mit der „Nordstad“ schaffen sowie die Lücke
zum Naturpark Öwersauer schließen.

Durch die Erweiterung des Naturparks um die Gemeinde
Weiswampach und Bourscheid, wächst die Bevölkerung im
Vergleich zum aktuellen Naturpark um 16,2% (9,5% Weis-
wampach + 6,7% Bourscheid) auf 29.878 Einwohner und
die Fläche um 17,2% (8,4%Weiswampach + 8,8% Bour-
scheid) auf 491 km2 (siehe untenstehende Tabelle).

Aus landesplanerischer Sicht ist hervorzuheben, dass
Weiswampach gemeinsam mit den Gemeinden des Na-
turparks Our laut *Programme directeur d’aménagement
du territoire (PDAT)* von 2023 im „Espace d’action Éislek“
liegt. Die Gemeinde Bourscheid, welche im „Espace d’ac-
tion Nordstad“ liegt, grenzt direkt an den „Espace d’ac-
tion Nordstad“ an. Aus raumplanerischer Sicht wäre sowohl die
Integration von Weiswampach als auch von Bourscheid in
den Naturpark förderlich, denn der erweiterte Naturpark
würde sich kohärent in die Landesplanung einfügen. Zu-
dem würde der Beitritt der beiden Gemeinden zum Natur-
park Our sowohl für die Gemeinden an sich als auch für die
Gemeinschaft der Gemeinden im Naturpark das Entwick-
lungspotenzial erhöhen.

Gemeinde	Einwohner	Fläche km2	Ew/km2
Clervaux	6.121	85	72
Kiischpelt	1.260	34	38
Parc Hosingen	4.141	71	59
Pütscheid	1.176	27	43
Tandel	2.292	42	55
Troisvierges	3.580	38	95
Vianden	2.212	10	229
Wincrange	4.916	113	43
Aktueller Naturpark	25.698	419	61
Bourscheid	1.724	37	47
Weiswampach	2.456	35	70
Erweiterungsgemeinden	4.180	72	117
Erweiterter Naturpark	29.878	491	61
Großherzogtum Luxemburg	672.050	2.586	260
Anteil erw Naturpark / Luxemburg	4,44%	18,98%	

Quelle: STATEC (Situation vom 1. Januar 2024)

Naturparksyndikat und Beirat

Der erweiterte Naturpark Our wird wie bisher von einem gemischten Naturparksyndikat verwaltet. Gemäß den großherzoglichen Verordnungen aus den Jahren 2005 und 2016 wird das *Syndicat pour la Gestion et l'Aménagement du Parc naturel de l'Our* (Naturpark Our) von einem gemischten Gemeindesyndikat verwaltet, welches sich aus einem Vorstand (*Comité*), einem Exekutivbüro (*Bureau*) und einem Beirat (*Commission consultative*) zusammensetzt. Mit der Erweiterung des Naturparks durch Weiswampach und gegebenenfalls Bourscheid wird die Besetzung der verschiedenen Gremien teilweise angepasst werden müssen.

Der **Vorstand** des Naturpark Our besteht aktuell aus acht Vertretern der Gemeinden sowie acht Vertretern staatlicher Verwaltungen und Ministerien. Ergänzt wird der Vorstand zudem seit September 2021 durch ein Mitglied¹ der Gemeinde Weiswampach (*Commune candidate d'adhésion*).

Gemäß Artikel 16² des Naturparkgesetzes hat der Vorstand die Aufgabe der Festlegung der strategischen Orientierungen und Ziele des Naturparks, sowie des jährlichen Budgets. Ihm obliegen ebenfalls die Verwaltung etwaiger Spenden, das Aufstellen des Aktivitätsberichtes und des Aktionsprogramms, sowie die Vertretung des Syndikats bei Gerichtsaffären. Gemäß dem Naturparkgesetz besitzt der Gemeindesektor im Naturparksyndikat die Mehrheit. Zudem wird die Präsidentschaft des Naturparks obligatorisch durch einen Gemeindevertreter ausgeübt. Die Erweiterung des Naturparks durch die Gemeinde Weiswampach und möglicherweise Bourscheid bedingt die Ergänzung eines Vertreters aus der jeweiligen Beitrittsgemeinde (derzeit beratendes Mitglied bei Weiswampach) und eventuell eine Anpassung der staatlichen Vertreter.

Das **Exekutivbüro** als ausführendes Organ des Vorstandes ist von diesem gewählt und setzt sich aus einer festgelegten Anzahl von Vertretern des Staates (2) und der Gemeinden (3) zusammen. Es wird vorgeschlagen auch bei einer Erweiterung, die Anzahl der Mitglieder im Exekutivbüro nicht zu verändern.

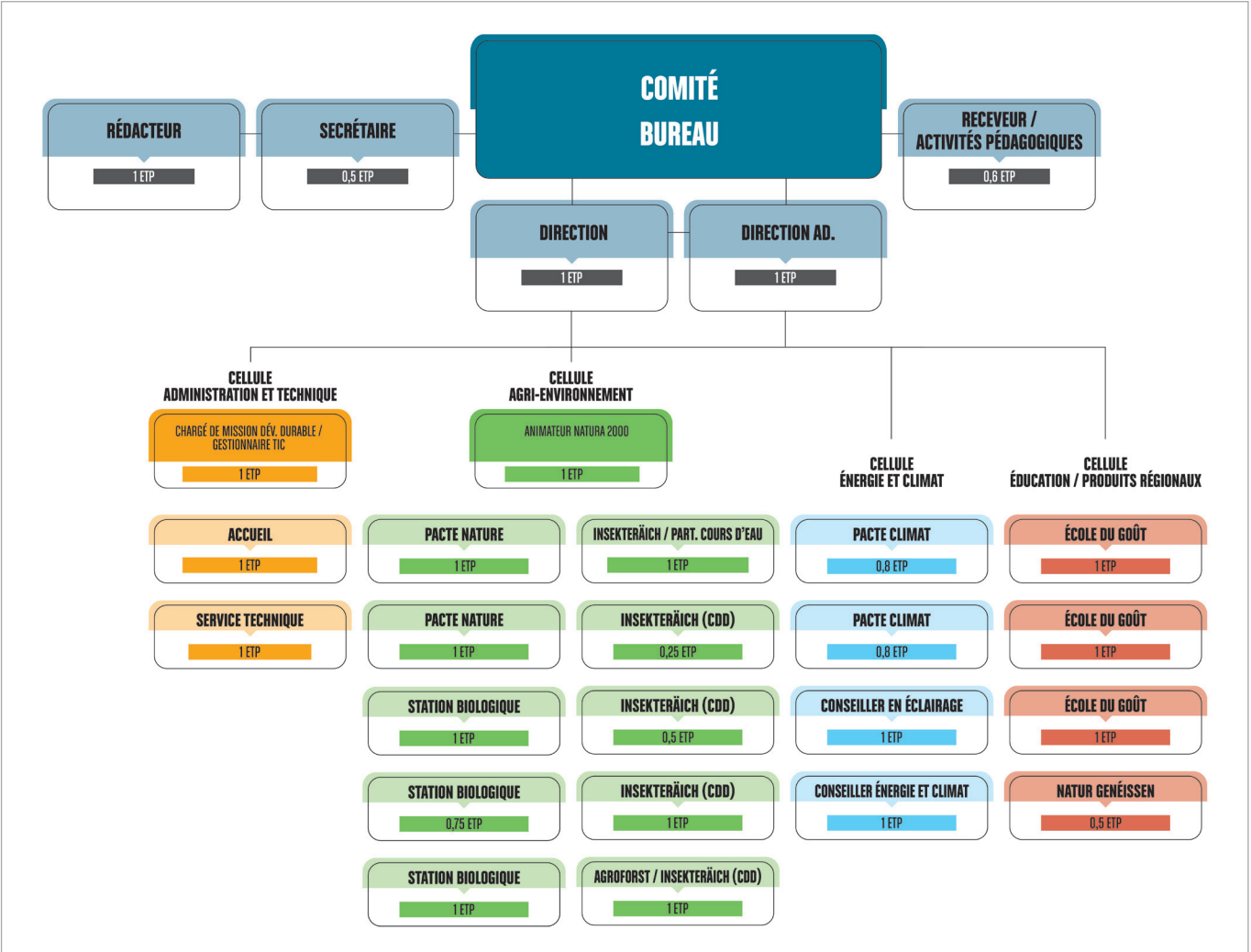
Der **beratende Beirat** des Vorstandes des Naturparks Our setzt sich aktuell aus 14 Mitgliedern der lokalen Bevölkerung, der lokalen oder regionalen Interessensvereine und aus privaten Vereinen zusammen, welche die Ziele des Naturparks verfolgen. Die Aufgaben des Beirates bestehen in der Unterstützung und Beratung des Vorstandes (Artikel 18³ des Naturparkgesetzes). Mit dem Beitritt der neuen Gemeinden erfolgt ein Aufruf, an dem interessierte Einwohner und Mitglieder von Vereinen und Organisationen dieser Gemeinden teilnehmen können. Die Ernennung der neuen Mitglieder des Beirats erfolgt durch den Vorstand.

Naturparkverwaltung

Die Naturparkverwaltung, nach Artikel 17⁴ des Naturparkgesetzes (*Service du parc*), geleitet von einer Geschäftsführung, welche unter der Aufsicht des Vorstandes und des Exekutivbüros agiert, ist für die Umsetzung des jährlichen Verwaltungsplans zuständig. Ihr obliegt die Umsetzung der Entscheidungen des Vorstands, die Sicherstellung der laufenden Verwaltung des Naturparks, sowie die Leitung, Koordinierung und Überwachung der Arbeit in den thematischen Abteilungen. Im Rahmen der Erneuerung und Erweiterung soll die aktuelle Naturparkverwaltung übernommen werden.

Das Team des Naturpark Our setzt sich aktuell (Stand 06/2024) aus 27 Mitarbeitern zusammen. Davon sind 23 Mitarbeiter fest angestellt sowie 4 Mitarbeiter zeitlich begrenzt. 7 Mitarbeiter, von denen 4 beim Naturpark Our eingestellt sind und 3 bei einem der zwei anderen luxemburgischen Naturparke, teilen ihre Kapazitäten gleichberechtigt auf den Naturpark Our, den Naturpark Öwersauer und den Natur- & Geopark Möllerdall auf.

Die Naturparkverwaltung setzt sich wie folgt zusammen:



¹ ohne Stimmrecht

² Art. 16 : Le comité du syndicat a notamment pour mission :

1) d'arrêter les directives générales à appliquer en vue du déroulement des différentes activités du parc naturel;

2) d'arrêter le plan de gestion annuel comprenant notamment :

- l'engagement et le classement des agents à affecter, le cas échéant, au service du parc naturel prévu à l'article 17 de la présente loi;

- les acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles et leur affectation ainsi que les travaux de construction et de grosses réparations;

- les budgets d'investissement et d'exploitation et les comptes de fin d'exercice;

3) d'accepter et de refuser des dons et legs;

4) d'établir le rapport général d'activités ainsi que le programme d'activités;

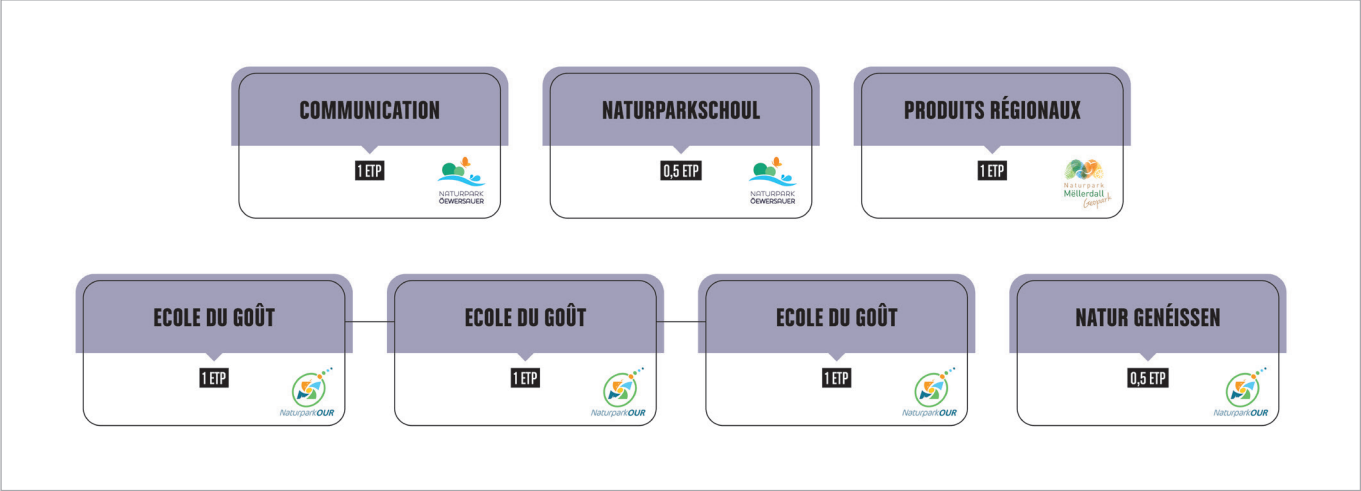
5) de représenter le syndicat dans les actions judiciaires.

³ Art. 18 : Il est créé une commission consultative qui a pour mission d'assister le comité dans l'exercice de ses attributions et qui comprend notamment des représentants de la population locale, des groupements d'intérêts locaux ou régionaux et des associations de droit privé oeuvrant dans l'intérêt des objectifs poursuivis par le parc naturel.

Les modalités relatives à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la commission consultative sont déterminées par le règlement grand-ducal prévu à l'article 11 de la présente loi.

⁴ Art. 17 : La mise en oeuvre du plan de gestion annuel est confiée à un service du parc naturel qui, agissant sous l'autorité d'un chargé de direction, comprend une équipe permanente d'animation des actions du parc. Le chargé de direction du service du parc naturel assiste aux réunions du comité avec voix consultative. Il exécute les décisions du comité et assure la gestion courante du parc dont il rend compte à la demande du comité.

Les modalités relatives à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du service du parc naturel sont déterminées par le règlement grand-ducal prévu à l'article 11 de la présente loi.



Grundstruktur des Naturparkbudgets

In Anwendung des « Règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l’Our » sowie des « Règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l’Our » und des « Arrêté grand-ducal du 15 juin 2005 autorisant la création du Parc naturel de l’Our » sowie des « Arrêté grand-ducal du 8 novembre 2019 portant approbation des statuts modifiés du Syndicat intercommunal pour l’aménagement et la gestion du Parc Naturel de l’Our », gemäß Artikel 11.3 der Statuten, setzen sich die Einnahmen wie folgt zusammen:

- Beiträge der Mitgliedsgemeinden
- Staatliche Kofinanzierung
- Einnahmen von Dienstleistungen (z.B. Plotter, etc.)
- Zinsen, Spenden und Vermächnisse

Zudem kann ein Teil der Einnahmen aus europäischen Fördergeldern zur Finanzierung von Projekten bestehen. Hauptfinanzierer sind der Staat und die Gemeinden, welche zusammen im Schnitt 90% des Budgets tragen.

Beitrag der Mitgliedsgemeinden

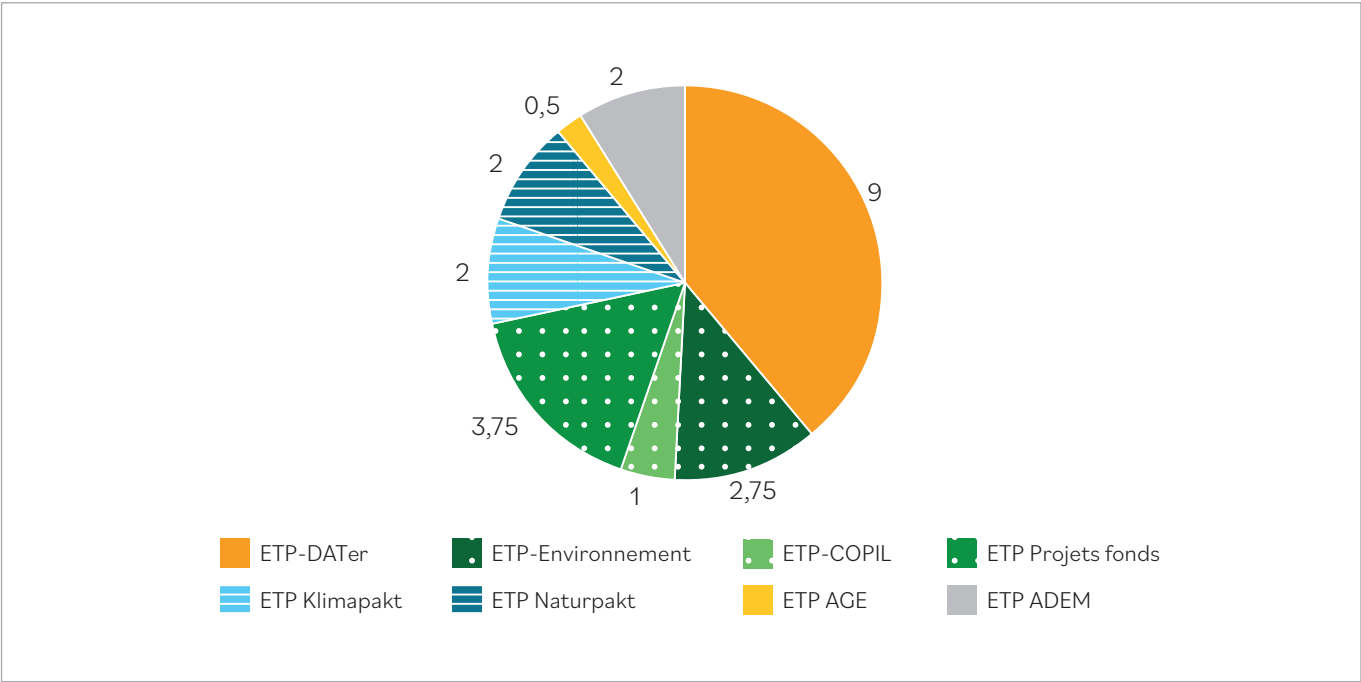
Gemäß Artikel 11.4 der Statuten legt der Vorstand die Gemeindebeteiligung jährlich fest.

Die geänderten Statuten vom 8. November 2019 sehen einen Prozentsatz zwischen 0,5% und 2,5%⁵ vor. Über diesen Prozentsatz wird jährlich in einer Vorstandssitzung abgestimmt. Zu diesem Votum sind ausschließlich die Gemeindevertreter des Vorstands zugelassen.

Finanzierung des Personals

Aktuell (Stand 06/2024) beschäftigt der Naturpark Our 27 Angestellte (davon 6 *fonctionnaires communaux*, 2 *employés communaux* und 19 *salariés*) was einem ETP (*équivalent temps plein* = Vollzeitäquivalent) von 23 entspricht.

In der folgenden Grafik wird die Finanzierung des Personals nach Finanzierer dargestellt:



Das Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung, kofinanziert derzeit neun ETP. Dies umfasst sowohl das Stammpersonal (z.B. Geschäftsführung und Sekretariat) als auch projektbezogene Posten (Lichtberatung, GIS, Klimaberatung, École du Goût) zu 70% beziehungsweise zu 80%.⁶

Das Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität kofinanziert aktuell insgesamt 7,5 ETP. Dazu gehören die Mitarbeiter der Biologischen Station, der Natura-2000-Berater, sowie befristete Stellen im Zusammenhang mit Projekten, die über den Umwelt- bzw. Klimafonds finanziert werden. Die Finanzierung der Kosten für die Klima- und Naturpakt-Berater erfolgt über die, den Gemeinden von Klima-Agence zustehenden Beträge.

Darüber hinaus finanziert das Wasserwirtschaftsamt (AGE) eine halbe Stelle im Rahmen der Fließgewässerpartnerschaft zu 75%.

Alle staatlichen Kofinanzierungen werden durch Konventionen mit den jeweiligen Ministerien geregelt.

Zusätzlich finanziert die ADEM zwei Arbeitsplätze zur Wiedereingliederung von Langzeitarbeitslosen (*Emploi d’insertion pour chômeurs de longue durée - EMI*).

Die Mitarbeiter, die für die drei Naturparke in Luxemburg in ihren jeweiligen Aufgabenbereichen gleichermaßen zuständig sind, sind jeweils bei einem der drei Naturparke fest angestellt. Die Personalkosten werden zu 70% vom Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung kofinanziert, während die verbleibenden 30% zu gleichen Anteilen von den drei Naturparken getragen werden.

Die restlichen Personalkosten werden über die Gemeindebeiträge gedeckt. Im Schnitt tragen die Gemeinden zurzeit 25-30% der Personalkosten.

Arbeitsschwerpunkte

Die Arbeitsschwerpunkte des Naturparks werden im Rahmen der Etude détaillée präziser ausgearbeitet. Eine erste Beschreibung befindet sich als Orientierungsrahmen im Kapitel 4 des vorliegenden Dokumentes.

⁵ Art. 11-4 : La contribution annuelle des communes s’élève entre 0,5 et 2,5 % du total de la dotation financière revenant aux communes membres dans le cadre du Fonds de dotation globale des communes (FGDC). Elle est fixée dans le cadre du budget annuel par une décision majoritaire des seuls représentants des communes au sein du comité. La répartition de ce montant entre les communes membres se fait au prorata de la population de résidence la plus récente calculée par le STATEC.

⁶ Siehe : Convention concernant la participation financière de l’Etat aux frais de fonctionnement et de personnel du Parc naturel de l’Our signée le 13 janvier 2023.
* Zudem sieht die Konvention ab 01/2026 die Kofinanzierung einer halben Stelle zu 80% eines Projektbetreuers in der Landschaftsentwicklung vor.

Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

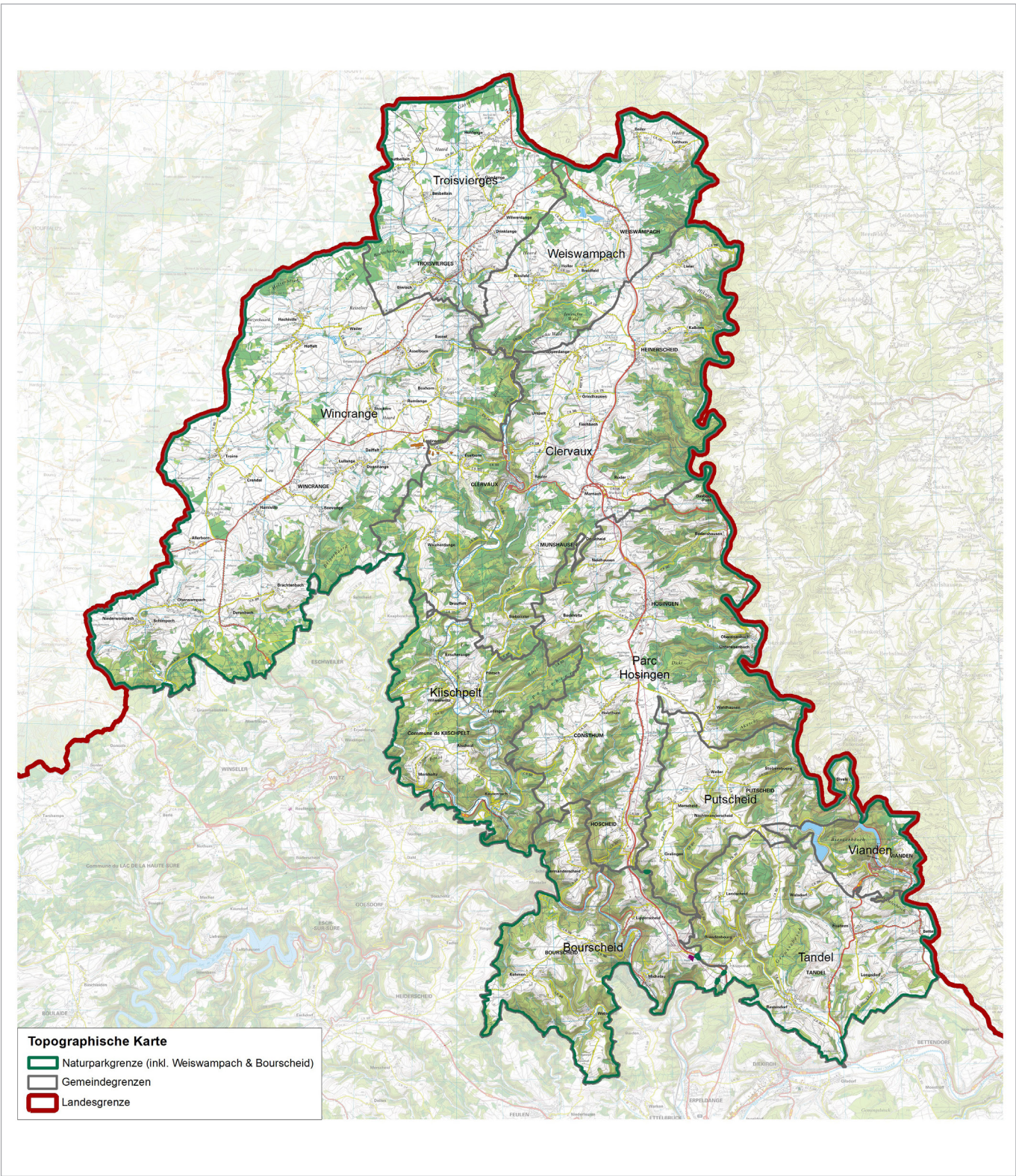
2. Liste der Naturparkgemeinden mit Angabe der Kadastersektionen pro Gemeinde

Dem erweiterten Naturpark Our gehören die folgenden 10 Gemeinden aus dem Distrikt Diekirch und den Kantonen Clervaux (C), Vianden (V), Wiltz (W) und Diekirch (D) an.

Commune	Sections cadastrales	Commune	Sections cadastrales
Bourscheid (D)	A / Schlindermanderscheid B / Michelau C / Bourscheid D / Welscheid E / Kehmen et Scheidel F / Lipperscheid	Tandel (V)	BA / Landscheid BB / Brandenburg-Ouest BC / Brandenburg-Est BD / Bastendorf BE / Tandel FA / Walsdorf FB / Fouhren FC / Longsdorf FD / Bettel
Clervaux (C)	CA / Clervaux CB / Eselborn CC / Weicherdange CD / Reuler CE / Urspelt CF / Mecher HA / Lieler HB / Kalborn HC / Heinerscheid HD / Fischbach HE / Grindhausen HF / Hupperdange MA / Siebenaler MB / Munshausen MC / Marnach MD / Roder ME / Drauffelt	Troisvierges (C)	A / Hautbellain B / Huldange C / Goedange D / Wilwerdange E / Drinklange F / Troisvierges G / Basbellain H / Biwisch
Kiischpelt (W)	KA / Alscheid KB / Merkholtz KC / Kautenbach WA / Enscherange WB / Pintsch WC / Lellingen WD / Wilwerwiltz	Vianden (V)	A / Scheuerhof B / Vianden
Parc Hosingen (C)	CA / Holzthum CB / Consthum HdA / Hoscheid HdB / Markenbach HnA/ Rodershausen HnB / Obereisenbach HnC / Untereisenbach HnD / Wahlhausen HnE / Hosingen HnF / Bockholtz HnG / Neidhausen HnH / Dorscheid	Weiswampach (C)	A / Beiler B / Leithum C / Weiswampach D / Breidfeld E / Holler F / Binsfeld
Putscheid (V)	A / Weiler B / Putscheid C / Stolzembourg D / Bivels E / Nachtmanderscheid F / Gralingen G / Merscheid	Winrange (C)	AB / Asselborn AC / Sassel AD / Boxhorn AE / Rumlange AF / Stockem BA / Troine BB / Crendal BC / Lullange BD / Doennange et Deiffelt BE / Boevange BF / Hamiville BG / Winrange HA / Hachiville HB / Weiler HC / Hoffelt OA / Allerborn OB / Brachtenbach OC / Derenbach OD / Oberwampach OE / Niederwampach

Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

3. Topographische Karte mit Darstellung der Grenzen des Naturparks



Ohne Maßstab und genordet

Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

4. Die wesentlichen Zielsetzungen, bezogen auf Artikel 2 des Naturparkgesetzes vom 10. August 1993

ZIELE (OBJECTIFS)

Der Naturpark funktioniert als nachhaltiges Entwicklungsinstrument für ländliche Räume. Durch die Förderung der wirtschaftlichen und soziokulturellen Aspekte soll eine Entwicklung der Region im Einklang mit dem kulturellen und naturräumlichen Erbe ermöglicht werden.

Ziele sind, Schutz und Entwicklung miteinander in Einklang zu bringen und zusätzliche wirtschaftliche Impulse, sowie eine verbesserte Lebensqualität für die Bewohner des Naturparks herbeizuführen.

Die Vermarktung der Region als Naturpark trägt zum positiven Image der Region bei und ist eine wichtige Grundlage für die Förderung der Regionalentwicklung.

Als gemeinsames Instrument von Staat und Gemeinden kann der Naturpark dabei als Träger, Initiator, Koordinator, Promoter oder Lobbyist bei der Umsetzung von konkreten Projekten auftreten.

1. Gesetzlicher Rahmen

Im Naturparkgesetz vom 10. August 1993 wird die grundlegende Orientierung des Naturparks in Artikel 1 folgendermaßen formuliert:

(...) *La création, la planification et la gestion d'un parc naturel doivent à la fois garantir la conservation, la restauration et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel et assurer aux habitants du parc les possibilités d'un développement économique et socio-culturel durable et respectueux de ce même patrimoine.*

In Artikel 2 sind die übergeordneten Ziele, zu welchem der Naturpark seinen Beitrag leisten soll, folgendermaßen festgelegt:

Art. 2. *Le parc naturel doit contribuer notamment à la réalisation des objectifs suivants :*

- *la conservation et la restauration du caractère et de la diversité du milieu naturel, de la faune et de la flore indigènes*

Durch den bottom-up Ansatz, der sich von der Initiative, über die Erarbeitung bis hin zur Genehmigungsprozedur von Projekten zieht, wird eine Identität für die Region und deren Einwohner geschaffen und auf diese Weise die regionale Kooperation zwischen Einwohnern, Interessengruppen, Gemeinden und dem Staat gefördert.

Nicht zuletzt kann das hierdurch geschaffene regionale Netzwerk als potenzielle Grundlage für weitere Entwicklungen und Maßnahmen dienen.

Aus dem übergeordneten Ziel der nachhaltigen Regionalentwicklung, als Instrument zur Verbesserung der Lebensqualität der Einwohner der Region, werden im vorliegenden Kapitel die grundlegenden Ziele im Rahmen der vom Naturparkgesetz vorgegebenen Zielsetzungen abgeleitet und präzisiert.

- *la sauvegarde de la pureté de l'air et des eaux ainsi que de la qualité des sols*
- *la conservation et la restauration du patrimoine culturel*
- *la promotion et l'orientation d'un développement économique et socio-culturel intégrant les aspirations légitimes de la population en ce qui concerne leurs possibilités d'emploi, leur qualité de vie et d'habitat*
- *la promotion et l'orientation d'activités de tourisme et de loisirs s'inscrivant dans le cadre des objectifs du présent article.*

Die für den Naturpark Our im vorliegenden Kapitel definierten Ziele entsprechen in ihrer Präzisierung den fünf Zielen des Gesetzes.

2. Weiterentwicklung des Leitbildes

Aufbauend auf den Erfahrungen der letzten 20 Jahre sowie aufgebauten Fachkompetenzen soll der Naturpark Our als Instrument einer nachhaltigen Regionalentwicklung weiterentwickelt werden.

Dabei soll der Naturpark weiterhin einer modernen Naturparkphilosophie entsprechen und auf der in den Jahren 2005-2025 geleisteten Arbeit aufbauen. In diesem Zusammenhang steht der Naturpark Our für

- eine verantwortliche Balance zwischen Schutz- und Entwicklungsfunktion,
- integratives Denken und
- die Schaffung von Synergien und partnerschaftlichen Verhältnissen.

Dabei versteht der Naturpark sich als Dienstleistungsplattform für seine Mitgliedsgemeinden, indem er diesen zum Beispiel bei der Realisierung von Projekten mit einer individuellen Beratung zur Seite steht.

Das Leitbild, welches im Zuge der Anpassung der *Etude préparatoire* und *Etude détaillée* im Jahre 2014 entwickelt wurde und sich als Ziel gesetzt hat, das Thema „Natur und Landschaft im Ösling“ zu fokussieren, bietet einen Anhaltspunkt für die weitere Entwicklung. Dadurch, dass sich die Schwerpunkte und Ziele des Naturparks jedoch stetig verändern, wird auch eine kontinuierliche Weiterentwicklung des Leitbildes, als Profilierungskomponente des Naturparks, angestrebt. Das Thema des Leitbildes aus der vorherigen *Etude préparatoire* und *Etude détaillée* kann weiterhin als Orientierung genutzt werden und sollte beim Arbeitsschwerpunkt „Natur- und Umweltförderung“ weiter eine Rolle spielen.

Dadurch, dass eine Tendenz zu immer größeren Projekten besteht, soll in Zukunft ein stärkerer Fokus auf eine integrale Herangehensweise und Arbeitsweise aller Fachbereiche des Naturparks gelegt werden, damit fachbereichübergreifende Projekte leichter umgesetzt werden können. Dabei spielt auch die Optimierung der Zusammenarbeit mit wichtigen Partnern wie zum Beispiel den staatlichen Instanzen eine bedeutende Rolle.

Neben dem Leitbild spielen auch die seit dem Jahre 2017, erscheinenden jährlichen Indikatorenberichte des Naturparks eine Rolle für die Naturparkarbeit. Hier wurde die entsprechende Initiative aus der angepassten *Etude détaillée* von 2014 aufgegriffen und umgesetzt, um den Erfolg der Naturparkarbeit besser beurteilen zu können. Auf Initiative des zuständigen Ministeriums für Wohnungsbau und Raumentwicklung wurde eine Analyse des Ist-Zustands der Indikatorenberichte im Jahr 2022 initiiert. Im Rahmen einer anschließenden und zum jetzigen Zeitpunkt noch laufenden Workshopreihe mit Naturparkmitarbeitern wird an

einer Überarbeitung des Monitoring Systems der Naturparkarbeit und einer daraus folgenden Neustrukturierung des Indikatorenberichts gearbeitet. Die ursprünglichen 26 Aktionsindikatoren können in der Bilanz 2015-2025 des Naturpark Our nachgelesen werden. Die neu strukturierten Indikatoren werden nach Abschluss der Überarbeitung in der *Etude détaillée* mit aufgeführt.

Der Naturpark Our ist und bleibt in Zukunft offen für neue Missionen, bei Bedarf werden somit die Dienste des Naturparks angepasst und erweitert. Die, vom *Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)* definierten, neuen Aufgaben des Naturparks könnten beispielsweise in Zukunft in die Naturparkarbeit integriert werden. Dazu könnte unter anderem die Stärkung der Rolle des Naturparks im Bereich der Raumplanung zählen. Mögliche Aufgabenbereiche wären in diesem Bereich zum Beispiel die Beratung bei der Ausarbeitung eines Leitbildes, an dem sich zukünftige Planungen und Projekte orientieren können, das Mitwirken bei der Entwicklung einer Strategie zur Identifizierung und Erhaltung des kulturellen und architektonischen Erbes oder auch die Förderung und Sensibilisierung für neue und nachhaltige Arten des Planens, Bauens und (Er-)Lebens von Dörfern.

Der Naturpark Our legt viel Wert auf die Weiterentwicklung und den Ausbau der bereits vorhandenen Arbeitsbereiche insbesondere um dem Menschen eine zukunftsfähige, attraktive und identitätsstiftende Region zu bieten. Zum einen steht dabei der Erhalt und die Wiederherstellung der natürlichen und kulturellen Umwelt sowie der immer wichtiger und dringlicher werdende Klimaschutz im Fokus, zum anderen die Förderung einer nachhaltigen Entwicklung sowohl im Tourismusbereich als auch im Energiesektor.

Dadurch, dass sich die Schwerpunkte im Laufe der Entwicklung des Naturparks in den letzten zehn Jahren verändert haben, werden diese im Rahmen der vorliegenden *Etude préparatoire* und in der *Etude détaillée* anhand eines angepassten Leitthemas neu definiert:

„Eine innovative und nachhaltige Natur- und Landschaftsentwicklung in der Region, zusammen mit einer Verbesserung der Lebensqualität des Menschen sowie dem Schutz der natürlichen Umwelt soll langfristig sowie themenübergreifend und interdisziplinär umgesetzt werden“.

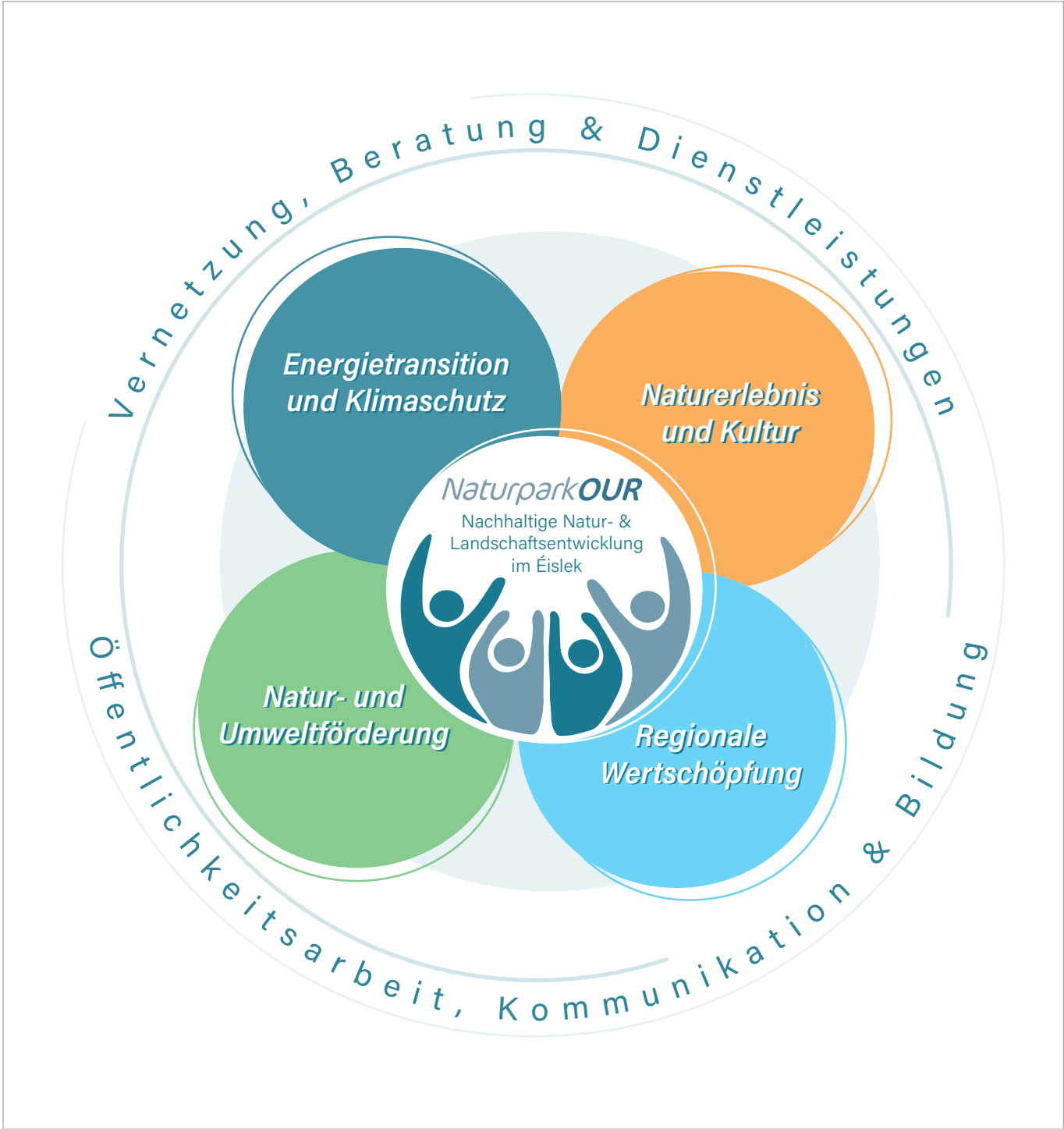
Zwischen den vielfältigen Zielen des Naturparks bestehen unterschiedliche Verbindungen, wobei sich einige überschneiden. Eine wichtige Aufgabe ist es, in Zukunft anhand von fachbereichsübergreifenden Projekten bei der Erreichung eines Ziels, möglichst viele positive Auswirkungen auf andere Bereiche zu erzielen.

3. Arbeitsschwerpunkte und grundlegende Ziele

Im Folgenden werden die Zielsetzungen aus den festgelegten Aufgabenbereichen des Naturparks präzisiert. Die Zielsetzungen, Leitlinien und Arbeitsschwerpunkte der *Etude préparatoire* und *Etude détaillée* aus dem Jahre 2014 sowie die Bilanz der Jahre 2015 bis 2025 wurden dafür als Basis genommen. Anhand einer entsprechenden Analyse der zwischen 2015 und 2025 umgesetzten Maßnahmen und Projekte sowie deren Auswirkungen wurden die Zielsetzungen in der vorliegenden *Etude préparatoire* angepasst und teilweise neu definiert. Es erfolgt eine Unterteilung in primäre und sekundäre Themenbereiche. Die sekundären

Aufgabenbereiche Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation und Bildung sowie Vernetzung, Beratung und Dienstleistungen wirken dabei übergreifend auf die anderen vier Themenbereiche (siehe untenstehende Grafik).

Die Förderung und Koordination der Landesplanung, wie sie vom *Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2035)* vorgesehen wird sowie die nachhaltige Regionalentwicklung, stehen dabei als übergeordnete Thematiken über den sechs Aufgabenbereichen.



Nachhaltige Natur- und Landschaftsentwicklung im Éislek

PRIMÄRE AUFGABENBEREICHE

Natur- und Umweltförderung

Aufgaben und Ziele

- Erhalt, Schutz und Verbesserung von Kultur- und Naturlandschaften, natürlichen Ressourcen, Klima, Biodiversität, Habitaten und Arten sowie der Qualität von Gewässern und Böden
- Schaffung von grün, blau und gelben Korridoren
- Zusammenarbeit und Vernetzung mit nationalen, regionalen und lokalen Akteuren, Partnern und Landnutzern
- Beratung der Landwirte zur Steigerung der Klimaresilienz, zum Erosionsschutz und zur CO₂-Bindung auf landwirtschaftlichen Flächen
- Sicherung eines fairen Interessenausgleichs anhand eines integrativ dynamischen Natur- und Umweltschutzes

Aktivitäten

- Weiterführung der Biologischen Station, der Natura 2000 - COPIL Éislek und der Fließgewässerpartnerschaft sowie die Festigung der Projekte "Insektenreich", Agroforst und Naturpakt
- Ausbau des Angebotes von speziellen Beratungsleistungen für Einwohner, Akteure und Landnutzer in der Region
- Förderung von umweltverträglichen Nutzungs- und Bewirtschaftungsformen
- Schaffung zusätzlicher Strukturelemente und Lebensräume und der damit verbundenen Biotopvernetzung
- Grenzüberschreitende Kooperationen zum Schutz der Natur
- Schaffung von weiteren Projekten in Zusammenarbeit mit den anderen Naturparks
- ...

Energietransition und Klimaschutz

Aufgaben und Ziele

- Aufbau und Harmonisierung einer interkommunalen Klimaschutzpolitik
- Beratung zur Thematik naturnahe und energieeffiziente Beleuchtung
- Sparsamer Umgang mit Energie und sonstigen Ressourcen
- Konsequente Absenkung der regionalen CO₂-Bilanz unter anderem durch den Ausbau der erneuerbaren Energien

Aktivitäten

- Erarbeitung von Empfehlungen oder Lastenheften für Gemeinden und andere Akteure nach dem Vorbild der bestehenden Zertifizierungen des Klimapakts 2.0 für die Bereiche:
 - Energieeinsparung / Bekämpfung der Energieverschwendung
 - Ausbau der Geothermie, Bioenergie, Wasserkraft, Windenergie, Solarenergie
 - Ressourcenschonendes Bauen
 - Aktive Mobilität
 - Sensibilisierung und Bildung
 - usw.
- Beratung seitens des Naturparks bei Projekten bezüglich der Integration in die Landschaft und des Klimaschutzes
- ...

Naturerlebnis und Kultur

Aufgaben und Ziele

- Förderung eines nachhaltigen und innovativen Tourismus-, Freizeit und Kulturangebots
- Bewahrung und Inwertsetzung des Tourismus- und Freizeitkapitals sowie des Kulturerbes:
 - historisch gewachsene Ortsbilder
 - Baukultur
 - kulturhistorische Baudenkmäler und Traditionen
 - attraktive Freizeit- und Kultureinrichtungen
 - usw.

Aktivitäten

- Förderung von Events, Initiativen und Projekten, welche die Identität sowie das natur- und kulturhistorische Erbe der Region hervorheben
- Diversifizierung des regionsspezifischen Erlebnisangebotes durch eine verstärkte Vernetzung von Themenbereichen und Akteuren
- ...

Regionale Wertschöpfung

Aufgaben und Ziele

- Förderung einer nachhaltigen und lokalen Wirtschaftsentwicklung
- Stärkung des Austauschs zwischen Produzenten, Gastronomen, Einzelhändlern, Konsumenten und weiteren Akteuren der Regionalwirtschaft

Aktivitäten

- Weiterentwicklung der regionalen Produktpalette und deren Vermarktung
- Beratung der Betriebe bei der Entwicklung, Herstellung, Verarbeitung und Vermarktung von regionalen Produkten
- Stärkung der Zusammenarbeit mit landwirtschaftlichen Betrieben
- Weiterentwicklung von bereits initiierten Projekten, welche die Entwicklung und Vermarktung nachhaltig produzierter Lebensmittel sowie die gesunde Ernährung vorantreiben:
 - Natur genießen
 - École du Goût
- ...

SEKUNDÄRE AUFGABENBEREICHE

Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation & Bildung

Aufgaben und Ziele

- Ausbau und Stärkung des Naturparks als attraktive, erlebniswerte und besuchenswerte Region
- Vermarktung der Region mit seinen qualitativ hochwertigen touristischen, kulturellen und umweltpädagogischen Angeboten
- Weiterbildung und Sensibilisierung von Gemeinden, Einwohnern und Besuchern zu regionsspezifischen sowie nachhaltigen Themen
- Kooperation, Koordination und partizipative Kommunikation mit den Gemeinden, Unternehmen, Produzenten, Bildungseinrichtungen, Organisationen und Privatpersonen aus der Region sowie zwischen unterschiedlichen Projekten
- Bildung als projekt- und themenübergreifender Auftrag des Naturparks

Aktivitäten

- Weiterentwicklung der digitalen Informations- und Kommunikationsmittel sowie Nutzung diverser zielgruppenorientierter Medien
- Unterstützung von Vereinen im Bereich der Vermarktung und Finanzierung von ausgewählten Events wie z.B. kulturelle Veranstaltungen
- Informationsmaterialien und -abende, Aus- und Weiterbildungen, Bürgerbeteiligungsforen, Vorträge, Kolloquien, Dauerausstellung des Naturparks, mobile Ausstellungen, Kurse sowie themenbezogene Publikationen
- Förderung der Kooperation mit Schulen aus der Region insbesondere im Rahmen des Projektes „Naturparkschoul“ sowie des Austauschs mit internationalen Akteuren
- ...

Vernetzung, Beratung & Dienstleistungen

Aufgaben und Ziele

- Förderung einer kohärenteren, partnerschaftlich und nachhaltig ausgerichteten Regionalentwicklung als Vernetzungs-, Beratungs- und Dienstleistungsplattform in der Region
- Ausbau und Verbesserung der zahlreichen Serviceangebote insbesondere zur Förderung innovativer Pilotprojekte und Ideen

Aktivitäten

- Unterstützung und Beratung im Hinblick auf die Energiewende und die Produktion erneuerbarer Energien, in Fragen des Natur-, Tier-, Landschaft- und Ressourcenschutzes, im Bereich der Entwicklung regionaler Produkte, bei der Umsetzung von Events, usw.
- Ausbau des SIG Regional Nord zum Beispiel durch die Integration von 3D-Daten
- Intensivierung der Zusammenarbeit mit Naturparks aus dem In- und Ausland sowie mit internationalen Strukturen und Organisationen wie LEADER, INTERREG, EUROPARC Federation, usw.
- ...

4. Strategische Ziele für die Projektumsetzung

Projekte - auf Basis der hier festgelegten Ziele - sollen als innovative Lösungen im Sinne der Region verfolgt werden und

- anhand einer integralen Herangehensweise und Arbeitsweise der Fachbereiche sowie in einer optimierten Zusammenarbeit mit unterschiedlichen Partnern umgesetzt werden,
- der Profilschärfung des Naturparks Our dienen,
- den Naturpark Our nach außen positiv darstellen und nach innen stärken,
- die Partizipation der Bevölkerung, insbesondere von Kindern und Jugendlichen fördern,
- Mittel- und langfristig positive Auswirkungen auf Natur, Landschaft, Kultur und Wirtschaft haben.

Überschneidungen zwischen den Zielbereichen sind nicht ausgeschlossen bzw. teilweise sogar erwünscht. In diesem Zusammenhang spricht man von positiven Synergieeffekten. So trägt eine innovative und zukunftsfähige wirt-

schaftliche Entwicklung, verbunden mit einer nachhaltigen Nutzung und dem Schutz der natürlichen Umwelt zu einer Verbesserung der Lebensqualität der Einwohner bei und erhöht den Erlebniswert des Raumes für Besucher.

Die Vermarktung der regionalen Besonderheiten und Produkte über kulturelle und touristische Aktivitäten bringt wiederum zusätzliche wirtschaftliche Impulse für die Region.

In diesem Rahmen spielt der Naturpark insbesondere als Koordinations-, Beratungs- und Vernetzungsplattform eine wichtige Rolle.

Die vorliegende Etude préparatoire ist dabei nicht als fertiges Dokument zu sehen. Es handelt sich viel mehr um ein Basisdokument dessen Inhalte und Ziele im Rahmen der Öffentlichkeitsbeteiligung und der Etude détaillée vertieft und erweitert werden können.

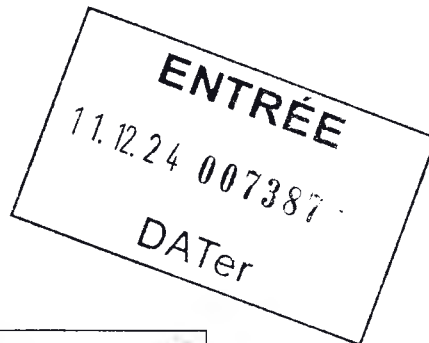




NaturparkOUR



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Ministère du Logement et de l'Aménagement
du territoire

Monsieur Claude Meisch
Ministre du Logement et de l'Aménagement
du territoire

Références :
Dossier suivi par : RIEMER Karin
Tél. (+352) 247-86810
E-mail : karin.riemer@mev.etat.lu

Luxembourg, le 9 décembre 2024

Objet : Étude préparatoire du Parc naturel de l'Our - Renouveau et élargissement - Avis du
CSPN

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de trouver en annexe l'avis demandé dans votre courrier du 16 juillet 2024.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Gilles Biver
Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe

Conseil supérieur pour la Protection de la Nature
et des Ressources naturelles

Rapport de la réunion du 4 octobre 2024

Présents :

Mme Doris Bauer (présidente)
Mme Alexandra Arendt
M. Gilles Biver
Mme Lea Bonblet (membre suppléant)
Mme Sandra Cellina
Mme Claudine Felten
M. Pol Gantenbein
Mme Danièle Murat
M. Roger Schauls
M. Jos Strotz
M. Winfried von Loë (membre suppléant)

Secrétaire :

Mme Karin Riemer

Excusés :

Mme Laura Daco
M. Alain Frantz
Mme Carole Molitor
M. Pascal Pelt
M. Alexander Weigand
M. Marc Weyland
Mme Claire Wolff
M. Guy Colling
Mme Corinne Steinbach
M. Philip Birget

[...]

Avis du CSPN au sujet de l'Etude préparatoire du Parc naturel de l'Our réalisée dans le cadre du renouvellement et de l'élargissement du parc naturel

- Le CSPN note que le Parc naturel de l'Our réalise un grand nombre de mesures de sensibilisation, mais que la mise en œuvre sur le terrain, en particulier sur les surfaces agricoles, est insuffisante ;
- Le CSPN est d'avis qu'au vu du fait que la région présente des niveaux de nitrate très élevés, un changement de mentalité est indispensable pour ce qui est de la protection des eaux ;
- Qu'un tel changement de mentalité s'avère d'autant plus urgent qu'une plainte de la Commission européenne se dessine à l'horizon ;
- Que les mesures projetées pour la période 2025-2035 manquent de manière générale de stratégie et d'ambition ;

- Le CSPN recommande que le Parc naturel se donne des objectifs et mesures quantifiables et reprenne concrètement, et en particulier concernant l'agriculture, les objectifs et mesures du Plan national pour la protection de la nature (PNPN3) et en respectant les objectifs à long terme et les objectifs opérationnels des Plans de gestion des ZSC Natura2000 ;
- Le CSPN rappelle que des moyens financiers sont disponibles pour la mise en œuvre des mesures du Plan national pour la protection de la nature (PNPN3) ;
- Le CSPN recommande que le Parc naturel offre de manière conséquente et approfondie des conseils agricoles ;
- Et que des efforts soient faits pour que les produits du Parc naturel puissent recevoir un label bio ;
- En outre, le pacte nature offre aux communes de nombreuses possibilités de promouvoir la protection de la nature sur les terres agricoles.

Il est précisé que le représentant de la Chambre d'Agriculture ne souscrit pas aux recommandations susmentionnées en ce qui concerne l'agriculture et s'en distance expressément.

[...]



Luxembourg, le 5 décembre 2024

Avis du Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire
concernant
l'étude préparatoire du parc naturel de l'Our

Par lettre du 16 juillet 2024, le CSAT a été saisi pour avis par le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire concernant l'étude préparatoire du parc naturel de l'Our conformément à l'article 7, alinéa 2, de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Le dossier soumis au CSAT comporte, à côté de l'étude préparatoire en soi, une série de documents connexes tels qu'une lettre d'accompagnement, un bilan « 2015-2025 », une lettre à Madame le Bourgmestre de la commune de Bourscheid, deux lettres d'information à la population de la commune de Bourscheid, les extraits du registre aux délibérations des conseils communaux des communes Bourscheid et Weiswampach ainsi qu'un flyer pour une soirée d'information. Parmi tous ces documents connexes, surtout le bilan « 2015-2025 » intéressera le CSAT aux fins du présent avis concernant l'étude préparatoire.

Le CSAT prend note que les personnes et organismes démarchés du parc naturel de l'Our sont motivés tout d'abord par le fait que le statut de parc naturel, conféré par le règlement grand-ducal du 17 mars 2026 portant renouvellement du Parc naturel de l'Our, arrivera bientôt à son échéance étant donné qu'il est légalement limité à une durée de dix ans, et qu'il y aurait partant lieu de procéder à un renouvellement ou une prolongation du statut pour la période 2025-2026.

Dans le cadre de cette procédure de prolongation du statut de parc naturel, le CSAT prend également note que celui-ci saisit également l'occasion d'élargir son étendue territoriale aux territoires des communes de Weiswampach et de Bourscheid.

Le CSAT salue le principe de la prolongation du parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans en soulignant qu'il s'agit d'un outil important dont dispose la politique d'aménagement du territoire pour aménager les espaces ruraux tels que la « région » de l'Our. Cet outil a été consacré par la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement d territoire.

Dès lors, le CSAT salue que cet outil, et avec lui les principes de l'aménagement du territoire, soient élargis aux territoires des deux communes précitées.

Ensuite, le CSAT prend acte que l'étude préparatoire précède une étude plus détaillée pour laquelle il devra également être saisi pour avis ultérieurement selon la loi précitée du 10 août 1993.

Sur la base de ces constats de principe positifs, le CSAT fonde ses considérations plus circonstanciées suivantes concernant l'étude préparatoire. Elles sont à considérer comme recommandations en vue de l'élaboration de l'étude détaillée.

Tout d'abord, il échet de souligner que, quand bien même le parc naturel de l'Our s'inscrive dans l'optique d'un outil, respectivement d'un moyen de l'aménagement du territoire, il n'en reste pas moins que les aspects de l'aménagement du territoire ne semblent pas avoir été pris en compte à suffisance. En effet, le bilan 2015-2025 indique à la page 28 sous la rubrique « *Beratung der Gemeinden im Rahmen der PAG* » que la coordination et les conseils en matière de développement urbain dans le cadre des PAG communaux, tel que définie par l'étude détaillée de 2014, n'a pas été mis en œuvre.

Le CSAT trouve dès lors hautement regrettable que cette composante primordiale n'ait pas été mise en œuvre par le parc naturel, mais il déplore surtout, que face à tel constat, l'étude préparatoire sous avis ne reprenne et ne renforce pas davantage la nécessité de combler à cette carence.

L'étude préparatoire indique certes à la page 17 sous la rubrique « *2. Weiterentwicklung des Leitbildes* » que le parc naturel de l'Our serait ouvert à de nouvelles missions et que ses services devraient être adaptés et élargis, notamment afin d'intégrer de nouvelles tâches définies par le programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) tout en citant une série de nouvelles missions potentielles, alors qu'elle devrait y indiquer clairement que contrairement à la décennie passée, les défis d'un aménagement du territoire durable devraient être adressés de manière conséquente et coordonnée. D'après la compréhension du CSAT, il ne s'agit pas de nouvelles missions potentielles, mais de missions bien définies par le passé qui n'ont pas été mises en œuvre. D'ailleurs, aux pages 18 à 20 de l'étude préparatoire sous l'intitulé « *3. Arbeitsschwerpunkte und grundlegende Ziele* », l'aménagement du territoire n'y est pas mentionné et pas concrètement intégré dans les objectifs. Seule à la page 18 il y est décrit tout court que « *Die Förderung und Koordination der Landesplanung, wie sie vom Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2035) vorgesehen wird sowie die nachhaltige Regionalentwicklung, stehen dabei als übergeordnete Thematiken über den sechs Aufgabenbereichen.* ».

Bien qu'il soit louable de mentionner que l'aménagement du territoire et le PDAT représentent des objectifs supérieurs, le CSAT recommande fortement de développer davantage cette approche dans l'étude préparatoire et celle plus détaillée, d'y définir plus concrètement les objectifs recherchés et de rendre l'aménagement du territoire plus visuel dans les graphiques et représentations des objectifs du parc naturel. Concrètement, à l'instar de l'étude détaillée de 2014, il est conseillé que le parc naturel engage du personnel permettant de réellement coordonner et de conseiller les communes au niveau de leur PAG au vu des aspects d'aménagement du territoire mis en avant par le PDAT comme l'espace d'action « Éislék ». À titre d'exemple, le CSAT aurait souhaité rencontrer dans l'étude préparatoire des réflexions et orientations plus concrètes comme celles de l'identification de surfaces prioritaires pour certains types de développement (p.ex. là où se trouvent des CDA ou non).

L'étude préparatoire devrait se présenter de manière plus stratégique et se prononcer plus concrètement par rapport à l'économie du tourisme et les impacts en termes de trafic, de restauration. L'étude devrait intégrer des idées telles que la culture architecturale (Baukultur), le développement harmonieux des structures urbaines et rurales, la densification (Nachverdichtung), la conversion de surfaces ou modes d'utilisation du bâti avant le nouveau développement (Umnutzung vor Neuerschließung), la concentration concentrique ou encore l'expérimentation avec la zéro artificialisation nette, etc.

Il existe partant une panoplie de matières relatives à l'aménagement du territoire qui pourrait être prise en compte plus directement dans l'étude préparatoire. Sans un tel renforcement, les aspects d'aménagement du territoire risquent à nouveau de ne pas être mis en œuvre convenablement pendant la période à venir.

Ensuite, le CSAT souhaite émettre une deuxième recommandation concernant la gestion des services proposés par le parc naturel de l'Our. En effet, le CSAT remarque que le personnel du parc naturel a nettement augmenté ces dernières années et qu'il existe même des services communs avec les autres deux parcs naturels « Uewersauer » et « Möllerdall ». Au vu de ces développements, le CSAT recommande que l'étude préparatoire concrétise plus de synergies qui puissent être trouvées avec les autres parcs naturels au niveau de la gestion de services communs. En revenant à l'idée de la première recommandation, un conseiller spécialisé en aménagement du territoire pourrait être embauché afin de conseiller et accompagner les communes dans ce domaine. Le CSAT recommande que l'étude préparatoire engage de réflexions sur le rôle de ce conseiller, son intégration dans la structure organisationnelle du parc naturel « Our » et son implication dans les processus de planification des communes.

Une dernière recommandation que le CSAT voudrait émettre est celle de développer davantage la coopération transfrontalière avec les parcs naturels limitrophes. À la page 20 de l'étude préparatoire le renforcement de la coopération transfrontalière est en effet mentionné comme « activité » dans la mission secondaire « *Vernetzung, Beratung & Dienstleistungen* ». Mais le CSAT est d'avis qu'il faudrait accorder plus d'importance et de priorité à la coopération transfrontalière ce qui permettrait de valoriser davantage la région rurale même au-delà des frontières.

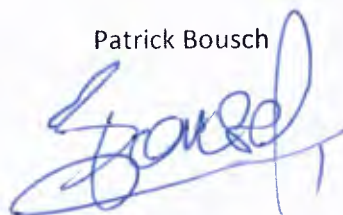
En guise de conclusion, le CSAT conseille fortement que le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire insiste à ce que les trois recommandations précitées soient davantage développées et entérinées dans l'étude préparatoire et ensuite dans l'étude détaillée du parc naturel de l'Our.

Daniel Martin

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Martin', with a horizontal line underneath.

Secrétaire en intérim du Conseil Supérieur
de l'Aménagement du Territoire

Patrick Bousch

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Bousch', with a horizontal line underneath.

Président du Conseil Supérieur de
l'Aménagement du Territoire



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Affaire suivie par : Marie-Josée Vidal,
Liette Mathieu, Sarah Krier

Parc naturel de l'Our
A l'attention de Monsieur le président
Emile Eicher
12, Am Parc
L-9836 Hosingen

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2024

Objet : Avis portant sur l'étude préparatoire concernant la prolongation et l'élargissement du Parc naturel de l'Our

Monsieur le président,

Je tiens à vous remercier pour votre courrier du 1^{er} juillet 2024 concernant la transmission de l'étude préparatoire pour la prolongation et l'élargissement du Parc naturel de l'Our.

Conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, j'ai transmis, en tant que ministre ayant dans ses attributions l'aménagement du territoire, l'étude préparatoire à l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire et du Conseil supérieur pour la protection de la nature en date du 16 juillet 2024. Selon l'article 8 de la loi précitée, le ministre transmet les avis des deux conseils ainsi que ses propres directives au groupe de travail en l'invitant à compléter l'étude préparatoire et à lui soumettre l'étude détaillée sur la base de laquelle il élabore un projet de règlement grand-ducal. Je vous fais donc parvenir par la présente mes directives par rapport à l'étude préparatoire.

Cadre

La loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels met en place le cadre pour la création et la gestion des parcs naturels au Luxembourg. Les parcs naturels constituent non seulement un instrument de protection du patrimoine naturel et culturel, mais aussi un instrument pour un développement régional durable et intégré. Ainsi, la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire met en évidence à l'article 2 les parcs naturels comme un des instruments à mettre en œuvre par le ministre pour l'exécution de la politique d'aménagement du territoire.

Dans le règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our, le statut du parc naturel est renouvelé pour une durée de dix ans. Selon ce même règlement, les communes du Parc naturel de l'Our « s'engagent à un développement intégré et durable de la région et coordonnent leurs actions en ce qui concerne la réalisation de toute infrastructure ayant un impact régional. En outre, les communes veillent à une qualité élevée lors de la définition des prescriptions urbanistiques et paysagères pour les nouveaux quartiers d'habitation. »

La prolongation du statut du Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans est en même temps l'unique moment où l'adaptation du périmètre du parc naturel est possible (adhésion ou démission de communes). Selon l'étude préparatoire, il s'agit d'intégrer la commune de Weiswampach, commune candidate d'adhésion depuis 2021, ainsi que la commune de Bourscheid au Parc naturel de l'Our. En tant que ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, je souhaite vous assurer mon soutien pour cette initiative et à vous en féliciter. En effet, d'un point de vue de l'aménagement du territoire, l'adhésion des deux communes faisait tout son sens et représenterait une opportunité pour renforcer le parc naturel en tant qu'instrument pour un développement régional durable en milieu rural. Il reste à préciser que chaque commune prendra sa décision quant à l'adhésion / la démission au parc naturel pour les dix prochaines années après l'enquête publique prévue par la procédure de renouvellement.

Procédure

Comme prévu par la loi, l'étude préparatoire a été présentée à la population lors d'une soirée d'information qui a eu lieu au centre culturel « am Eelerich » à Weiswampach le 19 juin 2024. La présentation a été suivie d'une discussion dans le cadre d'un atelier « open space », pendant laquelle les participants ont pu exprimer leurs idées. Bien que la loi ne prévoie pas de délai pour l'invitation des habitants, il faut souligner dans ce contexte, qu'il est regrettable que les habitants de la commune de Bourscheid n'aient été invités que peu de temps avant cet événement. Il convient de se demander dans quelle mesure les habitants de la commune de Bourscheid ont eu la même opportunité de participer à l'événement que les habitants des autres communes.

Le rapport de l'atelier « open space » m'a été transmis en complément à l'étude préparatoire. Dans ce contexte je tiens à souligner que selon la loi modifiée du 10 août 1993 « les recommandations et suggestions émises lors de cette présentation peuvent être intégrées à l'étude détaillée ».

Je regrette que les sujets touchants plus spécifiquement à l'aménagement du territoire n'ont pas été présentés comme un axe de travail (« primäre und sekundäre Aufgabenbereiche ») lors de l'atelier précité.

Il convient de rajouter, que l'étude préparatoire a été présentée au comité du parc naturel le 17 juillet 2024. Cette présentation a donc eu lieu après que l'étude préparatoire a été transmise au ministère.

Contenu des documents soumis pour avis

- Le bilan 2015-2025

Selon le règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our, un bilan du travail accompli au cours des dix dernières années est dressé par le comité du syndicat lors du renouvellement du statut. Le bilan transmis au ministère par mail en date du 2 juillet 2024 est bien structuré et donne une vue d'ensemble des activités réalisées lors des dix dernières années. Les différents axes de travail (« Aufgabenbereich ») prévu dans l'étude détaillée de 2014 ont été

concrétisés par des projets. Comme proposé dans le bilan, l'idée de mettre en place un axe de travail supplémentaire pour le volet énergie, climat et éclairage me semble pertinent en vue des défis climatiques et énergétiques auxquels le Grand-Duché est confronté.

Le bilan met en évidence que l'idée avancée dans l'étude détaillée de 2014, selon laquelle le parc naturel pourrait proposer un service régional en vue de conseiller les communes dans le cadre de leur PAG, n'a pas été mise en œuvre. Je pense qu'un tel service pourrait aider les communes à relever les défis en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire auxquels sont confrontés les zones rurales.

Le bilan précise également que l'élargissement des tâches qui sont confiées au Parc naturel de l'Our par le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) représente un grand défi dans les dix prochaines années. Je partage le constat énoncé dans le bilan, selon lequel les objectifs du PDAT devront être mis en œuvre dans la suite du processus d'élaboration de l'étude préparatoire et de l'étude détaillée.

- L'étude préparatoire

Conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, l'étude préparatoire comprend :

1. une note indiquant l'objet, les motifs et la portée de l'opération;
2. la liste des communes concernées par le parc naturel avec l'indication, par commune, des sections cadastrales correspondantes;
3. une carte topographique avec le tracé des limites du parc;
4. les objectifs fondamentaux du projet, définis en fonction de l'article 2 de la loi précitée.

Les trois premiers points me semblent avoir été traités de manière adéquate dans l'étude préparatoire. Toutefois, je tiens à préciser, que la commission consultative prévue à l'art 18 de la loi sur les parcs naturels devrait être mentionnée dans l'organigramme. Afin de contribuer à relever les défis en matière de développement territorial auxquels sont confrontés les espaces ruraux, je tiens à rappeler qu'il est prévu qu'à partir de 2026, le département de l'aménagement du territoire cofinancera à hauteur de 80% une tâche de 50% pour renforcer l'équipe du Parc naturel de l'Our dans le domaine de l'aménagement du territoire. Comme l'élaboration de l'étude préparatoire représente une opportunité de se projeter dans les années à venir, je recommande de prévoir dans la structure de l'organigramme une case pour ce poste, ainsi que pour d'autres postes qui sont éventuellement prévus afin de renforcer l'équipe du parc naturel à l'avenir. Ainsi les communes adhérentes au Parc naturel peuvent entièrement prendre connaissance des services proposés par ce dernier dans les années à venir.

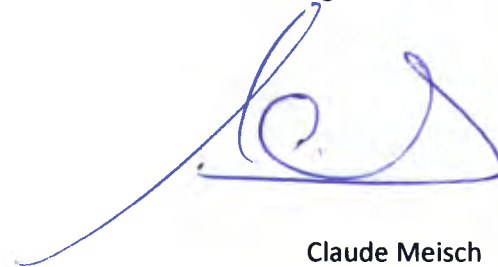
En ce qui concerne les objectifs fondamentaux, et notamment le nouveau « Leitbild », le volet sur le développement régional durable (« nachhaltige Regionalentwicklung ») et sur l'aménagement du territoire (« Landesplanung ») ne me semble pas assez développé. En effet, le PDAT met en avant le fait que le volet de l'aménagement du territoire est moins présent dans les parcs naturels luxembourgeois que, par exemple, auprès de leurs homologues wallons et français. (PDAT, page 111). Le même constat ressort de l'analyse des rapports d'indicateurs des parcs naturels de 2017-2020. Le processus de renouvellement des parcs naturels offre la possibilité de revenir sur les années passées et représente une opportunité pour le parc de se réinventer et de se réorienter en vue de répondre aux nouveaux défis. Ainsi, le PDAT mentionne pour les parcs naturels, trois pistes d'action supplémentaires à explorer, à savoir :

- renforcer le rôle de conseil des parcs naturels en matière d'aménagement du territoire,
- renforcer le rôle des parcs naturels pour les processus participatifs,
- renforcer le rôle de conseil des parcs naturels en vue de la transition énergétique.

C'est pourquoi je suis d'avis que l'étude préparatoire serait à compléter, en intégrant à côté des axes de travail (« Aufgabenbereiche) existants, à savoir « Natur- und Umweltförderung », « Energietransition und Klimaschutz », « Naturerlebnis und Kultur » et « Regionale Wertschöpfung » un axe de travail supplémentaire concernant la thématique du développement territorial durable. Les idées de projet que le parc naturel aimerait poursuivre dans ce domaine seront à intégrer dans l'étude détaillée.

Veuillez recevoir, Monsieur le président, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire



Claude Meisch

Detailstudie (Etude Détaillée) des Naturpark Our

im Rahmen seiner Erneuerung und Erweiterung





Detailstudie (Etude Détaillée) des Naturpark Our

im Rahmen seiner Erneuerung und Erweiterung

März 2025

Ausgearbeitet von einer Arbeitsgruppe bestehend aus Vertretern des Naturpark Our, der Gemeinden Bourscheid und Weiswampach und des Ministeriums für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung (DATer)

Titelfoto:

Jim Hardt



Inhaltsverzeichnis

Inhaltsverzeichnis	5
1. Vorwort	7
2. Einleitung	11
2.1. Erläuterung zum Prozess der Erweiterung.....	11
2.2. Darstellung der erweiterten Naturparkregion	15
2.2.1. Geografische Lage und landesplanerischer Kontext.....	15
2.2.2. Geologie und Geomorphologie	18
2.2.3. Vegetation und Landnutzung.....	18
2.2.4. Bevölkerung und Wirtschaft	24
3. Angepasste Vorstudie (Etude Préparatoire)	27
4. Aufgabenbereiche, Ziele und Maßnahmen	49
4.1. Primärer Aufgabenbereich "Natur- und Umweltförderung"	51
4.1.1. Ausgangssituation und Perspektiven.....	51
4.1.2. Politische und thematische Ziele.....	51
4.1.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte	51
4.2. Primärer Aufgabenbereich "Energietransition und Klimaschutz"	56
4.2.1. Ausgangssituation und Perspektiven.....	56
4.2.2. Politische und thematische Ziele.....	56
4.2.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte	56
4.3. Primärer Aufgabenbereich "Naturerlebnis und Kultur"	61
4.3.1. Ausgangssituation und Perspektiven.....	61
4.3.2. Politische und thematische Ziele.....	61
4.3.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte	61
4.4. Primärer Aufgabenbereich "Regionale Wertschöpfung"	66
4.4.1. Ausgangssituation und Perspektiven.....	66
4.4.2. Politische und thematische Ziele.....	66
4.4.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte	66
4.5. Primärer Aufgabenbereich "Raum - und Regionalentwicklung"	70
4.5.1. Ausgangssituation und Perspektiven.....	70
4.5.2. Politische und thematische Ziele.....	70
4.5.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte	71
4.6. Sekundärer Aufgabenbereich "Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation & Bildung"	73
4.6.1. Ausgangssituation und Perspektiven.....	73
4.6.2. Politische und thematische Ziele.....	73
4.6.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte	73
4.7. Sekundärer Aufgabenbereich "Vernetzung, Beratung & Dienstleistungen"	77
4.7.1. Ausgangssituation und Perspektiven.....	77
4.7.2. Politische und thematische Ziele.....	77
4.7.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte	77
5. Auswertung der Online-Umfrage	82
6. Struktur und Finanzierung des erweiterten Naturparks	85
6.1. Verwaltungsstruktur	85
6.1.1. Naturparkverwaltung	85
6.1.2. Naturparksyndikat	86
6.2. Finanzierung	88
6.2.1. Einnahmen	88
6.2.2. Ausgaben.....	91
6.3. Statuten – Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel de l'Our	92
7. Eventuelle PAG-Anpassungen	97
7.1. Monitoring SUP: Bourscheid	99
7.2. Monitoring SUP: Weiswampach.....	106
8. Abbildungsverzeichnis	111
9. Quellen- und Literaturverzeichnis	113
Anhang	115



Liebe Leserinnen und Leser,

Die luxemburgischen Naturparke stellen ein erfolgreiches Instrument der Landesplanung für eine nachhaltige Regionalentwicklung der ländlich geprägten Räume dar. Sie verfolgen eine horizontale Politik, welche sowohl gesellschaftliche, ökologische und wirtschaftliche Belange gleichermaßen berücksichtigt. Ziel ist es, den Einwohnern eine hohe Lebensqualität im Einklang mit einer nachhaltigen und widerstandsfähigen Entwicklung der Region zu bieten.

Der Naturpark Our besteht seit zwanzig Jahren, nachdem er 2005 gegründet und 2015 um zehn Jahre verlängert wurde. Die vorliegende Detailstudie betrifft die Verlängerung für weitere zehn Jahre sowie die Erweiterung des Naturparks Our um die Gemeinden Bourscheid und Weiswampach. Als Minister für Raumentwicklung begrüße ich die Erweiterung um die beiden Gemeinden. Aus raumplanerischer Perspektive stellt der Beitritt der beiden Gemeinden eine Gelegenheit dar, das Instrument des Naturparks im ländlichen Raum weiterzuentwickeln und zu stärken. Die Integration der Gemeinde Weiswampach schließt die territoriale Lücke im Norden des Naturparkgebiets und schafft somit einen zusammenhängenden Landschaftsraum. Die Erweiterung um die Gemeinde Bourscheid ermöglicht sowohl eine Ausdehnung nach Süden wie eine weitere direkte Anbindung an die Nordstad.

Die Ausarbeitung der Detailstudie bietet gleichzeitig eine Gelegenheit, den Naturpark weiterzuentwickeln und sich neuen Herausforderungen zu stellen. So bieten beispielsweise die in der Detailstudie neu eingeführten

Aufgabenbereiche „Raum - und Regionalentwicklung“ sowie „Energietransition und Klimaschutz“ einen Rahmen für die im *Programme directeur d'aménagement du territoire* (PDAT) für die Naturparke definierten zusätzlichen Handlungsmöglichkeiten.

Als regionale Plattform, die es den Gemeinden ermöglicht die Umsetzung interkommunaler Projekte zu begleiten, bietet der Naturpark einen besonderen Mehrwert für die Entwicklung der gesamten Region. Insbesondere für kleinere ländliche Gemeinden erweist sich die Gruppierung auf regionaler Ebene wichtig, da somit Synergien geschaffen und zunehmend anspruchsvollere Aufgaben bewältigt werden können.

Ich wünsche dem Naturpark Our viel Erfolg für die kommenden Jahre und versichere den Verantwortlichen weiterhin meine Unterstützung.



Abb.1 –
Claude Meisch
Minister für Wohnungsbau
und Raumentwicklung

Liebe Leserinnen und Leser,

Ich bin überaus glücklich, dass der Gemeinderat Bourscheid am 27. Juni 2024 den einstimmigen Prinzipienbeschluss gefasst hat seinen Antrag beim Naturpark Our einzureichen um als neues Mitglied für die kommende Periode aufgenommen zu werden.

Damit hat unsere Gemeinde einen wichtigen Schritt in Richtung einer nachhaltigen Zukunft gemacht.

Unsere Gemeinde ist tief verwurzelt in der Tradition der Landwirtschaft, die seit Generationen die Kulturlandschaft prägt. Das Zusammenspiel von bäuerlichem Erbe und nachhaltigem Wirtschaften verleiht unserer Region einen unverwechselbaren Charakter. Außerdem zeichnet sich die Gemeinde durch eine atemberaubende Landschaft aus, die zum Verweilen und Entdecken einlädt. Malerische Täler, sanfte Hügel und weitläufige Wälder bieten eine natürliche Kulisse. Gleichzeitig ist der Tourismus ein wachsender Teil unseres Lebens.

Deshalb verdeutlicht die Entscheidung zu dem Beitritt im Naturpark Our unser gemeinsames Bestreben, unsere wunderschöne Natur zu bewahren, unsere einzigartige Landschaft zu schützen und gleichzeitig den sanften Tourismus und die Umweltbildung zu fördern.

Die Mitgliedschaft im Naturpark Our bietet uns und unseren Einwohnerinnen und Einwohnern viele Vorteile. Sie ermöglicht uns, unsere natürlichen Ressourcen sinnvoll zu nutzen, unser Erbe zu bewahren und gleichzeitig das wirtschaftliche Potenzial unserer Region zu fördern. Gemeinsam mit den anderen Mitgliedsgemeinden wollen wir uns dafür einsetzen, die

Lebensqualität aller Bewohnerinnen und Bewohner zu verbessern und zukünftigen Generationen eine intakte Umwelt zu hinterlassen.

Ich bin überzeugt, dass wir durch diese Mitgliedschaft nicht nur einen wichtigen Beitrag zum Naturschutz leisten, sondern auch neue Chancen für unsere Gemeinde eröffnen. Ich danke allen, die sich bisher für dieses Vorhaben engagiert haben, und freue mich auf die positive Entwicklung, die vor uns liegt.

Abb. 2 –
Annie Nickels-Theis,
Bürgermeisterin
der Gemeinde Bourscheid



Liebe Leserinnen und Leser,

Seit 2021 ist die Gemeinde Weiswampach als „commune candidate d'adhésion“ im Naturpark Our aktiv und beteiligt sich seitdem an zahlreichen Projekten, wie Klimapakt und Naturpakt. Durch diese Zusammenarbeit konnten bereits in kurzer Zeit wegweisende Ziele in diesen beiden Bereichen durch erfolgreiche Zertifizierungen erreicht werden. Auch im Bereich des Insektenschutzes wurden im Rahmen des Projekts „D’Naturparken zu Lëtzebuerg – (een) Insekteräich“ großflächige Umsetzungen realisiert, die wesentlich zum Erfolg dieses Projekts beitragen.

Mit der bevorstehenden Erneuerung und Erweiterung des Naturparks hat die Gemeinde Weiswampach nun die Möglichkeit, eine vollwertige Mitgliedschaft anzustreben. Um diese wichtige Entscheidung gemeinsam mit der Bevölkerung zu treffen, wurden im Laufe des Jahres 2024 drei verschiedene Versammlungen organisiert, in denen die verschiedenen Aspekte der Mitgliedschaft ausführlich, besonders mit den Einwohnerinnen und Einwohnern der Gemeinde Weiswampach, diskutiert wurden.

Der Konsens aus diesen Gesprächen hat klar gezeigt, dass die Vorteile einer Mitgliedschaft im Naturpark Our überwiegen und der bereits eingeschlagene Weg weitergegangen werden soll. Die wachsenden Herausforderungen im Bereich Umwelt- und Naturschutz übersteigen die Ressourcen einer kleinen Gemeinde. Im Zusammenschluss mit dem Naturpark Our profitiert unsere Gemeinde von der regionalen Zusammenarbeit und dem bewährten Beratungsservice. Dies bedeutet, dass die Fachleute des Naturparks die Gemeinde bei der Realisierung von Projekten, wie energieeffiziente

Beleuchtung, Photovoltaikanlagen oder Schutz von Habitaten, tatkräftig unterstützen. Ohne diese Kooperation müsste die Gemeinde auf externe Berater zurückgreifen oder zusätzliches Personal einstellen, was deutlich höhere Kosten verursachen würde. Dabei kommt der staatlichen Förderung eine wichtige Rolle zu, da jeder Euro aus der Gemeindekasse durch staatliche Mittel verstärkt wird.

Weiswampach liegt im Herzen der Öslinger Kulturlandschaft, die insbesondere unter den Auswirkungen der rasanten wirtschaftlichen Entwicklung leidet. In enger Zusammenarbeit mit dem Naturpark Our wollen wir auch weiterhin konkrete Projekte umsetzen, um unsere Natur und Umwelt zu schützen und ein besseres Miteinander von Mensch und Natur zu fördern. Zudem sehen wir den nachhaltigen Tourismus und die Vermarktung regionaler Produkte als wichtige Zukunftsfelder, die wir gemeinsam weiterentwickeln möchten. Vor diesem Hintergrund hat der Gemeinderat beschlossen, einen Antrag auf Mitgliedschaft im Naturpark Our zu stellen. Wir bedanken uns herzlich bei den Verantwortlichen des Naturpark Our sowie den anderen Mitgliedsgemeinden für ihre Unterstützung und freuen uns auf die zukünftige Zusammenarbeit.

Abb.3 –
Néckel Polfer
Bürgermeister der
Gemeinde Weiswampach





2. Einleitung

Der Naturpark Our wurde am 09. Juni 2005 als gemeinsames Instrument einer nachhaltigen Regionalentwicklung von den Gemeinden und dem Staat mittels einer großherzoglichen Verordnung (Règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our) als zweiter Naturpark Luxemburgs gegründet. Die Rahmengesetzgebung zu den Naturparks wird durch das Gesetz vom 10. August 1993 gebildet (Loi du 10 août 1993 relative aux Parcs naturels). Bei seiner Gründung umfasste der Naturpark Our das Territorium folgender Gemeinden: Bastendorf, Clervaux, Consthum, Fohren, Hoscheid, Hosingen, Munshausen, Troisvierges und Vianden.

Der Naturpark wurde, wie das Naturpark-Gesetz sowie die großherzogliche Verordnung es vorsehen, für eine Laufzeit von zehn Jahren geschaffen. Durch die großherzogliche Verordnung vom 17. März 2016 (Règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our) wurde das Naturparkstatut erstmals um weitere 10 Jahre verlängert. Zu diesem Zeitpunkt erfolgte ebenfalls der offizielle Beitritt der Gemeinde Wincrange. 2025 steht nun eine weitere Verlängerung an. Dies erfolgt im Rahmen einer Bilanzierungsprozedur, welche in der besagten großherzoglichen Verordnung vorgesehen ist. Heute bilden die acht Gemeinden **Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden und Wincrange** den Naturpark Our. Die Gemeinde **Weiswampach** beteiligt sich seit 2021 als „commune candidate d'adhésion“ an zahlreichen Projekten des Naturpark Our und am 4. Juni 2021 hat sich der Gemeinderat Weiswampach einstimmig für die Beantragung der vollwertigen Mitgliedschaft im Naturpark Our ausgesprochen.

Ebenfalls hat der Gemeinderat der Gemeinde **Bourscheid** am 27. Juni 2024 einstimmig beschlossen, die vollwertige Mitgliedschaft im Naturpark Our zu beantragen.

Die Prozedur zur Erneuerung des Naturparkstatuts wird somit im Rahmen einer Erweiterungsprozedur ablaufen, die eine Abänderung der großherzoglichen Verordnung bedingt und entsprechend dem Naturparkgesetz wie bei einer Erstgründung durchgeführt wird.

Nachfolgend die historische Entwicklung von der ersten Idee bis zur Gründung und der aktuellen Erweiterung des Naturpark Our:

- 24. April 1981 – Absichtserklärung der Regierung zum Thema Naturschutz/Naturparkprojekte,
- 1991 – Bestrebung der verstärkten regionalen Zusammenarbeit (Anregung durch die Vereinigung “D'Frënn vum Ourdall”),
- 10. August 1992 – Zusammenschluss der Gemeinden Heinerscheid, Hosingen, Putscheid, Vianden und Weiswampach zum SIVOUR (Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Our),
- 10. August 1993 – Naturparkgesetz,
- 1994 – Gründung des Groupe de travail mixte für die Schaffung des Naturpark Our,
- 1995 – Beitritt der Gemeinden Bastendorf, Consthum, Fohren, Hoscheid und Munshausen zum SIVOUR,
- 1997 – Beitritt der Gemeinden Clervaux, Troisvierges und Wilwerwiltz zum SIVOUR,
- Juni 1997 – Vorstudie (Etude préparatoire),
- November 2003 – Detailstudie (Etude détaillée),
- 09. Juni 2005 – Règlement Grand-Ducal zum Naturpark Our,
- 2010 – Zwischenbilanz mit Interviews und Open Space-Veranstaltung,
- Anfang 2014 – 10 Jahres-Bilanz zwecks Weiterführung des Naturparks und allgemeine Zustimmung aller aktuellen Naturparkgemeinden zum Beitritt der Gemeinde Wincrange,
- 25.06.2014 – Validierung der Vorstudie (Etude préparatoire) durch den Naturpark-Vorstand sowie öffentliche Vorstellung der Detailstudie (Etude préparatoire) in Wincrange,
- 2016 - Verlängerung des Naturpark Our um weitere 10 Jahre durch die großherzogliche Verordnung vom 17.03.2016 (Mémorial A-47, p. 906). Offizieller Beitritt der Gemeinde Wincrange,
- Juni 2021 – Gemeinde Weiswampach bekommt den Status einer „Commune candidate d'adhésion“,
- Mai 2024 - 10 Jahres-Bilanz zwecks Weiterführung des Naturparks,
- 04. Juni 2024 – Workshop des Naturparkpersonals zur Erweiterung und Verlängerung des Naturpark Our,
- 19. Juni 2024 – Öffentliche Vorstellung der Vorstudie (Etude préparatoire) sowie der 10-Jahres-Bilanz in Weiswampach am 19.06.2024 mit anschließender Open-Space-Veranstaltung.

2.1. Erläuterung zum Prozess der Erweiterung

Die rechtliche Grundlage für eine Gründung bzw. die Erweiterung des Naturparks stellt das **luxemburgische Naturparkgesetz vom 10. August 1993** dar. Dieses hält in drei Kapiteln bzw. 20 Artikeln die diesbezüglichen Definitionen und Ziele wie auch den Gründungsablauf (Kap.1), die Richtlinien zum Management (Kap.2) sowie Bestimmungen für eine mögliche Umgestaltung bzw. Auflösung des Naturparks (Kap.3) fest.

Laut Art. 19 des Naturparkgesetzes ist für eine Erweiterung des Naturparks (« modification ») die gleiche Prozedur vorgesehen wie für die Neugründung.

« La procédure prescrite pour le premier établissement d'un parc naturel est applicable aux modifications à apporter au règlement grand-ducal portant création du parc naturel, de même que pour la suppression d'un parc, sauf que le projet y relatif est élaboré par le comité du syndicat prévu à l'article 15 de la présente loi. »

Dabei sind im Wesentlichen die folgenden vier Phasen umzusetzen:

1. Erstellung der Vorstudie (Etude préparatoire),
2. Erstellung der Detailstudie (Etude détaillée),
3. Öffentliche Auslegung der Plandokumente und Entscheid der Gemeinderäte (Procédure de consultation et d'approbation),
4. Erstellung und Verabschiedung der großherzoglichen Verordnung (Procédure réglementaire).

Die Prozedur zur Verlängerung verlangt zudem, dass der Naturparkvorstand eine Bilanz der, in den letzten 10 Jahren geleisteten Arbeit zieht, diese vom Beirat des Naturpark Our begutachtet wird und anschließend den Gemeinden vorgelegt wird (Règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our, Art. 3).

Diese **10-Jahres-Bilanz** wurde in einer **öffentlichen Informationsversammlung** am 19. Juni 2024 in Weiswampach vorgestellt. Sie wurde vom Vorstand ausgearbeitet und gibt einen Überblick über die geleistete Arbeit, die umgesetzten Projekte wie auch die neu entstandenen Projektideen und nimmt dabei Bezug auf die in der Detailstudie (Etude détaillée) (Anpassung der Etude détaillée des Naturpark Our - November 2014) formulierten Ziele und Maßnahmen.

Ebenfalls wurde in dieser öffentlichen Informationsversammlung am 19. Juni 2024 die **Vorstudie (Etude préparatoire)** vorgestellt. Sie ist eine erste Zusammenstellung von Informationen zu Beweggründen, Auswirkungen und Zielen des erweiterten Naturparks. Sie ist als gemeinsame Absichtserklärung der Gemeinden im erweiterten Naturpark zu sehen und wurde von einer Arbeitsgruppe, bestehend aus Mitgliedern des Naturpark Our, der betroffenen Gemeinden sowie des zuständigen Ministeriums für Landesplanung ausgearbeitet. Die ergänzte Version der Vorstudie (Etude préparatoire) findet sich in Kapitel 3 dieser Detailstudie (Etude détaillée).

Anschließend an die Vorstellung der Vorstudie (Etude préparatoire) fand zudem eine Diskussionsrunde im Rahmen einer **Open Space Veranstaltung** statt. Dabei konnten alle Teilnehmerinnen und Teilnehmer ihre Ideen zu den jeweiligen primären als auch sekundären Aufgabenbereichen, welche in der vorherigen Vorstel-

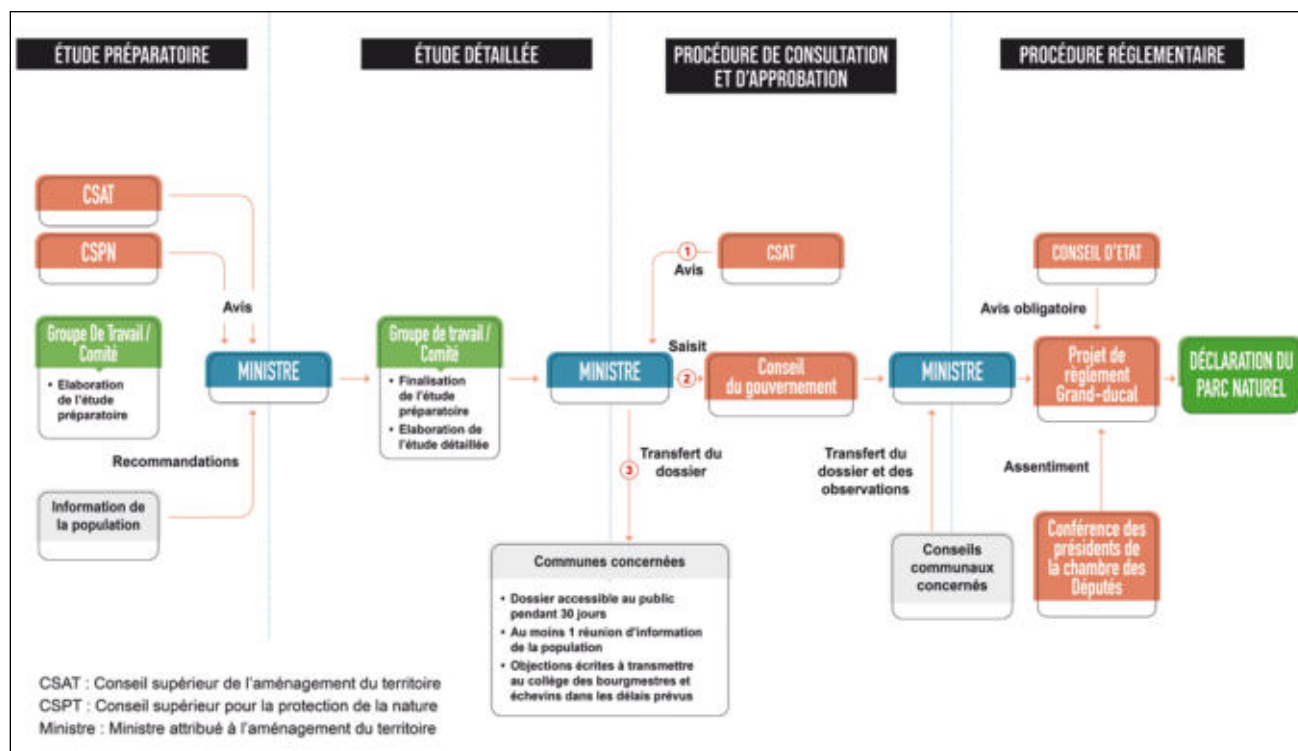


Abb. 4 – Schematische Darstellung der Prozedur der Schaffung bzw. Erweiterung eines Naturparks (Quelle: DATer, Min. du Logement et de l'Aménagement du territoire)

lung erläutert wurden, kundtun. Bis zum 09. August wurde zudem eine Online-Umfrage durchgeführt, um den Anliegen der BürgerInnen Rechnung zu tragen.

Bei der Detailstudie (*Etude détaillée*) handelt es sich um ein mehrjähriges Aktionsprogramm, welches nach Artikel 6 des Naturparkgesetzes Folgendes beinhaltet:

1) Die ergänzte Vorstudie (*Etude préparatoire*),

2) die großen Leitlinien des Detailprojektes:

- a. die Zielsetzungen des Naturparkprojekts (*les objectifs poursuivis en ce qui concerne la protection de l'environnement, la conservation et la restauration du caractère et de la diversité du milieu naturel et du patrimoine culturel, l'aménagement du territoire, la sauvegarde des intérêts des acteurs économiques locaux, le développement rural, économique, socio-culturel et touristique du territoire concerné*),
- b. die Maßnahmen zur Umsetzung der Zielsetzungen (*les mesures à séparer objectifspoursuivis*),
- c. eine Beschreibung der Methoden, die einzusetzen sind, um die Bevölkerung für den Naturpark zu interessieren (*une description des moyens qui sont mis en oeuvre pour intéresser la population à la gestion du Parc*) (= Sensibilisierungsprogramm),
- d. eine Schätzung der Personal-, Verwaltungs- und Investitionskosten, die zur Verwaltung des Naturparks benötigt werden (*une estimation des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la gestion du Parc*),
- e. die in Zusammenhang mit der Schaffung des Naturparks möglichen Anpassungen der kommunalen Bebauungspläne (*les modifications à apporter éventuellement aux plans d'aménagement communaux en rapport avec la création du Parc naturel*),
- f. ein Investitionsprogramm zur Umsetzung der Ziele (*le programme des investissements à mettre en oeuvre en vue de promouvoir les objectifs poursuivis*),
- g. einen Finanzierungsplan (*un plan de financement*).

3) Statuten, Zusammensetzung, Zuständigkeitsbereiche und Funktionsweise der mit der Leitung und Verwaltung des Naturparks beauftragten Gremien (*le statut, la composition, les missions et les règles de fonctionnement des organismes chargés de l'administration et de la gestion du Parc*).

Als Basis für die Erarbeitung der vorliegenden Detailstudie (*Etude détaillée*) sind zu betrachten:

- die bestehende Detailstudie (*Etude détaillée*) des Naturpark Our aus dem Jahr 2014,
- die Vorstudie (*Etude préparatoire*) (Juni 2024) samt den Stellungnahmen des Conseil supérieur de l'aménagement du territoire und des Conseil supérieur de la protection de la nature sowie den dazugehörigen Richtlinien des/der für die Landesplanung zuständigen Ministers/in (Art.8 des Naturparkgesetzes),
- die 10-Jahre-Bilanz des Naturpark Our und die dazugehörige Stellungnahme der Commission consultative,
- die Beiträge aus der Bevölkerung im Rahmen der Open-Space-Veranstaltung bei der öffentlichen Vorstellung der Vorstudie (*Etude détaillée*) und der Bilanz in Weiswampach (19. Juni 2024),
- das Input der Vertreter der Gemeinden Bourscheid und Weiswampach, welches in mehreren Arbeits-sitzungen vorgetragen wurde,
- Erkenntnisse aus der Praxistätigkeit der letzten 20 Jahre durch die Naturparkverwaltung (in der 10-Jahres-Bilanz und der Vorstudie bereits eingeflossen). Workshop vom 04. Juni 2024 mit den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Naturpark Our über die zukünftigen Ziele und die Weiterentwicklung des Naturpark Our. Dies gilt vor allem für das Kapitel 4 hinsichtlich der konkreten Projektarbeit und das Kapitel 5 hinsichtlich der Abschätzung der finanziellen Spielräume,
- Erkenntnisse aus dem Prozess der Erweiterung des Naturpark Our aus dem Jahre 2014,
- Geschäftsberichte des Naturpark Our aus den Jahren 2015 bis 2023,
- Indikatorenberichte des Naturpark Our aus den Jahren 2017 bis 2023,
- Programme directeur d'aménagement du territoire 2035 (PDAT),
- Diagnostic territorial pour l'Espace d'action Éislek – Parc naturel de la Haute-Sûre et parc naturel de l'Our (Juli 2024) *.

Danach folgt die vom Naturparkgesetz vorgesehene **Begutachtungs- und Konsultationsphase**.

Der / die für die Landesplanung zuständige Minister/ in legt die Detailstudie (*Etude détaillée*) mitsamt dem Entwurf der Großherzoglichen Verordnung dem Regierungsrat vor.

* Die Gemeinde Bourscheid ist im „Diagnostic territorial pour l'espace d'action Éislek“ (Juli 2024) nicht mit aufgeführt, da bei der Erstellung des Dokumentes der Beitritt der Gemeinde zum Naturpark Our noch nicht diskutiert wurde. Dieses Dokument beinhaltet somit ausschließlich die Gemeinden, welche im „Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2035)“ aus dem Jahr 2023 als „Espace d'action“ Éislek definiert wurden.

Im Rahmen der Ausarbeitung der hier vorliegenden Detailstudie wurden die, für die Studie relevanten Karten des „Diagnostic territorial pour l'espace d'action Éislek“ angepasst und die Gemeinde Bourscheid ergänzt.

Schließlich übermittelt der / die zuständige Minister / in das Naturparkvorhaben und den Entwurf der großherzoglichen Verordnung den betroffenen Gemeinden, welche das gesamte Dossier während 30 Tagen öffentlich auslegen. Zudem wird in einer öffentlichen Informationsversammlung das gesamte Naturparkvorhaben vorgestellt. Alle schriftlich geäußerten Einsprüche von Bürgerinnen und Bürgern werden gemeinsam mit den Stellungnahmen der Gemeinderäte an das zuständige Ministerium übermittelt.

Parallel dazu wird der Conseil Supérieur de l'aménagement du territoire um eine Stellungnahme gebeten.

Nun kann gemäß Artikel 11 des Naturparkgesetzes – nach obligatorischer Begutachtung des Verordnungsvorschlages durch den Staatsrat und mit der Zustimmung der Arbeitskommission der Abgeordnetenversammlung – die großherzogliche Verordnung zur Erneuerung des Statuts des Naturparks erlassen werden.

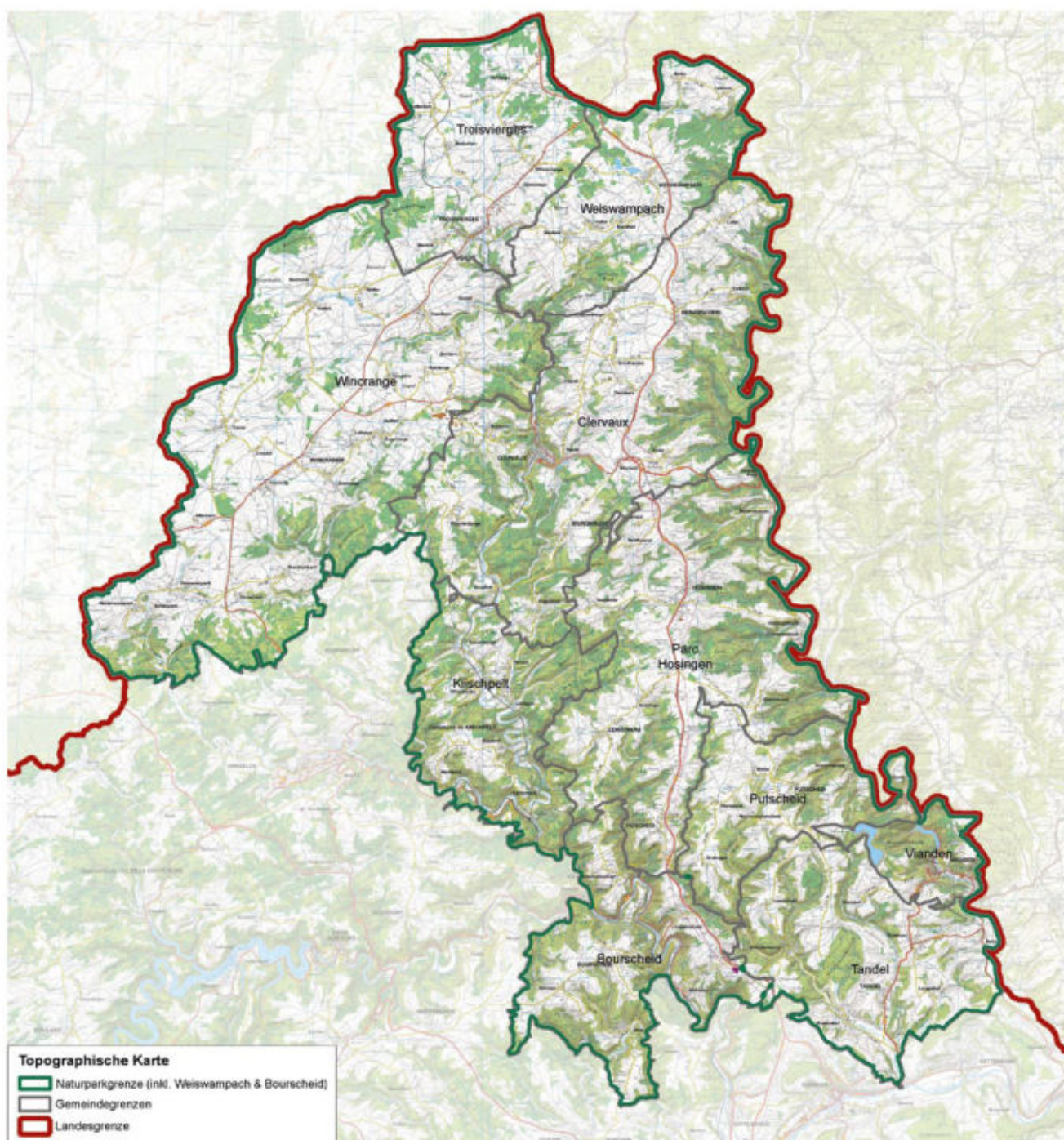


Abb. 5 - Erweiterter Naturpark Our mit den Gemeinden Bourscheid und Weiswampach (Quelle: Open Data WMS and WMTS / Adm. du Cadastre et de la Topographie, Darstellung: pact s.à.r.l.), ohne Maßstab, genordet, 2024)

2.2. Darstellung der erweiterten Naturparkregion

2.2.1. Geografische Lage und landesplanerischer Kontext

Das Gebiet des Naturparks Our liegt im Nordosten Luxemburgs und grenzt im Norden/Nordosten an Belgien (Wallonie, Ostkantone) und im Osten – wo die namensgebende Our die natürliche Staatsgrenze bildet – an Deutschland/ Rheinland-Pfalz.

Der Naturpark Our erstreckt sich momentan über die 8 Gemeinden **Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden und Wincrange**, die zu den Kantonen Clervaux, Vianden und Wiltz gehören.

Das aktuelle Gebiet umfasst eine Fläche von **419 km²** (16,20% der Landesfläche) und eine Bevölkerung von **25.698** Einwohnern (3,80% der Landesbevölkerung). (Stand: 1.1.2024)

Mit dem Beitritt der beiden Gemeinden **Bourscheid** und **Weiswampach** wird sich das Gebiet des Naturparks auf **491 km²** vergrößern und rund 18,98% der Landesfläche einnehmen. Die Bevölkerung wird auf **29.878** Einwohner anwachsen (4,44% der Landesbevölkerung). (Stand: 01.01.2024)

Gemeinde	Einwohner	Fläche km ²	Ew/km ²
Clervaux	6.121	85	72
Kiischpelt	1.260	34	38
Parc Hosingen	4.141	71	59
Putscheid	1.176	27	43
Tandel	2.292	42	55
Troisvierges	3.580	38	95
Vianden	2.212	10	229
Wincrange	4.916	113	43
Aktueller Naturpark	25.698	419	61
Bourscheid	1.724	37	47
Weiswampach	2.456	35	70
Erweiterungsgemeinden	4.180	72	58
Erweiterter Naturpark	29.878	491	61
Großherzogtum Luxemburg	672.050	2.586	260
Anteil erw. Naturpark / Luxemburg	4,44 %	18,98 %	

Tabelle 1 - Übersicht Fläche und Einwohner im erweiterten Naturpark (Quelle: STATEC / Situation au 01.01.2024)

Aus landesplanerischer Sicht ist hervorzuheben, dass Weiswampach gemeinsam mit den Gemeinden des Naturpark Our laut *Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)* von 2023 im „Espace d'action Éislek“ liegt. Die Gemeinde Tandel gehört hier sowohl dem „Espace d'action Éislek“ wie auch dem „Espace d'action Nordstad“ an. Die Gemeinde Bourscheid, welche im „Espace d'action Nordstad“

liegt, grenzt direkt an den „Espace d'action Éislek“ an. Aus raumplanerischer Sicht wäre sowohl die Integration von Weiswampach als auch von Bourscheid in den Naturpark förderlich. Zudem würde der Beitritt der beiden Gemeinden zum Naturpark Our sowohl für die Gemeinden an sich als auch für die Gemeinschaft der Gemeinden im Naturpark das Entwicklungspotenzial erhöhen.

Als gemeinsame Plattform von Staat und Gemeinden kann der Naturpark auch weiterhin eine wichtige Rolle für die Stabilisierung und kohärente Weiterentwicklung dieser ländlich geprägten Region übernehmen. Aufgrund seiner Grenzlage zu Belgien, u.a. zu den Naturparks „Deux Ourthes“ und „Hautes-Fagnes Eifel“ und zu

Deutschland mit dem Naturpark „Südeifel“ sowie der unmittelbaren Nähe zum Naturpark Öwersauer wie auch zum Natur- und Geopark Mëllerdall kann der erweiterte Naturpark Our zudem eine **wichtige Schnittstelle** darstellen und somit die Zusammenarbeit zwischen den Naturparks der Großregion verstärkt werden.

Parcs naturels 2020 - Naturparks 2020

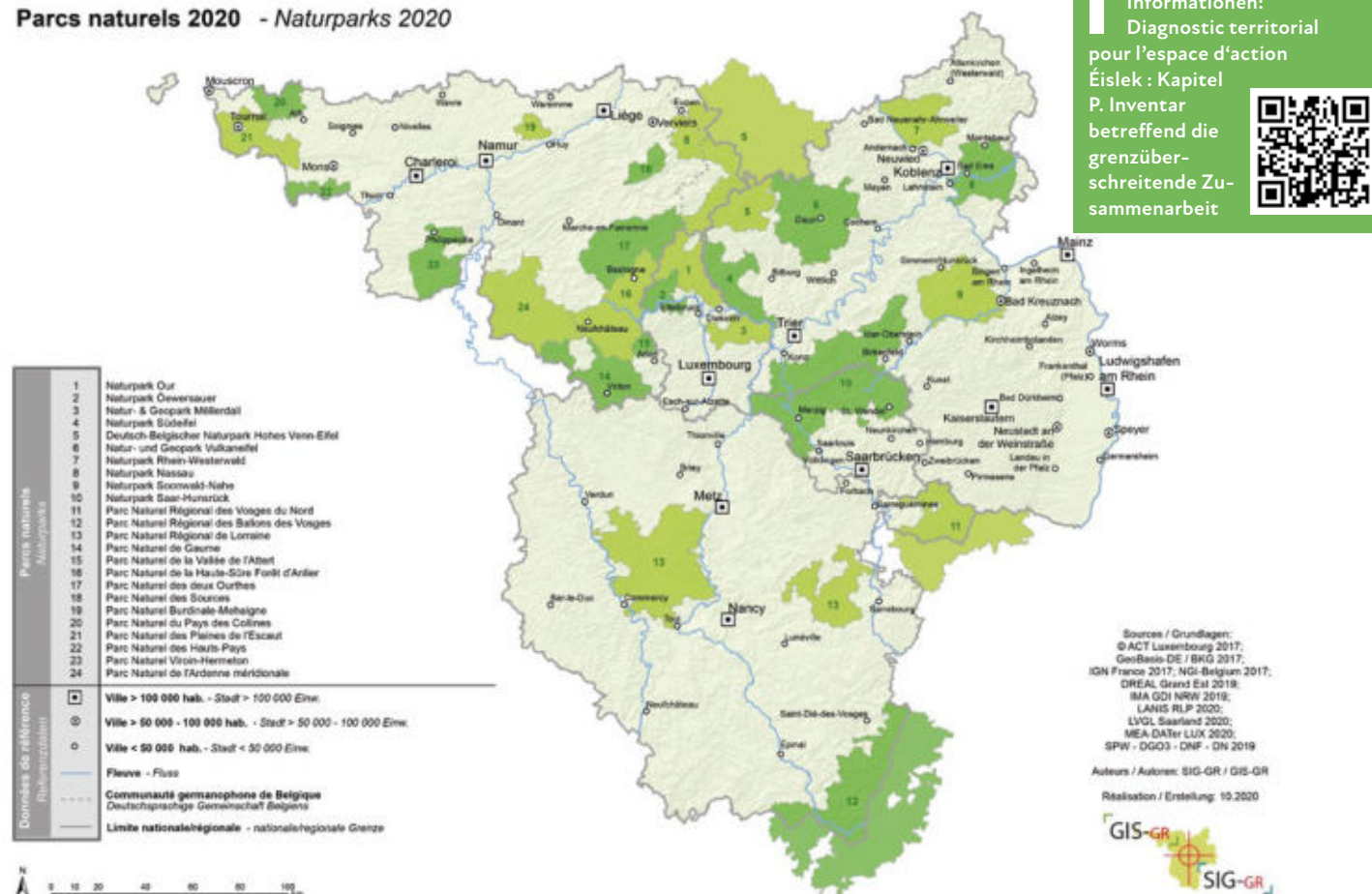


Abb. 7 - Naturparke in der Großregion (Quelle: Système d'Information Géographique de la Grande Région)

Auch wenn der Beitritt der Gemeinden Bourscheid und Weiswampach den bisherigen Naturpark nicht grundsätzlich verändern wird, so hat er doch einen Einfluss auf seine weitere Ausgestaltung; insbesondere, wenn man sich vor Augen führt, welche Entwicklung die Region in den letzten Jahren erfahren hat und wie die Erweiterung die Naturparkregion strukturell weiterentwickeln wird.

An dieser Stelle sollen ein paar **wesentliche Veränderungen** dargestellt werden (siehe auch angepasste Vorstudie (*Etude préparatoire*) Seite 27):

- Mit dem Beitritt der Gemeinde Bourscheid und Weiswampach wird sich die Fläche des Naturpark Our um rund ein Fünftel vergrößern.

Die Gemeinde Weiswampach grenzt an die Mitgliedsgemeinden Troisvierges, Clervaux und Wincrange.

Durch den Beitritt von Weiswampach zum Naturpark Our wird die zurzeit noch bestehende territoriale Lücke im Naturpark geschlossen, wodurch sowohl ein durchgehender Landschaftsraum und ein zusammenhängendes Verkehrssystem entsteht, insbesondere durch die durchgehende Anbindung des Naturparks an die „Nordstad“ über die N7. Zudem grenzt Weiswampach im Norden an Belgien, wodurch eine größere gemeinsame Schnittstelle mit dem Nachbarland Belgien sowie dem Parc naturel Haute Fagnes-Eifel erreicht und das Potenzial für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit sicherlich noch verstärkt wird.

- Die Gemeinde Bourscheid würde zudem den Naturpark in Richtung Süden erweitern und somit eine direkte Verbindung mit der „Nordstad“ schaffen sowie die Kontaktfläche mit dem Naturpark Öwersauer vergrößern.

2.2.2. Geologie und Geomorphologie

Der überwiegende Teil des Raumes liegt naturräumlich im „**Ösling**“ (**Éislek**) und gehört damit zum Rheinischen Schiefergebirge bzw. zum Eifel-Ardenner-Massiv. Vom Relief her stellt das Ösling eine nach Süden hin leicht geneigte und zunehmend von Flussläufen zerschnittene Hochflächenlandschaft dar. Das Substrat besteht aus devonischen Schiefern, Sandsteinen und Quarziten. Die Böden sind steinig-lehmig, mehr oder weniger flachgründig und von geringem Nährstoffgehalt.

Die mittlere Höhe beträgt ca. 450 m ü. NN; der **höchste Punkt** des Landes befindet sich im Naturpark Our mit **560 m ü. NN** auf „Kneiff“ bei Huldange.

Im südlichen Teil verläuft die geologische Grenze zum Gutland. Teile der Gemeinden Tandel und Vianden, untergeordnet auch Bourscheid, gehören mit den roten Sandsteinschichten und z.T. den Schichten des Muschelkalks der Triasformation des Pariser Beckens an. Hier haben sich teilweise günstige zusammengesetzte Ackerböden gebildet.

Die Vielfältigkeit der Landschaft des Naturparks beruht auf diesen geographischen und geologischen Besonderheiten. Innerhalb der Naturpark-Region wird zwischen folgenden **Teillandschaften** unterschieden:

Im **nord-westlichen Hochösling** („Heed“ oder „Hons-Éislek“ – Bezeichnungen, die auf Feuchtgebiete hinweisen) prägt eine weite, nur leicht hügelige Hochebene mit gering eingetieften Muldentälern und Höhen zwischen ca. 450 bis 550 m ü. NN das Landschaftsbild. Auf dem westlichen Teil dieses Hochplateaus verläuft die Wasserscheide zwischen Maas und Rhein.

Weiswampach im Nordosten weist im Gegensatz zum Nordwesten des Naturparks ein topographisch stärker bewegtes Gelände auf mit Höhen zwischen 538 m ü. NN nördlich von Wemperhardt und 357 m ü. NN im nordöstlichen Bereich der Gemeinde.

Weiter südlich, im Übergang zu den Flusstälern von Clerf, Schlännerbaach, Blees und Our ist die Ösling-Hochfläche dagegen tiefer durch Kerbtäler (V-Profil) eingeschnitten und in einzelne Höhenrücken und Riedel unterteilt. Die Steilhänge weisen vielerorts ein Gefälle von 40 bis 60% und landschaftlich reizvolle Felsenpartien (Kasselslay, Moolberlay) auf.

Auch die Gemeinde **Bourscheid**, welche den Naturpark in Richtung **Süden** erweitert, weist ein abwechslungsreiches Relief mit seinen stark in die Hochfläche eingeschnittenen Tälern auf. Die in den

Talauen vorhandenen Auenböden besitzen eine hohe Bedeutung als Ausgleichskörper innerhalb des Wasserkreislaufes.

Eine **landschaftliche Besonderheit** bilden die tief in die Hochfläche eingeschnittenen Täler von Our und Sauer (Gemeinde Bourscheid), die durch eine hohe Anzahl an Talschlingen (besonders markant bei Bivels) und einem ständigen Wechsel von breiteren Talsohlen (200m) mit Engtalabschnitten (20m) sowie Resten von Flussterrassen charakterisiert ist. Liegt die Höhe der Our am Dreiländereck bei etwa 310 m ü. NN, so beträgt sie bei Vianden nur noch 220 m ü. NN. Zwischen Stolzemburg und Vianden wird die Our zur Stromerzeugung im Pumpspeicherwerk Vianden aufgestaut; auf dem Niklosbiert (510 m ü. NN) befindet sich das Oberbecken des Pumpspeicherwerkes.

Der **südliche Naturpark-Teil** gehört naturräumlich gesehen zur Islek-Vorstufe, dem schmalen Übergangsbereich von der Ösling-Hochfläche zur Schichtstufenlandschaft des Gutlandes. Die Tandelerbaach und die Blees sowie ihre Nebenbäche gliedern die Oberfläche in NW-SO angelegte Höhenrücken (300 und 400 m ü. NN).

2.2.3. Vegetation und Landnutzung

Die **Landnutzung** orientiert sich im Ösling stark am Relief: die leicht welligen Hochflächen im Nord-Westen werden fast ausschließlich als Acker- und Grünland genutzt; die submontanen Buchenwälder, die große Flächen einnahmen, sind heute fast gänzlich verschwunden. Zur Entwaldung trug in den vorherigen Jahrhunderten (bis zum Aufkommen des Thomasmehl) bereits die besondere Bewirtschaftungsform der sog. Außenfelder (Acker/gedüngt durch Abbrennen, Schafweide, Brachland mit Besenheide, Ginster) bei. Diese Heidestandorte sind nur noch in Restflächen erhalten. Auf vernässten Böden findet man in dieser Region vereinzelt noch Feuchtgebiete (z.B. Conzefenn, Rittfenn, Cornelys Millen, Ramescher).

Die Hangbereiche im mittleren und südlicheren Teil des Gebietes sind dagegen zum großen Teil bewaldet. Die ehemals verbreitete Waldgesellschaft der Rotbuchenwälder, die je nach Standortfaktoren in unterschiedlichen Gesellschaften auftauchte, wurde durch die menschliche Nutzung ab dem frühen Mittelalter (Entnahme von Brennholz-, Bauholz, Beweidung, Lohwirtschaft) verdrängt: auf den steilsten und flachgründigen Hängen durch die Eichen-Schälwälder (Louhecken) und besonders auf schattigen Nordhängen durch Fichten- und Douglasienpflanzungen (ab dem ausgehenden 19. Jh.). Stellenweise findet man noch vereinzelt Relikte von Schlucht- (mit Bergahorn, Ulme, Linde, Esche) und Auwäldern (mit Esche und Erle).

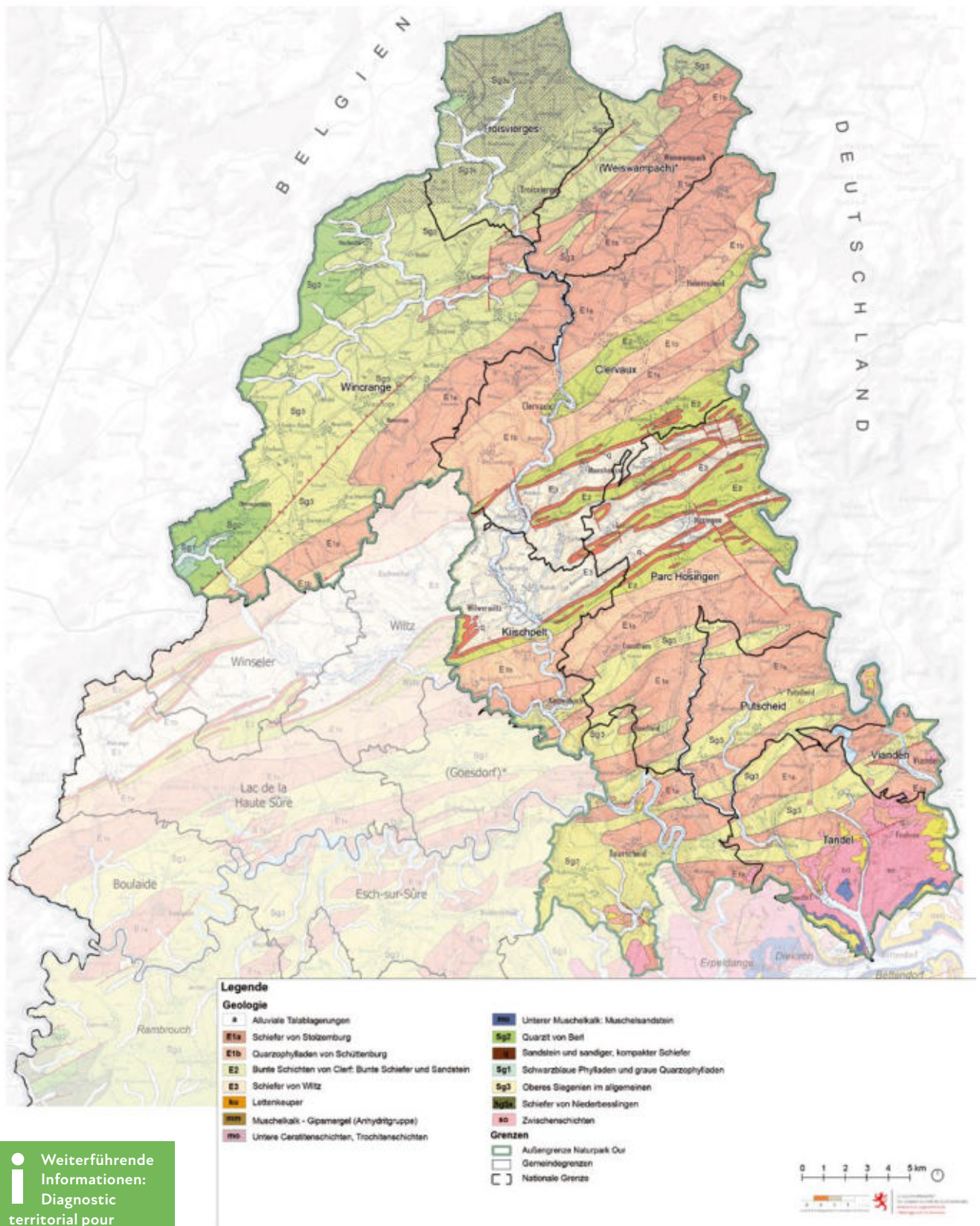


Abb. 8 - Geologische Karte des Naturpark Our (Quelle: Open Data WMS and WMTS / Administration du cadastre et de la topographie du Grand-Duché du Luxembourg, Darstellung : DATer, pact s.à.r.l.)

 Weiterführende Informationen:
 Diagnostic territorial pour l'espace d'action Éislek: Kapitel H. Umwelt und Naturraum



Die meist engen Talböden sind durch Mähwiesen und Weiden charakterisiert. Schwer zugängliche Wiesentäler verbrachen allerdings oder wurden mit Nadelholz aufgeforstet. Besondere Lebensräume sind auch die hervortretenden Schieferfelspartien. Insgesamt umgreift

die **Bewaldung** heute im Naturpark Our rund **40 %**, die **landwirtschaftliche Nutzfläche** rund **50 %**.

Folgende Karte zeigt die Landnutzung im erweiterten Naturpark.

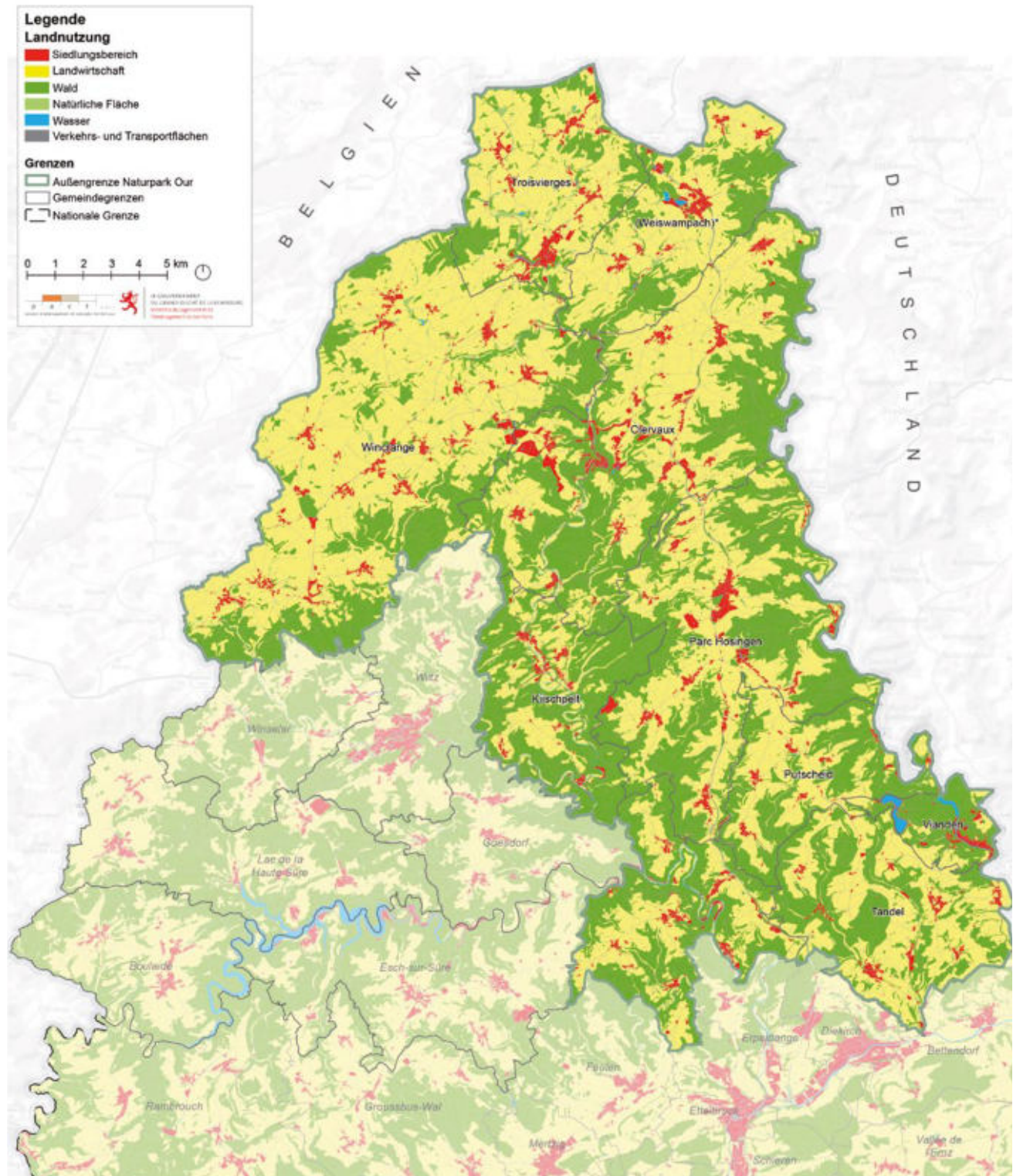


Abb. 9 - Landnutzung im erweiterten Naturpark. (Quelle: DATer, Darstellung: pact s.à.r.l.)

Aufgrund der vergleichsweise geringen Verkehrerschließung stellt das **Mittlere Ourtal** zwischen dem Dreiländereck bei Lieler (B-D-L) und Dasburg ein besonders **wertvolles Landschaftsgebiet** dar. Dieses Gebiet ist lediglich durch einen Wanderweg zugänglich, was einerseits dessen besonderen touristischen Reiz ausmacht und andererseits zum hohen biologischen Wert mit dem Vorkommen von schützenswerten Pflanzengesellschaften und seltenen Tierarten (Wildkatze, Flussperlmuschel, Haselhuhn, Fischotter, Eisvogel, usw.) beiträgt. Aus diesem Grund ist das gesamte mittlere Ourtal Teil des Schutzgebietsnetzes Natura 2000.

Mit dem Beitritt der Gemeinde **Weiswampach** wird die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Naturpark Our erweitert werden, da der Großteil der Fläche der Gemeinde **landwirtschaftlich** genutzt wird.

Ein weiterer charakteristischer Indikator der Gemeinde sind seine **Waldgebiete** sowie das **Naturschutzgebiet „Conzefenn“**, welches durch den Beitritt der Gemeinde, als Ganzes, Teil des Naturparks wird. Dieses ist sowohl als nationales Schutzgebiet (ZH06) als auch als internationales Natura2000 – FFH – Schutzgebiet (LU0001033) ausgewiesen.

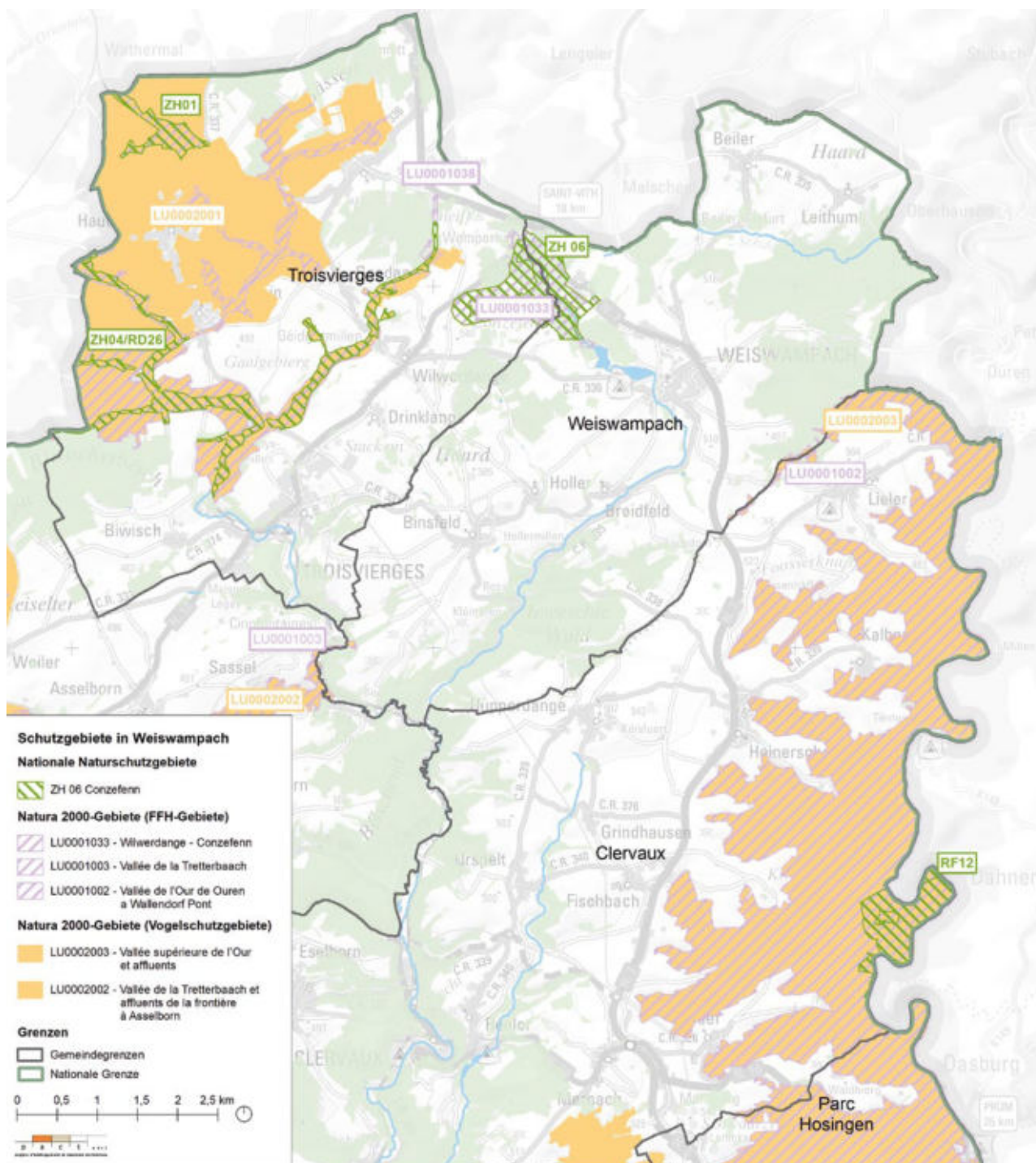


Abb. 10 - Schutzgebiete in der Gemeinde Weiswampach (Quelle: data.public.lu / Naturschutzgebiete: Administration de la nature et des forêts, Natura 2000-Gebiete: Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Darstellung: pact s. à r. l.)

Auch die **Gemeinde Bourscheid** kennzeichnet sich durch **mehrere Natura 2000 – FFH – Schutzgebiete** (Vallées de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et du Lellgerbaach (LU0001006); Vallée de la Sûre moyenne de Esch/Sûre à Dirbach (LU0001008); Wark - Niederfeulen-Warken (LU0001051) sowie durch ein **Natura 2000-Vogelschutzgebiet** (Région du Kiischpelt (LU0002013)) aus, welche die Flüsse Sauer, Wiltz und Wark sowie Teilbereiche ihrer Auen und Talhänge

umfassen. Zudem liegt Bourscheid in einem großen unzerschnittenen, störungsarmen Landschaftsraum mit einem hohen Anteil an **Waldgebieten**, wodurch der Beitritt der Gemeinde den Rückzugsraum für störungsempfindliche Tierarten im Naturpark vergrößern wird.

Besonders hervorzuheben ist das **Natura 2000-Vogelschutzgebiet „Région du Kiischpelt“ (LU0002013)**, welches auch bedeutende Ausläufer in

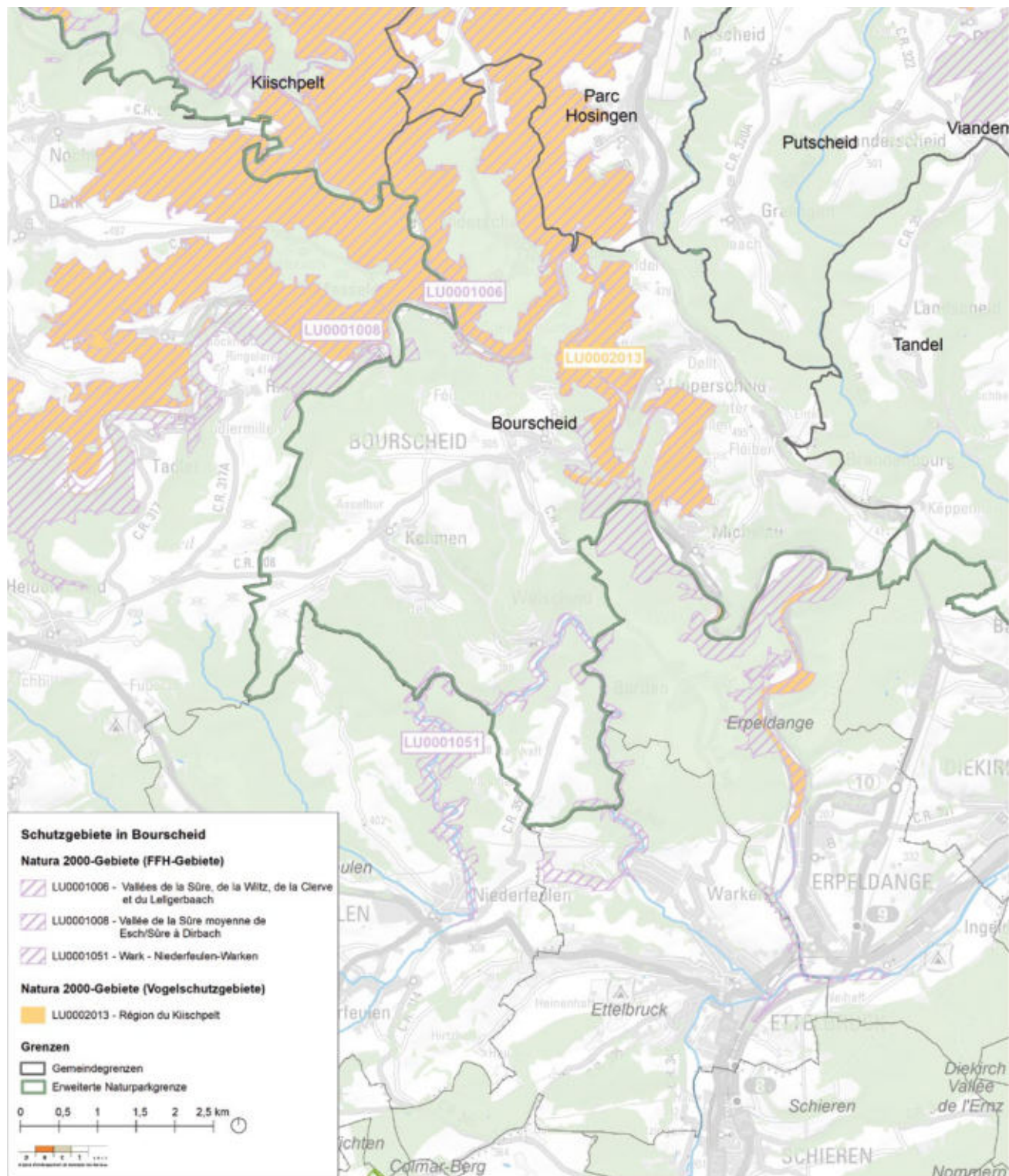


Abb. 11 - Schutzgebiete in der Gemeinde Bourscheid (Quelle: data.public.lu / Naturschutzgebiete: Administration de la nature et des forêts, Natura 2000-Gebiete: Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Darstellung: pact s. à r. l.)

die Gemeinde Bourscheid besitzt. Mit mehr als 6.000 ha Fläche handelt es sich dabei um die größte unter Schutz stehende Zone im Großherzogtum. Sie enthält sowohl Habitats im Offenland als auch innerhalb der Wälder. So gibt es dort z.B. trockene Calluna-Heiden, Borstgrasrasen oder Schlucht- und Auenwälder. Die „Region Kiischpelt“ ist aber als Vogelschutzgebiet natürlich auch Heimat und Brutrevier zahlreicher Vogelarten. Beobachtet werden hier regelmäßig Eisvogel,

Fischadler und Wespenbussard. Weitere seltene oder geschützte Vogelarten brüten hier, darunter Schwarzstorch, Rotmilan und Uhu. Der „Kiischpelt“ ist auch Lebensraum für viele Säugetiere, Fische und Reptilien, wie z.B. Wildkatze, Bachneunauge oder Schlingnatter.

Nachstehend sind alle nationalen wie auch internationalen Schutzgebiete aufgezählt, welche sich auf dem Gebiet des erweiterten Naturparks befinden:

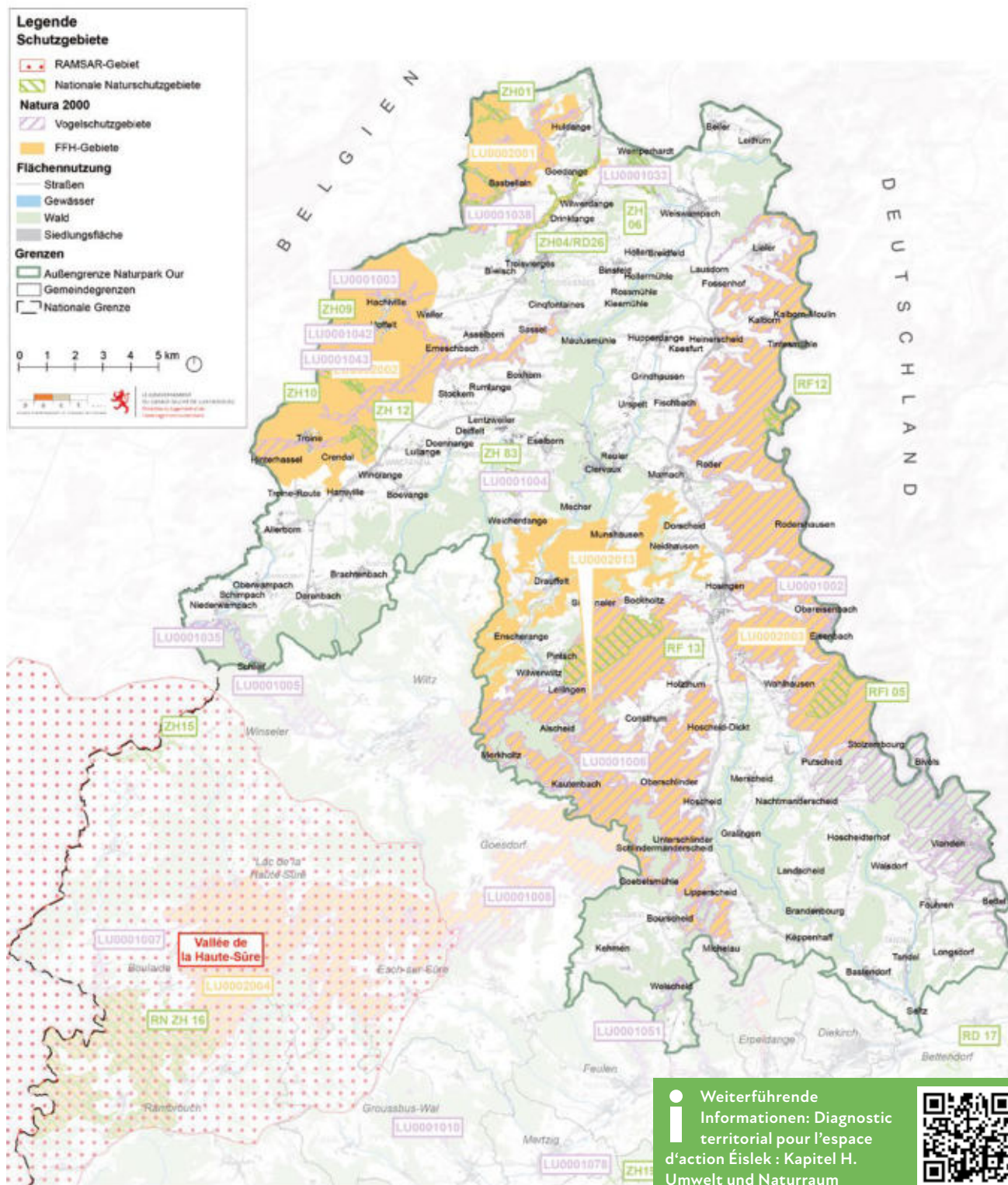


Abb. 12 - Schutzgebiete auf dem Gebiet des Naturpark Our (Quelle: data.public.lu / Naturschutzgebiete: Administration de la nature et des forêts, Natura 2000-Gebiete: Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Darstellung: DATer, pact s. à r. l.)

NATURA2000-SCHUTZGEBIETE:

FFH-Gebiete:

- LU0001002 Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf Pont
- LU0001003 Vallée de la Tretterbaach
- LU0001004 Weicherdange – Bréichen
- LU0001005 Vallée supérieure de la Wiltz
- LU0001006 Vallées de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et du Lellgerbaach
- LU0001008 Vallée de la Sûre moyenne de Esch/Sûre à Dirbach
- LU0001033 Wilwerdange-Conzefenn
- LU0001035 Schimpach – Carrières de Schimpach
- LU0001038 Troisvierges – Cornelymillen
- LU0001042 Hoffelt/Kaleburn
- LU0001043 Troine/Hoffelt – Sporbaach
- LU0001051 Wark – Niederfeulen-Warken

Vogelschutzgebiete :

- LU0002001 Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges
- LU0002002 Vallée de la Tretterbaach et affluents de la frontière à Asselborn
- LU0002003 Vallée supérieure de l'Our et affluents
- LU0002013 Région du Kiischpelt

Nationale Schutzgebiete:

- ZH04/RD26 Cornelysmillen – Schucklai
- ZH06 Conzefenn
- ZH09 Kaleburn
- ZH10 Sporbaach
- ZH12 Ramescher
- ZH83 Weicherdange-Bréichen
- RF12 Kasselslay/Zogel
- RF13 Lellingen Freng op Baerel
- RN61 Schlénnerdall/Molberlay
- RFI05 Akescht

2.2.4. Bevölkerung und Wirtschaft

Die historisch gewachsenen Siedlungsstrukturen haben sich aufgrund der **Bevölkerungsentwicklung** und geänderten sozialen Bedingungen stark verändert. Die folgenden Tabellen zeigen die Bevölkerungsentwicklung in der Region seit dem Jahre 1981. Die Einwohnerzahl des Naturparks ist seit seiner Gründung im Jahre 2005 bis zum Jahre 2024 um **47.20 %** angewachsen (Luxemburg insgesamt 45.72%). Zieht man die Zahlen von 1981 heran, so lässt sich sogar ein Bevölkerungswachstum von **99.30 %** bis zum Jahre 2024 festmachen (Luxemburg insgesamt 84.32 %) *.

Periode	1981	1991	2001	2005	2015	2024
Clervaux	2.834	2.991	3.557	3.819	4.815	6.121
Wincrange	2.633	2.747	3.381	3.542	4.099	4.916
Parc Hosingen	1.673	1.852	2.223	2.566	3.297	4.141
Troisvierges	1.858	1.993	2.523	2.608	3.039	3.580
Kiischpelt	619	745	865	919	1.110	1.260
Tandel	1.177	1.196	1.418	1.567	1.889	2.292
Putscheid	600	657	716	822	1.070	1.176
Vianden	1.500	1.480	1.511	1.615	1.888	2.212
Total	12.894	13.661	16.194	17.458	21.207	25.698

Tabelle 2 - Entwicklung der Einwohnerzahlen der aktuellen Naturparkgemeinden (Quelle: STATEC, 01.01.2024)

Gründung des Naturpark Our

* Quelle: STATEC, 01.01.2024. Alle Angaben und Berechnungen beziehen sich auf die aktuelle territoriale Zusammensetzung des Naturpark Our, bestehend aus den Gemeinden Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden und Wincrange. Dabei sind auch die Fusionsgemeinden Clervaux (2012: Clervaux, Heinerscheid, Munshausen), Parc Hosingen (2012: Consthum, Hoscheid, Hosingen), Kiischpelt (2006: Kautenbach, Wilwerwiltz) und Tandel (2006: Bastendorf, Fohren) berücksichtigt.

Die Bevölkerungsentwicklung der Gemeinde **Bourscheid** ist denen der aktuellen Mitgliedsgemeinden ähnlich. Sie verzeichnet seit 2005 ein Wachstum

von **39.94 %**. Die Gemeinde **Weiswampach** verzeichnet dahingegen gar ein Wachstum von **107.43 %** seit dem Jahre 2005.

Periode	1981	1991	2001	2005	2015	2024
Weiswampach	882	976	1.152	1.184	1.572	2.456
Bourscheid	924	1.027	1.130	1.232	1.647	1.724

Tabelle 3 - Entwicklung der Einwohnerzahlen der Gemeinden Bourscheid und Weiswampach (Quelle: STATEC, 01.01.2024)

Gründung des Naturpark Our

Die folgende Karte bietet einen umfassenden Überblick über die Bevölkerungsentwicklung der Jahre 2003 bis 2023 und hebt die deutliche Zunahme noch einmal hervor.

Besonders deutlich wird auch hier die außergewöhnliche Entwicklung der Gemeinde Weiswampach (99.4%) im Zeitraum von 2003 bis 2023.

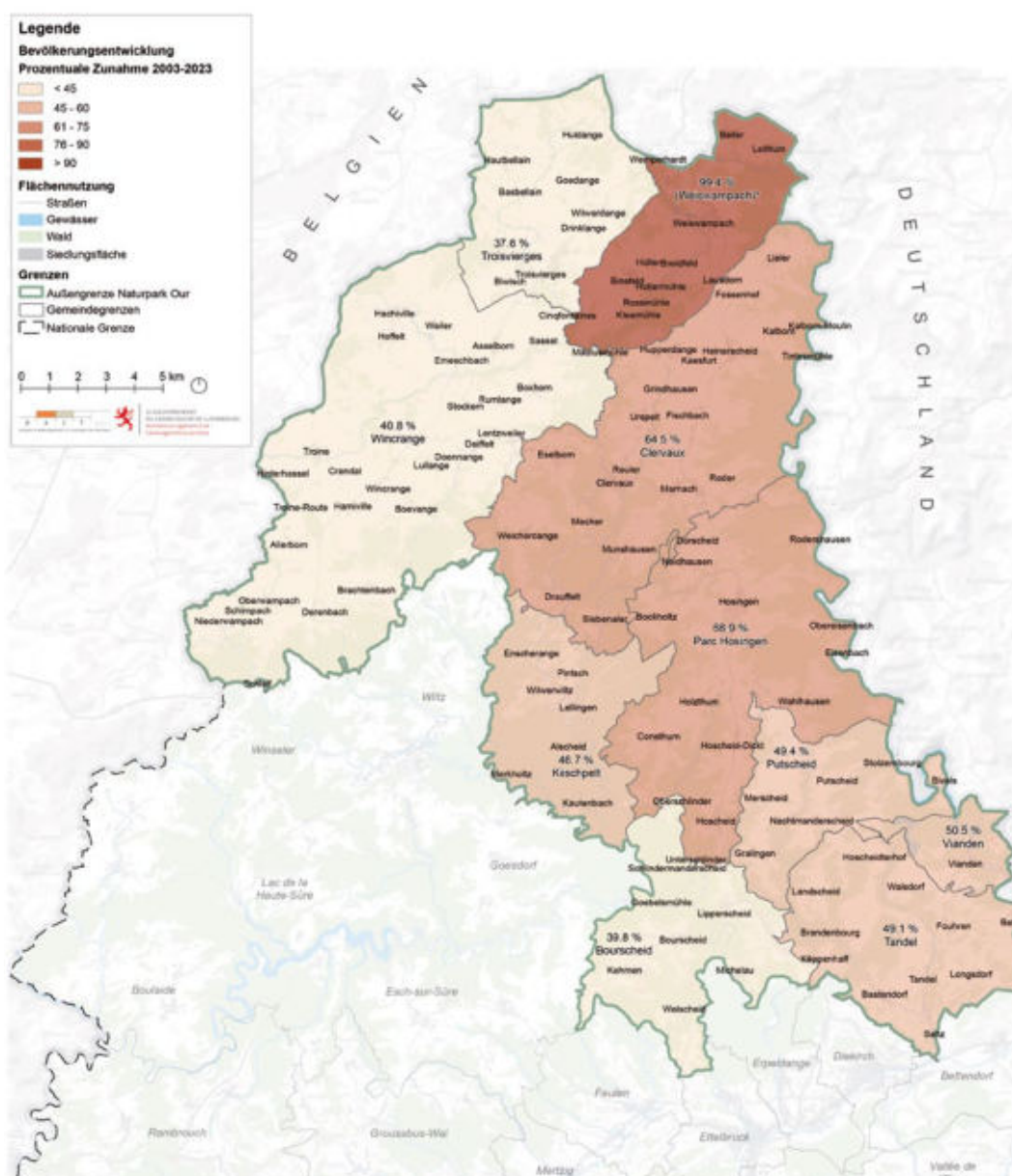


Abb. 13 - Bevölkerungsentwicklung auf dem Gebiet des Naturpark Our. Prozentuale Zunahme 2003-2023. (Quelle: STATEC/CTIE, Population par commune au 01 janvier, Darstellung: DATer, pact s. à r. l.)

Der seit mehr als 40 Jahren zu verzeichnende **Bevölkerungsanstieg** konfrontiert die Gemeinden besonders in den letzten Jahren mit einer verstärkten Nachfrage an Wohnraum, was nicht spurlos am Dorf- und Landschaftsbild vorbeigeht. Zersiedlungerscheinungen an den Dorfrändern, zum Teil vernachlässigte Dorfkerne sowie der fehlende Bezug zur alten Bausubstanz zählen zu den Hauptproblemen in der Dorfentwicklung.

Was die **wirtschaftliche Struktur** des Gebietes angeht, spielt die **Landwirtschaft** im Vergleich zum Landesdurchschnitt immer noch eine beachtliche Rolle. Im gesamten Großherzogtum gab es von 2012 bis 2022 eine Abnahme der landwirtschaftlichen Betriebe von 13,8% (von 2.137 auf 1.843). Betrachtet man den erweiterten Naturpark (inkl. Wincrange, Bourscheid und Weiswampach), sind die landwirtschaftlichen Betriebe von 2012 auf 2022 von 406 auf 359 Stück gesunken. Die Zahlen zeigen, dass auch im Naturpark Our ein **Rückgang** zu erkennen ist, welcher mit **11,6%** jedoch leicht unter

dem landesweiten Durchschnitt liegt. Bezüglich der 359 landwirtschaftlichen Betriebe des erweiterten Naturpark Our befanden sich 2022 **5,6% (20 Stück)** davon in **Bourscheid** und **6,7% (24 Stück)** in Weiswampach. Durch den Beitritt der beiden Gemeinden wird sich die Anzahl an landwirtschaftlichen Betrieben somit um **13,3% (von 315 auf 359)** erhöhen, was dann **einem Anteil von 19,5% der gesamten landwirtschaftlichen Betriebe des Landes entspricht**. *

Die Nachfrage nach landwirtschaftlicher Nutzfläche bleibt nach wie vor groß, die Betriebsaufgaben haben bisher noch nicht zu Verbrachungerscheinungen geführt.

Im Jahr 2020 gab es insgesamt im erweiterten Naturpark **2.065 Wirtschaftsunternehmen** (einschließlich der landw. Betriebe). Davon befanden sich **671 (32,5%)** dieser Unternehmen in der Gemeinde **Weiswampach**, was die höchste Anzahl an Unternehmen pro Gemeinde im Naturpark Our darstellt. Die Gemeinde **Bourscheid** wies eine Anzahl von **42 (2%)** Unternehmen auf. **

● Weiterführende Informationen:
i Diagnostic territorial pour
l'espace d'action Éislek: Kapitel
D. Sozioökonomische Situation; I.
Landwirtschaft



* Quelle : STATEC, Recensements agricoles (1995-2012); Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (Service d'Economie Rurale), enquête sur la structure des exploitations agricoles (2020-2022) / Zusammenstellung: Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, Département de l'aménagement du territoire Nov. 2024.

** Quelle : STATEC: Répertoire des entreprises 2020, öffentliche Einrichtungen, Ärzte, landwirtschaftliche Betriebe nicht aufgeführt

3. Angepasste Vorstudie (Etude Préparatoire)

Vorstudie

Etude Préparatoire

des Naturpark Our

**im Rahmen seiner Erneuerung und Erweiterung
2025 - 2035**



NaturparkOUR

Ausgearbeitet von einer Arbeitsgruppe bestehend aus
Vertretern des Naturpark Our, der Gemeinde Weiswampach
und Vertretern des Ministeriums für Wohnungsbau und
Raumentwicklung - Abteilung für Raumentwicklung
8660 - Dossier consolidé : 70

12, Parc
L-9836 Hosingen
info@naturpark-our.lu



Herausgeber: Naturpark Our
Juni 2024

Fotos: © Naturpark Our
Raymond Clement, Liz Hacken,
Jean-Marie Klasen, Conny Koob,
Patricia Lefèber, Caroline Martin

Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

Das vorliegende Dossier wurde konform zur folgenden gesetzlichen Bestimmung erarbeitet:

Loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels

nachfolgend auch als Naturparkgesetz bezeichnet.

**Entsprechend Artikel 6 des Naturparkgesetzes behandelt die Vorstudie
(*Etude préparatoire*) folgende Punkte:**

1. Eine Notiz, die den Gegenstand, die Gründe und den Umfang des Vorhabens angibt
(*une note indiquant l'objet, les motifs et la portée de l'opération*)
2. Liste der Naturparkgemeinden mit Angabe der Kadastersektionen pro Gemeinde
(*la liste des communes concernées par le parc naturel avec l'indication, par commune, des sections cadastrales correspondantes*)
3. Topographische Karte mit Darstellung der Grenzen des Naturparks (*une carte topographique avec le tracé des limites du parc*)
4. Die wesentlichen Zielsetzungen, bezogen auf Artikel 2 des Naturparkgesetzes vom 10. August 1993 (*les objectifs fondamentaux du projet, définis en fonction de l'article 2 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels*)

Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

1. Eine Notiz, die den Gegenstand, die Gründe und den Umfang des Vorhabens angibt

GEGENSTAND (OBJET)

Der Naturpark Our wurde am 09. Juni 2005 als gemeinsames Instrument einer nachhaltigen Regionalentwicklung von den Gemeinden und dem Staat mittels einer großherzoglichen Verordnung (*Règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our*) als zweiter Naturpark Luxemburgs gegründet. Die Rahmengesetzgebung zu den Naturparks wird durch das Gesetz vom 10. August 1993 gebildet (*Loi du 10 août 1993 relative aux Parcs naturels*). Bei seiner Gründung umfasste der Naturpark Our das Territorium folgender Gemeinden, Bastendorf, Clervaux, Consthum, Fohren, Hoscheid, Hosingen, Munshausen, Troisvierges und Vianden.

Der Naturpark wurde, wie das Naturpark-Gesetz es vorsieht, für eine Laufzeit von zehn Jahren geschaffen. Durch die großherzogliche Verordnung vom 17. März 2016 (*Règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our*) wurde das Naturparkstatut erstmals um weitere 10 Jahre bis zum Jahr 2025 verlängert. Zu diesem Zeitpunkt erfolgte ebenfalls der offizielle Beitritt der Gemeinde Wincrange. 2025 steht nun eine weitere Verlängerung um 10 Jahre bis zum Jahr 2035 an. Dies erfolgt im Rahmen einer Bilanzierungsprozedur, welche in der besagten großherzoglichen Verordnung vorgesehen ist. Heute bilden die acht Gemeinden Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden und Wincrange den Naturpark Our.

Im Rahmen dieses Verlängerungsprozesses soll auch die Gemeinde Weiswampach (seit 2021 „*Commune candidate d'adhésion*“) und möglicherweise die Gemeinde Bourscheid dem Naturpark beitreten. Die Erneuerung und Erweiterung des Naturparks bedingt eine Abänderung der großherzoglichen Verordnung. Entsprechend dem Naturparkgesetz ist dabei die gleiche Prozedur wie bei der erstmaligen Aufstellung durchzuführen.

Zusammenfassend zählen hierzu:

1. die Anpassung der Etude préparatoire,
2. die Anpassung der Etude détaillée,
3. die öffentliche Auslegung der Plandokumente und der Entscheid der Gemeinderäte,
4. die Anpassung der großherzoglichen Verordnung.

Mit dem vorliegenden Dokument soll die Etude préparatoire, welche im März 2016 im Rahmen der Verlängerung der Naturparkstatuten um weitere 10 Jahre verabschiedet wurde, angepasst und somit sowohl der Verlängerungs- als auch der Erweiterungsprozess mit der Gemeinde Weiswampach sowie möglicherweise mit der Gemeinde Bourscheid formal eingeleitet werden.

Bei der *Etude préparatoire* handelt es sich um eine erste Zusammenstellung von Informationen zu Beweggründen, Auswirkungen und Zielen des erweiterten Naturparks. Sie ist als gemeinsame Absichtserklärung der Gemeinden im erweiterten Naturpark zu sehen.

Die angepasste *Etude préparatoire* wird der Bevölkerung im Rahmen von einer öffentlichen Informationsveranstaltung vorgestellt. Anschließend geben der *Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire (CSAT)* und der *Conseil Supérieur pour la Protection de la Nature (CSPN)* eine Stellungnahme zu dem Dokument ab. Auf dieser Grundlage beauftragt der zuständige Minister für Wohnungsbau und Raumentwicklung dann die Arbeitsgruppe (Naturpark und Beitrittsgemeinde) die Etude détaillée zu erstellen, welche als Entwicklungskonzept unter anderem die Zielsetzungen, Maßnahmen und das Budget des erweiterten Naturparks detailliert darlegt. Anschließend erfolgt die vom Naturparkgesetz vorgesehene öffentliche Auslegung und Anhörung zur Etude détaillée, sowie der definitive Entscheid der Gemeinderäte über ihre weitere Beteiligung bzw. ihre Neubeteiligung (Weiswampach und gegebenenfalls Bourscheid) am Naturpark.

Grundlegende Orientierung

Übergeordnetes Ziel eines Naturparks ist die nachhaltige Regionalentwicklung, d.h. im Vordergrund steht die gleichrangige Vernetzung von ökologischen, sozialen und ökonomischen Belangen der regionalen Entwicklung. Neben der Förderung der Lebensqualität und der Entwicklungsperspektiven für die Einwohner (Wohnumfeld, Arbeit, etc.) verfolgt der Naturpark auch das Ziel, zum Erhalt der speziellen Landschaft, welche den Naturpark prägt, beizutragen. Der Naturpark soll dabei Wege finden die verschiedenen Entwicklungs- und Schutzziele in einem kontinuierlichen, partnerschaftlichen Prozess optimal im Sinne der Region aufeinander abzustimmen. So sind die vorhandenen natürlichen und kulturellen Ressourcen wertsteigernd zu nutzen und zu schützen, ökonomische und soziale Entwicklungen der Region zu fördern und zu verbessern sowie den Tourismus im Einklang mit der Natur zu entwickeln.

Beweggründe für die angestrebte Erweiterung des Naturparks

Der Naturpark Our liegt im Nordosten des Großherzogtums und ist natur- und strukturräumlich Bestandteil des Ösling (Éislek), welches zum Rheinischen Schiefergebirge bzw. dem Eifel-Ardenne Massiv gehört. Der Naturpark grenzt nordwestlich an Belgien, dies ist gleichzeitig der Anknüpfungspunkt zum belgischen *Parc Naturel des deux Ourthes*, dem *Parc naturel Haute-Fagnes-Eifel* sowie dem *Parc Naturel de la Haute-Sûre Forêt d'Anlier*. Im Osten grenzt der Naturpark Our an Deutschland mit dem Naturpark Südeifel als Nachbarn, südwestlich knüpft der Naturpark Our an den Naturpark Öwersauer an. Das Gebiet ist geprägt von einer bewegten Topographie mit landwirtschaftlich meist intensiv genutzten Hochebenen und engen Tälern mit bewaldeten Hängen. Die ländlich geprägte Region ist zu ca. 40% bewaldet und ca. 40% der Fläche wird landwirtschaftlich genutzt. Im Vergleich zum Landesdurchschnitt ist die Region zudem nur dünn besiedelt. Seinen Sitz hat der Naturpark Our in der Gemeinde Parc Hosingen im *Centre écologique et touristique*.

Die Region des Naturparks bietet ein sehr individuelles Landschaftsbild, welches als ländlicher Raum vom Einschnitt der Gewässer Our, Clerve und Wiltz mit ihren Nebengewässern in das Schieferplateau des Ösling und den typischen Dorfstrukturen der Ardenne geprägt ist. Der südliche Teil mit seiner welligen Hügellandschaft rund um Bastendorf zählt bereits zum Ösling-Vorland. Die Gemeinde Wincrange im Westen ist im Gegensatz zu den restlichen Naturparkgemeinden eine ausgesprochen landwirtschaftlich geprägte Region mit weniger Waldflächen. Somit besitzt der aktuelle Naturpark Our bereits ein hohes naturräumliches, kulturhistorisches, wirtschaftliches und touristisches Potenzial, welches durch den Beitritt von

Weiswampach und gegebenenfalls den Beitritt von Bourscheid einerseits gestärkt, andererseits sinnvoll ergänzt wird. Die Gemeinde Weiswampach bringt durch das Naturschutzgebiet „Conzefënn“ ein hohes naturräumliches Potenzial mit sich. Bourscheid würde mit der Region um die „Schlänner“ und der Burg zudem die naturhistorischen Besonderheiten der Region erweitern.

Seit Mitte 2021 arbeitet der Naturpark sehr eng mit der Gemeinde Weiswampach zusammen, dies im Hinblick auf einen Beitritt zum Naturpark Our im Jahre 2025 (*Accord relatif à une collaboration rapprochée entre le Parc naturel de l'Our et la Commune de Weiswampach du 4 juin 2021*). Seitdem besitzt die Gemeinde Weiswampach den Status einer „*Commune candidate d'adhésion*“ und ist auch durch ein Mitglied, ohne Stimmrecht, im Vorstand des Naturpark Our vertreten.

Die Gemeinde beteiligt sich seitdem jährlich nach demselben Finanzierungsschlüssel wie die Mitgliedsgemeinden am Budget des Naturparks und besitzt demnach den Anspruch auf die gleichen Dienstleistungen wie die anderen Mitgliedsgemeinden (z.B. Klima- und Naturpakt, Biologische Station, Ausschaffung von touristischen Projekten und Initiativen, etc.).

Die Ortschaften in Weiswampach weisen größtenteils eine strukturreiche Durchgrünung auf. Die umgebende Landschaft der jeweiligen Ortschaften besteht zu großen Teilen aus landwirtschaftlich genutzten Flächen mit kleineren Waldgebieten.

Neben den zahlreichen Facetten des ländlichen Lebens bietet Weiswampach auch überregionale, zum einen naturhistorische Besonderheiten, wie beispielsweise ~52,8 ha (39%) der 136,70 ha großen, schützenswerten Natura 2000-Zone „Wilwerdange - Conzefënn“, ~52,4 ha (39%) des 135,56 ha großen nationalen Naturschutzgebiets „Conzefënn“, das 18,57 ha große Gelände „Rossmillen“ der Stiftung Hëllef fir d'Natur von natur&ëmwelt und zum anderen bedeutende kulturhistorische Traditionen und Bauwerke, wie die Tradition der „Kënnbakesteeën“, welche noch in Binsfeld praktiziert wird sowie die denkmalgeschützte Kirche und gut erhaltene historische Dorfstruktur in Holler.

Charakteristisch für die Gemeinde sind zudem die Seen von Weiswampach, das Landmuseum von Binsfeld, das Lancaster Memorial in Weiswampach sowie die Nähe zum Europadenkmal und zum Dreiländereck. Das nördliche Hochölsing erstreckt sich über die gesamte Gemeinde Weiswampach und bildet somit ein zusammenhängendes Landschaftsbild mit dem angrenzenden Raum des aktuellen Naturpark Our. Geprägt wird die Region von einer Mischung aus landwirtschaftlichen Nutzflächen und Wald-

gebieten mit kleinen Ortschaften. Aber auch gewerbliche Ansiedlungen insbesondere entlang der Nationalstraßen prägen die Ortsstrukturen.

Da die Gemeinde Weiswampach auch Mitglied der Leader-Region „Éislek“ ist, besteht bereits seit längerem eine enge Zusammenarbeit mit dem Naturpark Our. Die Gemeinde Weiswampach beteiligt sich seit Beginn an der Finanzierung des Projektes „SIG Régional Nord“, ein regionales geografisches Informationssystem das zur Verwaltung kommunaler Daten der Naturpark-Gemeinden sowie den Gemeinden Wincrange und Weiswampach dient, als Leader-Projekt gestartet wurde und bis heute kontinuierlich ausgebaut und vom Naturpark Our in Zusammenarbeit mit den Gemeinden betreut wird. Zudem beteiligen sich bereits zwei Landwirte aus der Gemeinde Weiswampach am Projekt „Natur genéissen“ (in Zusammenarbeit mit SICONA), welches zum Ziel hat, die regionale und saisonale Produktion im Einklang mit dem Umwelt- und Klimaschutz zu fördern und für Produzenten, durch die Kooperation mit lokalen Kantinen, neue Absatzmärkte zu finden. Ein weiteres gemeinsames Projekt mit dem Naturpark ist die Natura 2000 - COPIL Éislek, welches zum Ziel hat das langfristige Überleben der wertvollen und bedrohtesten Arten und Lebensräume in der Region sicher zu stellen.

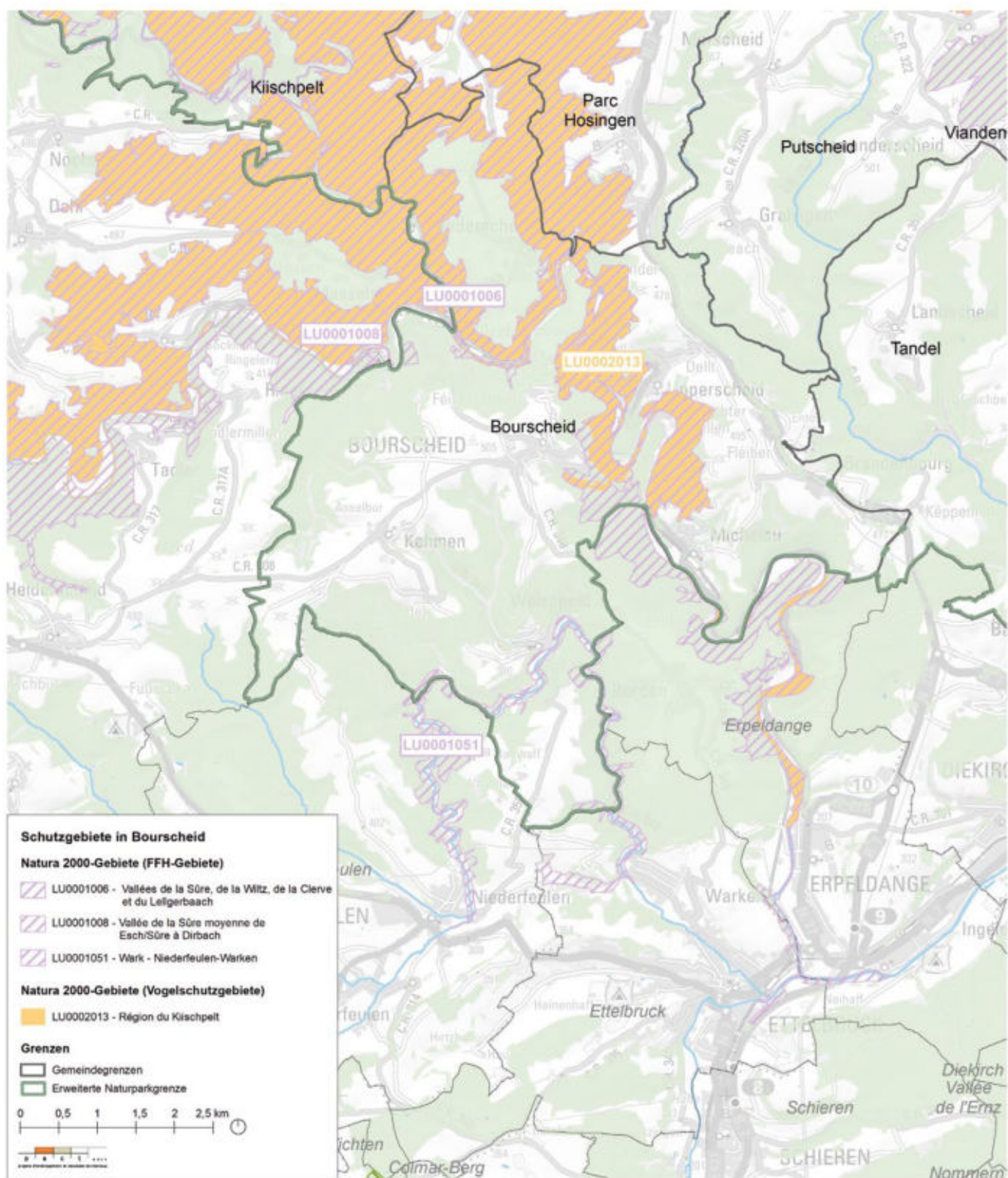
Die Gemeinde Weiswampach beteiligt sich zudem an den Projekten „Naturpakt“ sowie „Klimapakt 2.0“, welche 2021 vom Ministerium für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung initiiert wurden und vom Personal des Naturpark Our fachlich begleitet werden. Ziel des „Naturpakts“ ist es, Natur- und Wasserschutz auf Gemeindeebene voranzutreiben und somit nachhaltig gegen den Verlust der biologischen Vielfalt vorzugehen und naturnahe Flächen zu erhalten und zu schaffen. Anhand des „Klimapakts 2.0“ soll zudem die nachhaltige und umweltbewusste Energiepolitik in den Gemeinden gefördert werden.

Des Weiteren hat die Gemeinde Weiswampach zusammen mit der Gemeinde Troisvierges und dem Naturpark Our die ersten thematischen E-Bike-Touren im Éislek entwickelt. Es handelt sich dabei um die Touren „Looss d’Kierch am Duerf!“, welche sich auf der bestehenden Strecke der VëlostOur „Panorama“ befinden und an die Vennbahnroute und das RAVeL-Radwegenetz angebunden sind. Die beiden Touren setzen die kulturhistorischen Bauwerke in den Dörfern der Region in den Vordergrund.

Auch die Gemeinde Bourscheid hat bereits erstes Interesse geäußert eventuell dem Naturpark Our beizutreten und wird deswegen in der vorliegenden Etude préparatoire als eventueller Mitgliedskandidat mit aufgeführt. Ein Informationsbrief über die Verlängerung des Naturparks und den möglichen Beitritt wurde im Februar dieses Jahres an die Gemeinde versendet. Auf Rückmeldung der Gemeinde präsentierte der Naturpark Our daraufhin am 23. Mai seine Arbeit sowie die Verlängerungsprozedur in der Gemeinde Bourscheid.

Neben der Burg Bourscheid und dem Tal der „Schlänner“ mit seiner historischen Kapelle, weist die Gemeinde Bourscheid mehrere Schutzgebiete des europäischen Natura 2000-Netzwerks auf. Zum Beispiel befinden sich ~ 633,1 ha (14%) des 4.488,79 ha großen Natura 2000 FFH-Gebiets „Vallées de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et du Lellgerbaach“ sowie 53,8 ha (30%) des 178,21 ha großen Natura 2000 FFH-Gebiets „Wark - Niederfeulen-Warken“ und 571,6 ha (9%) des 6.310,23 ha großen Natura 2000 Vogelschutzgebiets „Région du Kiischpelt“ in der Gemeinde. Zudem bieten die Aussichtspunkte „Napoléonsbeemchen“ und „Knallhaff“ in Bourscheid sowie „Gringlay“ in Lipperscheid einen besonderen Ausblick über die Region des Éisleks. Des Weiteren engagiert sich die Gemeinde in der Natura 2000 - COPIL Éislek sowie beim „Klimapakt 2.0“.





Quelle: data.public.lu

Die Gemeinde Weiswampach grenzt an die Mitgliedsge-
meinden Troisvierges, Clervaux und Wincrange. Durch
den Beitritt von Weiswampach zum Naturpark Our wird
die zurzeit noch bestehende territoriale Lücke im Natur-
park geschlossen, wodurch sowohl ein durchgehender
Landschaftsraum und ein zusammenhängendes Verkehrs-
system entsteht, insbesondere durch die durchgehende
Anbindung des Naturparks an die „Nordstad“ über die N7.
Zudem grenzt Weiswampach im Norden an Belgien, wo-
durch eine größere gemeinsame Schnittstelle mit dem
Nachbarland Belgien sowie dem Parc naturel Haute Fag-
nes-Eifel erreicht und das Potenzial für die grenzüber-
schreitende Zusammenarbeit sicherlich noch verstärkt
wird. Die Gemeinde Bourscheid würde zudem den Natur-
park in Richtung Süden erweitern und somit eine direkte
Verbindung mit der „Nordstad“ schaffen sowie die Lücke
zum Naturpark Öwersauer schließen.

Durch die Erweiterung des Naturparks um die Gemeinde
Weiswampach und Bourscheid, wächst die Bevölkerung
im Vergleich zum aktuellen Naturpark um 16,2% (9,5%
Weiswampach + 6,7% Bourscheid) auf 29.878 Einwohner
und die Fläche um 17,2% (8,4% Weiswampach + 8,8%
Bourscheid) auf 491 km² (siehe untenstehende Tabelle).

Aus landesplanerischer Sicht ist hervorzuheben, dass
Weiswampach gemeinsam mit den Gemeinden des Na-
turparks Our laut *Programme directeur d'aménagement
du territoire (PDAT)* von 2023 im „Espace d'action Éislek“
liegt. Die Gemeinde Bourscheid, welche im „Espace d'ac-
tion Nordstad“ liegt, grenzt direkt an den „Espace d'action
Éislek“ an. Aus raumplanerischer Sicht wäre sowohl die
Integration von Weiswampach als auch von Bourscheid in
den Naturpark förderlich, denn der erweiterte Naturpark
würde sich kohärent in die Landesplanung einfügen. Zu-
dem würde der Beitritt der beiden Gemeinden zum Natur-
park Our sowohl für die Gemeinden an sich als auch für die
Gemeinschaft der Gemeinden im Naturpark das Entwick-
lungspotenzial erhöhen.

Gemeinde	Einwohner	Fläche km ²	Ew/km ²
Clervaux	6.121	85	72
Kiischpelt	1.260	34	38
Parc Hosingen	4.141	71	59
Pütscheid	1.176	27	43
Tandel	2.292	42	55
Troisvierges	3.580	38	95
Vianden	2.212	10	229
Wincrange	4.916	113	43
Aktueller Naturpark	25.698	419	61
Bourscheid	1.724	37	47
Weiswampach	2.456	35	70
Erweiterungsgemeinden	4.180	72	58
Erweiterter Naturpark	29.878	491	61
Großherzogtum Luxemburg	672.050	2.586	260
Anteil erw Naturpark / Luxemburg	4,44%	18,98%	

Quelle: STATEC (Situation vom 1. Januar 2024)

Naturparksyndikat und Beirat

Der erweiterte Naturpark Our wird wie bisher von einem gemischten Naturparksyndikat verwaltet. Gemäß den großherzoglichen Verordnungen aus den Jahren 2005 und 2016 wird das *Syndicat pour la Gestion et l'Aménagement du Parc naturel de l'Our* (Naturpark Our) von einem gemischten Gemeindesyndikat verwaltet, welches sich aus einem Vorstand (*Comité*), einem Exekutivbüro (*Bureau*) und einem Beirat (*Commission consultative*) zusammensetzt. Mit der Erweiterung des Naturparks durch Weiswampach und gegebenenfalls Bourscheid wird die Besetzung der verschiedenen Gremien teilweise angepasst werden müssen.

Der **Vorstand** des Naturpark Our besteht aktuell aus acht Vertretern der Gemeinden sowie acht Vertretern staatlicher Verwaltungen und Ministerien. Ergänzt wird der Vorstand zudem seit September 2021 durch ein Mitglied¹ der Gemeinde Weiswampach (*Commune candidate d'adhésion*).

Gemäß Artikel 16² des Naturparkgesetzes hat der Vorstand die Aufgabe der Festlegung der strategischen Orientierungen und Ziele des Naturparks, sowie des jährlichen Budgets. Ihm obliegen ebenfalls die Verwaltung etwaiger Spenden, das Aufstellen des Aktivitätsberichtes und des Aktionsprogramms, sowie die Vertretung des Syndikats bei Gerichtsaffären. Gemäß dem Naturparkgesetz besitzt der Gemeindesektor im Naturparksyndikat die Mehrheit. Zudem wird die Präsidentschaft des Naturparks obligatorisch durch einen Gemeindevertreter ausgeübt. Die Erweiterung des Naturparks durch die Gemeinde Weiswampach und möglicherweise Bourscheid bedingt die Ergänzung eines Vertreters aus der jeweiligen Beitrittskommune (derzeit beratendes Mitglied bei Weiswampach) und eventuell eine Anpassung der staatlichen Vertreter.

Das **Exekutivbüro** als ausführendes Organ des Vorstandes ist von diesem gewählt und setzt sich aus einer festgelegten Anzahl von Vertretern des Staates (2) und der Gemeinden (3) zusammen. Es wird vorgeschlagen auch bei einer Erweiterung, die Anzahl der Mitglieder im Exekutivbüro nicht zu verändern.

Der **beratende Beirat** des Vorstandes des Naturparks Our setzt sich aktuell aus 14 Mitgliedern der lokalen Bevölkerung, der lokalen oder regionalen Interessensvereine und aus privaten Vereinen zusammen, welche die Ziele des Naturparks verfolgen. Die Aufgaben des Beirates bestehen in der Unterstützung und Beratung des Vorstandes (Artikel 18³ des Naturparkgesetzes). Mit dem Beitritt der neuen Gemeinden erfolgt ein Aufruf, an dem interessierte Einwohner und Mitglieder von Vereinen und Organisationen dieser Gemeinden teilnehmen können. Die Ernennung der neuen Mitglieder des Beirates erfolgt durch den Vorstand.

¹ ohne Stimmrecht

² Art. 16 : Le comité du syndicat a notamment pour mission :

1) d'arrêter les directives générales à appliquer en vue du déroulement des différentes activités du parc naturel;

2) d'arrêter le plan de gestion annuel comprenant notamment :

- l'engagement et le classement des agents à affecter, le cas échéant, au service du parc naturel prévu à l'article 17 de la présente loi;

- les acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles et leur affectation ainsi que les travaux de construction et de grosses réparations;

- les budgets d'investissement et d'exploitation et les comptes de fin d'exercice;

3) d'accepter et de refuser des dons et legs;

4) d'établir le rapport général d'activités ainsi que le programme d'activités;

5) de représenter le syndicat dans les actions judiciaires.

³ Art. 18 : Il est créé une commission consultative qui a pour mission d'assister le comité dans l'exercice de ses attributions et qui comprend notamment des représentants de la population locale, des groupements d'intérêts locaux ou régionaux et des associations de droit privé oeuvrant dans l'intérêt des objectifs poursuivis par le parc naturel.

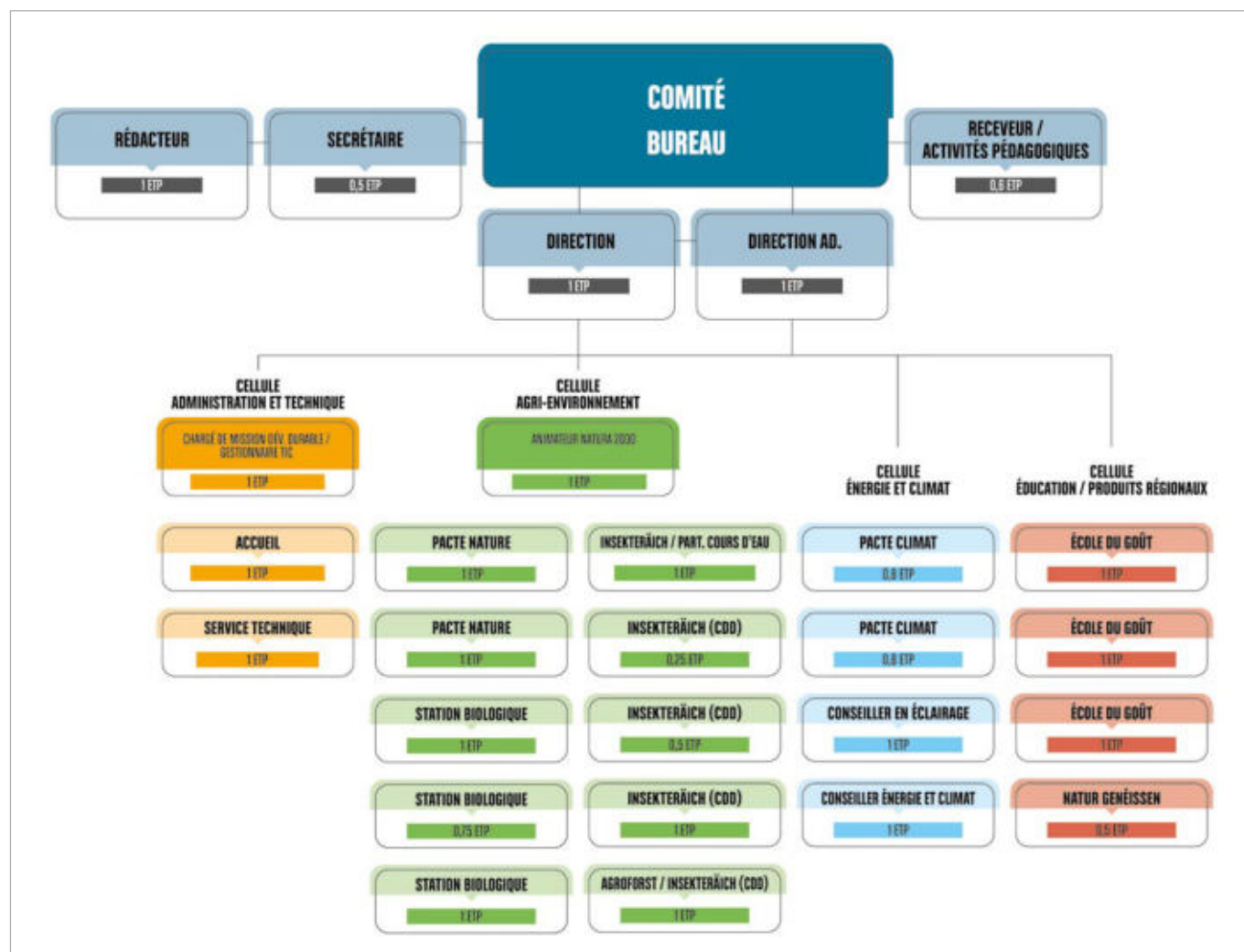
Les modalités relatives à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la commission consultative sont déterminées par le règlement grand-ducal prévu à l'article 11 de la présente loi.

Naturparkverwaltung

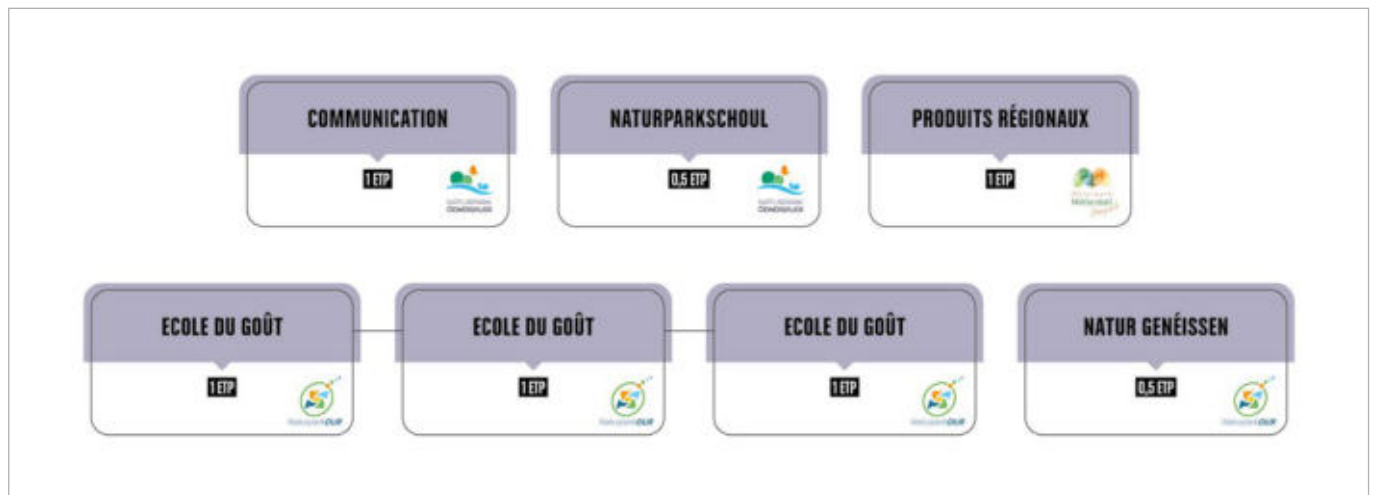
Die Naturparkverwaltung, nach Artikel 17⁴ des Naturparkgesetzes (*Service du parc*), geleitet von einer Geschäftsführung, welche unter der Aufsicht des Vorstandes und des Exekutivbüros agiert, ist für die Umsetzung des jährlichen Verwaltungsplans zuständig. Ihr obliegt die Umsetzung der Entscheidungen des Vorstands, die Sicherstellung der laufenden Verwaltung des Naturparks, sowie die Leitung, Koordinierung und Überwachung der Arbeit in den thematischen Abteilungen. Im Rahmen der Erneuerung und Erweiterung soll die aktuelle Naturparkverwaltung übernommen werden.

Das Team des Naturpark Our setzt sich aktuell (Stand 06/2024) aus 27 Mitarbeitern zusammen. Davon sind 23 Mitarbeiter fest angestellt sowie 4 Mitarbeiter zeitlich begrenzt. 7 Mitarbeiter, von denen 4 beim Naturpark Our eingestellt sind und 3 bei einem der zwei anderen luxemburgischen Naturparke, teilen ihre Kapazitäten gleichberechtigt auf den Naturpark Our, den Naturpark Öwersauer und den Natur- & Geopark Möllerdall auf.

Die Naturparkverwaltung setzt sich wie folgt zusammen:



⁴ Art. 17 : La mise en oeuvre du plan de gestion annuel est confiée à un service du parc naturel qui, agissant sous l'autorité d'un chargé de direction, comprend une équipe permanente d'animation des actions du parc. Le chargé de direction du service du parc naturel assiste aux réunions du comité avec voix consultative. Il exécute les décisions du comité et assure la gestion courante du parc dont il rend compte à la demande du comité. Les modalités relatives à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du service du parc naturel sont déterminées par le règlement grand-ducal prévu à l'article 11 de la présente loi.



Grundstruktur des Naturparkbudgets

In Anwendung des « *Règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l'Our* » sowie des « *Règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our* » und des « *Arrêté grand-ducal du 15 juin 2005 autorisant la création du Parc naturel de l'Our* » sowie des « *Arrêté grand-ducal du 8 novembre 2019 portant approbation des statuts modifiés du Syndicat intercommunal pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel de l'Our* », gemäß Artikel 11.3 der Statuten, setzen sich die Einnahmen wie folgt zusammen:

- Beiträge der Mitgliedsgemeinden
- Staatliche Kofinanzierung
- Einnahmen von Dienstleistungen (z.B. Plotter, etc.)
- Zinsen, Spenden und Vermächtnisse

Zudem kann ein Teil der Einnahmen aus europäischen Fördergeldern zur Finanzierung von Projekten bestehen. Hauptfinanzierer sind der Staat und die Gemeinden, welche zusammen im Schnitt 90% des Budgets tragen.

Beitrag der Mitgliedsgemeinden

Gemäß Artikel 11.4 der Statuten legt der Vorstand die Gemeindebeteiligung jährlich fest.

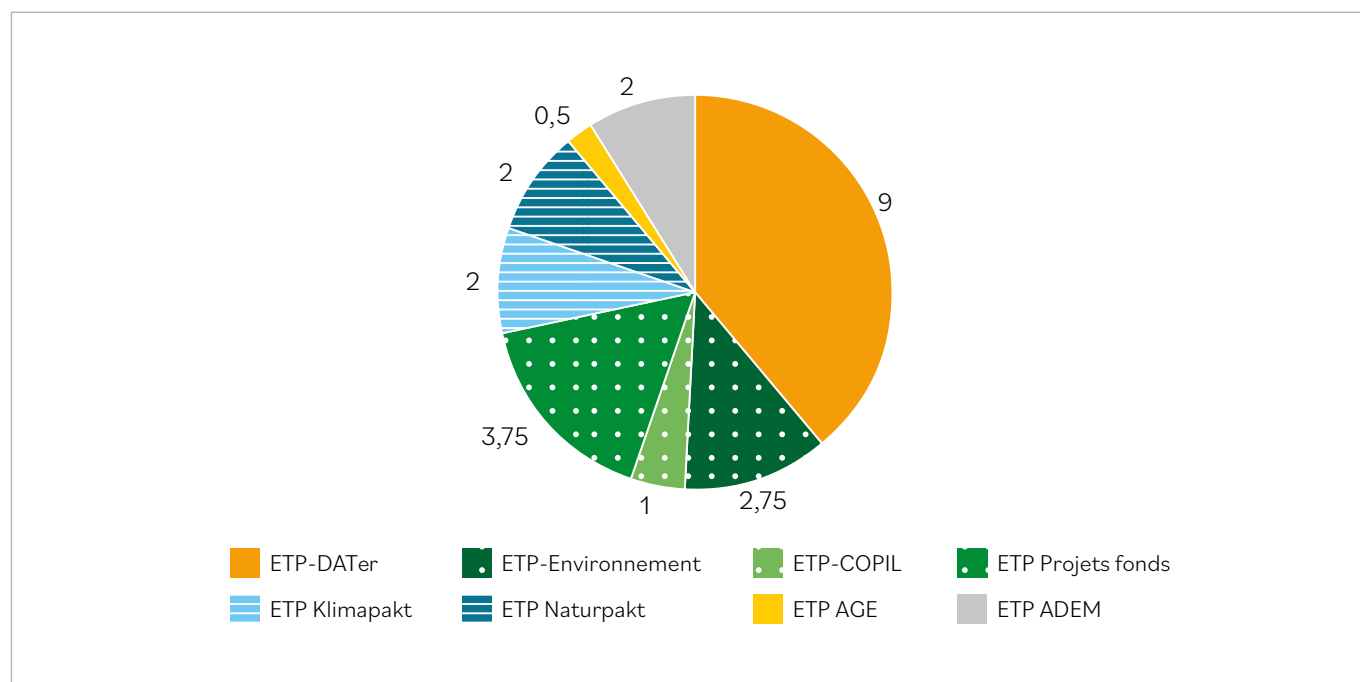
Die geänderten Statuten vom 8. November 2019 sehen einen Prozentsatz zwischen 0,5% und 2,5%⁵ vor. Über diesen Prozentsatz wird jährlich in einer Vorstandssitzung abgestimmt. Zu diesem Votum sind ausschließlich die Gemeindevertreter des Vorstands zugelassen.

⁵ Art. 11-4 : La contribution annuelle des communes s'élève entre 0,5 et 2,5 % du total de la dotation financière revenant aux communes membres dans le cadre du Fonds de dotation globale des communes (FGDC). Elle est fixée dans le cadre du budget annuel par une décision majoritaire des seuls représentants des communes au sein du comité. La répartition de ce montant entre les communes membres se fait au prorata de la population de résidence la plus récente calculée par le STATEC.

Finanzierung des Personals

Aktuell (Stand 06/2024) beschäftigt der Naturpark Our 27 Angestellte (davon 6 *fonctionnaires communaux*, 2 *employés communaux* und 19 *salariés*) was einem ETP (*équivalent temps plein* = Vollzeitäquivalent) von 23 entspricht.

In der folgenden Grafik wird die Finanzierung des Personals nach Finanzierer dargestellt:



Das Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung, kofinanziert derzeit neun ETP. Dies umfasst sowohl das Stammpersonal (z.B. Geschäftsführung und Sekretariat) als auch projektbezogene Posten (Lichtberatung, GIS, Klimaberatung, École du Goût) zu 70% beziehungsweise zu 80%.⁶

Das Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität kofinanziert aktuell insgesamt 7,5 ETP. Dazu gehören die Mitarbeiter der Biologischen Station, der Natura-2000-Berater, sowie befristete Stellen im Zusammenhang mit Projekten, die über den Umwelt- bzw. Klimafonds finanziert werden. Die Finanzierung der Kosten für die Klima- und Naturpakt-Berater erfolgt über die, den Gemeinden von Klima-Agence zustehenden Beträge.

Darüber hinaus finanziert das Wasserwirtschaftsamt (AGE) eine halbe Stelle im Rahmen der Fließgewässerpartnerschaft zu 75%.

Alle staatlichen Kofinanzierungen werden durch Konventionen mit den jeweiligen Ministerien geregelt.

Zusätzlich finanziert die ADEM zwei Arbeitsplätze zur Wiedereingliederung von Langzeitarbeitslosen (*Emploi d'insertion pour chômeurs de longue durée - EMI*).

Die Mitarbeiter, die für die drei Naturparke in Luxemburg in ihren jeweiligen Aufgabenbereichen gleichermaßen zuständig sind, sind jeweils bei einem der drei Naturparke fest angestellt. Die Personalkosten werden zu 70% vom Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung kofinanziert, während die verbleibenden 30% zu gleichen Anteilen von den drei Naturparken getragen werden.

Die restlichen Personalkosten werden über die Gemeindebeiträge gedeckt. Im Schnitt tragen die Gemeinden zurzeit 25-30% der Personalkosten.

Arbeitsschwerpunkte

Die Arbeitsschwerpunkte des Naturparks werden im Rahmen der Etude détaillée präziser ausgearbeitet. Eine erste Beschreibung befindet sich als Orientierungsrahmen im Kapitel 4 des vorliegenden Dokumentes.

⁶ Siehe : *Convention concernant la participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement et de personnel du Parc naturel de l'Our signée le 13 janvier 2023.*

* Zudem sieht die Konvention ab 01/2026 die Kofinanzierung einer halben Stelle zu 80% eines Projektbetreuers in der Landschaftsentwicklung vor.

Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

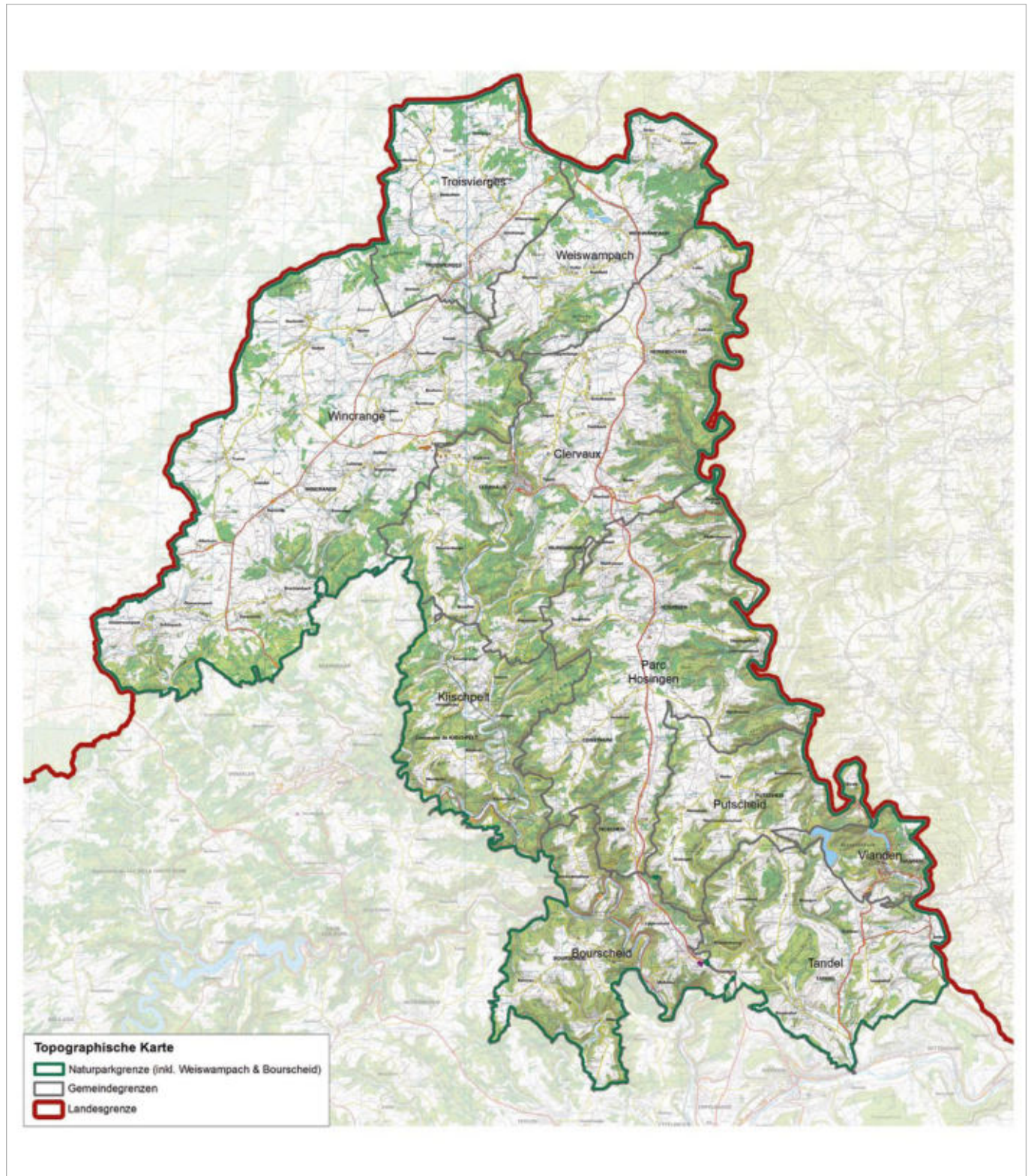
2. Liste der Naturparkgemeinden mit Angabe der Kadastersektionen pro Gemeinde

Dem erweiterten Naturpark Our gehören die folgenden 10 Gemeinden aus dem Distrikt Diekirch und den Kantonen Clervaux (C), Vianden (V), Wiltz (W) und Diekirch (D) an.

Commune	Sections cadastrales	Commune	Sections cadastrales
Bourscheid (D)	A / Schlindermanderscheid B / Michelau C / Bourscheid D / Welscheid E / Kehmen et Scheidel F / Lipperscheid	Tandel (V)	BA / Landscheid BB / Brandenburg-Ouest BC / Brandenburg-Est BD / Bastendorf BE / Tandel FA / Walsdorf FB / Fouhren FC / Longsdorf FD / Bettel
Clervaux (C)	CA / Clervaux CB / Eselborn CC / Weicherdange CD / Reuler CE / Urspelt CF / Mecher HA / Lieler HB / Kalborn HC / Heinerscheid HD / Fischbach HE / Grindhausen HF / Hupperdange MA / Siebenaler MB / Munshausen MC / Marnach MD / Roder ME / Drauffelt	Troisvierges (C)	A / Hautbellain B / Huldange C / Goedange D / Wilwerdange E / Drinklange F / Troisvierges G / Basbellain H / Biwisch
Kiischpelt (W)	KA / Alscheid KB / Merkholtz KC / Kautenbach WA / Enscherange WB / Pintsch WC / Lellingen WD / Wilwerwiltz	Vianden (V)	A / Scheuerhof B / Vianden
Parc Hosingen (C)	CA / Holzthum CB / Consthum HdA / Hoscheid HdB / Markenbach HnA / Rodershausen HnB / Obereisenbach HnC / Untereisenbach HnD / Wahlhausen HnE / Hosingen HnF / Bockholtz HnG / Neidhausen HnH / Dorscheid	Weiswampach (C)	A / Beiler B / Leithum C / Weiswampach D / Breidfeld E / Holler F / Binsfeld
Putscheid (V)	A / Weiler B / Putscheid C / Stolzenbourg D / Bivels E / Nachtmanderscheid F / Gralingen G / Merscheid	Wintrange (C)	AB / Asselborn AC / Sassel AD / Boxhorn AE / Rumlange AF / Stockem BA / Troine BB / Crendal BC / Lullange BD / Doennange et Deiffelt BE / Boevange BF / Hamiville BG / Wintrange HA / Hachiville HB / Weiler HC / Hoffelt OA / Allerborn OB / Brachtenbach OC / Derenbach OD / Oberwampach OE / Niederwampach

Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

3. Topographische Karte mit Darstellung der Grenzen des Naturparks



Ohne Maßstab und genordet

Vorstudie zur Erneuerung und Erweiterung des Naturpark Our

4. Die wesentlichen Zielsetzungen, bezogen auf Artikel 2 des Naturparkgesetzes vom 10. August 1993

ZIELE (OBJECTIFS)

Der Naturpark funktioniert als nachhaltiges Entwicklungsinstrument für ländliche Räume. Durch die Förderung der wirtschaftlichen und soziokulturellen Aspekte soll eine Entwicklung der Region im Einklang mit dem kulturellen und naturräumlichen Erbe ermöglicht werden.

Ziele sind, Schutz und Entwicklung miteinander in Einklang zu bringen und zusätzliche wirtschaftliche Impulse, sowie eine verbesserte Lebensqualität für die Bewohner des Naturparks herbeizuführen.

Die Vermarktung der Region als Naturpark trägt zum positiven Image der Region bei und ist eine wichtige Grundlage für die Förderung der Regionalentwicklung.

Als gemeinsames Instrument von Staat und Gemeinden kann der Naturpark dabei als Träger, Initiator, Koordinator, Promoter oder Lobbyist bei der Umsetzung von konkreten Projekten auftreten.

Durch den bottom-up Ansatz, der sich von der Initiative, über die Erarbeitung bis hin zur Genehmigungsverfahren von Projekten zieht, wird eine Identität für die Region und deren Einwohner geschaffen und auf diese Weise die regionale Kooperation zwischen Einwohnern, Interessengruppen, Gemeinden und dem Staat gefördert.

Nicht zuletzt kann das hierdurch geschaffene regionale Netzwerk als potenzielle Grundlage für weitere Entwicklungen und Maßnahmen dienen.

Aus dem übergeordneten Ziel der nachhaltigen Regionalentwicklung, als Instrument zur Verbesserung der Lebensqualität der Einwohner der Region, werden im vorliegenden Kapitel die grundlegenden Ziele im Rahmen der vom Naturparkgesetz vorgegebenen Zielsetzungen abgeleitet und präzisiert.

1. Gesetzlicher Rahmen

Im Naturparkgesetz vom 10. August 1993 wird die grundlegende Orientierung des Naturparks in Artikel 1 folgendermaßen formuliert:

(...) La création, la planification et la gestion d'un parc naturel doivent à la fois garantir la conservation, la restauration et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel et assurer aux habitants du parc les possibilités d'un développement économique et socio-culturel durable et respectueux de ce même patrimoine.

In Artikel 2 sind die übergeordneten Ziele, zu welchem der Naturpark seinen Beitrag leisten soll, folgendermaßen festgelegt:

Art. 2. Le parc naturel doit contribuer notamment à la réalisation des objectifs suivants :

- la conservation et la restauration du caractère et de la diversité du milieu naturel, de la faune et de la flore indigènes*

- la sauvegarde de la pureté de l'air et des eaux ainsi que de la qualité des sols*
- la conservation et la restauration du patrimoine culturel*
- la promotion et l'orientation d'un développement économique et socio-culturel intégrant les aspirations légitimes de la population en ce qui concerne leurs possibilités d'emploi, leur qualité de vie et d'habitat*
- la promotion et l'orientation d'activités de tourisme et de loisirs s'inscrivant dans le cadre des objectifs du présent article.*

Die für den Naturpark Our im vorliegenden Kapitel definierten Ziele entsprechen in ihrer Präzisierung den fünf Zielen des Gesetzes.

2. Weiterentwicklung des Leitbildes

Aufbauend auf den Erfahrungen der letzten 20 Jahre sowie aufgebauten Fachkompetenzen soll der Naturpark Our als Instrument einer nachhaltigen Regionalentwicklung weiterentwickelt werden.

Dabei soll der Naturpark weiterhin einer modernen Naturparkphilosophie entsprechen und auf der in den Jahren 2005-2025 geleisteten Arbeit aufbauen. In diesem Zusammenhang steht der Naturpark Our für

- eine verantwortliche Balance zwischen Schutz- und Entwicklungsfunktion,
- integratives Denken und
- die Schaffung von Synergien und partnerschaftlichen Verhältnissen.

Dabei versteht der Naturpark sich als Dienstleistungsplattform für seine Mitgliedsgemeinden, indem er diesen zum Beispiel bei der Realisierung von Projekten mit einer individuellen Beratung zur Seite steht.

Das Leitbild, welches im Zuge der Anpassung der *Etude préparatoire* und *Etude détaillée* im Jahre 2014 entwickelt wurde und sich als Ziel gesetzt hat, das Thema „Natur und Landschaft im Ösling“ zu fokussieren, bietet einen Anhaltspunkt für die weitere Entwicklung. Dadurch, dass sich die Schwerpunkte und Ziele des Naturparks jedoch stetig verändern, wird auch eine kontinuierliche Weiterentwicklung des Leitbildes, als Profilierungskomponente des Naturparks, angestrebt. Das Thema des Leitbildes aus der vorherigen *Etude préparatoire* und *Etude détaillée* kann weiterhin als Orientierung genutzt werden und sollte beim Arbeitsschwerpunkt „Natur- und Umweltförderung“ weiter eine Rolle spielen.

Dadurch, dass eine Tendenz zu immer größeren Projekten besteht, soll in Zukunft ein stärkerer Fokus auf eine integrale Herangehensweise und Arbeitsweise aller Fachbereiche des Naturparks gelegt werden, damit fachbereichsübergreifende Projekte leichter umgesetzt werden können. Dabei spielt auch die Optimierung der Zusammenarbeit mit wichtigen Partnern wie zum Beispiel den staatlichen Instanzen eine bedeutende Rolle.

Neben dem Leitbild spielen auch die seit dem Jahre 2017, erscheinenden jährlichen Indikatorenberichte des Naturparks eine Rolle für die Naturparkarbeit. Hier wurde die entsprechende Initiative aus der angepassten *Etude détaillée* von 2014 aufgegriffen und umgesetzt, um den Erfolg der Naturparkarbeit besser beurteilen zu können. Auf Initiative des zuständigen Ministeriums für Wohnungsbau und Raumentwicklung wurde eine Analyse des Ist-Zustands der Indikatorenberichte im Jahr 2022 initiiert. Im Rahmen einer anschließenden und zum jetzigen Zeitpunkt noch laufenden Workshopreihe mit Naturparkmitarbeitern wird an

einer Überarbeitung des Monitoring Systems der Naturparkarbeit und einer daraus folgenden Neustrukturierung des Indikatorenberichts gearbeitet. Die ursprünglichen 26 Aktionsindikatoren können in der Bilanz 2015-2025 des Naturpark Our nachgelesen werden. Die neustrukturierten Indikatoren werden nach Abschluss der Überarbeitung in der *Etude détaillée* mit aufgeführt.

Der Naturpark Our ist und bleibt in Zukunft offen für neue Missionen, bei Bedarf werden somit die Dienste des Naturparks angepasst und erweitert. Die, vom *Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)* definierten, neuen Aufgaben des Naturparks könnten beispielsweise in Zukunft in die Naturparkarbeit integriert werden. Dazu könnte unter anderem die Stärkung der Rolle des Naturparks im Bereich der Raumplanung zählen. Mögliche Aufgabenbereiche wären in diesem Bereich zum Beispiel die Beratung bei der Ausarbeitung eines Leitbildes, an dem sich zukünftige Planungen und Projekte orientieren können, das Mitwirken bei der Entwicklung einer Strategie zur Identifizierung und Erhaltung des kulturellen und architektonischen Erbes oder auch die Förderung und Sensibilisierung für neue und nachhaltige Arten des Planens, Bauens und (Er-)Lebens von Dörfern.

Der Naturpark Our legt viel Wert auf die Weiterentwicklung und den Ausbau der bereits vorhandenen Arbeitsbereiche insbesondere um dem Menschen eine zukunftsfähige, attraktive und identitätsstiftende Region zu bieten. Zum einen steht dabei der Erhalt und die Wiederherstellung der natürlichen und kulturellen Umwelt sowie der immer wichtiger und dringlicher werdende Klimaschutz im Fokus, zum anderen die Förderung einer nachhaltigen Entwicklung sowohl im Tourismusbereich als auch im Energiesektor.

Dadurch, dass sich die Schwerpunkte im Laufe der Entwicklung des Naturparks in den letzten zehn Jahren verändert haben, werden diese im Rahmen der vorliegenden *Etude préparatoire* und in der *Etude détaillée* anhand eines angepassten Leitthemas neu definiert:

„Eine innovative und nachhaltige Natur- und Landschaftsentwicklung in der Region, zusammen mit einer Verbesserung der Lebensqualität des Menschen sowie dem Schutz der natürlichen Umwelt soll langfristig sowie themenübergreifend und interdisziplinär umgesetzt werden“.

Zwischen den vielfältigen Zielen des Naturparks bestehen unterschiedliche Verbindungen, wobei sich einige überschneiden. Eine wichtige Aufgabe ist es, in Zukunft anhand von fachbereichsübergreifenden Projekten bei der Erreichung eines Ziels, möglichst viele positive Auswirkungen auf andere Bereiche zu erzielen.

3. Arbeitsschwerpunkte und grundlegende Ziele

Im Folgenden werden die Zielsetzungen aus den festgelegten Aufgabenbereichen des Naturparks präzisiert. Die Zielsetzungen, Leitlinien und Arbeitsschwerpunkte der *Etude préparatoire* und *Etude détaillée* aus dem Jahre 2014 sowie die Bilanz der Jahre 2015 bis 2025 wurden dafür als Basis genommen. Anhand einer entsprechenden Analyse der zwischen 2015 und 2025 umgesetzten Maßnahmen und Projekte sowie deren Auswirkungen

wurden die Zielsetzungen in der vorliegenden *Etude préparatoire* angepasst und teilweise neu definiert. Es erfolgt eine Unterteilung in primäre und sekundäre Themenbereiche. Die sekundären Aufgabenbereiche Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation und Bildung sowie Vernetzung, Beratung und Dienstleistungen wirken dabei übergreifend auf die anderen fünf Themenbereiche (siehe untenstehende Grafik).



Erklärende Bemerkung zur Anpassung der *Etude préparatoire*:

Aufgrund der Stellungnahmen des für die Landesplanung zuständigen Ministeriums sowie des Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire (CSAT) (siehe dazu S. 129 der Detailstudie), welche die Wichtigkeit der Rolle des erweiterten Naturparks als Instrument der Landesplanung hervorheben, wurde die vorliegende *Etude préparatoire* angepasst und durch den primären Aufgabenbereich „Raum- und Regionalentwicklung“ ergänzt. Dieser Aufgabenbereich wird somit in der Detailstudie weiter ausgeführt.

Nachhaltige Natur- und Landschaftsentwicklung im Éislek

PRIMÄRE AUFGABENBEREICHE

Natur- und Umweltförderung

Aufgaben und Ziele

- Erhalt, Schutz und Verbesserung von Kultur- und Naturlandschaften, natürlichen Ressourcen, Klima, Biodiversität, Habitaten und Arten sowie der Qualität von Gewässern und Böden
- Schaffung von grün, blau und gelben Korridoren
- Zusammenarbeit und Vernetzung mit nationalen, regionalen und lokalen Akteuren, Partnern und Landnutzern
- Beratung der Landwirte zur Steigerung der Klimaresilienz, zum Erosionsschutz und zur CO₂-Bindung auf landwirtschaftlichen Flächen
- Sicherung eines fairen Interessenausgleichs anhand eines integrativ dynamischen Natur- und Umweltschutzes

Aktivitäten

- Weiterführung der Biologischen Station, der Natura 2000 - COPIL Éislek und der Fließgewässerpartnerschaft sowie die Festigung der Projekte "Insektenräich", Agroforst und Naturpakt
- Ausbau des Angebotes von speziellen Beratungsleistungen für Einwohner, Akteure und Landnutzer in der Region
- Förderung von umweltverträglichen Nutzungs- und Bewirtschaftungsformen
- Schaffung zusätzlicher Strukturelemente und Lebensräume und der damit verbundenen Biotopvernetzung
- Grenzüberschreitende Kooperationen zum Schutz der Natur
- Schaffung von weiteren Projekten in Zusammenarbeit mit den anderen Naturparks
- ...

Energietransition und Klimaschutz

Aufgaben und Ziele

- Aufbau und Harmonisierung einer interkommunalen Klimaschutzpolitik
- Beratung zur Thematik naturnahe und energieeffiziente Beleuchtung
- Sparsamer Umgang mit Energie und sonstigen Ressourcen
- Konsequente Absenkung der regionalen CO₂-Bilanz unter anderem durch den Ausbau der erneuerbaren Energien

Aktivitäten

- Erarbeitung von Empfehlungen oder Lastenheften für Gemeinden und andere Akteure nach dem Vorbild der bestehenden Zertifizierungen des Klimapakts 2.0 für die Bereiche:
 - Energieeinsparung / Bekämpfung der Energieverschwendung
 - Ausbau der Geothermie, Bioenergie, Wasserkraft, Windenergie, Solarenergie
 - Ressourcenschonendes Bauen
 - Aktive Mobilität
 - Sensibilisierung und Bildung
 - usw.
- Beratung seitens des Naturparks bei Projekten bezüglich der Integration in die Landschaft und des Klimaschutzes
- ...

Naturerlebnis und Kultur

Aufgaben und Ziele

- Förderung eines nachhaltigen und innovativen Tourismus-, Freizeit und Kulturangebots
- Bewahrung und Inwertsetzung des Tourismus- und Freizeitkapitals sowie des Kulturerbes:
 - historisch gewachsene Ortsbilder
 - Baukultur
 - kulturhistorische Baudenkmäler und Traditionen
 - attraktive Freizeit- und Kultureinrichtungen
 - usw.

Aktivitäten

- Förderung von Events, Initiativen und Projekten, welche die Identität sowie das natur- und kulturhistorische Erbe der Region hervorheben
- Diversifizierung des regionsspezifischen Erlebnisangebotes durch eine verstärkte Vernetzung von Themenbereichen und Akteuren
- ...

Regionale Wertschöpfung

Aufgaben und Ziele

- Förderung einer nachhaltigen und lokalen Wirtschaftsentwicklung
- Stärkung des Austauschs zwischen Produzenten, Gastronomen, Einzelhändlern, Konsumenten und weiteren Akteuren der Regionalwirtschaft

Aktivitäten

- Weiterentwicklung der regionalen Produktpalette und deren Vermarktung
- Beratung der Betriebe bei der Entwicklung, Herstellung, Verarbeitung und Vermarktung von regionalen Produkten
- Stärkung der Zusammenarbeit mit landwirtschaftlichen Betrieben
- Weiterentwicklung von bereits initiierten Projekten, welche die Entwicklung und Vermarktung nachhaltig produzierter Lebensmittel sowie die gesunde Ernährung vorantreiben:
 - Natur genéissen
 - École du Goût
- ...

Raum- und Regionalentwicklung

Aufgaben und Ziele

- Beobachtung der territorialen Entwicklung („observation territoriale“) und Erstellung von Analysen und Projektionen als Mittel zur Entscheidungsfindung
- Förderung einer nachhaltigen Raum- und Regionalentwicklung mit Rücksicht auf Natur und Landschaft
- Konzentration der Entwicklung auf die am besten geeigneten Standorte im Hinblick auf eine schonende Landschaftsentwicklung
- Sparsamer Umgang mit der natürlichen Ressource Boden und Schaffung eines resilienten Territoriums

Aktivitäten

- In Zusammenarbeit mit dem für die Landesplanung zuständigen Ministerium und den interessierten Gemeinden Ausarbeitung und Konkretisierung der im PDAT erwähnten Handlungsachsen:
 - Stärkung der Beraterrolle der Naturparke im Bereich der Raum- und Regionalentwicklung
 - Stärkung der Rolle der Naturparke in partizipativen Prozessen
 - Stärkung der Beraterrolle der Naturparke im Hinblick auf die Energiewende sowie Definition der Rolle des Naturpark Our in der Entwicklung des „Espace d'action Eislek“.
- Mögliche Handlungsfelder:
 - Identifizierung und Erhaltung des kulturellen und architektonischen Erbes
 - Erhaltung und Aufwertung der regionaltypischen Ortsbilder
 - Förderung von Initiativen zur nachhaltigen Siedlungsentwicklung
 - Sensibilisierung und Beratung im Sinne einer zeitgemäßen Raumplanung, ressourcenschonenden Bauweise und umweltverträglichen Entwicklung
 - Förderung von Nachverdichtungsprojekten und Umnutzungen
 - Unterstützung beim Ausbau des Angebotes neuer Wohnformen und Haushaltsstrukturen
 - Nachhaltige Mobilitätsförderung
 - Einführung partizipativer Prozesse durch konkrete Bürgerbeteiligung
- ...

SEKUNDÄRE AUFGABENBEREICHE

Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation & Bildung

Aufgaben und Ziele

- Ausbau und Stärkung des Naturparks als attraktive, erlebniswerte und besuchenswerte Region
- Vermarktung der Region mit seinen qualitativ hochwertigen touristischen, kulturellen und umweltpädagogischen Angeboten
- Weiterbildung und Sensibilisierung von Gemeinden, Einwohnern und Besuchern zu regionsspezifischen sowie nachhaltigen Themen
- Kooperation, Koordination und partizipative Kommunikation mit den Gemeinden, Unternehmen, Produzenten, Bildungseinrichtungen, Organisationen und Privatpersonen aus der Region sowie zwischen unterschiedlichen Projekten
- Bildung als projekt- und themenübergreifender Auftrag des Naturparks

Aktivitäten

- Weiterentwicklung der digitalen Informations- und Kommunikationsmittel sowie Nutzung diverser zielgruppenorientierter Medien
- Unterstützung von Vereinen im Bereich der Vermarktung und Finanzierung von ausgewählten Events wie z.B. kulturelle Veranstaltungen
- Informationsmaterialien und -abende, Aus- und Weiterbildungen, Bürgerbeteiligungsforen, Vorträge, Kolloquien, Dauerausstellung des Naturparks, mobile Ausstellungen, Kurse sowie themenbezogene Publikationen
- Förderung der Kooperation mit Schulen aus der Region insbesondere im Rahmen des Projektes „Naturparkschoul“ sowie des Austauschs mit internationalen Akteuren
- ...

Vernetzung, Beratung & Dienstleistungen

Aufgaben und Ziele

- Förderung einer kohärenteren, partnerschaftlich und nachhaltig ausgerichteten Regionalentwicklung als Vernetzungs-, Beratungs- und Dienstleistungsplattform in der Region
- Ausbau und Verbesserung der zahlreichen Serviceangebote insbesondere zur Förderung innovativer Pilotprojekte und Ideen

Aktivitäten

- Unterstützung und Beratung im Hinblick auf die Energiewende und die Produktion erneuerbarer Energien, in Fragen des Natur-, Tier-, Landschaft- und Ressourcenschutzes, im Bereich der Entwicklung regionaler Produkte, bei der Umsetzung von Events, usw.
- Ausbau des SIG Regional Nord zum Beispiel durch die Integration von 3D-Daten
- Intensivierung der Zusammenarbeit mit Naturparks aus dem In- und Ausland sowie mit internationalen Strukturen und Organisationen wie LEADER, INTERREG, EUROPARC Federation, usw.
- ...

4. Strategische Ziele für die Projektumsetzung

Projekte - auf Basis der hier festgelegten Ziele - sollen als innovative Lösungen im Sinne der Region verfolgt werden und

- anhand einer integralen Herangehensweise und Arbeitsweise der Fachbereiche sowie in einer optimierten Zusammenarbeit mit unterschiedlichen Partnern umgesetzt werden,
- der Profilschärfung des Naturparks Our dienen,
- den Naturpark Our nach außen positiv darstellen und nach innen stärken,
- die Partizipation der Bevölkerung, insbesondere von Kindern und Jugendlichen fördern,
- Mittel- und langfristig positive Auswirkungen auf Natur, Landschaft, Kultur und Wirtschaft haben.

Überschneidungen zwischen den Zielbereichen sind nicht ausgeschlossen bzw. teilweise sogar erwünscht. In diesem Zusammenhang spricht man von positiven Synergieeffekten. So trägt eine innovative und zukunftsfähige wirt-

schaftliche Entwicklung, verbunden mit einer nachhaltigen Nutzung und dem Schutz der natürlichen Umwelt zu einer Verbesserung der Lebensqualität der Einwohner bei und erhöht den Erlebniswert des Raumes für Besucher.

Die Vermarktung der regionalen Besonderheiten und Produkte über kulturelle und touristische Aktivitäten bringt wiederum zusätzliche wirtschaftliche Impulse für die Region.

In diesem Rahmen spielt der Naturpark insbesondere als Koordinations-, Beratungs- und Vernetzungsplattform eine wichtige Rolle.

Die vorliegende Etude préparatoire ist dabei nicht als fertiges Dokument zu sehen. Es handelt sich viel mehr um ein Basisdokument dessen Inhalte und Ziele im Rahmen der Öffentlichkeitsbeteiligung und der Etude détaillée vertieft und erweitert werden können.



© Conny Koob



4. Aufgabenbereiche, Ziele und Maßnahmen

Im folgenden Kapitel werden gemäß Artikel 6 des Naturparkgesetzes vom 10. August 1993 des Großherzogtums Luxemburgs folgende Punkte in der Detailstudie behandelt

« 2. ...

a) les objectifs poursuivis en ce qui concerne la protection de l'environnement, la conservation et la restauration du caractère et de la diversité du milieu naturel et du patrimoine culturel, l'aménagement du territoire, la sauvegarde des intérêts des acteurs économiques locaux, le développement rural, économique, socio-culturel et touristique du territoire concerné ;

b) les mesures à prendre pour atteindre les objectifs poursuivis ; »

Vorbemerkungen:

ZIELE

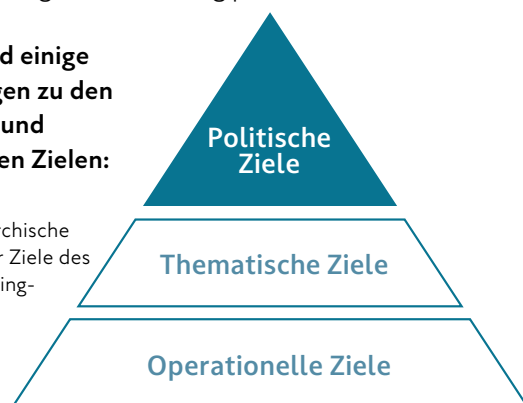
Wie bereits in der Vorstudie (Etude préparatoire) erläutert, wurde auf Initiative des zuständigen Ministeriums für Wohnungsbau und Raumentwicklung, unterstützt durch das Beraterbüro BDO und CREAT UCLouvain, das Monitoringsystem der Naturparkarbeit überarbeitet. Diese Überarbeitung führte zu einer Neustrukturierung des Indikatorenberichts. Diese wurde Ende 2024 abgeschlossen. Das nun hier vorliegende Dokument berücksichtigt bereits sowohl die neu definierten politischen als auch die neu definierten thematischen Ziele.

Daher werden in der nun folgenden Beschreibung der Aufgabenbereiche des Naturpark Our, die in der Vorstudie definierten Aufgaben den entsprechenden politischen und thematischen Zielen zugeordnet.

Um eine klare Struktur zu gewährleisten und die Lesbarkeit sowie Verständlichkeit zu fördern, wird zu Beginn jedes Aufgabenbereichs eine Übersicht der politischen und der damit verbundenen thematischen Ziele anhand einer vorgefertigten Darstellung präsentiert.

Nachfolgend einige Erläuterungen zu den politischen und thematischen Zielen:

Abb. 14 - Hierarchische Darstellung der Ziele des neuen Monitoringsystems



Die übergeordneten **politischen Ziele** sind auf der politischen Ebene angesiedelt und umfassen die angestrebten ökologischen, ökonomischen sowie sozialen Auswirkungen. Sie sind für die Entscheidungsträger von Interesse, welche für die Kommunikation der Ziele nach außen verantwortlich sind. Aufbauend auf die im Artikel 2 des Naturpark-Gesetzes definierten Ziele der Naturparke, sind insgesamt acht politische Ziele formuliert worden. Die Intensität und in welchem Umfang bestimmte Ziele verfolgt werden, hängt von den jeweiligen vorhandenen Kompetenzen der Naturparkverwaltungen ab. Die folgende Darstellung gibt einen Gesamtüberblick über die acht formulierten politischen Ziele in deutscher und französischer Sprache.



Abb. 15 – Gesamtübersicht der politischen Ziele

Die **thematischen Ziele**, welche auf den politischen Zielen aufbauen und diesen untergeordnet sind, umfassen die angestrebten Wirkungen und Effekte. Sie sollen den direkten Mehrwert aufweisen, der durch die durchgeführten Maßnahmen, Aktivitäten und Projekte des Naturparks angestrebt wird. Maximal gibt es vier thematische Ziele pro politisches Ziel. Die thematischen Ziele können den nachfolgenden einzelnen Kapiteln entnommen werden.

Zur Vereinfachung und Übersichtlichkeit des Dokuments sind den nächsten Kapiteln ausschließlich die offensichtlichsten politischen und thematischen Ziele für die jeweiligen Aufgabenbereiche aufgeführt, wohlwissend dass jeder Aufgabenbereich mit seinen Maßnahmen und Projekten auch mehrere der acht Ziele gleichzeitig verfolgt.

Es wird zudem empfohlen, die Gesamtübersicht im Anhang (siehe S. 115) dieser Detailstudie zu konsultieren. Diese Übersicht zeigt die Aufgabenbereiche des Naturparks, die zugehörigen Maßnahmen und Projekte sowie deren Zuordnung zu den verschiedenen Zielen.

MASSNAHMEN UND AUSGEWÄHLTE PROJEKTE

Die in den Unterkapiteln der nun folgenden Aufgabenbereiche aufgeführten Maßnahmen und Projekte stellen eine Auswahl der wesentlichen, aktuell definierten und kurz-bis mittelfristig geplanten Schritte für die kommende Periode dar. Diese Auflistung ist nicht umfassend und wird sicherlich im Laufe der betroffenen Periode angepasst und erweitert werden.

Vielfach sind sowohl die technischen, politischen als auch administrativen Voraussetzungen, welche zu Beginn einer Projektidee stehen, nach einigen Jahren nicht mit Sicherheit gegeben. Damit wird die spezifische Projektidee obsolet. Immer öfter muss, teils kurzfristig, auf politische Gegebenheiten reagiert werden. Auch die Entwicklungen auf nationaler Ebene sind über solch einen langen Zeithorizont schwer vorauszusagen und lassen eine Planungssicherheit nicht zu.

4.1 Primärer Aufgabenbereich "Natur- und Umweltförderung"

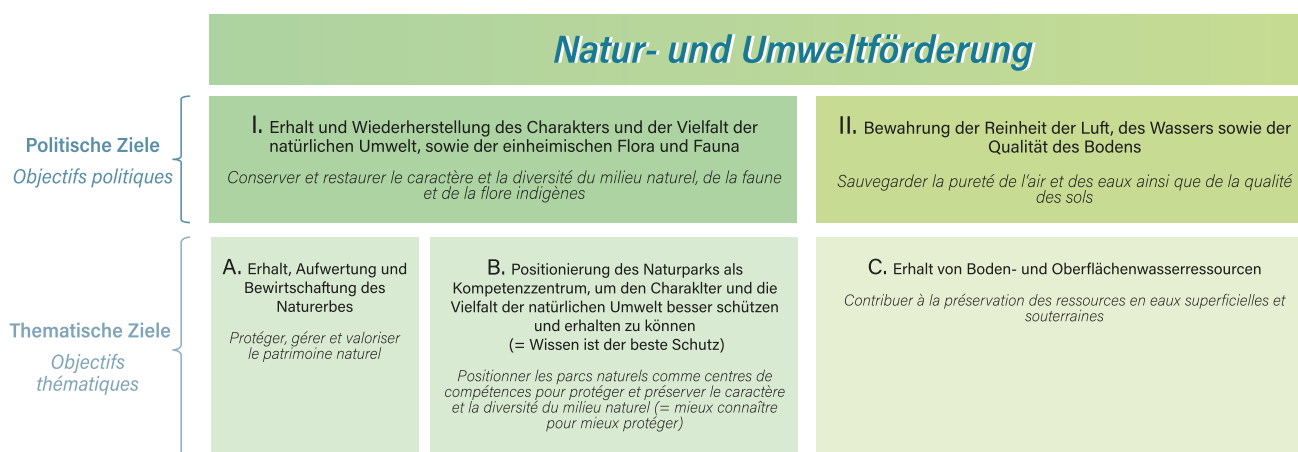
4.1.1. Ausgangssituation und Perspektiven

Die Natur- und Umweltförderung spielt eine entscheidende Rolle im Schutz, im Erhalt und in der Verbesserung natürlicher Ressourcen und vielfältiger Lebensräume im Naturpark Our. In einer Zeit, in der der Klimawandel und der zunehmende weltweite Biodiversitätsverlust alarmierende Ausmaße annehmen, ist es wichtiger denn je, proaktive Maßnahmen zu ergreifen. Der Naturpark Our mit seinen definierten Zielsetzungen und Aufgabenbereichen (Etude préparatoire) kann hierzu entscheidende innovative Beiträge in der Region leisten. Aufbauend auf den definierten politischen und thematischen Zielen, umfassen diese die

Verbesserung von Habitaten, der Qualität von Gewässern und Böden, den Schutz bedrohter Arten und die Förderung nachhaltiger Landnutzungspraktiken, um nur einige Aktivitäten hier aufzuführen.

Ein weiterer zentraler Aspekt der Natur- und Umweltförderung ist die **Sensibilisierung** der Öffentlichkeit. Bildung und Aufklärung sowie **spezielle Beratungsleistungen** für Einwohner, Akteure und Landnutzer sind entscheidend, um ein Bewusstsein für ökologische Zusammenhänge zu schaffen und nachhaltiges Verhalten zu fördern. Ebenso die weitere Vernetzung der betroffenen Akteure in der Region sowie **grenzüberschreitende Kooperationen**, die neue zukunftsweisende Projekte ermöglichen, sind von Bedeutung.

4.1.2. Politische und thematische Ziele



4.1.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte

4.1.3.1. Ausbau des internen kommunalen Fachbereichs NEO (Nature Environment Our)

Durch den Aufbau des naturparkinternen Fachbereichs NEO verfügt der Naturpark Our über eine fachlich breit aufgestellte Abteilung für die Bereiche Natur und Umwelt. Durch die Bündelung der verschiedenen Kompetenzen können bereits heute schon viele Synergien zwischen den verschiedenen Fachbereichen optimal genutzt werden. Hierdurch steht den Gemeinden und den Bewohnern des Naturparks ein großes und fachlich fundiertes Beratungsteam für Fragen aus dem Natur- und Umweltbereich zur Verfügung. In den kommenden Jahren soll die positive Entwicklung des NEO Fachbereichs weiter vorangetrieben werden und das Angebot für die Gemeinden und Bürger des Naturpark Our weiter ausgebaut werden. Hierbei soll auch der Bereich **Landwirtschaft** größere Bedeutung

erhalten und fester Bestandteil des NEO Fachbereichs werden. Dies ist insbesondere deshalb von Bedeutung, da die Region des Naturpark Our bis zum heutigen Tage von einer intensiven landwirtschaftlichen Nutzung geprägt ist (>50 % der Fläche) und nach wie vor einen bedeutenden Wirtschaftsfaktor darstellt. Neben seiner ökonomischen Bedeutung kommt dem Bereich der Landwirtschaft aber auch eine Schlüsselrolle in Bezug auf Ökologie, Artenschutz und Lebensraum zu. Mit der Entwicklung und Integration landwirtschaftlicher Fachkompetenz möchte der NEO Fachbereich für die Zukunft einen wichtigen Beitrag zum **Aufbau einer zukunftsfähigen und klimaresilienten Landwirtschaft** auf dem Gebiet des Naturpark Our leisten.

4.1.3.2. Biologische Station

Im Jahr 2002 wurde die Biologische Station des Naturpark Our geschaffen. Über eine Konvention zwischen dem zuständigen Ministerium für Umwelt und dem Naturpark Our sind der Tätigkeitsbereich und die Finanzierung der

Biologischen Station festgelegt. Die Aufgaben setzen sich einerseits aus staatlichen Projekten und andererseits aus kommunalen Arbeiten im Rahmen des Natur- und Landschaftsschutzes im Gebiet des Naturpark Our zusammen.

Zu den staatlichen Projekten zählen hierbei beispielsweise die Verhandlung mit den Landwirten und Verwaltung von Biodiversitätsverträgen, die Umsetzungen und das Monitoring im Rahmen von Arten- und Habitatschutzprojekten (z.B. magere Flachlandmähwiesen, Steinkauz, Fledermäuse, Biber, Raubwürger, Invasive Arten, Quellen, Flussperlmuschel, Fischotter) und Mitarbeit an anderen regionalen, nationalen oder internationalen Projekten (z.B. LIFE-Projekte).

Unter die kommunalen Projekte fallen unter anderem die Anpflanzungen und Pflege von einheimischen Hecken, Laub- und Hochstammobstbäumen, die Aktualisierung des nationalen Hecken- und Baumkatasters, die Verwaltung der regionalen Daten auf GIS-Basis, die Beratung von Privatpersonen und die Sensibilisierung von unterschiedlichen Interessensvertretern.

Projektträger:	Naturpark Our
Projektpartner:	Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität
Projektfinanzierer:	Naturpark Our, Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität
Laufzeit:	seit 2002
Gesamtbudget:	+/- 500.000€ / jährlich (inkl Personalkosten 2,5 ETPs)

4.1.3.3. Natura 2000-Copil Éislek

Natura 2000 ist die Bezeichnung für ein zusammenhängendes Netz europäischer Schutzgebiete, bestehend aus Fauna-Flora-Habitat (FFH)-Gebieten und Vogelschutzgebieten. Das Netz stellt den europäischen Biotopverbund dar und repräsentiert die typischen, die besonderen und die seltenen Lebensräume und Tier- und Pflanzenarten Europas. Die Ausweisung der Gebiete erfolgt für alle EU-Mitgliedsstaaten einheitlich nach vorgegebenen Kriterien der Vogelschutzrichtlinie von 1979 bzw. ihrer Novellierung aus dem Jahre 2009 und der im Mai 1992 verabschiedeten FFH-Richtlinie.

Für die Umsetzung der Natura 2000 Managementpläne wurde Luxemburg in acht verschiedene Natura 2000 Managementgebiete unterteilt und eine jeweils regionale COPIL gegründet (Comité de Pilotage).

Mit einer Natura 2000 Fläche von mehr als 17.000 ha, ist die COPIL Éislek (gegründet am 11.10.2018), die mit Abstand größte Natura 2000 Region in Luxemburg. Rund 2/3 dieser Fläche besteht aus Wald und befindet sich zu

über 80 % in privater Hand. Die Offenlandbereiche werden größtenteils landwirtschaftlich genutzt und sind die Lebensgrundlage für die noch recht zahlreich vorhandenen landwirtschaftlichen Betriebe in der Region. Vor diesem Hintergrund ist es auf dem Gebiet der COPIL Éislek auch besonders wichtig, dass bei Natura 2000 Projekten im Offenlandbereich sowohl die Belange des Naturschutzes als auch der Landwirtschaft berücksichtigt werden, zumal die Umsetzung von Natura 2000 Maßnahmen für private Flächeneigentümer auf freiwilliger Basis erfolgt und nicht verpflichtend ist.

Projektträger:	Naturpark Our
Projektpartner:	Communes membres, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, Administration des services technique de l'agriculture, Administration de la gestion de l'eau, Administration de la nature et des forêts, Lëtzebuerger Privatbësch, etc.
Projektfinanzierer:	Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Laufzeit:	seit 2023-2027
Gesamtbudget:	994.571 €

4.1.3.4. Fließgewässerpartnerschaft

Die Fließgewässerpartnerschaft Naturpark Our ist ein vom Umweltministerium finanziertes Projekt, welches das Zusammenführen der Akteure mit Bezug zu den Fließgewässern in der Region, aber auch die Erfassung und Verbesserung der Zustände der Gewässer zum Ziel hat. Neben der Begutachtung der Gewässer und deren ökologischen und morphologischen Zustände, erarbeitet die Fließgewässerpartnerschaft Our auch konkrete Projekte zur Renaturierung dieser Gewässer. Hiermit orientiert sich die Fließgewässerpartnerschaft an dem luxemburgischen Gewässerbewirtschaftungsplan, welcher sowohl die Ziele bezüglich der Zustände der Gewässer des Landes als auch konkrete Vorschläge zum Erreichen dieser Ziele darstellt.

Zusätzlich gehört die Sensibilisierung der Öffentlichkeit über gewässerrelevante Themen zu den Aufgaben der Fließgewässerpartnerschaft. Solche Aktivitäten sollen in Zukunft stärker in Zusammenarbeit mit der Wasserverwaltung und den anderen Fließgewässerpartnerschaften des Landes geplant werden. Ein regelmäßiger Austausch mit der Wasserverwaltung und den anderen Fließgewässerpartnerschaften erlaubt es, sich über „Best-Practice“ Beispiele auszutauschen und Synergien zu entwickeln.

Die Fließgewässerpartnerschaft Our wird sich in Zukunft verstärkt dem Erreichen der Zielsetzungen des

Gewässerbewirtschaftungsplanes und somit auch der EU-Wasserrahmenrichtlinie widmen. Hierzu sollen weitere Renaturierungsprojekte für die Gewässer der Region konkretisiert werden.

Projektträger:	Naturpark Our
Projektpartner:	Administration de la gestion de l'eau, Administration de la nature et des forêts, Communes membres
Projektfinanzierer:	Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, Communes membres
Laufzeit:	seit 2016 (cf. INTERREG-Vorgängerprojekt)
Gesamtbudget:	47.500 € jährlich

der Maßnahmen findet alle 2 Jahre maßnahmenbegleitend eine Beprobung mithilfe von Malaisefallen und Barberfallen statt. Von den Insektenproben wird die Biomasse und in einem weiteren Schritt, in Zusammenarbeit mit dem Nationalmuseum für Naturgeschichte, mittels DNA Metabarcoding die Artenzusammensetzung bestimmt. Ein weiterer Schwerpunkt liegt im Bereich der Sensibilisierung und Öffentlichkeitsarbeit. Durch zahlreiche Infoveranstaltungen und Workshops, eine Wanderausstellung, einen Insektenerlebnispfad, einen Insektenkoffer für Schulen, die Projekthomepage und eine Insektenfibel werden unterschiedliche Medien genutzt, um über die Thematik zu informieren und sensibilisieren. Aufgrund des großen Erfolgs des Projekts als auch der vielen Überschneidungen mit dem nationalen Bestäuberplan und der "EU Nature restoration law" wird ein Nachfolgeprojekt angestrebt.

4.1.3.5. D'Naturparken zu Lëtzebuerg – (een) Insekteräich

Das vom Umweltfond des Ministeriums für Umwelt, Klima und Biodiversität finanzierte Gemeinschaftsprojekt der 3 Naturparke startete im Jahr 2020 mit dem Ziel dem rasant zunehmenden Insektenschwund entgegenzuwirken. In Zusammenarbeit mit unterschiedlichen Akteuren aus privaten Betrieben, Bevölkerung, öffentlichen Trägern und Landwirtschaft wurden insektenfördernde Maßnahmen in Form von Einsaaten, Anpflanzungen, Schaffung strukturreicher Flächen und Pflegeanpassungen in der Kulturlandschaft umgesetzt. So konnten bisher insgesamt 5,06 Hektar für den Insektenschutz umgestaltet werden, weitere Maßnahmen sind bereits in der Planung. Zur Verbesserung der allgemeinen Datengrundlage zu Vorkommen und Verbreitung heimischer Insekten, als auch zur Evaluierung

Projektträger:	Naturpark Our, Naturpark Öwersauer, Natur- & Geopark Mëllerdall
Projektpartner:	Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, Administration de la nature et des forêts, Musée national de l'histoire naturelle du Luxembourg, LIST, SIDEN, Golf de Clervaux, Ameublements Thill, Shopping Centre Knauff, SEO, Communes membres
Projektfinanzierer:	Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité - Fonds pour l'environnement
Laufzeit:	2020-2026
Gesamtbudget:	3.515.160 €



© Liz Hacken

4.1.3.6. Agroforst – Chance für eine zukunftsfähige Landwirtschaft in Zeiten des Klimawandels

Im Jahr 2022 hat der Naturpark Our zusammen mit seinen Projektpartnern das Pilotprojekt Agroforstwirtschaft gestartet, welches vom Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität finanziert wird. Anhand des Projektes sollen landwirtschaftliche Flächen durch eine Anreicherung mit Strukturelementen gegen die immer spürbarer werdenden Auswirkungen des Klimawandels geschützt werden. Die Agroforstwirtschaft als nachhaltiges Landnutzungssystem kann einen Beitrag dazu leisten, die Klimaresilienz landwirtschaftlicher Flächen zu erhöhen.

Das primäre Ziel des Projektes ist die Umsetzung verschiedener Agroforst-Systeme auf dem Gebiet der COPIL Éislek. Die Planung soll dabei in enger Zusammenarbeit mit den landwirtschaftlichen Beratern erfolgen. Des Weiteren soll ein nationales Agroforst-Netzwerk dazu beitragen, das Thema weiterzuentwickeln. Der Aufbau einer Internetseite soll interessierten Landwirten in Zukunft als zentrale Informationsplattform rund um das Thema Agroforstwirtschaft in Luxemburg dienen.

Nachdem anfangs erste Interessenten für die Umsetzung von Agroforstprojekten gewonnen werden konnten und ein erstes Projekt umgesetzt wurde sowie unterschiedliche Artikel, Infomaterialien veröffentlicht und Infoveranstaltungen organisiert wurden, steht der Fokus des Projektes in den Folgejahren weiterhin auf der Umsetzung unterschiedlicher Agroforst-Systeme. In Zukunft soll weiteres Infomaterial ausgearbeitet und jährliche Infoveranstaltungen

staltungen wie z.B. das Agroforst-Kolloquium organisiert werden, um Landwirte weiterhin für das Thema zu sensibilisieren und weitere Teilnehmer gewinnen zu können.

Projektträger:	Naturpark Our
Projektpartner:	CONVIS, ASTA, Administration de la nature et des forêts, Chambre d'agriculture, natur & emwelt, Biologische Station, Ibla
Projektfinanzierer:	Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité - Fonds climat énergie l'environnement
Laufzeit:	2022-2027
Gesamtbudget:	1.471.000 €

4.1.3.7. Naturpakt

Das Projekt Naturpakt wurde 2021 vom Umweltministerium ins Leben gerufen und zielt darauf ab, anhand eines Maßnahmenkatalogs und finanzieller Anreize Natur- und Wasserschutz auf Gemeindeebene voranzutreiben. Die Gemeinden können durch die Umsetzung von verschiedenen Naturschutzmaßnahmen Punkte sammeln und so Zertifizierungen erlangen. Da der Naturpark Our selbst die Naturpakt-Beratung ihrer Mitgliedsgemeinden übernimmt, wird die regionale Zusammenarbeit und der Austausch im Rahmen des Naturpakts gefördert. Die Strategie der Naturpakt-Beratung bestand anfangs darin, relativ schnell und im Vergleich ohne größeren Aufwand umzusetzende Maßnahmen anzuvisieren, um die ersten Audits mit Zertifizierungen abschließen zu können. Die Bereiche des Naturpakt-Maßnahmenkatalogs Naturschutz allgemein,



Siedlungsraum und Kommunikation und Kooperation standen bei dieser Vorgehensweise besonders im Fokus. In den Folgejahren sollen auch komplexere Maßnahmen ins Auge gefasst und die Bereiche Offenland und Wasser verstärkt anvisiert werden. Diese beinhalten Maßnahmen wie die extensive Nutzung von Agrarflächen oder die Wiederherstellung der Durchgängigkeit der Fließgewässer.

Das übergeordnete Ziel besteht darin das Potential der Mitgliedsgemeinden hinsichtlich des Naturpakt-Maßnahmenkatalogs auszuloten und jede Gemeinde auf dem Weg zur Gold-Zertifizierung (70%) zu begleiten.

Anhand der jährlich organisierten Versammlungen des regionalen Naturpakt-Teams, wird eine Plattform geboten, um Naturschutzmaßnahmen gemeindeübergreifend anzugehen und „Best Practices“ zu teilen. Folgende zwei regionale Projekte werden in den Folgejahren besonders im Fokus stehen:

- Nachdem die Gemeinden des Naturpark Our gemeinsam im Frühjahr 2024 an der Initiative „Méi net am Mee“ teilgenommen haben, soll dieses Projekt auch in den kommenden Jahren weitergeführt werden. Ziel ist es, auf längere Sicht, die extensive Bewirtschaftung systematisch in die Wiesen-Pflege der Mitgliedsgemeinden zu integrieren.
- Beim regionalen Projekt „Biotopvernetzung am Opepeland“ wird gemeinsam mit Gemeindevertretern eine Potentialanalyse der gemeindeeigenen Offenlandflächen durchgeführt, mit dem Ziel, bisher ungenutzte Flächen ökologisch aufzuwerten.

Projektträger:	Naturpark Our
Projektpartner:	Gemeinde Clervaux, Gemeinde Parc Hosingen, Gemeinde Putscheid, Gemeinde Tandel, Gemeinde Troisvierges, Gemeinde Vianden, Gemeinde Weiswampach, Gemeinde Wincrange, Klima-Agence G.I.E.
Projektfinanzierer:	Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität
Laufzeit:	2021 bis 2030
Gesamtbudget:	+/- 230.000 € / jährlich (inklusive Personalkosten 2,0 ETP)

4.1.3.8. Beitrag zu den Zielen des PNP3

Die im Januar 2023 veröffentlichte dritte Version des nationalen Naturschutzplan (PNPN3) dient bei den 6 großen Teilprojekten dieses Aufgabenbereichs als fortwährende Leitlinie.

Eine Unterstützung der nachhaltigen Nutzung der geschützten Zonen der ersten Säule des PNP3 wird beispielsweise dank angepasster Bewirtschaftungsverträge, dem Schaffen von zusätzlichen Lebensräumen oder Aktionen zum Schutz der Zielarten in diesen Zonen oder angrenzenden Bereichen gefördert.

Die in der zweiten Säule anvisierte Wiederherstellung von Lebensräumen und Ökosystemleistungen ist ebenfalls Zielsetzung der Projekte, wie die Renaturierungen von Fließgewässern oder artenreichen Grünlandflächen, die Bekämpfung von invasiven Arten, die Schaffung von Trittsteinen zwischen Biotopflächen, die Wiederaufnahme der Nutzung von bereits verbrachten Flächen oder Extensivierung von intensiv genutzten landwirtschaftlichen Flächen dank Vertragsnaturschutz.

Auch die Ziele der dritten Säule, die Veränderung betreffend, werden im Rahmen dieses Aufgabenbereichs angegangen. Die Gemeinden des Naturpark Our haben große Ambitionen im Naturpakt gezeigt, die Zahl, der an insektenfördernden Maßnahmen teilnehmenden Betriebe steigt jährlich, zusätzliche Gemeinden konnten für eine zeitnahe Mitgliedschaft im Naturpark gewonnen werden, die COPIL Eislek konnte bereits zahlreiche innovative Projekte unter Berücksichtigung aller Akteure lostreten und wichtige wissenschaftliche Daten werden erhoben und zur Sensibilisierungszwecken genutzt.

Schlussendlich steht der Naturpark auch regelmäßig mit potenziellen internationalen Partnern im Kontakt, um sich über grenzüberschreitende Arten, Zonen und Projekte auszutauschen. Diese aktuellen Initiativen, Projekte und Maßnahmen im Bereich der drei Säulen des PNP3 sollen in der nun kommen Periode weitergeführt und wenn möglich weiter ausgebaut werden.

4.2. Primärer Aufgabenbereich "Energietransition und Klimaschutz"

4.2.1. Ausgangssituation und Perspektiven

Klimaschutzpolitik in Naturpark-Gemeinden ist zu einem zentralen Element regional nachhaltiger Entwicklung geworden. In den letzten Jahren haben viele Gemeinden erkannt, dass sie durch gezielte Maßnahmen zur Reduzierung von CO₂-Emissionen und zur Förderung erneuerbarer Energien aktiv zur Erreichung der nationalen und europäischen Klimaziele beitragen und gleichzeitig die lokale Wirtschaft und die Lebensqualität ihrer Bewohner verbessern können.

Durch die Schaffung des nationalen Instruments des Klimapakts konnten für die Gemeinden Anreize zur **konsequenten Absenkung der CO₂- Bilanzen durch den Ausbau erneuerbaren Energien** geschaffen werden. Auch für den Naturpark Our sind seither neue Aufgabenbereiche hinzugekommen und er nimmt die Rolle der Beratungsplattform hinsichtlich fachtechnischer Beratung, Sensibilisierung und Information für die Gemeinden und ihre Einwohner ein. Ein kohärentes Vorgehen bei der Umsetzung von klimarelevanten Pilotprojekten und Konzepten wird dabei angestrebt. Eine

solide Datenanalyse der bestehenden Emissionen und Ressourcen ist notwendig. Diese Bestandsaufnahme ermöglicht es Gemeinden ihr Schwachstellen und Potenziale für Verbesserungen zu identifizieren. Auf dieser Grundlage werden spezifische, innovative Maßnahmen von den zuständigen Mitarbeitern des Naturpark Our empfohlen bzw. erarbeitet, die auf die Gegebenheiten und Bedürfnisse der Gemeinden abgestimmt sind.

Der Klimaschutz im Naturpark konzentriert sich dabei auch auf Maßnahmen und **Sensibilisierung** zur Förderung einer **naturnahen und energieeffizienten Beleuchtung**.

Darüber hinaus tragen **Informations- und Beratungsangebote** dazu bei, das Bewusstsein der Anwohner und Besucher für klimarelevante Themen und Praktiken zu schärfen, das Engagement der Bevölkerung zu fördern und so nachhaltigere Verhaltensweisen anzuregen. Darüber hinaus können durch partizipative Ansätze und lokale Initiativen innovative Lösungen entwickelt werden, die sowohl den Anforderungen der Klimaschutzziele als auch den Bedürfnissen der Anwohner gerecht werden.

4.2.2. Politische und thematische Ziele



4.2.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte

4.2.3.1. Ausbau des internen kommunalen Fachbereich ECO (Energy Climate Our)

Das Ziel ist der weitere Ausbau des ECO-Teams zur Schaffung einer zentralen Fachkompetenzstelle für die Entwicklung und Umsetzung von Klimaschutz- und Energieprojekten.

Im Kontext des Klimapakts sind die Gemeinden aufgefordert, Konzepte und Strategien zu entwickeln, um den

stetig steigenden Anforderungen gerecht zu werden. Diese Anforderungen spiegeln sich in den entwickelten Konzepten wider, die darauf abzielen, die CO₂-Äquivalent-Emissionen kontinuierlich zu senken, um den Auswirkungen des Klimawandels vorzubeugen, eine autonome und wirtschaftlich unabhängige Energieversorgung zu etablieren und die Kreislaufwirtschaft zu fördern. Diese zentrale Einheit bündelt sämtliche relevante Fachkenntnisse, um maßgeschneiderte Lösungen für die Gemeinden zu entwickeln, ohne das bestehende Personal der Gemeinden zu belasten.

Die Bündelung der Fachkompetenz bietet mehrere Vorteile:

Eine spezialisierte Einheit führt zu höherer Expertise und besserem Verständnis der spezifischen Bedürfnisse und Standards der Gemeinden, was zu präziseren und effektiveren Projektergebnissen führt. Die interne Durchführung durch eigene Fachkräfte ermöglicht zudem schnellere Anpassungen und größere Flexibilität, da notwendige Änderungen zeitnah und ohne externe Spezialisten umgesetzt werden können. Dies reduziert Kosten und beschleunigt die Projektumsetzung. Skaleneffekte durch die Bündelung von Projekten und Ressourcen steigern die Effizienz und senken die Kosten. Standardisierungen und *Best Practices* können effizienter implementiert werden, was die Projektlaufzeiten verkürzt. Die notwendige Nachsorge nach Projektumsetzung, etwa bei der Beseitigung von Problemen oder Optimierungen, kann flexibel und bedarfsgerecht durch das vertraute Fachpersonal gewährleistet werden.

Zur Erreichung der Klimaschutz- und Nachhaltigkeitsziele sind sowohl Verhaltensänderungen der Menschen als auch der Einsatz fortschrittlicher Technologien erforderlich. Um diesem Anspruch gerecht zu werden, will sich der Naturpark Our gemeinsam mit Bildungs- und Forschungseinrichtungen dafür einsetzen, neue Ansätze zu ermöglichen und als neue Standards und Strategien zu etablieren.

4.2.3.2. Klimapakt

Im Jahr 2013 unterzeichneten die Gemeinden im Naturpark Our gemeinsam den Klimapakt. Seither üben sich die Gemeinden in einer aktiven regionalen Zusammenarbeit in Sachen Klimaschutz.

Ein gemeinsames Leitbild und die Festlegung von konkreten Zielwerten für das Jahr 2050 setzten den Rahmen für ein kohärentes Vorgehen in den Bereichen Energieeffizienz, erneuerbare Energien, Raumplanung und Mobilität. Die Gemeinden möchten in Wort und Tat eine Vorbildrolle übernehmen. In der Gemeinschaft lassen sich die Potenziale der Region besser nutzen.

Dass die Naturparkgemeinden dieser Rolle durchweg gerecht werden, verdeutlicht ihre Auszeichnung mit dem *European Energy Award* (EEA). Die Gemeinden Clervaux, Parc Hosingen, Putscheid, Kiischpelt, Wincrange und Tandel gehören mit ihrer Gold-Prämierung sogar zu den europaweit führenden Gemeinden/Städten im EEA-Netzwerk, mit aktuell rund 1.900 Teilnehmern.

Der Klimapakt ist das Instrument, um die nationalen Energie- und Klimaziele in den Gemeinden Luxemburgs zu erreichen. Hierdurch können je nach Grad der gemeindeinternen Bemühungen nationale Fördergelder an die

Gemeinden ausbezahlt werden. Mit Inkrafttreten des Klimapakts 2.0 im Jahr 2021 hat sich auch die Arbeitsweise innerhalb des Naturpark Our stark verändert. Von einer externen Beratung kommend, wurde eine interne Klimaberatung für die Gemeinden geschaffen, welche durch ihren Erfolg mittlerweile alle aktuellen Mitgliedsgemeinden des Naturpark Our sowie die Gemeinde Esch-Sauer im Naturpark Öwersauer für sich gewinnen konnte.

Die internen Klimaberater begleiten die Gemeinden während des gesamten Klimapaktprozess. Dies beinhaltet bspw. die Bewertung der Gemeinden gemäß Klimapaktkatalog sowie die Vorbereitungen für die Audits. Als übergeordnetes Ziel gilt das Erreichen der nationalen Energie- und Klimaziele auf kommunalem Niveau.

Projektträger:	Naturpark Our
Projektpartner:	Gemeinde Clervaux, Gemeinde Parc Hosingen, Gemeinde Putscheid, Gemeinde Tandel, Gemeinde Troisvierges, Gemeinde Vianden, Gemeinde Weiswampach, Gemeinde Wincrange, Gemeinde Kiischpelt, Gemeinde Esch-Sauer, Klima-Agence G.I.E.
Projektfinanzierer:	Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität
Laufzeit:	Bis 2030
Gesamtbudget:	(Variabel pro Einwohner, 307.000 € in 2024 inkl. Personalkosten)

4.2.3.3. Essenzielle Bausteine der Energiewende: Wärme, Strom und Mobilität

Der Naturpark Our unterstützt die Gemeinden in der Wärmewende mit seiner Expertise in allen Phasen. Beginnend mit der Bestandsaufnahme wird der energetische Zustand der kommunalen Gebäude analysiert und Sanierungspläne entwickelt, die eine wirtschaftliche CO₂-Neutralität anstreben. Dabei werden folgende Punkte geprüft:

- Umsetzbarkeit moderner Technologien wie Wärmepumpen und Steuerungssysteme
- Anpassung bestehender Heizsysteme
- Integration erneuerbarer Energien
- Maximierung der Energieeffizienz
- Identifizierung von Fördermitteln

Die Stromwende beschreibt den Übergang zu erneuerbaren Energien. Ziel ist eine klimafreundliche, nachhaltige Stromversorgung. Dieses Ziel soll durch eine

Erhöhung des Anteils von Solar-, Wind-, Wasser- und Biomasseenergie erreicht werden. Dabei werden die Naturparkgemeinden bei der Planung von Anlagen wie Photovoltaik unterstützt.

Um Überschüsse effizient zu nutzen, spielt Sektorkopplung eine Schlüsselrolle. Durch die Integration von Strom, Wärme und Mobilität können überschüssige Energiequellen genutzt werden, etwa durch Speicherung in Batterien, Wärmepumpenbetrieb oder Elektrofahrzeuge.

Der Naturpark Our unterstützt die Mobilitätswende durch Beratung bei der Beschaffung kommunaler Fuhrparks, mit Fokus auf Elektro- oder Hybridantrieb. Ein weiterer Aspekt ist die Gestaltung öffentlicher Räume zugunsten von Fußgängern und Radfahrern.

4.2.3.4. Energiemanagement

Das Pilotprojekt im Rahmen der Energiewende verfolgt das Ziel, die Wärmeversorgung kommunaler Gebäude im Naturpark Our zu optimieren. Dabei liegt der Fokus auf der Umstellung auf eine fossilfreie Wärmeerzeugung, welche hauptsächlich mittels Wärmepumpentechnologie und Biomasse realisiert werden soll. In etwa 80 kommunalen Gebäuden ist die Installation eines Energiemanagementsystems vorgesehen, welches über einen Zeitraum von drei Jahren die kontinuierliche Messung und Optimierung der Energieflüsse ermöglicht. Die Gesamtlaufzeit des Projektes erstreckt sich über einen Zeitraum von ca. fünf Jahren. Die erfassten Daten dienen der präzisen Dimensionierung künftiger, fossilfreier Heizsysteme sowie deren kontinuierlicher Betriebsüberwachung. Des Weiteren sollen diese Daten zur Weiterentwicklung nationaler Energieeffizienzstrategien beitragen.

Die primären Ziele des Projekts umfassen die Steigerung der Effizienz bestehender Heizsysteme durch Monitoring und Analyse, die optimale Auslegung von Wärmepumpen basierend auf realen Messwerten sowie die Generierung belastbarer Datensätze zur Motivation weiterer Gemeinden für den Umstieg auf nachhaltige Heiztechnologien. Die Schätzung der zu erwartenden Energieeinsparungen bei der bestehenden fossilen Heiztechnologie beläuft sich auf rund 15 %. Dies würde einer Reduktion von 600 Tonnen CO₂ pro Jahr entsprechen. Die Daten bilden die Grundlage für Anpassungen der nationalen Energiepolitik, insbesondere im Hinblick auf die Sanierungspflichten für kommunale Gebäude sowie die Entwicklung einer neuen Energiemanagementplattform.

Das Projekt birgt das Potenzial, eine einheitliche Datenstruktur für die zukünftige Automatisierung der Energiedaten zu schaffen. Eine Ausweitung auf alle

Gemeinden Luxemburgs ist möglich. Es leistet einen wichtigen Beitrag zur Digitalisierung im Energiesektor und unterstützt Luxemburg bei der Entwicklung eines internationalen Hubs für "climate solutions".

Projektträger:	Naturpark Our
Projektpartner:	Gemeinde Clervaux, Gemeinde Parc Hosingen, Gemeinde Putscheid, Gemeinde Tandel, Gemeinde Troisvierges, Gemeinde Vianden, Gemeinde Weiswampach, Gemeinde Winrange, Gemeinde Kiischpelt, Gemeinde Bourscheid.
Projektfinanzierer:	Ministerium für Wirtschaft
Laufzeit:	Bis 2028
Gesamtbudget:	2.490.000 €

4.2.3.5. Energiegemeinschaft

Eine Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft ist ein Zusammenschluss von Bürgern, Unternehmen und öffentlichen Einrichtungen, die gemeinsam erneuerbare Energie erzeugen, nutzen und teilen. Der Strom ist oft günstiger, da er ohne Zwischenhändler erzeugt wird. Vollständige Unabhängigkeit von externen Energielieferanten ist jedoch schwierig, da lokale Erzeugung nicht immer den Bedarf deckt, besonders bei geringer Energieerzeugung. Der Naturpark Our möchte zusammen mit seinen Gemeinden dieses Prinzip umsetzen, um maximale Autarkie zu erreichen, wobei bei Bedarf Strom zugekauft wird. Das Ziel ist, dass die Gemeinden ihren Energiebedarf größtenteils lokal decken. Der Naturpark plant die Anlagen, koordiniert die Gemeinden und organisiert die Zusammenarbeit mit Netzbetreibern, die Restmengen kaufen sowie Überschüsse verkaufen können. Dies senkt die Kosten, stärkt die lokale Wirtschaft und reduziert CO₂-Emissionen, was den Klimazielen zugutekommt. Das Zusammenführen der Gemeinden zu einer regionalen Energiegemeinschaft ist ein bedeutender Schritt mit dem Potenzial, eine umfassende Gemeinschaft zu schaffen, in der Energie lokal erzeugt, genutzt und gehandelt wird. Dies fördert die regionale Wirtschaft, reduziert die Abhängigkeit von Energieimporten und sichert die Unabhängigkeit der Region, indem die Anlagen idealerweise in Einwohnerbesitz bleiben und so die Wertschöpfung vor Ort bleibt.

4.2.3.6. Klimaresiliente Gemeinden „Infrastruktur stärken, regionale Wertschöpfung fördern“

Das Projekt verfolgt das Ziel, die Resilienz der kommunalen Infrastruktur gegenüber dem Klimawandel zu erhöhen und dabei eine Vorbildfunktion für die Bevölkerung

einzunehmen. Die Verbindung von Klimaschutz und regionaler Wertschöpfung zielt darauf ab, die Bürger zu nachhaltigen Praktiken, wie zum Beispiel dem Einsatz von Regenwassersammelanlagen oder auch den Einsatz von lokalen, klimafreundlichen Baustoffen, zu motivieren und dadurch die Resilienz der gesamten Region zu stärken. Der Naturpark Our beabsichtigt, weitere Vorhaben zu initiieren, um die Kooperation und den Austausch von Wissen in diesem Kontext zu intensivieren.

Die aktive Einbindung lokaler Unternehmen und regionaler Ressourcen in das Projekt dient der Förderung der wirtschaftlichen Stabilität sowie der Sicherung von Arbeitsplätzen. Die implementierten Maßnahmen generieren eine nachhaltige Nachfrage nach regionalen Produkten und Dienstleistungen, was sich positiv auf die lokale Wirtschaft auswirkt.

Das Projekt vermittelt der Bevölkerung die Dringlichkeit von Klimaschutzmaßnahmen. Durch das Vorleben nachhaltiger Praktiken durch die Gemeinden und den Naturpark Our wird Vertrauen geschaffen und die Bevölkerung zu einer Nachahmung motiviert. In der Kon-

sequenz entsteht eine zukunftsfähige Gemeinde, die den Herausforderungen des Klimawandels gewachsen ist und ihre wirtschaftliche Basis nachhaltig stärkt.

4.2.3.7. Lichtberatung

Der Naturpark Our engagiert sich für den Schutz von Landschaft und Ressourcen, wozu auch die Reduktion von Lichtverschmutzung gehört. Seit dem 1. Oktober 2019 verfügt der Naturpark über einen Lichtberater, der Gemeinden, Verwaltungen, Unternehmen und Einwohner in Fragen der Lichtvermeidung und Energieeffizienz berät. Ziel ist die Etablierung des Naturparks als regionales Kompetenzzentrum für Außenbeleuchtung. Der Lichtberater koordiniert kommunale Projekte, begleitet Infrastrukturmaßnahmen, beantragt Fördergelder und analysiert beleuchtete Zonen sowie öffentliche Straßenbeleuchtungen.

Trotz des klaren Fokus auf die regionalen und kommunalen Belange bietet die Lichtberatung auch auf nationaler Ebene unabhängige Expertise. Sie unterstützt



© Liz Hacken

Ministerien und Verwaltungen bei der Entwicklung von Bewertungskriterien für kommunale Außenbeleuchtungen im Rahmen nationaler Umweltprogramme. Damit werden lokale Maßnahmen in einen größeren, nationalen Kontext eingebettet und zur Erreichung übergeordneter Umweltziele beigetragen.

Die Lichtberatung unterstützt zudem die Sanierung von Straßenbeleuchtungen, wie z.B. in Wincrange, wo flächendeckend alte Leuchten über insgesamt 4 Jahre durch energieeffiziente LEDs ersetzt werden. Auch das Konzept „Licht nach Bedarf“ wird gefördert, um den Energieverbrauch zu minimieren und die Umweltbelastung zu reduzieren.

Öffentlichkeitsarbeit, Schulungen und digitale Kampagnen ergänzen diese Maßnahmen und sollen langfristig eine nachhaltige Beleuchtungspraxis etablieren.

Projektträger:	Naturpark Our
Projektpartner:	Gemeinde Clervaux, Gemeinde Parc Hosingen, Gemeinde Putscheid, Gemeinde Tandel, Gemeinde Troisvierges, Gemeinde Vianden, Gemeinde Weiswampach, Gemeinde Wincrange, Gemeinde Kiischpelt
Projektfinanzierer:	Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung
Laufzeit:	fortlaufend
Gesamtbudget:	(ca. 200.000 € in 2024 inkl. Personalkosten)

4.2.3.8. Kommunalsternepark

Der Naturpark Our plant die Gründung eines Sterneparks in Zusammenarbeit mit seinen Gemeinden, um die natürliche Dunkelheit der Nächte zu bewahren und die Lichtverschmutzung in der Region weiter zu reduzieren. Dieses Projekt soll es Bewohnern und Besuchern ermöglichen, die Schönheit des Nachthimmels in einer ungestörten Umgebung zu erleben.

Die *Dark Sky International*, eine Organisation, die sich dem Schutz der natürlichen Nachtumgebung und der Verringerung von Lichtverschmutzung widmet, vergibt die Zertifizierung „*International Dark Sky Community*“ (IDSC) an Gemeinden, die signifikante Maßnahmen zur Reduzierung von Lichtverschmutzung ergriffen haben. Diese Zertifizierung wird nur an Gemeinden verliehen, die strenge Kriterien erfüllen, darunter die Implementierung von Beleuchtungsvorschriften, Öffentlichkeitsarbeit und die Förderung des Bewusstseins für die Auswirkungen von Lichtverschmutzung.

Die Gemeinden des Naturpark Our sind durch ihre ländliche Lage und geringe Lichtverschmutzung prädestiniert für die Einrichtung eines Sterneparks. In den letzten Jahren wurden zahlreiche Beleuchtungsprojekte umgesetzt, die darauf abzielen, die Lichtverschmutzung weiter zu minimieren. Dazu gehören die Umrüstung von Straßenlaternen auf energieeffiziente LED-Technologie und die Einführung von adaptiver Beleuchtung. Adaptive Beleuchtung bezieht sich auf Beleuchtungssysteme, die ihre Helligkeit automatisch an den tatsächlichen Bedarf anpassen. Dies kann durch die Integration von Bewegungssensoren und Dimmtechnologie geschehen.

Der Sternepark wird nicht nur die Erhaltung der natürlichen Nachtumgebung fördern, sondern auch den ökologischen Nutzen steigern, indem nachtaktive Tiere geschützt und ihre Lebensräume erhalten werden.

Auch hinsichtlich der Promotion eines nachhaltigen und innovativen Tourismus in der Region birgt die Gründung eines Sterneparks Potentiale.

Analog zum Begriff „Waldbaden“ kann der Begriff Sternbaden neu identifiziert werden und an den zunehmenden Trend des „*Stargazings*“ gekoppelt werden. Sternbaden unter dem Nachthimmel kann als Teil eines umfassenderen Naturerlebnisses betrachtet werden, bei dem es darum geht, sich auf die Stille und Schönheit der Natur bei Nacht zu konzentrieren.

Die Zertifizierung als *International Dark Sky Community* wird dazu beitragen, die Gemeinden des Naturpark Our als Vorbilder für nachhaltige Entwicklung und Naturschutz in der Region zu etablieren.

4.3. Primärer Aufgabenbereich "Naturerlebnis und Kultur"

4.3.1. Ausgangssituation und Perspektiven

Kultur und Tourismus sind eng miteinander verbundene Bereiche, die das Verständnis und die Wertschätzung der kulturellen Vielfalt fördern. Die Förderung von Kultur und Tourismus kann durch verschiedene Ansätze erfolgen, die sowohl die lokale Bevölkerung als auch Besucher bereichern.

Eine wichtige Aufgabe seit der Gründung des Naturparks, ist die **Unterstützung von kulturellen Veranstaltungen und Aktivitäten**, die das **kulturhistorische Erbe** der Region präsentieren. Diese Veranstaltungen ziehen nicht nur Touristen an, sondern stärken auch das Gefühl der **regionalen Identität** der lokalen Bevölkerung. So können **Traditionen** lebendig gehalten werden.

Die touristische Infrastruktur in einer Region spielt ebenfalls eine entscheidende Rolle. Ein gut entwickeltes Wander- und Radwegenetz, moderne Unterkünfte und informative Besucherzentren tragen dazu bei, dass

Touristen eine angenehme Erfahrung machen. Der Naturpark Our trägt durch seine entwickelten Themenrad- und -wanderwege zu einem **attraktiven und innovativen Freizeitangebot** in der Region bei.

Ein weiterer Ansatz ist die verstärkte Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Akteuren. Durch abgestimmte Initiativen, Strategien und Konzepte können **neue Erlebnisangebote** entwickelt werden, die sowohl nachhaltige, kulturelle als auch touristische Aspekte berücksichtigen. Auf diese Weise werden Synergien geschaffen und gefördert, die den Nutzen für alle Beteiligten erhöhen.

Darüber hinaus ist die Digitalisierung ein Schlüssel zur Förderung von Kultur und Tourismus. Online-Plattformen ermöglichen es, kulturelle und touristische Inhalte auf eine schnelle und einfache Weise einem breiteren Publikum zugänglich zu machen, während virtuelle Touren und Apps den Besuchern helfen, mehr über die Geschichte und die Besonderheiten der örtlichen Begebenheiten zu erfahren.

4.3.2. Politische und thematische Ziele



4.3.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte

4.3.3.1. Inwertsetzung des kulturellen Erbes der Region

Die Erinnerung an das kulturhistorische Erbe prägt die Identität einer Region. Aus touristischer Sicht ist es daher auch sinnvoll sowohl für Besucher als auch Einheimische die besonderen historischen Gegebenheiten und Geschehnisse erlebbar und zugänglich zu machen.

Ein aktueller Ansatz des Naturparks ist die digitale Vernetzung der REMEMBER US Informationstafeln, die sich mit den örtlichen Geschehnissen während des Zweiten Weltkriegs befassen und an vielen historisch wichtigen

Standorten in den Dörfern der Gemeinden platziert sind. Diese Tafeln folgen einer einheitlichen Gestaltungslinie, so dass der Wiedererkennungswert auch mit seinem prägenden Titel REMEMBER US direkt sichtbar ist. Der auf den Tafeln vorhandene QR-Code leitet Interessierte auf eine mobile Seite, wo weiteres Bildmaterial und Texte in drei Sprachen abrufbar sind.

Die Vernetzung dieser Tafeln stellt die Weiterführung des Projekts auf innovative Art und Weise dar. Ziel ist es, ein umfassendes und interaktives Erlebnis für Besucher und Einheimische zu schaffen, um die historischen Zusammenhänge und die Auswirkungen des Kriegs auf die Region in Erinnerung zu halten. Durch die Vernetzung und Integration weiterer digitaler Technologien können die Informationstafeln

nicht nur wichtige Hintergrundinformationen und Ereignisse präsentieren, sondern auch multimediale Inhalte wie Fotos, Zeitzeugenberichte und Video-dokumentationen bereitstellen. Dies ermöglicht den Nutzern, sich auf vielfältige Weise mit der Geschichte auseinanderzusetzen.

In Zusammenarbeit mit lokalen Historikern, Gemeinden, Vereinen und Organisationen wie der CEBA (Circle of Studies on the Battle of Bulge) unterstützt der Naturpark Our das Projekt REMEMBER US in seinen Mitgliedsgemeinden und übernimmt dabei Koordinationsarbeiten bei der Planung, Herstellung bzw. Erneuerung sowie Digitalisierung der Informationstafeln.

Der Naturpark spielt zudem eine essenzielle Rolle bei der Erhaltung sowohl des materiellen als auch des immateriellen Kulturerbes. So gehören die Inwertsetzung von kulturhistorischen Gebäuden, der Schutz und die

Förderung von identitätsstiftenden Traditionen und Handwerkskünsten, die nicht nur als kulturelle Schätze gelten, sondern auch als Zeugnisse vergangener Lebensweisen und wirtschaftlicher Praktiken, zum breiten Aufgabenfeld des Naturpark Our.

Im Hinblick auf das immaterielle Kulturerbe, das eben Traditionen, aber weiterhin auch Handwerkskünste, Bräuche, Feste und lokale Wissensbestände umfasst, bietet der Naturpark einen idealen Rahmen für die Förderung und Weitergabe dieser Kulturen. Dabei geht es vor allem darum, dieses Erbe für aktuelle und kommende Generationen lebendig zu halten. Einige regionsspezifischen immateriellen Kulturschätze wurden bereits in das nationale Inventar des immateriellen Kulturerbes aufgenommen, wie z.B. die Kunst des Trockenmauerbaus, die Wanderschäfferei oder zukünftig auch die Tradition des „Louschläissen“, die im Kiischpelt stark verbreitet ist.



© Patricia Lefèber

Kulturelle Veranstaltungen und Programme fördern zudem nicht nur das Gemeinschaftsgefühl, sondern ziehen auch Besucher an, die das Erbe der Region kennenlernen möchten. Das Engagement zur Bewahrung und Vermittlung des kulturellen Erbes stärkt so das Bewusstsein für die eigene Identität und die Wertschätzung für die umgebende Kulturlandschaft.

4.3.3.2. Fortführung und Schaffung neuer erlebnisorientierter und nachhaltiger Angebote

Die Ausarbeitung von nachhaltigen regionaltouristischen und kulturspezifischen Konzepten und den notwendigen Umsetzungsmaßnahmen in Zusammenarbeit mit lokalen, regionalen und nationalen Stakeholder, ist seit Gründung des Naturparks ein wichtiger Tätigkeitsbereich. Der Naturpark hat in der

Vergangenheit in Zusammenarbeit mit seinen Gemeinden, dem ORT Éislek, Vereinen und mit der finanziellen Unterstützung von Ministerien, allen voran der Generaldirektion für Tourismus, mehrere thematische Wander- und Radwege entwickelt, die sich bei Einheimischen und Touristen großer Beliebtheit und zunehmender Bekanntheit erfreuen. Ziel bei der Entwicklung und Aufwertung dieser Freizeitangebote sind die regionsspezifischen Besonderheiten herauszuarbeiten, in Verbindung mit einem nachhaltigen, naturbezogenen und innovativen Charakter. Darüber hinaus leisten diese Angebote einen Mehrwert für den Freizeit- und Erholungswert in der Naturparkregion, nach dem Motto „Lernen und Erleben“.

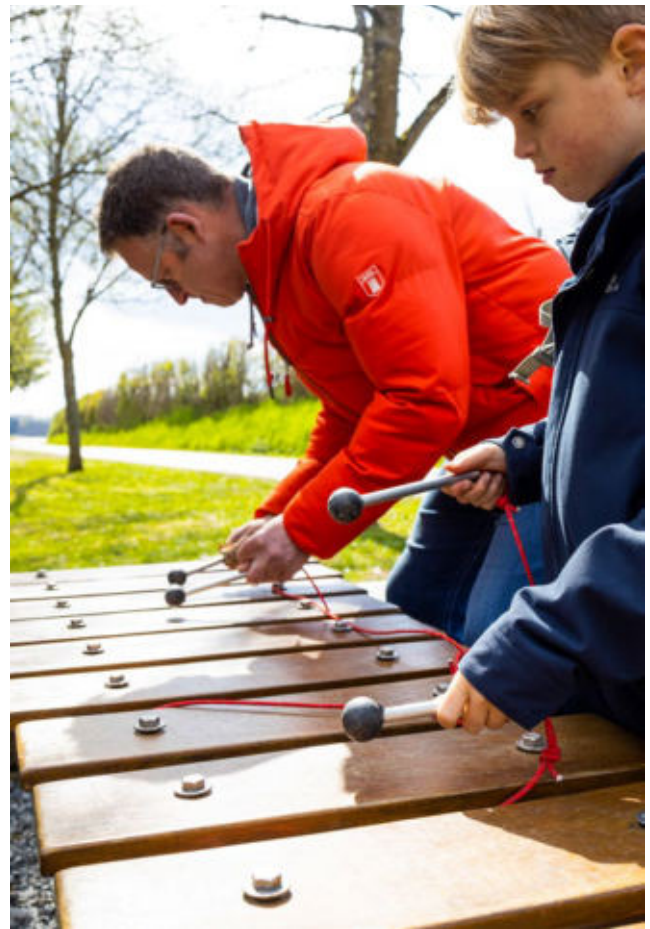
Des Weiteren sollen diese Freizeitmöglichkeiten ein breites Publikum ansprechen – der Erlebnispfad „Mam Robi duerch de Bësch“ im Parc Hosingen sowie der Insektenlehrpfad in Helzingen sprechen vor allem Familien



© Conny Koob



© Caroline Martin



© Anne Lommel



© Liz Hacken



© Liz Hacken

mit Kindern an; der Fluchthelferweg in Ulflingen ist dagegen bei älterem Publikum sehr beliebt.

In Zukunft wird die Themenweggestaltung weiterhin verfolgt. Die Naturparkgemeinden, lokale Akteure kommen immer wieder mit Ideenvorschlägen auf den Naturpark zu, die das bestehende Angebot an Entdeckungstouren in der Region weiter aufwerten. Dabei spielt die Nutzung von digitalen Tools auch für die Kreativität der Gestaltung eine immer größere Rolle. Notwendige Instandhaltungen, Erneuerungen und Neuauflagen der Printmedien für die Themenwege müssen in regelmäßigen Abständen erfolgen. Aktuelle Wander- und Radthemenwege, die der Naturpark Our (mit)betreut, sind:

- Insekten-Erlebnispfad, Gemeinde Wincrange,
- Lauschtour Éislek Pad, Gemeinde Wincrange
- Arnika-Wanderweg, Gemeinde Weiswampach
- Naturlehrpfad Cornelysmillen, Gemeinde Troisvierges
- E-Bike Tour “Looss d’Kierch am Duerf!”, Gemeinden Weiswampach-Ouren
- E-Bike Tour “Looss d’Kierch am Duerf!”, Gemeinde Troisvierges
- Erlebnispfad Fledermaustunnel, Gemeinde Troisvierges
- Fluchthelferweg, Gemeinde Troisvierges
- Den ehemaligen Tiergarten erleben, Gemeinde Clervaux
- Naturlehrpfad, Gemeinde Kiischpelt
- Déierepad, Gemeinde Kiischpelt
- Der ehemalige Staatssteinbruch Merkholtz, Gemeinde Kiischpelt
- Klangwanderweg, Gemeinde Parc Hosingen
- Mam Robi duerch de Bësch, Gemeinde Parc Hosingen
- Ourdall-Promenade, Gemeinden Putscheid und Vianden
- “Nat’Our Pur – En Vëlostour duerch d’Pëtschter Gemeng”, Gemeinde Putscheid

Die Organisation geführter Touren und Aktivitäten in Kooperation mit dem ORT Éislek und seinen Gästeführern ist ein weiteres Angebot des Naturparks, um Besuchern Wissenswertes über die Region zu vermitteln. Durch die Zusammenarbeit mit erfahrenen Gästeführern können sowohl informative als auch unterhaltsame Erlebnisse geschaffen werden, die es den Teilnehmern ermöglichen,

tiefer Einblicke in die heimischen Gegebenheiten zu gewinnen sowie mehr über historische Ereignisse und Traditionen zu erfahren. Solche Touren tragen folglich auch zur Wertschätzung der Region bei.

4.3.3.3. Unterstützung themenspezifischer Veranstaltungen und Initiativen & regionale Vernetzungsplattform

Seit der Gründung des Naturparks werden zahlreiche Kulturevents und touristische Initiativen, die einen regionalen und nachhaltigen Charakter besitzen und konform mit den Naturparkzielen sind, vom Naturpark in ihrer Kommunikation unterstützt. Zudem wird bei der Unterstützung auf eine ausgewogene regionale Verteilung geachtet. Um ein einheitliches Erscheinungsbild zu vermitteln, ist eine kohärente Kommunikation wichtig. Die Unterstützung zeigt sich durch finanzielle und werbetechnische Maßnahmen, wie Plotter Arbeiten und die Ausarbeitung eines Layouts von Werbematerial nach der graphischen Linie des Naturparks.

Auch mit fachlicher Kompetenz kann der Naturpark bei Initiativen und Veranstaltungen helfen. Hierbei kann der Naturpark vor allem als Vernetzungsplattform in der Region angesehen werden, die Akteure und Partner miteinander in Kontakt bringt und dadurch neue nützliche und wertvolle Synergien entstehen können.

Auch die Anwendung digitaler, innovativer Kommunikations- und Informationskanäle bietet dem Naturpark Our vermehrt Möglichkeiten zur Wissensvermittlung sowie zur Förderung und besseren regionsspezifischen Vermarktung. Bestimmte Zielgruppen können besser und einfacher erreicht und über Projekte und Maßnahmen des Naturpark Our informiert werden. Hinzu kommt, dass der Naturpark auf ausgewählten Veranstaltungen mit einem eigenen Info- und Verkaufsstand präsent ist und im Rahmen seines Erlebnisprogramms für Kinder themengerechte Aktivitäten auf diversen Events anbietet.

4.4. Primärer Aufgabenbereich "Regionale Wertschöpfung"

4.4.1. Ausgangssituation und Perspektiven

Die regionale Wertschöpfung in der Landwirtschaft und Gastronomie spielt eine entscheidende Rolle für die nachhaltige Entwicklung ländlicher Räume und die Stärkung lokaler Wirtschaftskreisläufe. Bei der regionalen Wertschöpfung handelt es sich um den Prozess, bei dem Produkte lokal erzeugt, verarbeitet, vermarktet und konsumiert werden. Dies fördert nicht nur die lokale Wirtschaft, sondern trägt auch zur Erhaltung kultureller Traditionen und der Umwelt bei.

Eine **verstärkte Zusammenarbeit mit landwirtschaftlichen Betrieben** innerhalb einer Region trägt ebenso zur sozialen Stabilität bei. Sie ermöglicht innovative Konzepte wie „Farm-to-Table“ oder „Slow Food“ umzusetzen, die sowohl ökologische als auch

ökonomische Nachhaltigkeit fördern. Bildung und Aufklärung über regionale und saisonale Produkte und ihre Verarbeitung sowie Verantwortung gegenüber der Umwelt sind weitere Aspekte, die in diesem Kontext von Bedeutung sind.

Durch eine individuelle und direkte Beratung aller an dieser Wertschöpfungskette beteiligten Akteure, kann sowohl die Effizienz der Wertschöpfung als auch die Vernetzung dieser Akteure verbessert werden. Diese direkte Beratung und Vernetzungsarbeit durch die Experten des Naturparks ist ein wichtiger Schritt hin zu einer nachhaltigen Synergie-geprägten Wertschöpfung.

Somit ist die regionale Wertschöpfung ein wichtiger Ansatz, der nicht nur wirtschaftliche Vorteile bietet, sondern auch die sozialen und ökologischen Dimensionen im Naturpark berücksichtigt.

4.4.2. Politische und thematische Ziele



4.4.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte

4.4.3.1. Ecole du Goût – „Eng Schmaachschoul fir Lëtzebuerg“

Die Ecole du Goût ist ein interdisziplinäres Projekt im Bereich der Ernährungs- und Verbraucherbildung und bietet Personen jeden Alters einen Zugang zu einer gesunden und nachhaltigen Esskultur. Vom Naturpark Our und der Gemeinde Tandel ins Leben gerufen, wurde die Initiative seit 2018 auch von den Gemeinden des Naturpark Oewersauer und des Natur- und Geopark Mëllerdall übernommen. Die Ecole du Goût ist seitdem ein gemeinsames Projekt der drei luxemburgischen Naturparke.

Durch einen ganzheitlichen Ansatz, der Gesundheit, Umwelt, Handwerk, Kultur und regionale Lebensmittelproduktion umfasst, soll den negativen Aspekten des heutigen Ernährungssystems entgegen gewirkt und die positiven Potenziale gefördert werden.

Das Projekt setzt auf wissenschaftlich fundierte Methoden der „Education au Goût“ (Institut du Goût, Paris), um Menschen jeden Alters den Zugang zu einer gesunden und nachhaltigen Esskultur zu ermöglichen. Mit einem vielfältigen Angebot, das auf drei Hauptpfeilern basiert – „Schmaacherlebnis“, „Schmaachstonnen“ und „Schmaachprofilen“ – fördert die Ecole du Goût gleichzeitig die nachhaltige Regionalentwicklung.

Der Pfeiler „Schmaacherlebnis“ umfasst öffentlich zugängliche Aktivitäten wie Kochkurse, Kinderworkshops sowie kreative Ateliers auf verschiedenen Events und Festivals, die für eine breite Sensibilisierung sorgen. Die „Schmaachstonnen“ richten sich mit Workshops und Programmen an Schulen (von der Primarstufe bis hin zur Sekundarstufe) und bieten gezielte Weiterbildungen für Erziehungs- und Lehrpersonal. „Schmaachprofilen“ bietet speziell für Berufstätige maßgeschneiderte Weiterbildungen, Informationsveranstaltungen und eine Austauschplattform für Köche, Produzenten und weitere Fachkräfte der Lebensmittelbranche.



Seit der Eröffnung des eigenen Gebäudekomplexes in Brandenburg, der Büros, eine pädagogische Küche, Seminarräume sowie einen pädagogischen Garten umfasst, hat sich die Ecole du Goût mit einem klaren Konzept erfolgreich etabliert. Das Betriebskonzept (aktuell: Plan opérationnel 2022-2026) legt Arbeitsweise, Ziele, Finanzierung und den Betrieb des Standorts in Brandenburg fest. In Zukunft liegt der Fokus darauf, sich verstärkt im formalen Bildungsbereich zu positionieren und über LEADER- und Interreg-Projekte Netzwerkarbeit zugunsten der Förderung der lokalen Esskultur zu leisten. Ein weiteres Ziel ist, die Gesundheitsförderung noch intensiver in den Mittelpunkt zu rücken und dieses Thema im eigenen Programm zu verankern.

Projektträger:	Naturpark Our, Naturpark Öwersauer, Natur- & Geopark Möllerall
Projektpartner:	Gemeinden aus den Naturparks Our, Öwersauer & Natur- & Geopark Möllerall, Ministerium für Landwirtschaft, Ernährung und Weinbau, Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität, Gemeinde Tandel, Institut du Goût (Paris), sonstige themenverwandte Regierungs- und Nicht-Regierungsorganisationen
Projektfinanzierer:	Naturpark Our, Naturpark Öwersauer, Natur- & Geopark Möllerall, Ministerium für Landwirtschaft, Ernährung und Weinbau, Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität
Laufzeit:	aktuelles Betriebskonzept: 2022-2026; nach Abschluss Verlängerung vorgesehen.
Gesamtbudget:	Betriebskonzept 2022-2026: 1.627.730 €

4.4.3.2. Natur généissen

„Natur généissen“ ist ein gemeinsames Projekt der 3 luxemburgischen Naturparke in Zusammenarbeit mit dem Naturschutzsyndikat SICONA und verbindet die Ziele einer nachhaltigen regionalen Naturschutzstrategie mit der Förderung der regionalen Wertschöpfung und der Entwicklung eines Konzeptes für eine gesunde Ernährung der Kinder in den Mitgliedsgemeinden.

Auf der Angebotsseite werden Produzenten ausgezeichnet, die sich an strenge Kriterien für Naturschutz, Tierwohl und Qualitätsförderung halten. Auf der Nachfrageseite erhalten die teilnehmenden Kindertagesstätten in den Mitgliedsgemeinden des Naturparks ein Lastenheft, das den Einkauf regelt. Dieses umfasst unter anderem die Produkte der „Natur généissen - Produzenten“, aber auch weitere Aspekte des regionalen Einkaufs sowie der nachhaltigen und gesunden Ernährung. So schafft dieses Projekt einen regionalen Markt, auf dem sich Produzenten und Kindertagesstätten direkt begegnen. Durch die Regulierung dieses Marktes wird den Kindertagesstätten ein gesicherter Zugang zu hochwertigen Produkten geboten, während die Produzenten Zugang zu einem regionalen Absatzmarkt erhalten.

„Natur généissen“ im Naturpark Our wird von Fachpersonal begleitet, das in den Bereichen Landwirtschaft, Ernährungsberatung und Projektkoordination tätig ist. Aktuell beteiligen sich 5 Gemeinden und 8 Produzenten im Naturpark Our aktiv am Projekt. Die Beratung ist für Produzenten sowie für die Gemeinden und ihre Kindertagesstätten kostenfrei.

Aufgrund des durchweg positiven Feedbacks der Projektteilnehmer soll die Anzahl der teilnehmenden Produzenten und Gemeinden zukünftig weiter erhöht werden. Um die Qualität des Projekts zu gewährleisten, wird dieser Prozess sorgfältig überwacht und systematisch umgesetzt. Dabei ist zu beachten, dass für eine signifikante Erweiterung der teilnehmenden Gemeinden

eine deutliche Erhöhung der personellen Ressourcen für die Begleitung vor allem der Kindertagesstätten (derzeit 0,5 ETP) erforderlich ist.

Projektträger:	Naturpark Our, Naturpark Öewersauer, Natur- & Geopark Möllerdall
Projektpartner:	Gemeinden aus den Naturparken Our, Öewersauer & Natur- & Geopark Möllerdall, Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität, Naturschutzsyndikat SICONA, Ecole du Goût
Projektfinanzierer:	Naturpark Our, Naturpark Öewersauer, Natur- & Geopark Möllerdall, Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung
Laufzeit:	Unbefristet
Gesamtbudget:	Jährlich +/- 65.000€ (inkl. Personalkosten)

4.4.3.3. Beratung regionaler Produzenten & regionale Produkte

Die Unterstützung regionaler Produzenten ist ein zentraler Bestandteil zur Steigerung der regionalen Wertschöpfung. Diese Förderung trägt nicht nur zur wirtschaftlichen Entwicklung der Region bei, sondern auch zum Erhalt der Kulturlandschaft und des traditionellen Handwerks.

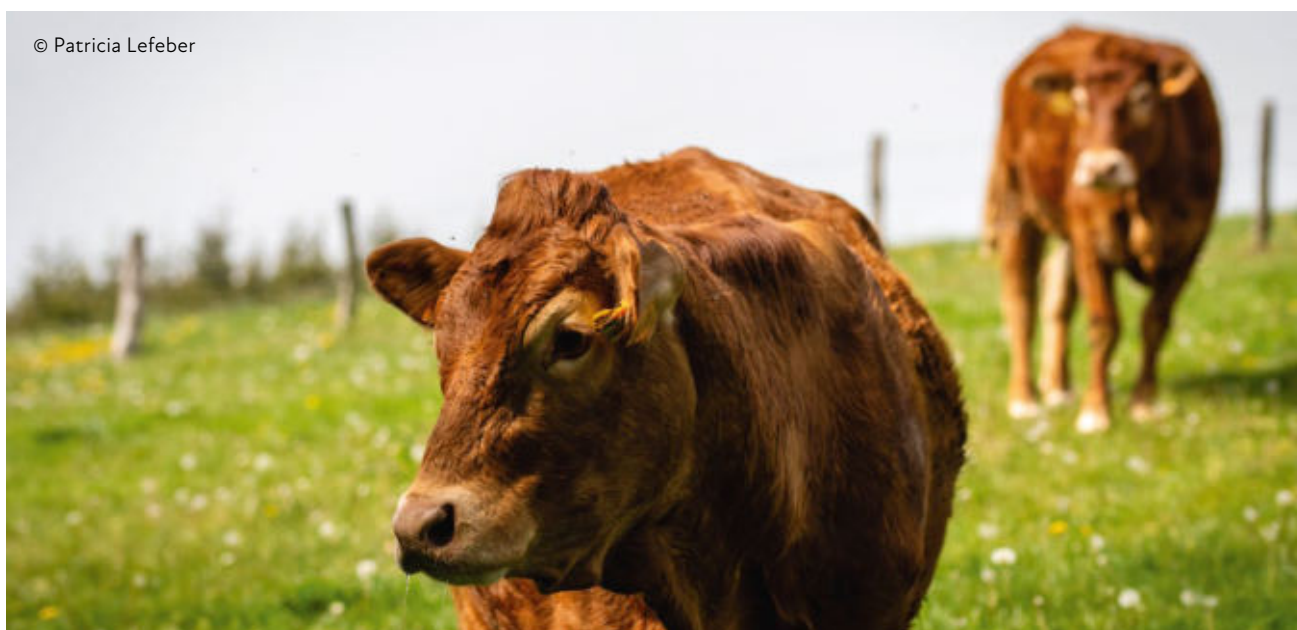
Zu diesem Zweck arbeitet der Naturpark Our eng mit den verschiedenen Akteuren in der Region zusam-

men, die in diesem Bereich tätig sind. Dazu zählen vor allem die Produzenten selbst, aber auch der lokale Einzelhandel, die Gastronomie und die Gemeinschaftsküchen vor Ort. Die Zusammenarbeit beruht zumeist auf der Initiative der genannten Akteure und erfolgt in Form einer strukturierten und individuellen Beratung. In diesem Rahmen werden Anliegen oder Probleme in persönlichen Gesprächen ausführlich besprochen. Idealerweise werden diese durch eine Nachbearbeitung gelöst oder an die zuständigen Ansprechpartner weitergeleitet. Falls sich während der Beratung größere Problemfelder zeigen, werden auch gemeinsame Beratungen in Form einer Schulung oder Informationsveranstaltung organisiert.

Die Betreuung und Koordination dieser Aufgaben obliegen einem gemeinsamen Mitarbeiter der drei Naturparke. Dadurch entstehen wertvolle Synergieeffekte und ein reger Austausch zwischen den verschiedenen Regionen. Diese wertvolle Beratung soll auch in den kommenden Jahren in dieser Form weitergeführt werden.

Projektträger:	Naturpark Our, Naturpark Öewersauer, Natur- & Geopark Möllerdall
Projektpartner:	Gemeinden aus den Naturparken Our, Öewersauer & Natur- & Geopark Möllerdall, Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Ecole du Goût
Projektfinanzierer:	Naturpark Our, Naturpark Öewersauer, Natur- & Geopark Möllerdall, Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung
Laufzeit:	Unbefristet
Gesamtbudget:	Jährlich +/- 20.000€ (inkl. Personalkosten)

© Patricia Lefebvre





© Patricia Lefebvre

4.4.3.4. Holz vun hei – Naturpark Our

Das Gebiet des Naturpark Our ist zu über 40% von Wald bedeckt und produziert kontinuierlich große Mengen des ökologischen und nachhaltigen Rohstoffes Holz. Neben der energetischen Verwertung geringwertiger Holzsortimente oder von Durchforstungsmaterial in Form von Brennholz und Hackschnitzeln, kommt dem Rohstoff Holz auch im Bau-, Konstruktions- und Möbelbau eine zunehmende Bedeutung zu: anders als Baustoffe wie Stahl, Beton oder Kunststoffe, ist mit der Aufbereitung und konstruktiven Verwendung des Rohstoffes Holz nur ein äußerst geringer Einsatz fossiler Energieträger verbunden.

Mit dem Projekt „Holz vun Hei“ setzt sich der Naturpark Our gezielt für eine Förderung und Stärkung

lokaler/regionaler Wertschöpfungsketten ein: Nur Holzprodukte bei denen das Holz auf dem Gebiet des Naturpark Our gewachsen ist und in einem definierten Umkreis weiterverarbeitet wurde, dürfen das Label „Holz vun hei – Naturpark Our“ tragen. Auf diese Weise werden unnötig weite Transportwege vermieden.

In den kommenden Jahren möchte sich der Naturpark dafür einsetzen, weitere Verarbeiter und Produzenten für das Label „Holz vun hei – Naturpark Our“ zu gewinnen.

Unter anderem sollen künftig z.B. Außenmöbel (Bänke, Tische), Wanderwegschilder, Weidepfähle und einfache Holzkonstruktionen (Unterstände) verstärkt mit Holz hergestellt werden, das nach den Kriterien des Labels „Holz vun hei – Naturpark Our“ produziert und verarbeitet wurde.

4.5. Primärer Aufgabenbereich "Raum - und Regionalentwicklung"

4.5.1. Ausgangssituation und Perspektiven

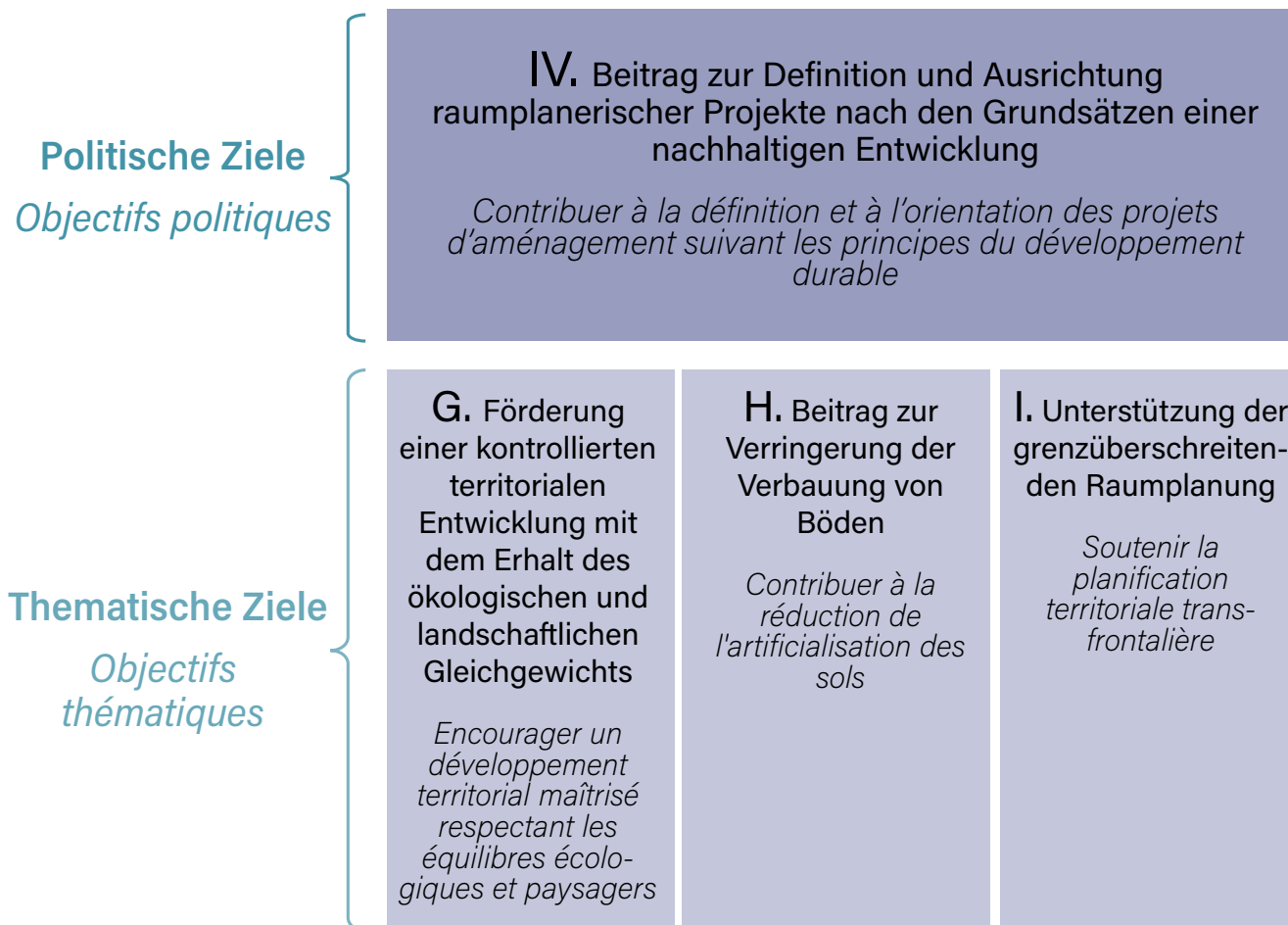
Gemäß des Landesplanungs-Gesetzes (*loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire*) sind die Naturparke ein wichtiges **Instrument zur Umsetzung der nationalen Landesplanungspolitik**. Auch der **PDAT (Plan directeur d'aménagement du territoire)** hebt die Naturparke als Instrument zur Umsetzung der Ziele des PDAT hervor und geht auf zusätzliche Handlungsmöglichkeiten ein. Hier ist die Rolle der Naturparke im Bereich der Raumplanung, der partizipativen Prozesse wie auch der energetischen Transition beschrieben. Des Weiteren wird dem Naturpark Our auch eine wichtige Rolle in der nachhaltigen Entwicklung des „Espace d'action Éislek“ zuteil.

Wie bereits in der Bilanz 2015-2025 dargelegt, konnte der Naturpark Our bislang nur begrenzt Maßnahmen und Projekte in diesem Bereich umsetzen. Zurzeit verfügt der

Naturpark nur zum Teil über das erforderliche Fachpersonal. In der Konvention mit dem DATer ist ein 50% Posten im Bereich der Raumplanung mit einer Kofinanzierung von 80% ab dem Jahr 2026 vorgesehen. In der kommenden Periode wird der Naturpark Our versuchen die ihm zugewiesenen Aufgaben als Instrument der Landesplanung umzusetzen. Dies mit der fachlichen Begleitung durch das zuständige Ministerium für Landesplanung.

Ebenfalls soll hier auch darauf hingewiesen werden, dass der Naturpark Our bereits in den Jahren 2020-2022 im Rahmen des Klimapakts an einem regionalen Konzept für Fahrradwege gearbeitet hat und für mehrere aktuelle Mitgliedsgemeinden bereits Konzepte und teilweise Maßnahmenkataloge erstellt hat. Dies in Zusammenarbeit mit der LVI (Lëtzebuurger Vëlos' Initiativ) und ProVélo.

4.5.2. Politische und thematische Ziele



4.5.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte

4.5.3.1 Information und Sensibilisierung der Gemeinden

Die Beratung der Gemeinden im Bereich der Raum- und Regionalentwicklung soll als Chance für die Gemeinden verstanden werden, nicht als Einschränkung. Mit dem Ziel ein internes Know-how aufzubauen und die Gemeinden zu informieren und zu sensibilisieren, sollen Gespräche mit Vertretern des DATer und Erfahrungsaustausche mit Naturparks aus der Grenzregion, dem Naturpark Öwersauer oder anderen Aktionsräumen in Luxemburg (z.B. Minett-Unesco

Biosphäre) stattfinden. Anzustreben wäre zunächst ein Erfahrungsaustausch mit den Verantwortlichen des Naturpark Öwersauer, welche seit dem Jahre 2022 im Bereich der Raum- und Regionalentwicklung aktiv sind. Eine weitere Möglichkeit könnte die Teilnahme an einem Interreg Projekt im Bereich der Raumplanung bieten. Dies würde auch den innovativen Charakter des Naturparks unterstreichen und eine weitere finanzielle Einnahmequelle bedeuten.

4.5.3.2 Beobachtung der territorialen Entwicklung („observation territoriale“) und Erstellung von Analysen und Projektionen als Mittel zur Entscheidungsfindung

Seit seiner Gründung versteht sich der Naturpark als eine zentrale Schnittstelle und Austauschplattform für lokale, regionale und nationale Daten. Dies schließt auch raumbezogene Informationen ein, wie etwa das regionale GIS.

Im Auftrag des DATer wurde für die Naturparke Our und Öwersauer 2024 eine Raumanalyse für das gesamte Territorium des „espace d'action Éislek“ fertiggestellt. Das Dokument beinhaltet Basisdaten, welche anhand von Karten, Diagrammen, Grafiken, Tabellen und Texten visualisiert werden und eine umfangreiche Raumanalyse

wiedergeben. Zudem werden potenzielle Stärken, Schwächen, Chancen und Risiken des Raumes herausgefiltert. Das Dokument dient als Grundlage im Rahmen der Erneuerung der beiden Naturparke sowie für die zukünftige Entwicklung einer territorialen Vision für den „espace d'action Éislek“ gemäß dem PDAT.

Die Beobachtung der territorialen Entwicklung und die Erstellungen von Analysen und Projektionen soll in Zukunft als Mittel zur Entscheidungsfindung in der Region eingesetzt werden.

4.5.3.3 Förderung einer nachhaltigen Raum- und Regionalentwicklung mit Rücksicht auf Natur und Landschaft

In Zusammenarbeit mit den im Naturpark verfügbaren Kompetenzen bezüglich Lichtberatung, GIS und Mobilität soll eine nachhaltige Raum- und Regionalentwicklung gefördert werden, welche die natürlichen Gegebenheiten und landschaftlichen Merkmale einbezieht. Eine Raumvision ist eine langfristige territoriale Zielvorstellung, die die räumliche Entwicklung einer Region bezüglich eines bestimmten Zeithorizonts umfasst. Es handelt sich um eine strategische Planung, die auf eine nachhaltige Entwicklung abzielt und verschiedene Aspekte des Territoriums analysiert. Darüber hinaus werden in einem koordinierten Prozess gemeinsame Strategien entwickelt, um die großen ökologischen, energetischen, digitalen und klimatischen Übergänge zu begleiten und so optimale Lebensbedingungen für die gesamte Bevölkerung zu gewährleisten.

Integrativer Bestandteil dieses Prozesses sollen zudem die Förderung und Entwicklung der aktiven Mobilität in der Region, wie auch über die Grenzen hinaus, sein. Eine Abstimmung mit und zwischen den Gemeinden ist hier

zwingend notwendig. Wie bereits unter Punkt 4.5.1 beschrieben, wurden bereits erste Schritte im Bereich der Radwegenetze unternommen.



4.5.3.4 Konzentration der Entwicklung auf die am besten geeigneten Standorte im Hinblick auf eine schonende Landschaftsentwicklung

Durch die Anwendung des im PDAT festgelegten zentralörtlichen Raumsystems („armature urbaine“) und der Konzentration der Entwicklung auf die am besten geeigneten Standorte, wird die Lebensqualität im ländlichen Raum verbessert. Der Naturpark kann, auf Anfrage, beratend für die Gemeinden tätig sein. Da die Landschaftsentwicklung im Mittel-

punkt des Aufgabengebietes des Naturparks steht, sieht der Naturpark sein Hauptaugenmerk in der Sensibilisierung der Gemeinden für diesen besonderen Landschaftsraum. Im Bereich der Bildung wird unterstützend ein Modul ausgearbeitet, das die Entwicklung der aktuellen Kulturlandschaft erklärt und für deren Erhalt sensibilisiert.

4.5.3.5 Sparsamer Umgang mit der natürlichen Ressource Boden und Schaffung eines resilienten Territoriums

Im Hinblick auf den Klimawandel und den damit verbundenen extremen Wetterereignissen wie zum Beispiel Starkregen oder Hitzewellen, sollen auf Ebene der Region durch die Erprobung innovativer Planungsprozesse Lösungsansätze für die Schaffung eines resilienten Territoriums entwickelt werden. Gemäß PDAT übernimmt der Naturpark eine Rolle als Experimentierraum

(„territoire d'expérimentation“) für die Regionalentwicklung im ländlichen Raum.

Ein Ansatz könnte das 2022 gestartete Pilotprojekt Agroforst sein, das vom Naturpark Our als Projektträger initiiert wurde und auf dem Gebiet der COPIL Eislek umgesetzt wird. Weitere Informationen befinden sich in Kapitel 4.1.3.6 (Seite 54)

4.5.3.6 Initiativen und Vorhaben

In Zusammenarbeit mit dem für die Landesplanung zuständigen Ministerium und den interessierten Gemeinden Ausarbeitung und Konkretisierung der im PDAT erwähnten Handlungsachsen:

- Stärkung der Beraterrolle der Naturparke im Bereich der Raum- und Regionalentwicklung
- Stärkung der Rolle der Naturparke in partizipativen Prozessen
- Stärkung der Beraterrolle der Naturparke im Hinblick auf die Energiewende

sowie Definition der Rolle des Naturpark Our in der Entwicklung des „Espace d'action Eislek“.

Mögliche Handlungsfelder im Bereich der Raum- und Regionalentwicklung, die ggf. mit den zuständigen Ministerien und den interessierten Gemeinden ausgearbeitet werden, sind dabei:

- Identifizierung und Erhalt des kulturellen und architektonischen Erbes
- Erhalt und Aufwertung der regionaltypischen Ortsbilder
- Förderung von Initiativen zur nachhaltigen Siedlungsentwicklung
- Sensibilisierung und Beratung im Sinne einer zeitgemäßen Raumplanung, ressourcenschonenden Bauweise und umweltverträglichen Entwicklung
- Förderung von Nachverdichtungsprojekten und Umnutzungen
- Unterstützung beim Ausbau des Angebotes neuer Wohnformen und Haushaltsstrukturen



- Nachhaltige Mobilitätsförderung
- Einführung partizipativer Prozesse durch konkrete Bürgerbeteiligung

Zusätzlich wird das Thema Raumentwicklung als Querschnittsthema in den anderen Aufgabenbereichen des Naturparks behandelt: wie etwa das Festlegen von grünen, blauen, gelben Trassen (Handlungsfeld Natur und Landschaft) oder die Förderung der sanften Mobilität (Handlungsfeld Energie).

4.6. Sekundärer Aufgabenbereich "Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation & Bildung"

4.6.1. Ausgangssituation und Perspektiven

Die diversen Arbeits- und Tätigkeitsbereiche des Naturparks nach außen öffentlichkeitswirksam zu kommunizieren, bleibt eine zentrale Herausforderung, vor allem in einer zunehmend digitaleren Welt. In den kommenden Jahren wird es wichtig sein, innovative Ideen und Technologien weiterhin zu verfolgen, um die Kommunikation zu verbessern und den unterschiedlichen Altersgruppen, Interessen und Wissensständen von Einwohnern und Touristen gerecht zu werden. Im Jahr 2019 wurde mit der Einstellung einer gemeinsamen Kommunikationsbeauftragten der Grundstein für eine einheitliche und koordinierte Kommunikation der drei Luxemburger Naturparke gelegt. Seitdem hat sich deren Außenwirkung spürbar verbessert. Die Naturparke verfügen heute über mehrere Social-Media-Kanäle, die regelmäßig mit Inhalten bespielt werden und verbreiten das ganze Jahr über Informationen auf verschiedenen Plattformen. Zudem besteht ein guter Kontakt zur Presse.

Dabei bleiben die grundlegenden Ziele weiterhin **der Ausbau und die Stärkung des Naturparks als attraktive, erlebens- und besuchenswerte Region** sowie **deren Vermarktung mit ihren touristischen, kulturellen und umweltpädagogischen Angeboten**. Um diese Produkte professionell zu bewerben und die Arbeit des Naturparks besser zu kommunizieren, sollte kurzfristig eine halbe Stelle für den Bereich Kommunikation vorgesehen werden.

Die Schaffung und Förderung von umweltpädagogischen Angeboten gehören ebenfalls zum Aufgabenbereich des Naturpark Our. Dabei kann Bildung als **projekt- und themenübergreifender Auftrag** des Naturparks verstanden werden, da diese Bildungsarbeit Bestandteil aller definierten primären Aufgabenbereichen des Naturpark Our ist und sich an eine Vielzahl von Interessensgruppen, wie Gemeinden, Privatpersonen, Bildungseinrichtungen, Unternehmen, Produzenten und Organisationen, richtet.

4.6.2 Politische und thematische Ziele



4.6.3 Maßnahmen und ausgewählte Projekte

4.6.3.1. Magazin naturpark.lu

Ende 2021 wurde das gemeinsame Magazin der drei Naturparke umbenannt in „naturpark.lu“. Dieses informiert über Projekte, Neuigkeiten und Veranstaltungen aus den drei Naturparks und wendet sich mit seinen Inhalten und Themen an unterschiedliche Ziel- und Altersgruppen. Durch die neue grafische Aufbereitung, die im Jahr 2024 stattfand, wirkt das Magazin modern und ansprechend.

Durch die dreisprachige Gestaltung (Deutsch, Französisch, Luxemburgisch) wird außerdem die Diversität der

Bevölkerung berücksichtigt, was ein einzigartiges Merkmal des Magazins ist und zur sozialen Inklusion beiträgt. Diese Vielfalt zu erhalten, ist besonders in einem Land wie Luxemburg, das stark multikulturell geprägt ist, von großer Bedeutung.

Ein weiterer Vorteil ist, dass das Magazin neben den digitalen Medien eine haptische Ergänzung bietet, die besonders in Zeiten von Informationsüberflutung eine wertvolle Orientierung bietet. Es erlaubt die vielfältigen Themen und Projekte der Naturparke einem breiten Publikum zugänglich zu machen.

Das Magazin wird zwei Mal jährlich an alle Haushalte, die sich auf dem Gebiet der drei Naturparke befinden, verteilt. Darüber hinaus gibt es eine Abonnentenliste

sowie Auslagen an diversen Informationspunkten der drei Naturparke. Das Magazin steht ebenfalls in digitaler Form als Gratis-Download auf der Internetseite des Naturparks zur Verfügung. Das Magazin „naturpark.lu“ ist nach der Hotspots-Broschüre die zweitbeliebteste und meistnachgefragte Publikation an den Informationsständen der drei Naturparke, was seine hohe Bedeutung und Attraktivität für die Besucher eindrucksvoll unterstreicht.

4.6.3.2. Präsenz in den sozialen Medien

Soziale Medien stellen zurzeit einen sehr bedeutsamen und kostengünstigen Kommunikationskanal dar, der darüber hinaus auch in Form von Reaktionen und Interaktionen direktes Feedback auf die gezeigten Inhalte gewährleistet.

Die sozialen Medien der Naturparke haben das Potenzial, durch den verstärkten Einsatz von audiovisuellen Produktionen deutlich an Reichweite und Wirkung zu gewinnen. Kurze ansprechend gestaltete Videos und Dokumentationen könnten komplexe Themen wie Na-

turschutzprojekte, Biodiversität und regionale Themen emotional und visuell fesselnd vermitteln. Insbesondere Drohnenaufnahmen, Zeitraffer-Videos und Interviews mit Experten oder lokalen Akteuren könnten die Anzahl der „Follower“ steigern und die Interaktivität fördern.

Regelmäßige, professionell aufbereitete Livestreams von Veranstaltungen oder „Behind-the-Scenes“-Einblicke in laufende Projekte würden zudem eine stärkere Bindung zur Community schaffen. Durch den gezielten Einsatz von Storytelling in Form von Serien, die über mehrere Episoden verteilt spannende Inhalte liefern, könnten die Naturparke nicht nur ihre Online-Präsenz ausbauen, sondern auch jüngere Zielgruppen besser erreichen.

4.6.3.3. Präsenz auf Messen im In- & Ausland

Es ist ratsam, dass die drei Naturparke Messestände sowohl im In- als auch im Ausland betreiben, um ihre Sichtbarkeit zu erhöhen und gezielt neue Besucher anzusprechen. Durch die Teilnahme an nationalen und



© Caroline Martin



internationalen Messen können die Naturparke ihre einzigartigen Landschaften, Angebote und Projekte einem breiteren Publikum vorstellen.

Dies fördert nicht nur den Tourismus, sondern auch das Bewusstsein für die Vielschichtigkeit der Naturparkarbeit. Zudem bieten Messen die Gelegenheit, Partnerschaften mit anderen Regionen und Organisationen zu knüpfen und so die Zusammenarbeit und den Wissensaustausch zu stärken. Eine Kooperation mit den regionalen Tourismusverbänden wäre bezüglich der Auslandsmessen sicherlich angebracht.

4.6.3.4. Naturpark-Podcast

Ein regelmäßiger Podcast, in dem die Mitarbeiter zu aktuellen Themen aus ihrem Tätigkeitsbereich berichten, könnte eine Plattform für tiefere Einblicke schaffen und ein breites Publikum erreichen. Durch persönliche Gespräche und authentisches Storytelling im Podcast kann eine engere emotionale Verbindung zu den Hörern aufgebaut werden. Diese Bindung könnte das Bewusstsein für die Ziele des Naturparks stärken und das Engagement fördern.

Ein gemeinsamer Podcast der drei Naturparke kann die Ressourcen bündeln und Synergien schaffen. Mitarbeiter müssten nicht jeden Monat neue Inhalte liefern, sondern könnten sich abwechseln, um über Projekte und Naturpark-relevante Themen zu reden. Durch diese Zusammenarbeit könnten interessante, abwechslungsreiche Episoden entstehen, die die Vielfalt und Einzigartigkeit aller drei Naturparke hervorheben, ohne die Arbeitsbelastung einzelner Teams deutlich zu erhöhen.

Im Vergleich zu aufwendigen Videoproduktionen sind Podcasts relativ kostengünstig zu erstellen. Eine gute Audioqualität und interessante Gesprächspartner reichen oft aus, um spannenden Content zu liefern. Dies macht den Podcast zu einem effizienten Kommunikationsmittel mit überschaubarem Budget.

4.6.3.5. Erweiterung langfristiger Sichtbarkeit im öffentlichen Raum

Die Stärkung des Zusammengehörigkeitsgefühls der Mitgliedsgemeinden und die Schaffung eines einheitlichen Erscheinungsbilds gehören fernerhin zu den Zielsetzungen des Naturparks. Dies kann durch eine abgestimmte

Gestaltung und Kommunikation erreicht werden, die die gemeinsamen Werte und Ziele des Naturparks sichtbar macht und die Identifikation der Gemeinden mit dem Naturpark fördert. So könnten beispielsweise Bushaltestellen in den Gemeinden mit Kernaussagen und naturparkrelevanten Ausflugszielen gestaltet werden. Dadurch werden sowohl die Besonderheiten der Region hervorgehoben als auch Besucher auf interessante Erlebnismöglichkeiten aufmerksam gemacht.

4.6.3.6. Bildung in den Naturparks

Im Rahmen des LEADER+-Projektes Naturparkschoul³ wurde die bereits bestehende Bildungsarbeit des Naturpark Öewersauer auf den Natur- und Geopark Möllerdall und den Naturpark Our ausgeweitet. Dabei konnten bereits viele Erfahrungen geteilt werden, die mit Hilfe des ERASMUS+-Projektes NALENA (**NA**chhaltiges **LE**ernen mit der **NA**tur) erweitert wurden. Ein wichtiges Instrument zur Verbreitung der erstellten Materialien und Erkenntnisse ist die Internetseite www.naturparkschoul.lu. Sie ist sowohl an Schulen als auch an Privatpersonen gerichtet (formale und non-formale Bildung). Zusätzlich ergab sich eine Zusammenarbeit mit dem Projekt FUDO (Fuerschen Dobaussen), das vom Ministerium für Bildung initiiert wurde.

Die Bildungsarbeit der Naturparke beschränkt sich jedoch nicht auf SchülerInnen und LehrerInnen (formale Bildung), sondern richtet sich unter anderem auch an Einwohner, Gemeindepersonal, Touristen (non-formale und informelle Bildung). Die Zusammenfassung dieser Initiativen wurde im Zuge des LEADER+-Projektes als Aufgabe der Naturparkschule identifiziert.

Im Rahmen der Bildung werden Synergien mit lokalen Partnern des Valeurs des Parcs Partnerschaftsprogramms gebildet und gepflegt. Intern wird ebenfalls an der Einbeziehung der Fachexperten des Naturparks gearbeitet, indem Informationen über Projekte vermittelt und Unterstützung angefragt werden kann.

Die Arbeit an den Schulen wird weiter vorangetrieben, wozu kurzfristig an allen Grundschulen der Region eine Vorstellung des Naturpark Our und seiner Bildungsangebote im Rahmen der Gesamtkonferenzen stattfinden wird, woraus sich eine langfristige Zusammenarbeit ergeben soll.

Ziel aller Bildungsangebote soll eine Steigerung der Identifikation mit dem Naturpark Our in allen Bereichen sein. Sollte dieses Projekt zukünftig weiter ausgebaut werden (ggf. auch über die Grenzen hinweg, im Rahmen eines Interreg-Projektes), müsste mittelfristig eine Halbeizstelle für diesen Aufgabenbereich vorgesehen werden.



© Liz Hacken

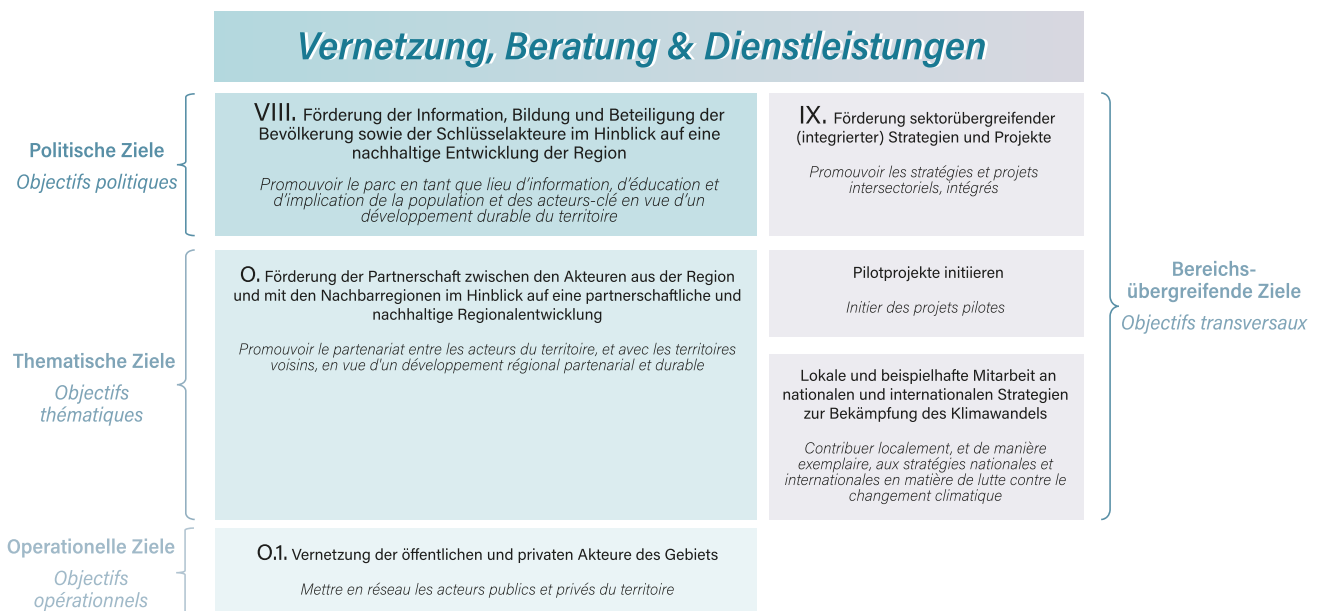
4.7. Sekundärer Aufgabenbereich "Vernetzung, Beratung & Dienstleistungen"

4.7.1. Ausgangssituation und Perspektiven

Der Naturpark Our ist eine wichtige Vernetzungs-, Beratungs- und Dienstleistungsplattform der Region. Als Koordinationsplattform fungiert der Naturpark als zentraler Akteur für die Zusammenarbeit zwischen verschiedenen Interessengruppen. Diese fördert eine kohärente und nachhaltige Regionalentwicklung. Der Naturpark beruht auf einem partnerschaftlichen Ansatz zwischen Staat und Gemeinden, so dass gemeinsam die spezifischen Besonderheiten der Naturparkregion auch im Sinne einer sozioökonomischen Stärkung der Region erhalten und weiterentwickelt werden.

Der Naturpark schafft zwischen Akteuren und Sektoren wichtige und nachhaltige Synergien als Voraussetzung für die zukünftige Entwicklung der Region. Die Erweiterung des bestehenden Naturparks durch die Gemeinden Bourscheid und Weiswampach ist eine Gelegenheit diese Synergien weiter auszubauen und zu intensivieren. Besonders der Bereich der Beratung und somit auch der (Weiter-)Bildung soll im Hinblick auf die Klima- und Energiewende wie auch den Ressourcen- und Artenschutz weiter ausgebaut werden. Auch der Austausch auf europäischer Ebene mit verschiedenen Naturparks und sonstigen institutionellen Partnern soll weiterhin eine Triebfeder besonders zur Entwicklung von Pilotprojekten sein.

4.7.2. Politische und thematische Ziele



4.7.3. Maßnahmen und ausgewählte Projekte

4.7.3.1. Austausch über die Grenzen hinweg

Der Austausch mit europäischen Naturparkverbänden und Naturparks sowie die Teilnahme an internationalen Tagungen geben dem Naturparkpersonal und den Vorstandsmitgliedern regelmäßig neue Impulse und Projektideen für die Naturparkarbeit.

Besonders enge Kontakte pflegt der Naturpark Our mit dem Deutsch-Luxemburgischen Naturpark, dem ersten länderübergreifenden Naturpark in Westeuropa (Staatsvertrag von 1964), wie zahlreiche gemeinsame INTERREG-Projekte bereits in der Vergangenheit bezeugt haben: Renaturierung der Grenzgewässer, Entwicklung

länderübergreifender Wanderwege (Nat'OUR Routen) und Inwertsetzung des gemeinsamen kulturellen Erbes sind dabei die großen Themen. Gemeinsam arbeiten die Naturparke Südeifel, Our und der Natur- & Geopark Möllerdall jährlich daran, die Auszeichnung „Europadiplom für Schutzgebiete“ des Europarats (seit 1973) erhalten zu können. Auch im Rahmen des funktionalen Raums „Möllerdall-Our-Südeifel“ (M-O-SE) des grenzüberschreitenden europäischen Kooperationsprogramms INTERREG VI Großregion (2021-2027) wird die Zusammenarbeit in Zukunft vorangetrieben.

Zusammen mit EUROPARC Federation, dem europäischen Netzwerk für Natur- und Nationalparks wurden Positionspapiere ausgearbeitet, die die vielfältigen Ar-



beitsbereiche europäischer Naturparke sowie deren Beitrag zur Umsetzung von EU-Direktiven und EU-Strategien verdeutlicht. Eine Gruppe von Vertretern europäischer Naturparkverbände und Naturparke (einschließlich des Naturpark Our), auch der Naturpark Our ist Mitglied, haben sich darüber hinaus innerhalb von EUROPARC zusammengetan und die „Nature Regional Landscape Parks Task Force“ gegründet. Zukünftige Ziele der Gruppe sind unter anderem der verstärkte Austausch sowie die Sichtbarkeit von Naturparks und deren Beiträge zu natur- und klimarelevanten Themen in Europa zu steigern.

Die Schaffung von Synergien mit anderen Naturparks in der Großregion und darüber hinaus ist seit seiner Gründung ein zentrales Anliegen des Naturparks. Dabei treten häufig Herausforderungen und Probleme auf, die die Zusammenarbeit beeinträchtigen können. Oftmals mangelt es an finanziellen und personellen Ressourcen. So stehen den Naturparks häufig unterschiedliche finanzielle Mittel zur Projektinitiierung und -durchführung zur Verfügung. Auch rechtliche und bürokratische Hürden, wie unterschiedliche Gesetzgebungen in den Ländern und zeitaufwendige Behördengänge erschweren die Zusammenarbeit.

4.7.3.2. Valeurs des Parcs – Regionalität im Éislek erleben und genießen

Für Naturparke, als Modellregion für eine nachhaltige Entwicklung ländlicher Regionen, ist die Regionalität ein grundlegendes Prinzip ihrer Projektarbeit. Dabei soll Regionalität als Qualitätsmerkmal gelten und zur Imageaufwertung einer Region und Stärkung der regionalen Wirtschaft beitragen. Dabei bezieht sich Regionalität nicht nur auf Produkte, sondern auch auf regionale Besonderheiten, Traditionen und Werte.

Bewusstsein für Regionalität bei der Bevölkerung, Betrieben, Organisationen und Gästen im Éislek zu fördern, ist eines der grundlegenden Ziele des „Valeurs des Parcs“ Projekts. Dabei sollen attraktive Angebote und Aktionen den eher abstrakten Begriff erlebbar machen. Entsprechende Angebote basieren auf dem direkten Kontakt mit der Region, ihrer Natur und Landschaft, ihrer Geschichte, Kultur und Tradition, ihren Produkten und Akteuren – kurzum den „Valeurs des Parcs“.

Zu diesem ursprünglichen LEADER-Projekt (2018 bis 2022) gehörten u.a. Pilotaktionen wie die Mobilisierung von Pilotprojektpartnern (Gastronomie/Hotellerie, Produzenten, Touristiker, (Kunst-/ Handwerksbetriebe, Vereinigungen, etc.), deren Qualifizierung und das gemeinsame Ausarbeiten von vielfältigen Angeboten, die die Naturpark-Werte innerhalb der Éislek-Marke kommunizieren.

Im Rahmen der Souvenirlinie „Looss der d’Éislek gutt schmaachen“, die kulinarischen Genuss und Wandererlebnis im Éislek miteinander verbindet, konnten zudem verschiedene Gadgets konzipiert werden. Eine Picknickbox sowie 14 verschiedene Rezeptkarten konnten für den Erwerb fertiggestellt werden. In Zukunft soll diese Souvenirlinie weiter ausgebaut werden.

Um in der Naturparkregion das nachhaltige Prinzip der Regionalität ganzheitlich erlebbar zu machen, ist ein Netzwerk engagierter Partner wichtig. Betriebe, Einrichtungen, Organisationen und Privatpersonen, die sich zur Umsetzung der Naturparkziele- und werte bekennen, werden im Rahmen des fortgesetzten Partnerschaftsprogramms „Mir sinn uewen mam Naturpark“ als „Naturpark-Partner“ ausgezeichnet bzw. gekennzeichnet. Dieses gemeinsame Engagement soll öffentlichkeitswirksam kommuniziert werden.

4.7.3.3. Beratung und Information

Die Beratung und Sensibilisierung durch einen Naturpark in den Bereichen Natur- und Landschaftsschutz, Klimaschutz und Energiewende, regionale Produkte sowie Artenschutz sind entscheidend, um ein nach-

haltiges Bewusstsein zu fördern und die Menschen für umweltfreundliches und nachhaltiges Handeln zu motivieren. Seit seiner Gründung steht der Naturpark in sehr engem Kontakt mit seinen Mitgliedsgemeinden und hat durch intensive Beratung und Begleitung beispielsweise im Bereich des Natur- und Umweltschutzes wie auch im Klima- und Naturpakt zahlreiche Projekte angestoßen so wie auch durch direkte oder indirekte Beteiligung umgesetzt. Aber auch die Beratung und Information jedes Einzelnen wie auch von Vereinigungen und Organisationen hat durch den Zugewinn an Fachkompetenz in den letzten Jahren immer weiter an Wichtigkeit dazu gewonnen. Dieses kann die Unterstützung bei der Umsetzung von größeren Projekten, die Herstellung von Kontakten durch Vernetzung aber auch die direkte Hilfe, wie beispielsweise der Umgang mit invasiven Pflanzen sein.

Der Bereich der Beratung soll in den kommenden Jahren weiterhin gepflegt und wenn möglich ausgebaut werden, besonders in den Bereichen der Energiewende, der erneuerbaren Energien, der Lichtverschmutzung so wie auch der regionalen Produkte.

4.7.3.4. Unterstützung bei Events / Green Events

Wie bereits erwähnt, arbeitet der Naturpark Our mit zahlreichen Partnern aus der Region (Vereine, Institutionen, Gemeinden, etc...) eng zusammen im Rahmen von Eventberatungen und auch –finanzierungen. Zahlreiche Akteure werden bei der Umsetzung ihrer Projektideen unterstützt sei es z.B. bei der Zusammenstellung von Themenwegen oder umweltpädagogischen Nutzungskonzepten. Dies kann eine direkte Unterstützung sein durch Beratung, Koordination oder eine direkte Beteiligung, es kann sich aber auch um eine Vernetzung von verschiedenen Partnern handeln. Partner werden auch durch Kommunikationsmaterial unterstützt oder z.B. gemeinsame Fachexkursionen organisiert.

Besonders hervorzuheben ist die Beratung und Begleitung verschiedenster Partner zur Organisation umweltfreundlicher Events, den sog. GreenEvents. Ein GreenEvent ist eine Veranstaltung, die unter Berücksichtigung von Nachhaltigkeitskriterien geplant und durchgeführt wird, um Umweltauswirkungen zu minimieren. Dabei wird auf Aspekte wie Energieeffizienz, Abfallvermeidung, regionale Produkte und umweltfreundliche Mobilität geachtet. Durch eigene erste Erfahrungen bei Umsetzungen solcher GreenEvents und auch durch zur Verfügungstellung von wiederverwendbarem Material, berät und unterstützt der Naturpark heute zahlreiche Partner in deren Umsetzung eines GreenEvents.

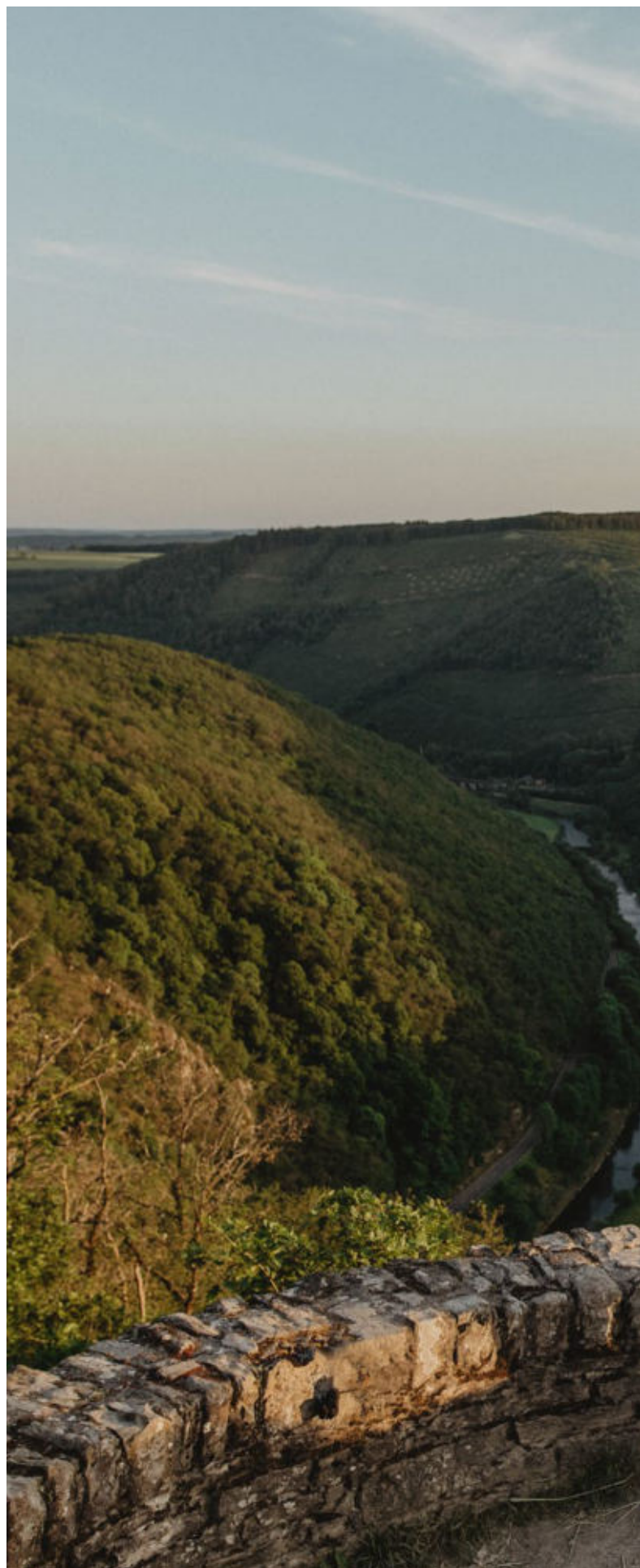
4.7.3.5. Regionales Geographisches Informationssystem – SIG Régional Nord

Mit dem 2005 aus dem LEADER-Projekt „SIG Régional“ hervorgegangen gemeinsamen System besitzen die Naturparkgemeinden sowie der Naturpark selbst heute ein interaktives Werkzeug zur Bearbeitung, Pflege und Analyse ihrer digitalen, raumbezogenen Daten. In den letzten fast zwanzig Jahren wurden zahlreiche Datensätze aktualisiert oder auch hinzugefügt, die Zusammenarbeit mit dem Geoportal der „Administration du Cadastre et de la Topographie“ intensiviert, neue Projektideen wie z.B. das „Cadastre d'éclairage“ gemeinsam mit den Naturparkgemeinden umgesetzt oder auch neue Datenschutzrichtlinien implementiert. Aktuell zählt das Geographische Informationssystem insgesamt ca. 100 Nutzer und alljährlich über 10.000 Zugriffe. Anfang 2024 erfolgte die Umstellung auf ein neues System, welches es erlaubt 3D-Daten zu integrieren, zu bearbeiten und zu visualisieren.

Mit der fortschreitenden Entwicklung der Gemeinden, sowohl was ihre Personal- wie auch ihre Fachkompetenzen betrifft, ist dieses GIS zunehmend in die Verantwortung der Gemeinden selbst übergegangen. Der Naturpark agiert dabei weitgehend als beratende Instanz und fungiert als Initiator für verschiedene Pilotprojekte. Die Gemeinden nutzen nun eigenständig das GIS, um ihre Aufgaben effizienter zu gestalten, während der Naturpark vor allem unterstützend tätig ist und innovative Ansätze für zukünftige Entwicklungen anstößt.

4.7.3.6. Plotter

Der hausinterne Plotter des Naturpark Our ermöglicht den großformatigen Druck auf sehr unterschiedlichem Material für den Innen- und Außenbereich (ohne PVC). Seit jeher greifen viele Gemeinden gerne auf diesen Service zurück, z.B. für den Druck von Daten aus dem regionalen Geographischen Informationssystem. Daneben nutzen auch Vereine und Organisationen, die in Zusammenarbeit mit dem Naturpark Our Veranstaltungen durchführen, diese Dienstleistung, um auf ihre Veranstaltungen hinzuweisen. Dies alles zum Selbstkostenpreis. Das umweltfreundliche Druckverfahren (LATEX-Technologie) sowie das Nutzen zertifizierter Druckmaterialien ermöglicht auch das Erfüllen verschiedener Kriterien eines GreenEvents. Dieser wertvolle Service soll weiterhin in den nächsten Jahren für alle Mitgliedsgemeinden wie auch Vereine und Organisationen auf dem Gebiet des Naturparks angeboten werden.





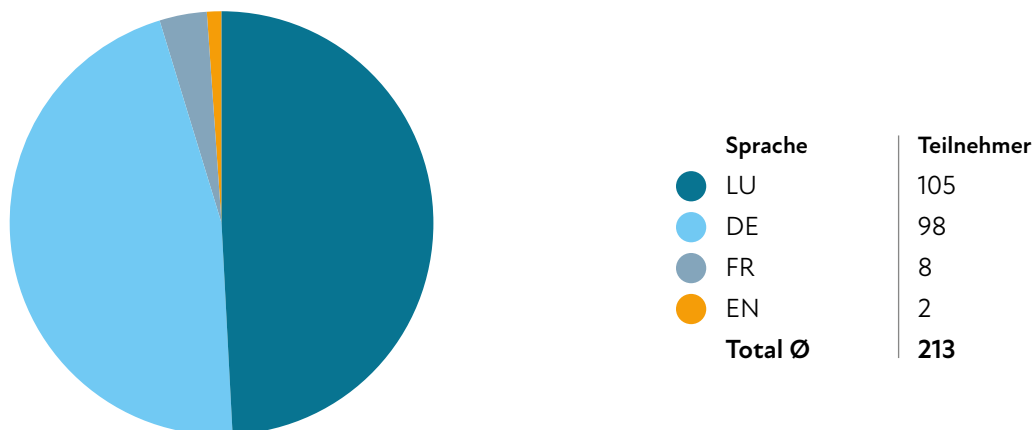
© Visit Éislek

5. Auswertung der Online-Umfrage

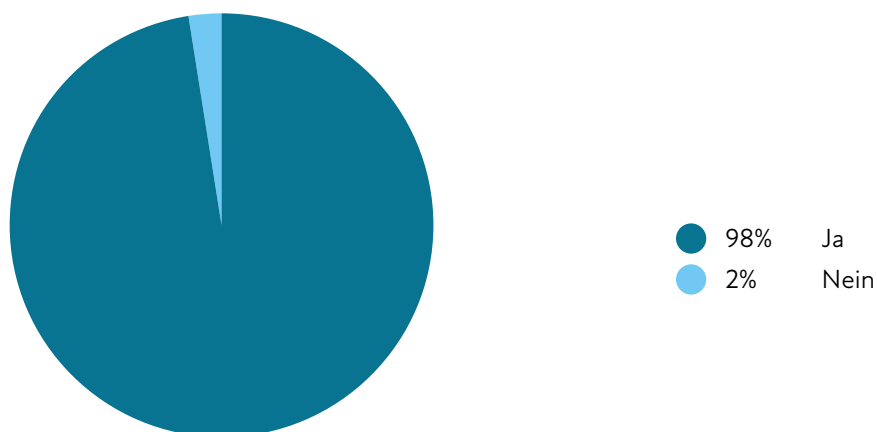
Im Rahmen einer Initiative der Arbeitsgruppe wurde eine Online-Umfrage durchgeführt, an der insgesamt 213 Personen teilnahmen. Diese Umfrage wurde vom 19. Juni bis zum 9. August 2024 durchgeführt. Die Ergebnisse der Umfrage waren äußerst interessant und lieferten wertvolle Einblicke.

Allerdings muss angemerkt werden, dass die Ergebnisse aufgrund der relativ geringen Beteiligung von 213 Teilnehmern statistisch nicht signifikant sind. Zur Vollständigkeit wurden dennoch an dieser Stelle die wichtigsten Erkenntnisse aus der Befragung zusammengefasst.

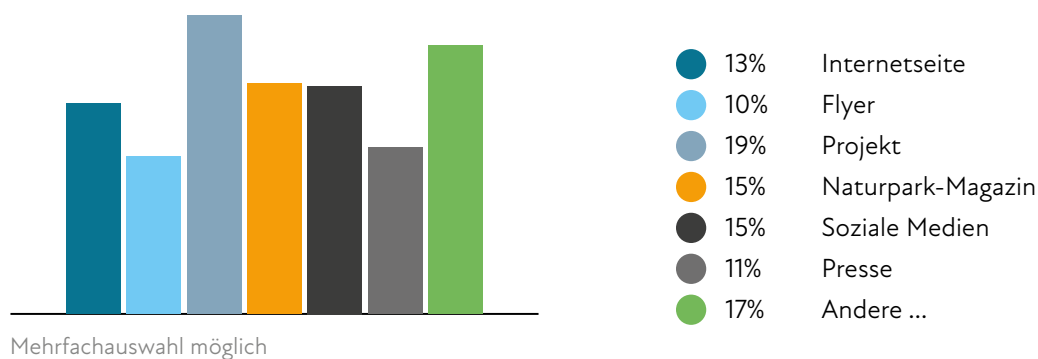
Gesamtüberblick pro Sprache



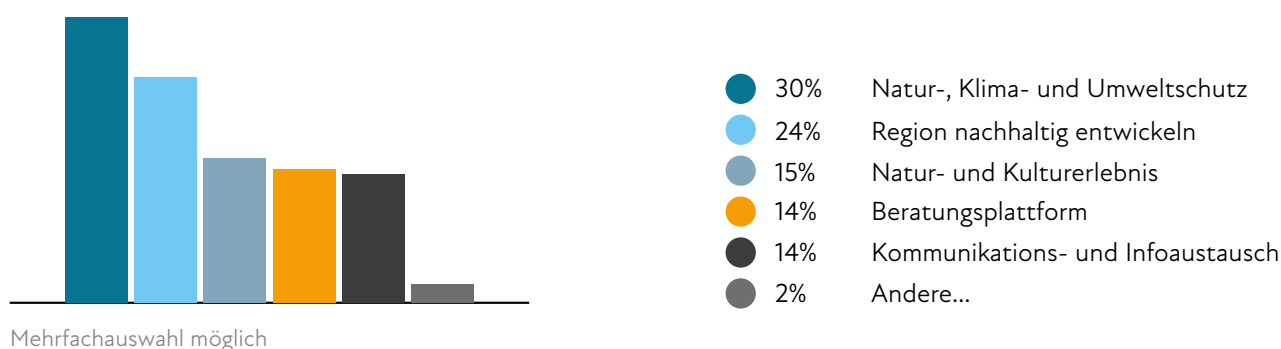
Ist Ihnen der Naturpark ein Begriff?



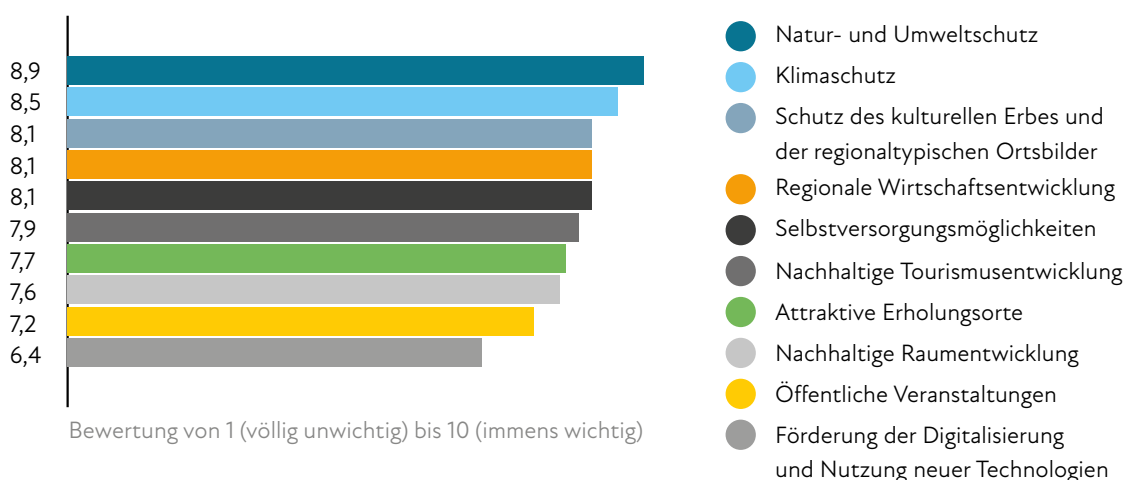
Wenn ja, woher kennen Sie den Naturpark?



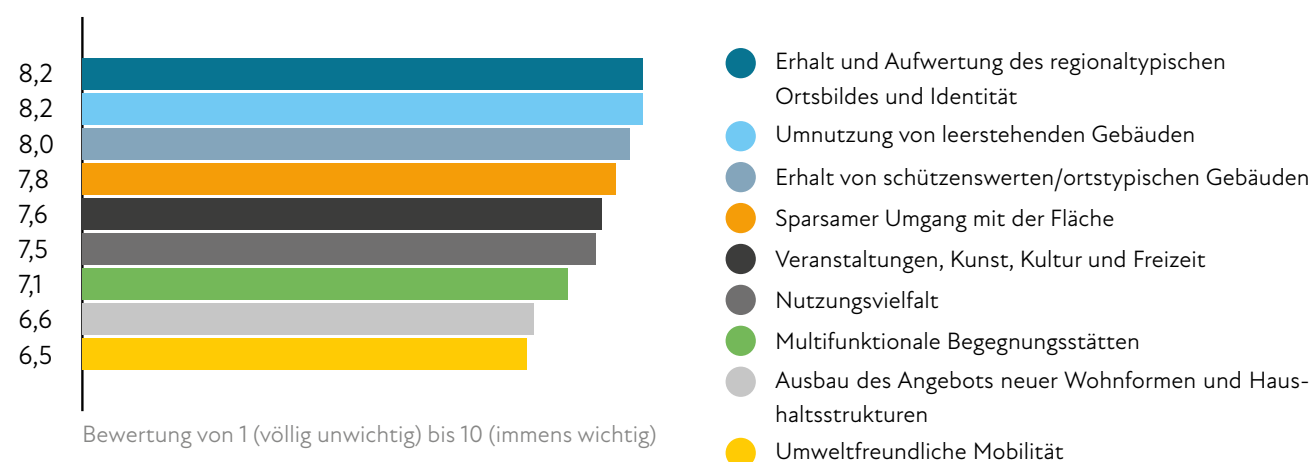
Worin sehen Sie die wesentlichen Aufgabenbereiche des Naturpark Our?



Wie wichtig sind für Sie folgende Zielsetzungen des Naturpark Our?



Wie wichtig sind Ihnen folgende Aspekte für die zukünftige Entwicklung des Naturpark Our?



Fazit

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die TeilnehmerInnen der Umfrage **den Natur-, Umwelt- und Klimaschutz** sowohl als wesentlichen Aufgabenbereich als auch als zukünftige Zielsetzung des Naturpark Our betrachten. Ebenfalls wird die **nachhaltige Entwicklung der Region** als wichtiger Aufgabenbe-

reich angesehen. Die Bereiche des **Erhalts und der Aufwertung des regionaltypischen Ortsbildes und der Identität, der Umnutzung von leerstehenden Gebäuden sowie der Erhalt von schützenswerten/ortstypischen Gebäuden** sind weitere wichtige Aspekte für alle TeilnehmerInnen.



6. Struktur und Finanzierung des erweiterten Naturparks

Im folgenden Kapitel werden gemäß Artikel 6 des Naturparkgesetzes vom 10. August 1993 des Großherzogtums Luxemburgs folgende Punkte in der Etude Détaillée erläutert:

« 2. ...

d) *une estimation des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la gestion du parc ;*

f) *le programme des investissements à mettre en œuvre en vue de promouvoir les objectifs poursuivis ;*

g) *un plan de financement.*

3. *le statut, la composition, les missions et les règles de fonctionnement des organismes chargés de l'administration et de la gestion du parc. »*

6.1. Verwaltungsstruktur

6.1.1. Naturparkverwaltung

Die Zuständigkeiten, die Zusammensetzung und die Organisation der Naturparkverwaltung werden im Artikel 17 des Naturparkgesetzes kurz behandelt; präzisiert werden diese Inhalte im Kapitel 3 der Naturparkverordnung (*Règlement grand-ducal portant déclaration du Parc Naturel de l'Our*).

Demnach besteht die Aufgabe der Naturparkverwaltung (*'service du parc'*) darin, die Beschlüsse des Naturparkvorstands (*'Comité'*) umzusetzen (Jahresprogramm-Aktionsplan – *„plan de gestion annuel“*) und die Realisierung der vereinbarten Maßnahmen zu koordinieren. Der Aktionsplan wird jeweils auf der Grundlage der Inhalte der Etude Détaillée festgelegt und aufgrund aktueller Begebenheiten erweitert.

Zur Umsetzung der verschiedenen Aufgaben hat der Naturpark **Fach-, Verwaltungs- und technisches Personal** eingestellt. Dieses wird nach dem Beitritt auch den Gemeinden Bourscheid und Weiswampach zur Verfügung stehen.

Da der Naturpark in den unterschiedlichsten Themenbereichen tätig ist, ist das **Fachpersonal** interdisziplinär zusammengesetzt und übernimmt weit gefächerte Aufgabenbereiche im Rahmen der Umsetzung der jährlichen Aktionspläne:

- das Vorschlagen von Prioritäten, in Bezug auf die Umsetzung der Maßnahmen des Aktionsplans/der Etude détaillée,

- die Umsetzung der Maßnahmen organisieren/koordinieren,
- die Einwohner, Gemeinden, Vereine und Unternehmen in den jeweiligen Fachbereichen beraten.

Neben dem eigenen Fachpersonal, ist der Naturpark auf eine enge Kooperation mit bereits bestehenden Strukturen bedacht, wie beispielsweise dem ORT Éislek, dem Guichet unique PME, der Landakademie, der Klimaagence oder Leader.

Das **Verwaltungspersonal** ist sowohl für die Finanzen als auch für die administrativen und personaltechnischen Aufgaben zuständig und unterstützt die Direktion. Da sich der Personalbestand in den letzten 10 Jahren wesentlich vergrößert hat, wird der **Direktionsbeauftragte** (*„chargé de direction“*) seit 2018 durch eine stellvertretende Direktionsbeauftragte (*chargée de direction adjointe*) unterstützt. Gemeinsam kümmern sie sich u.a. um folgende Aufgaben:

- Umsetzung der Beschlüsse des Verwaltungsrates,
- Naturpark-Geschäftsführung,
- Leitung, Koordinierung und Überwachung der Aktivitäten der Naturparkverwaltung (*service du parc*),
- Projektentwicklung und -koordinierung.

Durch den Anstieg des Personalbestandes sowie des Budgets des Naturparks seit 2022 und den Planungen für die kommenden Jahre, sollte kurz- bis mittelfristig auch die Verwaltung personell verstärkt werden.

Zudem hat der Naturpark Our auch weiterhin **technisches** Personal mit folgenden Aufgaben eingestellt: Empfang, Betreuung der Informationsstände, Verwaltung des Materials, Verkauf von Produkten, usw.

Die Organisation der Verwaltung ist in den Artikeln 13-18 des Naturpark-Gesetzes sowie im *Règlement grand-ducal* der Naturparkverordnung definiert.



© Patricia Lefebvre

Um den Zielsetzungen der *Etude Détaillée* gerecht zu werden, besteht bereits folgender Personalbestand (siehe Abbildung 17) mit den dazugehörigen Stundenkontingenten. In der Grafik werden ebenfalls noch neue Posten aufgeführt, die im Rahmen von neuen Projekten, resp. dem Ausbau von bestehenden Angeboten benötigt werden.

Des Weiteren sind verschiedene Mitarbeiter für die drei Naturparke in Luxemburg in ihren jeweiligen Arbeitsbereichen gleichermaßen zuständig (siehe Abbildung 16). Sie sind jeweils durch einen der drei Naturparke fest angestellt.

Die Schaffung neuer Posten hängt davon ab, inwieweit nationale Kofinanzierungsmöglichkeiten bestehen und die Gemeinden den Bedarf sehen.

6.1.2. Naturparksyndikat

Mit der Erweiterung des Naturparks wird durch die abgeänderte Naturparkverordnung ein erweiterter

Zweckverband bzw. dessen Verwaltungsrat mit der Verwaltung des Naturparks betraut.

Der erweiterte Naturpark Our wird, wie bisher von einem gemischten Naturparksyndikat verwaltet, welches sich aus einem Comité (Vorstand), Bureau (Exekutivbüro) und einer *Commission consultative* (beratender Beirat) zusammensetzt. Mit der Erweiterung des Naturparks durch die Gemeinden Bourscheid und Weiswampach wird die Besetzung der verschiedenen Gremien teilweise angepasst.

Der Vorstand des Naturparks besteht aus jeweils einem Vertreter pro Mitgliedsgemeinde, sowie Mitgliedern staatlicher Ministerien und Verwaltungen, wobei die Gemeinden mindestens die Hälfte der Vertreter stellen müssen. Der Präsident muss obligatorisch ein Gemeindevertreter sein.

Mit der Erweiterung werden die Beitrittsgemeinden jeweils einen Vertreter in den Vorstand benennen. Um

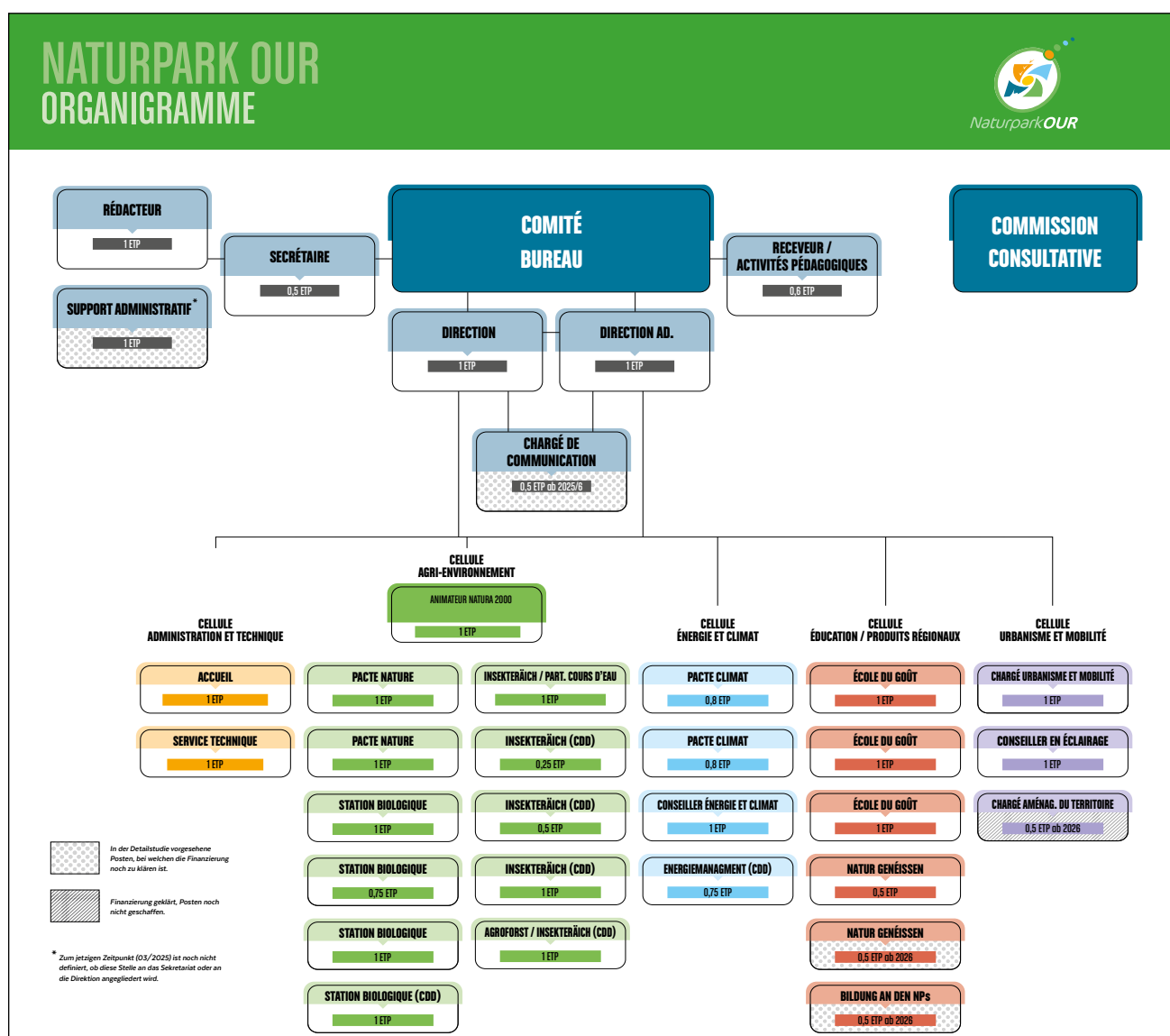


Abb.16 - Gesamtübersicht und voraussichtliche Entwicklung des Personalbestandes

COLLABORATEURS COMMUNS DES 3 PARCS NATURELS



Abb. 17 - Gemeinsame Mitarbeiter der 3 Naturparke (Stand 03/2025)

weiterhin die Parität zwischen Staat und Gemeinden zu wahren, besteht die Möglichkeit, dass der Staat auch zwei zusätzliche Vertreter benennt.

Der Vorstand hat die Aufgabe der Festlegung der strategischen Orientierungen und Ziele des Naturparks, sowie des jährlichen Budgets. Ihm obliegen ebenfalls die Verwaltung etwaiger Spenden, das Aufstellen des Aktivitätsberichtes und des Aktionsprogramms sowie die Vertretung des Syndikats bei Gerichtsaffären (siehe Artikel 16 des Naturparkgesetzes).

Mitglieder des *Syndicat pour l'aménagement et la gestion du parc naturel de l'Our* sind Vertreter der 10 Gemeinden und verschiedener Ministerien.

Die Vertreter der Ministerien sind wie nach Art. 6.1. der Statuten wie folgt festgeschrieben:

- *un par le Ministre ayant l'Administration de la gestion de l'eau dans ses attributions ;*
- *un par le Ministre ayant l'Administration de la nature et des forêts dans ses attributions ;*
- *un par le Ministre ayant les Affaires intérieures dans ses attributions ;*
- *un par le Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions ;*
- *un par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions ;*
- *un par le Ministre ayant la Culture dans ses attributions ;*

- *un par le Ministre ayant l'Education dans ses attributions ;*
- *un par le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions ;*
- *un par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions ;*
- *un par le Ministre ayant le Tourisme dans ses attributions.*

Der Vorsitz des Verwaltungsrates des Syndikats wird von einem kommunalen Vertreter bekleidet. Die Satzung („Statuts“) regelt die Zusammensetzung, Funktionen und Kompetenzen des Naturpark-Syndikats bzw. seines Verwaltungsrats.

Das Exekutivbüro als ausführendes Organ des Vorstandes ist von diesem gewählt und setzt sich aus einer festgelegten Anzahl von Vertretern des Staates (2) und der Gemeinden (3) zusammen. Es wird vorgeschlagen auch bei einer Erweiterung mit den Gemeinden Bourscheid und Weiswampach, die Anzahl der Mitglieder im Exekutivbüro nicht zu verändern.

Der beratende Beirat des Vorstandes des Naturparks Our setzt sich aus Mitgliedern der lokalen Bevölkerung, der lokalen oder regionalen Interessensvereine und aus privaten Vereinen, welche die Ziele des Naturparks verfolgen, zusammen. Die Aufgaben des Beirates bestehen in der Unterstützung und Beratung des Vorstandes. Mit dem Beitritt der neuen Gemeinden kann die Besetzung dieses Gremiums durch den Vorstand angepasst werden.

6.2. Finanzierung

Der Haushalt des Naturparks besteht aus einem **Verwaltungs-** und einem **Investitionsetat**. Gespeist wird das Budget aus Gemeindebeiträgen, nationalen Mitteln (Konventionen mit verschiedenen Ministerien oder anderen Strukturen) sowie gegebenenfalls EU-Fördergeldern (LEADER, INTERREG, *Plan de développement rural*, usw.) oder Spenden.

zeit davon ausgegangen werden, dass der Prozentsatz sich im mittleren Bereich der Spanne bewegen wird. Die Größe der Schere hat sich in den letzten 20 Jahren bewährt und ist vor allem eine Vorsichtsmaßnahme, um das Funktionieren des Naturparks auch noch zu ermöglichen, falls der FDGC substantiell sinken sollte.

6.2.1. Einnahmen

6.2.1.1. Gemeindebeiträge auf Basis des PPF (Stand März 2025)

Die untenstehende Tabelle stellt die Entwicklung der Gemeindebeiträge über die nächsten 5 Jahre dar. Aufgrund sich verändernder Rahmenbedingungen ist es schwierig verlässliche Berechnungen über diesen Zeithorizont hinaus zu machen, da hierfür keine verlässliche Berechnungsbasis zur Verfügung steht. Wie in den Statuten des Naturparks festgehalten, ist der finanzielle Beitrag der Gemeinden flexibel gestaffelt und wird jährlich im Rahmen der Budgetfestlegung zwischen 0,5% und 2,5% von der staatlichen Dotation [„*fonds de dotation globale des communes (FDGC)*“] von den Vertretern der Gemeinden definiert. Es kann zur-

6.2.1.2. Staatliche Zuwendungen

Der bestehende Naturpark hat mit dem Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung sowie wie dem Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität und dem Ministerium für Landwirtschaft, Ernährung und Weinbau aktuell (Stand 03/2025) sowohl Konventionen zur Finanzierung von Personal- und Verwaltungskosten als auch für die Umsetzung von befristeten Projekten abgeschlossen. Diese Konventionen sind bei der Erweiterung des Naturparks weiterzuführen.

Aktuell (Stand 03/2025) beschäftigt der Naturpark Our 29 Angestellte (davon 6 *fonctionnaires communaux*, 2 *employés communaux* und 21 *salariés*) was einem ETP (*équivalent temps plein* = Vollzeitäquivalent) von 25,45 entspricht.

Gemeinde	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Bourscheid	126.925,60 €	142.895,96 €	147.633,32 €	154.424,10 €	162.978,91 €	174.069,01 €
Clervaux	450.644,76 €	507.451,34 €	524.332,96 €	548.378,65 €	578.636,28 €	618.159,95 €
Parc Hosingen	304.871,75 €	343.340,45 €	354.715,20 €	370.989,34 €	391.463,82 €	418.204,69 €
Kiischpelt	92.764,65 €	104.448,98 €	107.946,06 €	112.884,10 €	119.133,57 €	127.235,94 €
Putscheid	86.580,34 €	97.539,90 €	100.782,59 €	105.369,75 €	111.185,51 €	118.729,15 €
Tandel	168.743,31 €	190.040,24 €	196.377,84 €	205.420,36 €	216.781,17 €	231.604,17 €
Troisvierges	263.569,39 €	296.846,43 €	306.711,72 €	320.837,39 €	338.534,98 €	361.675,71 €
Vianden	162.853,49 €	183.375,01 €	189.461,39 €	198.159,30 €	209.095,13 €	223.371,80 €
Weiswampach	180.817,44 €	203.614,54 €	210.375,42 €	220.026,91 €	232.153,24 €	247.977,45 €
Wincrange	361.929,37 €	407.554,22 €	421.080,20 €	440.391,54 €	464.655,85 €	496.320,79 €
Total	2.199.700,10 €	2.477.107,07 €	2.559.416,70 €	2.676.881,44 €	2.824.618,46 €	3.017.348,66 €

Berechnung mit 1,75% von der staatlichen Dotation [„*fonds de dotation globale des communes (FDGC)*“], sowie der im Rundschreiben Circulaire n° 2024-071 vom 17. Oktober 2024 des Ministeriums für innere Angelegenheiten festgelegten Entwicklung des FDGC für die kommenden Jahre. Tabelle 4 - Entwicklung der Gemeindebeiträge auf Basis des PPF (Stand 03/2025)

In der folgenden Grafik wird die Finanzierung des Personals nach Finanzierer (staatliche Zuwendungen) dargestellt:

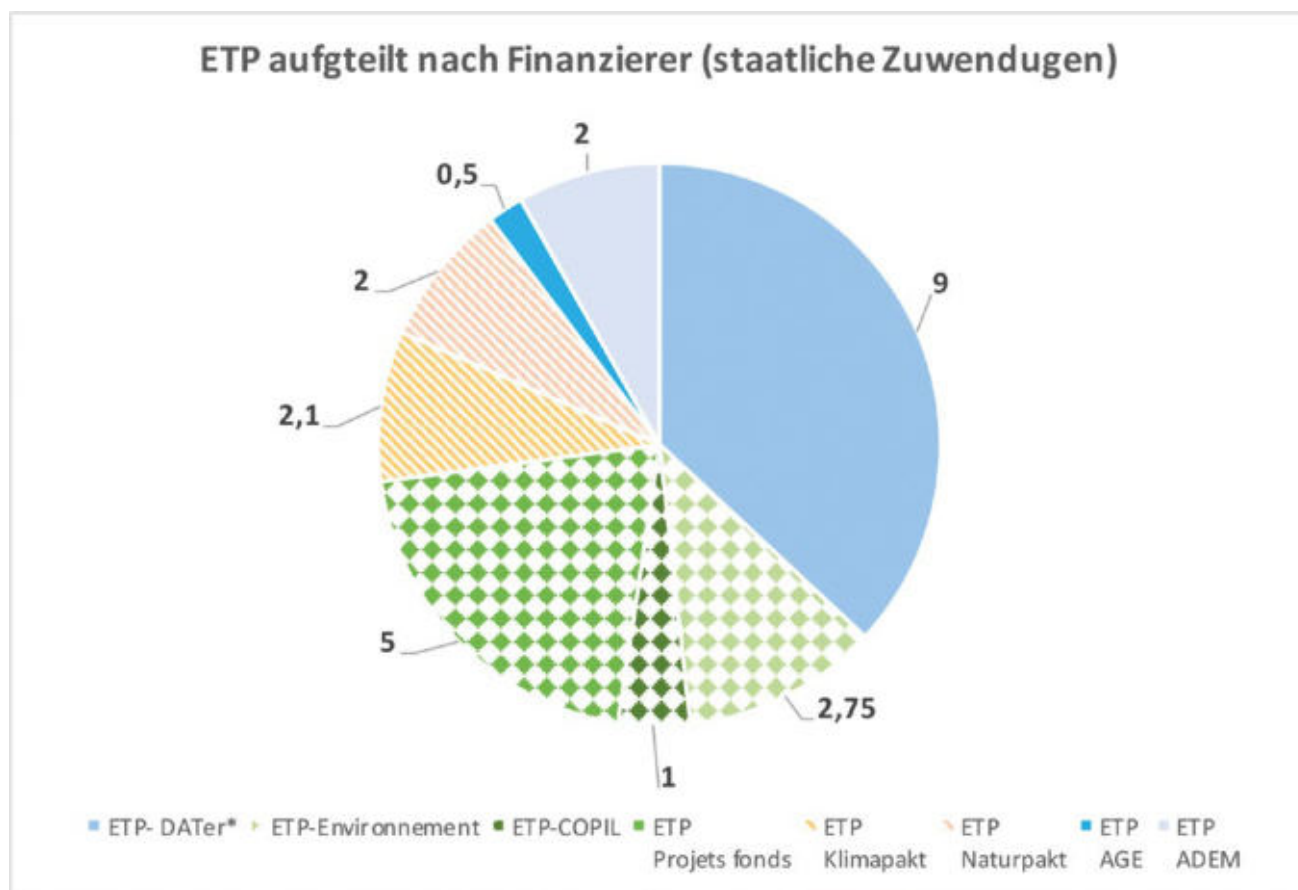


Abb. 18 -Finanzierung des Personals nach Finanzierer (staatliche Zuwendungen) (Stand 03/2025)

Das Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung, kofinanziert direkt 9 ETP. Dies umfasst sowohl das Stammpersonal (z.B. Geschäftsführung und Sekretariat) als auch projektbezogene Posten (Lichtberatung, GIS, Klimaberatung, École du Goût) zu 80%.

Zudem bestehen Konventionen mit dem Ministerium für Umwelt, Klima und Biodiversität, im Rahmen derer Projekte realisiert werden, wodurch die Personalkosten in diesem Bereich kofinanziert werden. Dazu gehören die Mitarbeiter der Biologischen Station, der Natura-2000-Berater, sowie befristete Stellen im Zusammenhang mit Projekten, die über den Umwelt- bzw. Klimafonds finanziert werden. Insgesamt werden auf diese Weise derzeit 8,75 ETP kofinanziert.

Außerdem beteiligt sich das Wasserwirtschaftsamt (AGE) im Rahmen der Fließgewässer-partnerschaft an der Umsetzung von Projekten. Dadurch werden auch Personalkosten (0,5 ETP) in diesem Bereich kofinanziert.

Alle Gemeinden beteiligen sich am Klima- und Naturpakt (außer die Gemeinde Kiischpelt). Hierfür erhalten die

Gemeinden einen Pauschalbetrag über die Klima-Agence, den sie, an den Naturpark weiterreichen. Dafür ist es dem Naturpark möglich, Personal für den Klima- und Naturpakt für alle beteiligten Gemeinden zu stellen.

Zusätzlich finanziert die ADEM zwei Arbeitsplätze zur Wiedereingliederung von Langzeitarbeitslosen (Emploi d'insertion pour chômeurs de longue durée - EMI).

Die Mitarbeiter, die für die drei Naturparke in ihren jeweiligen Aufgabenbereichen gleichermaßen zuständig sind, sind jeweils bei einem der drei Naturparke angestellt. Die Personalkosten werden zu 70% vom Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung kofinanziert, während die verbleibenden 30% zu gleichen Anteilen von den drei Naturparken getragen werden. Zudem beteiligt sich das Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung an den laufenden Verwaltungskosten des Naturparks bis zu einem Maximum von 65.000€.

Das Ministerium für Landwirtschaft, Ernährung und Weinbau kofinanziert seit 2024 die laufenden Kosten

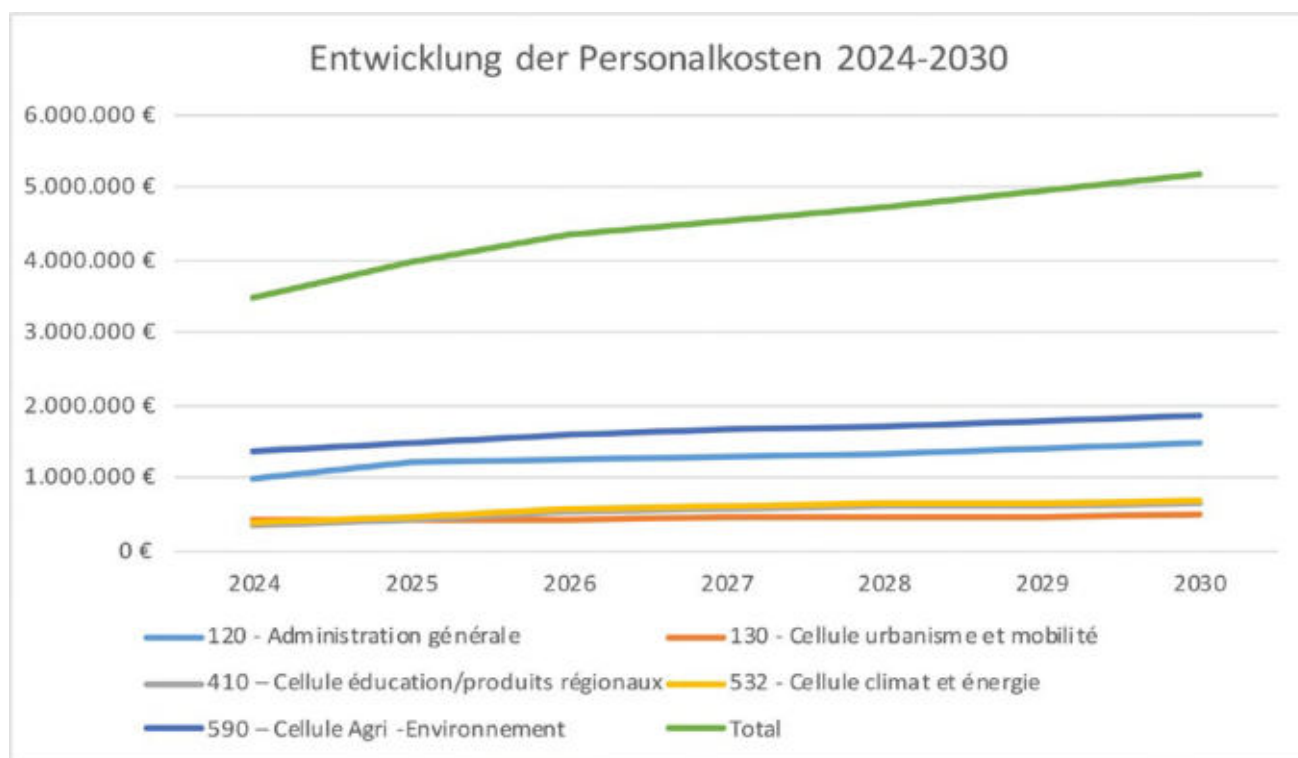


Abb.19 - Entwicklung der Personalkosten 2024-2030

Abteilung	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
120 - Administration générale	977.481 €	1.197.559 €	1.248.905 €	1.270.972 €	1.341.061 €	1.401.409 €	1.464.472 €
130 - Cellule urbanisme et mobilité	400.313 €	416.662 €	427.013 €	441.617 €	452.592 €	472.959 €	494.242 €
410 - Cellule éducation/ produits régionaux	355.379 €	411.077 €	525.598 €	565.292 €	591.933 €	618.570 €	646.406 €
532 - Cellule climat et énergie	380.038 €	470.049 €	569.312 €	592.728 €	627.438 €	655.673 €	685.178 €
590 - Cellule Agri -Environnement	1.358.077 €	1.485.112 €	1.584.961 €	1.647.700 €	1.713.011 €	1.790.096 €	1.870.650 €
Total	3.473.312 €	3.980.459 €	4.355.789 €	4.518.309 €	4.726.035 €	4.938.707 €	5.160.948 €

Tabelle 5 - Entwicklung der Personalkosten 2024-2030

der *École du Goût*. Wie oben beschrieben werden die Personalkosten dieses gemeinsamen Projekts der drei Naturparke zu 70% vom Ministerium für Wohnungsbau und Raumentwicklung, Abteilung für Raumentwicklung kofinanziert.

6.2.1.3. Sonstige Einnahmen

Neben den nationalen Einnahmen kann sich der Naturpark Our durch die Umsetzung von Leader- oder Interreg-Projekten zusätzliche Finanzmittel für die Umsetzung von Projekten erschließen. Die Kofinanzierungen können je nach Programm bis zu 80% betragen. Diese zeitlich begrenzten Projekte haben in der Regel eine Laufzeit von 1 bis 4 Jahren.

Die mögliche staatliche und europäische Bezuschussung von Projekten (= Investitionen) wird jeweils im Vorfeld der Planungsarbeiten mit den betroffenen Behörden ausgehandelt (z.B. projektspezifische Subsidien).

6.2.2. Ausgaben

6.2.2.1. Entwicklung der Personal- und laufenden Kosten

Aufgrund der Erfahrungen der letzten 10 Jahren ist es sehr schwierig eine verlässliche Entwicklung der Personalkosten über einen Zeithorizont von 10 Jahren zu berechnen, da sich die Aufgabenbereiche, in denen der Naturpark tätig ist, ständig an die regionalen,

nationalen oder internationalen Herausforderungen anpassen und dies auch einen starken Einfluss auf den Personalbestand hat.

Eine Analyse der Entwicklung der Personalkosten über die letzten 20 Jahre hat gezeigt, dass sie im Schnitt rund 50% der Gesamtausgaben darstellen. Es wird davon auszugehen sein, dass dieses Verhältnis auch in Zukunft so ähnlich bleiben wird, um das Budget im Gleichgewicht zu halten.

Die obenstehende Tabelle zeigt die Entwicklung der Personalkosten für die Jahre 2024-2030 basierend auf den Personalbestand am 1. März 2025, unter Berücksichtigung der Entwicklung der Gehälter sowie einer Progression von 4,5% pro Jahr.

6.2.2.2. Entwicklung der Projektkosten

Resultierend auf den Erfahrungen der Budgets 2005-2024 sind die Projektkosten je nach Kofinanzierungssatz und Projektumfang sehr unterschiedlich und es ist somit schwierig zuverlässige Prognosen über einen längeren Zeitraum zu berechnen. Dabei kann das zur Verfügung stehende Finanzvolumen von Jahr zu Jahr stark variieren, je nachdem ob der Naturpark Zugang zu Finanzmitteln aus dem *Fonds pour la protection de l'environnement* oder *Fonds Climat et Energie* sowie europäischen Fördermitteln (INTERREG oder Leader) hat. Der Naturpark Our geht davon aus, dass sich die zur Verfügung stehenden Mittel in einer Spannbreite zwischen 500.000 € und 2.500.000 € bewegen werden.

6.3. Statuten – Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel de l'Our

Dem Luxemburger Naturparkgesetz zufolge muss die Etude détaillée die Statuten des "Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel de l'Our" enthalten. Im Folgenden werden diese im Originaltext wiedergegeben:

Projets de STATUTS

Article 1er - Création du syndicat

(1) En application du règlement grand-ducal du xx portant déclaration du Parc Naturel de l'Our et de l'arrêté grand-ducal du xx autorisant la création du syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel de l'Our, les communes de Bourscheid, Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden, Weiswampach et Wincrange ont décidé de s'associer avec l'Etat en un syndicat intercommunal qui a pour mission l'aménagement et la gestion du Parc naturel de l'Our, objet plus amplement spécifié à l'article 5 des présents statuts.

(2) Le syndicat est régi par:

1. la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;
2. la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;
3. la loi communale du 13 décembre 1988, telle qu'elle a été modifiée par la suite;
4. le règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our;
5. l'arrêté grand-ducal du 15 juin 2005 portant création du syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel de l'Our;
6. les présents statuts.

Article 2 - Membres

2.1. L'Etat et les communes de Bourscheid, Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden, Weiswampach et Wincrange sont les membres du syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel de l'Our, dénommé ci-après "syndicat".

Article 3 - Dénomination

Le syndicat porte le nom de 'Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel de l'Our', en abrégé 'Parc naturel de l'Our'.

Article 4 - Siège

Le siège du syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel de l'Our est fixé à Hosingen, 12, Parc, L-9836 Hosingen.

Article 5 - Objet

Le syndicat a pour objet l'aménagement et la gestion du Parc naturel de l'Our sur le territoire des communes de Bourscheid, Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden, Weiswampach et Wincrange en observant à cet effet les objectifs énoncés par les articles 1er et 2 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Sa mission est définie à l'article 16 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels et à l'article XX du règlement grand-ducal du xx portant création du Parc naturel de l'Our.

Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet.

Les membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement de ses buts.

Les communes membres du syndicat s'engagent à ne pas entrer dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.

Article 6 - Comité

6.1. Chaque commune membre est représentée par un délégué au sein du comité du syndicat qui comprend en outre 10 représentants de l'Etat.

Les représentants de l'Etat sont délégués comme suit :

- un par le Ministre ayant l'Administration de la gestion de l'eau dans ses attributions ;
- un par le Ministre ayant l'Administration de la nature et des forêts dans ses attributions ;
- un par le Ministre ayant les Affaires intérieures dans ses attributions ;
- un par le Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions ;
- un par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions ;
- un par le Ministre ayant la Culture dans ses attributions ;
- un par le Ministre ayant l'Education dans ses attributions ;
- un par le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions ;
- un par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions ;
- un par le Ministre ayant le Tourisme dans ses attributions.

Les délégués des communes sont élus par les conseils communaux respectifs conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

6.2. La durée du mandat des membres du comité est de six ans. Le comité sera renouvelé après chaque renouvellement intégral des conseils communaux. Les délégués sortants sont rééligibles.

En cas de vacance parmi les délégués par suite de décès, de démission ou pour toute autre cause, il est pourvu au remplacement dans le délai de trois mois. Tout délégué élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace.

Tant les conseils communaux que les ministres respectifs peuvent révoquer leurs délégués en cours de mandat et les remplacer par d'autres délégués remplissant les conditions prescrites.

6.3. Des jetons de présence peuvent, sous l'approbation du Ministre des Affaires intérieures, être accordés aux membres du comité pour l'assistance aux réunions du comité. Les membres du comité ont encore droit à des frais de route et de séjour à fixer par le comité sous l'approbation du Ministre des Affaires intérieures.

6.4. Sont soumises à la décision du comité les affaires relatives aux missions du comité définies à l'article 16 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ainsi que toutes celles qui découlent directement de l'objet du syndicat conformément à l'article 5 ci-dessus.

Article 7 - Bureau

Le comité élit parmi ses membres les membres de son bureau.





© Liz Hacken

Le bureau se compose de cinq membres dont trois représentent le secteur communal et deux représentent l'Etat. Le président sera choisi par le comité parmi les délégués des communes.

Le bureau élit parmi les représentants de l'Etat un premier vice-président. Les autres membres du bureau portent chacun le titre de vice-président

dont le rang est déterminé par une délibération du bureau sous l'approbation du ministre des Affaires intérieures.

Article 8 - Président

Le comité élit, après chaque renouvellement des conseils communaux, au scrutin secret, parmi ses membres délégués des communes, un président.

En cas d'absence ou d'empêchement le président est remplacé par le premier vice-président. En cas d'absence simultanée du président et du premier vice-président, la fonction passe au vice-président le premier en rang après le premier vice-président. En cas d'absence simultanée de tous les membres du bureau, la fonction passe au membre du comité le plus ancien en rang.

Article 9 - Service du parc naturel

La mise en œuvre du plan de gestion annuel est confiée à un service du parc naturel dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont déterminés par le règlement grand-ducal du **xx** portant renouvellement du Parc Naturel de l'Our.

Article 10 - Commission consultative

Il est créé une commission consultative qui a pour mission d'assister le comité du syndicat dans l'exercice de ses attributions. La composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission consultative sont déterminés par le règlement grand-ducal du **xx** portant renouvellement du Parc Naturel de l'Our.

Article 11 - Gestion comptable et financière

11.1. Les règles de la comptabilité des communes sont applicables à la comptabilité du syndicat, sous réserve des adaptations et modifications prévues aux articles 171 et 172 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Toutefois le comité du syndicat peut demander au Ministre des Affaires intérieures l'autorisation de pouvoir tenir les livres du syndicat selon les principes de la comptabilité commerciale.

11.2. Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses occasionnées par le fonctionnement du syndicat et aux dépenses de création, d'acquisition et d'entretien des installations et équipements rentrant dans les missions pour lesquelles le syndicat est constitué.

11.3. La contribution annuelle des communes s'élève entre 0,5 et 2,5% du total de la dotation financière revenant aux communes membres dans le cadre du fonds communal de dotation financière. Elle est fixée dans le cadre du budget annuel par une décision majoritaire des seuls représentants des communes au sein du comité. La répartition de ce montant entre les communes membres se fait au prorata de la population de résidence la plus récente calculée par le Statec.

11.4. Tout objet ou projet nouveau ne peut être décidé que sur base d'un dossier technique et financier complet comportant tous les aspects de son financement et cela tant au niveau de l'investissement qu'au niveau des

charges récurrentes à escompter à moyen terme. En principe, le financement est garanti par l'auteur initiant l'objet ou le projet que ce soit une personne privée, un promoteur, une commune ou l'Etat. La participation financière du syndicat dans un tel objet ou projet ne peut se faire que dans la limite de l'enveloppe budgétaire du syndicat. Une convention réglera les droits et devoirs des différents partenaires associés à un objet ou projet précis.

11.5. Au cas où l'enveloppe financière disponible au syndicat risque d'être dépassée, la participation ne pourra se faire qu'après et en vertu d'une modification des statuts du syndicat qui réglera la participation des communes tant dans les dépenses d'investissement que dans les frais de fonctionnement.

Article 12 - Organes de surveillance

12.1 Le comité pourra faire appel à une société d'audit externe pour la vérification des comptes relatifs aux actifs et passifs du syndicat, ainsi que des comptes de pertes et profits, tels que visés à l'article 11.2.

Article 13 - Durée et dissolution du syndicat

13.1. Le syndicat est constitué pour une durée de dix ans.

13.2. A l'expiration de ce terme, le syndicat maintient son activité pour les seuls communes ou syndicats de communes dont les conseils communaux ou comités respectifs auront préalablement exprimé leur volonté de continuer à en faire partie pour une nouvelle période de dix ans.

Le renouvellement du statut du parc naturel se fait par règlement grand-ducal.

13.3. La dissolution du syndicat est réglée conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

Article 14 - Changement des statuts

14.1. Une modification des statuts peut être proposée par le comité, un membre du syndicat ou par l'Etat représenté à ces fins par le ministre ayant dans ses attributions l'Aménagement du Territoire.

14.2. Toute modification des statuts doit être approuvée par tous les membres du syndicat ainsi que par le Conseil de Gouvernement avant d'être soumise à l'approbation du Grand-Duc.

Article 15 - Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur le jour où l'arrêté grand-ducal autorisant la création du syndicat sort ses effets.



7. Eventuelle PAG-Anpassungen

Im folgenden Kapitel werden gemäß Artikel 6 des Naturparkgesetzes vom 10. August 1993 des Großherzogtums Luxemburgs folgende Punkte in der Detailstudie erläutert:

« 2. ...

e) les modifications à apporter éventuellement aux plans d'aménagement communaux en rapport avec la création du parc naturel »

Laut Artikel 6 des Naturparkgesetzes vom 10. August 1993 sind in der Detailstudie eventuelle Anpassungen der Flächennutzungspläne (PAG) der Naturparkgemeinden darzustellen. Damit soll sichergestellt werden, dass die PAGs der Naturparkgemeinden der Ausrichtung und den Zielsetzungen des Naturparks entsprechen.

Im Rahmen der Schaffung des Naturparks wurden die PAGs der Gründergemeinden des Naturparks einer Analyse und Bewertung unterzogen, deren Resultate in der damaligen Detailstudie vom November 2003 dargestellt und in dem « Règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our » übernommen wurden.

Zur Analyse und Bewertung der PAGs wurden in der Detailstudie vom November 2003 folgende Kriterien verwendet (Originaltext in Französisch):

Reconsidération de l'extension de la zone à bâtir afin de :

- *éviter la dispersion de l'habitat*
- *empêcher la jonction de deux villages*
- *sauvegarder le paysage*
- *sauvegarder les biotopes de valeur, respectivement les zones de rétention*
- *sauvegarder les paysages ouverts entre les localités et les monuments naturels*
- *sauvegarder les biotopes de valeur*
- *sauvegarder certains bâtiments*

Développement de la zone à bâtir en veillant à :

- *respecter / restaurer les biotopes de valeur et la topographie*
- *intégrer la topographie*
- *élaborer un plan d'ensemble*

Dargestellt wurden die Änderungsvorschläge auf einem Plan im Maßstab 1: 25.000.

In diesem Kontext ist zu berücksichtigen, dass seit dem Inkrafttreten der Naturparkgesetzgebung im Jahre 1993 mehrere Reformen und Neuerungen im Bereich des « Aménagement communal » stattgefunden haben.

Dies betrifft zum einen die PAG-Gesetzgebung, welche grundlegend reformiert wurde und in der letzten Fassung von 2011 deutlich klarere Anforderungen an die PAG-Aufstellung stellt, als dies in der Gesetzgebung von 1937, welche zum Zeitpunkt der Erstellung des Naturparkgesetzes anzuwenden war, der Fall war. Unter anderem erfordert die aktuelle Gesetzgebung eine Neuaufstellung aller PAG und dies auf Grundlage einer *Etude Préparatoire* in der u.a. natur- und landschaftsschützerische Aspekte aufzuarbeiten sind. Darüber hinaus sind für neue Entwicklungsgebiete (« *Nouveau quartier* ») mit dem « *Schéma directeur* » bereits frühzeitig im Planungsprozess grobe Konzepte für die Entwicklung dieser Zonen auszuarbeiten. Weiterhin können mit dem neuen PAG-Instrumentarium durch die Festlegung entsprechender « *Servitudes d'urbanisation* » natur- und landschaftsschützerische Auflagen besser in die PAGs eingebunden werden.

Zusätzlich zu den genannten Reformen wurde mit dem Gesetz vom 22. Mai 2008 zur strategischen Umweltprüfung (SUP) eine Direktive der EU in nationales Recht umgesetzt, welches u.a. besagt, dass jeder PAG einer strategischen Umweltprüfung unterzogen werden muss, bevor er rechtskräftig erklärt werden kann. Laut Artikel 5 sind in der SUP, u.a. die Auswirkungen des PAG auf folgende Schutzgüter zu betrachten: biologische Vielfalt, menschliche Gesundheit, Fauna und Flora, Boden, Wasser, Luft, kulturelles, architekturelles und archäologisches Erbe, Landschaften sowie die Wechselwirkungen zwischen diesen Faktoren.

Im Vergleich zu den Analysekriterien aus der Vorstudie vom November 2003 zeigt sich, dass alle Ursprungskriterien heute über die *Etude Préparatoire* und die SUP des PAG bereits aufgearbeitet werden und darüber hinaus noch andere Kriterien geprüft werden.

Im Rahmen der Verlängerung und Erweiterung des Naturparks um die Gemeinde Wincrange im Jahre 2016 wurden die Empfehlungen der SUP zum PAG somit als Grundlage für die Analyse genommen und im « *Règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our* » festgehalten. Diese Verordnung besteht heute noch und soll bei der Verlängerung des Naturparks und dem Beitritt der Gemeinden Bourscheid und Weiswampach wieder aktualisiert werden. Laut Artikel 12 des bereits genannten Naturparkgesetzes sind eventuelle Änderungen innerhalb von 2 Jahren in den PAG zu übernehmen, dies gemäß den Modalitäten der PAG-Prozedur laut der Gesetzgebung zum « *Aménagement communal* ».

Aus diesem Grund sind die PAGs der Gründergemeinden Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel,

Troisvierges und Vianden sowie von der im Jahre 2016 beigetretenen Gemeinde Wincrange im Rahmen dieser Verlängerungs- und Erweiterungsprozedur des Naturparks nicht erneut einer solchen Analyse zu unterziehen. Die Fragestellung wird deshalb nur für die Beitrittsgemeinden Bourscheid und Weiswampach behandelt.

Im Zusammenhang mit dem Beitritt der Gemeinden Bourscheid und Weiswampach in den Naturpark sind folgende empfohlenen Maßnahmen bei der Umsetzung der PAGs von besonderer Bedeutung:

- Erhalt bzw. Kompensation geschützter Biotope und Habitate
- Durchführung faunistischer Detailstudien vor jeglicher Zerstörung / Beeinträchtigung
- Berücksichtigung potenzieller Auswirkungen auf Schutzgebiete (Nationale Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete) und Gewässer
- Sicherstellung des Ableitens von Niederschlags- und Schmutzwasser

- Klärung der archäologischen Bedeutung und Altlasten
- Landschaftsgerechte Bebauung und Anpassung an die Umgebung
- Gestaltungs- und Pflanzkonzept

Dadurch, dass die Gemeinde Bourscheid 2021 und die Gemeinde Weiswampach 2023 ihren neuen PAG im Gemeinderat genehmigt haben und während dieser Prozedur die gleichen Ziele mitverfolgt wurden wie die des Naturparks, wurden die oben genannten empfohlenen Maßnahmen mit betrachtet und sind im derzeit gültigen PAG bereits integriert. Somit müssen keine Änderungen bezüglich der PAGs mehr vorgenommen werden.

In den nachfolgenden Tabellen sind die Maßnahmen zu den in der SUP prognostizierten Umweltauswirkungen pro Ortschaft und Fläche aufgeführt und müssen auf der Ebene der Bebauungsplanung (PAP-Aufstellung) im Zuge der Umsetzung von Einzelplanungen berücksichtigt werden.



7.1. Monitoring SUP: Bourscheid

Bourscheid (Bo)															
Überwachungsinhalte	Bo 1	Bo 2	Bo 3	Bo 4	Bo 5	Bo 6	Bo 8	Bo 9	Bo 11	Bo 13	Bo 14	Bo 16	Bo 19	Bo 21	
Passive Lärmschutzmaßnahmen															
Abstände zur Funkantenne / Freileitung / Heizkraftwerk						x									
Berücksichtigung von Rad- bzw. Wanderwegen	x	x									x		x		
Abstandszone zu vorh. Nutzung	x				x	x	x								
Erhalt / Kompensation geschützter Biotope Art. 17	x	x	x	x		x	x				x	x		x	
Erhalt / Kompensation geschützter Habitats Art. 17	x	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Vorgezogene Ausgleichsmaßnahmen für Habitats Art. 21		x												x	
Klärung der Betroffenheit Art. 21 (Screening, Geländestudie)															
Baum- oder Gebäude-Kontrolle auf Fledermausquartiere Art 21	x	x		x	x		x		x	x	x	x		x	
Abstandszone zum Wald		x												x	
Pufferzone zu Natura2000-Gebiet															
Untersuchung, ggf. Sanierung einer Altlastenverdachtsfläche										x			x		
Kanalanschluss, ggf. Nachweis ausreichender Klärkapazitäten	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		x		
Pufferzone zum Gewässer		x												x	
Maßnahmen zum Erhalt der Überschwemmungszone															
Gestaltungs- und Pflanzkonzept	x	x			x	x	x				x				
Landschaftliche Eingrünung	x	x		x	x	x	x				x		x		
Minimierung von Geländebewegungen, Anpassung an das Relief	x	x		x	x	x	x				x				
Landschaftsgerechte Bebauung															
Gestaltung des Ortseinganges						x					x				
Klärung der archäologischen Bedeutung, ggf. Ausgrabungen				x		x	x		x	x					
Beteiligte:															
Gemeinde	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Umweltministerium	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Naturverwaltung	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Wasserverwaltung	x	x			x	x	x				x			x	
Umweltverwaltung	x	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	
CNRA				x		x	x		x	x					

Abb. 20 - Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 1: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)

Bourscheid-Moulin (Bm), Bourscheid-Plage (Bp), Dirbach (Di), Féischerberg (Fe), Fléibour (Fl), Goebelsmühlem (Go), Kehmen (Ke)															
Überwachungsinhalte		Bm 1	Bp 1	Bp 2	Bp 3	Di 1	Di 3	Di 5	Di 7	Fe 1	Fe 2	Fl 2	Fl 3	Go 1	Ke 1
Passive Lärmschutzmaßnahmen															
Abstände zur Funkantenne / Freileitung / Heizkraftwerk												x	x		
Berücksichtigung von Rad- bzw. Wanderwegen													x		
Abstandszone zu vorh. Nutzung															
Erhalt / Kompensation geschützter Biotope Art. 17		x	x	x	x			x	x	x	x				x
Erhalt / Kompensation geschützter Habitats Art. 17		x				x	x	x		x	x	x	x		x
Vorgezogene Ausgleichsmaßnahmen für Habitats Art. 21															
Klärung der Betroffenheit Art. 21 (Screening, Geländestudie)		x				x	x								
Baum- oder Gebäude-Kontrolle auf Fledermausquartiere Art 21		x								x	x				x
Abstandszone zum Wald		x					x								
Pufferzone zu Natura2000-Gebiet			x	x	x				x						
Untersuchung, ggf. Sanierung einer Altlastenverdachtsfläche															
Kanalanschluss, ggf. Nachweis ausreichender Klärkapazitäten		x			x	x	x	x	x			x	x	x	x
Pufferzone zum Gewässer			x	x	x			x	x						
Maßnahmen zum Erhalt der Überschwemmungszone			x	x	x				x						
Gestaltungs- und Pflanzkonzept		x			x		x					x	x		
Landschaftliche Eingrünung		x			x	x	x						x		x
Minimierung von Geländebewegungen, Anpassung an das Relief		x			x			x					x	x	
Landschaftsgerechte Bebauung		x			x			x					x		
Gestaltung des Ortseinganges															
Klärung der archäologischen Bedeutung, ggf. Ausgrabungen															x
Beteiligte:	Gemeinde	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
	Umweltministerium	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
	Naturverwaltung	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
	Wasserverwaltung	x			x	x	x	x	x			x	x		
	Umweltverwaltung	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		x
	CNRA														x

Abb. 21 – Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 2: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)

Kehmen (Ke), Lipperscheid (Li)																
Überwachungsinhalte	Ke 3	Ke 4	Ke 5	Ke 7	Ke 8	Ke 9	Ke 10	Ke 11	Ke 12	Ke 13	Li 3	Li 4	Li 6	Li 7	Li 8	
Passive Lärmschutzmaßnahmen																
Abstände zur Funkantenne / Freileitung / Heizkraftwerk														x	x	
Berücksichtigung von Rad- bzw. Wanderwegen																
Abstandszone zu vorh. Nutzung		x					x									
Erhalt / Kompensation geschützter Biotope Art. 17					x		x	x	x	x	x		x	x	x	
Erhalt / Kompensation geschützter Habitate Art. 17		x	x		x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	
Vorgezogene Ausgleichsmaßnahmen für Habitate Art. 21			x								x			x		
Klärung der Betroffenheit Art. 21 (Screening, Geländestudie)																
Baum- oder Gebäude-Kontrolle auf Fledermausquartiere Art 21	x		x		x				x	x	x		x	x	x	
Abstandszone zum Wald											x					
Pufferzone zu Natura2000-Gebiet																
Untersuchung, ggf. Sanierung einer Altlastenverdachtsfläche									x							
Kanalanschluss, ggf. Nachweis ausreichender Klärkapazitäten	x	x	x	x	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	
Pufferzone zum Gewässer									x					x		
Maßnahmen zum Erhalt der Überschwemmungszone																
Gestaltungs- und Pflanzkonzept	x			x	x	x			x	x	x			x		
Landschaftliche Eingrünung				x						x				x		
Minimierung von Geländebewegungen, Anpassung an das Relief					x	x			x	x			x	x	x	
Landschaftsgerechte Bebauung														x		
Gestaltung des Ortseinganges	x				x											
Klärung der archäologischen Bedeutung, ggf. Ausgrabungen			x	x	x			x	x	x		x			x	
Beteiligte:																
Gemeinde	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Umweltministerium	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Naturverwaltung	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Wasserverwaltung			x	x	x						x			x	x	
Umweltverwaltung		x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
CNRA			x	x	x			x	x	x		x			x	

Abb. 22 - Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 3: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)

Lipperscheid (Li), Michelau (Mi)																
Überwachungsinhalte	Li 10	Li 12	Li 14	Li 16	Li 17	Li 18	Mi 1	Mi 2	Mi 3	Mi 4	Mi 6	Mi 8	Mi 9	Mi 10	Mi 14	
Passive Lärmschutzmaßnahmen			x			x					x					
Abstände zur Funkantenne / Freileitung / Heizkraftwerk					x						x					
Berücksichtigung von Rad- bzw. Wanderwegen											x					
Abstandszone zu vorh. Nutzung	x	x	x	x		x				x	x	x		x	x	
Erhalt / Kompensation geschützter Biotope Art. 17	x			x		x	x			x			x	x		
Erhalt / Kompensation geschützter Habitate Art. 17	x	x	x			x		x	x		x	x		x	x	
Vorgezogene Ausgleichsmaßnahmen für Habitate Art. 21																
Klärung der Betroffenheit Art. 21 (Screening, Geländestudie)															x	
Baum- oder Gebäude-Kontrolle auf Fledermausquartiere Art 21	x	x	x			x	x		x		x					
Abstandszone zum Wald								x	x					x		
Pufferzone zu Natura2000-Gebiet			x			x				x	x	x	x			
Untersuchung, ggf. Sanierung einer Altlastenverdachtsfläche	x	x	x			x		x	x		x	x	x	x	x	
Kanalanschluss, ggf. Nachweis ausreichender Klärkapazitäten				x			x	x	x	x			x	x		
Pufferzone zum Gewässer							x	x	x	x	x	x	x	x		
Maßnahmen zum Erhalt der Überschwemmungszone	x		x		x	x				x	x		x	x	x	
Gestaltungs- und Pflanzkonzept	x	x	x		x	x							x	x		
Landschaftliche Eingrünung	x		x		x	x				x					x	
Minimierung von Geländebewegungen, Anpassung an das Relief			x		x									x		
Landschaftsgerechte Bebauung						x										
Gestaltung des Ortseinganges				x			x								x	
Klärung der archäologischen Bedeutung, ggf. Ausgrabungen				x			x								x	
Beteiligte:																
Gemeinde	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Umweltministerium	x	x	x	x	x	x		x	x	x	x	x		x	x	
Naturverwaltung	x	x	x	x		x		x		x	x	x		x	x	
Wasserverwaltung	x		x				x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Umweltverwaltung	x	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
CNRA				x			x								x	

Abb. 23 - Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 4: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)

Michelau (Mi), Scheidel (Sch), Schlindermanderscheid (Sm)														
Überwachungsinhalte	Mi 15	Mi 16	Mi 17	Mi 18	Sch 1	Sch 3	Sch 5	Sm 1	Sm 2	Sm 3	Sm 4	Sm 5	Sm 6	
Passive Lärmschutzmaßnahmen														
Abstände zur Funkantenne / Freileitung / Heizkraftwerk										x	x			
Berücksichtigung von Rad- bzw. Wanderwegen										x	x			
Abstandszone zu vorh. Nutzung										x				
Erhalt / Kompensation geschützter Biotope Art. 17				x						x	x	x	x	
Erhalt / Kompensation geschützter Habitate Art. 17	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Vorgezogene Ausgleichsmaßnahmen für Habitate Art. 21				x							x		x	
Klärung der Betroffenheit Art. 21 (Screening, Geländestudie)														
Baum- oder Gebäude-Kontrolle auf Fledermausquartiere Art 21	x	x		x	x	x		x			x	x	x	
Abstandszone zum Wald														
Pufferzone zu Natura2000-Gebiet														
Untersuchung, ggf. Sanierung einer Altlastenverdachtsfläche														
Kanalanschluss, ggf. Nachweis ausreichender Klärkapazitäten	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Pufferzone zum Gewässer				x										
Maßnahmen zum Erhalt der Überschwemmungszone														
Gestaltungs- und Pflanzkonzept			x	x						x			x	
Landschaftliche Eingrünung			x	x				x		x			x	
Minimierung von Geländebewegungen, Anpassung an das Relief	x	x	x	x		x				x	x	x	x	
Landschaftsgerechte Bebauung														
Gestaltung des Ortseinganges														
Klärung der archäologischen Bedeutung, ggf. Ausgrabungen	x	x	x	x	x	x	x						x	
Beteiligte:	Gemeinde	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
	Umweltministerium	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
	Naturverwaltung	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
	Wasserverwaltung			x	x					x			x	
	Umweltverwaltung	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
	CNRA	x	x	x	x	x	x	x					x	

Abb. 24 - Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 5: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)

Schlindermanderscheid (Sm), Welscheid (We)												
Überwachungsinhalte	Sm 7	Sm 9	Sm 12	Sm 13	We 5	We 6	We 7	We 8	We 9	We 12	We 13	
Passive Lärmschutzmaßnahmen												
Abstände zur Funkantenne / Freileitung / Heizkraftwerk											x	
Berücksichtigung von Rad- bzw. Wanderwegen											x	
Abstandszone zu vorh. Nutzung											x	
Erhalt / Kompensation geschützter Biotope Art. 17	x										x	
Erhalt / Kompensation geschützter Habitate Art. 17	x		x		x	x	x	x	x		x	
Vorgezogene Ausgleichsmaßnahmen für Habitate Art. 21												
Klärung der Betroffenheit Art. 21 (Screening, Geländestudie)												
Baum- oder Gebäude-Kontrolle auf Fledermausquartiere Art 21			x	x	x	x					x	
Abstandszone zum Wald										x	x	
Pufferzone zu Natura2000-Gebiet												
Untersuchung, ggf. Sanierung einer Altlastenverdachtsfläche												
Kanalanschluss, ggf. Nachweis ausreichender Klärkapazitäten	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	
Pufferzone zum Gewässer							x		x	x		
Maßnahmen zum Erhalt der Überschwemmungszone							x					
Gestaltungs- und Pflanzkonzept	x										x	
Landschaftliche Eingrünung	x				x		x				x	
Minimierung von Geländebewegungen, Anpassung an das Relief	x				x	x	x				x	
Landschaftsgerechte Bebauung												
Gestaltung des Ortseinganges												
Klärung der archäologischen Bedeutung, ggf. Ausgrabungen	x				x		x					
Beteiligte:	Gemeinde	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
	Umweltministerium	x	x	x	x	x	x	x	x		x	
	Naturverwaltung	x	x	x	x	x	x	x	x		x	
	Wasserverwaltung	x					x			x	x	
	Umweltverwaltung	x		x		x	x	x	x		x	
	CNRA	x				x		x				

Abb. 25 - Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle: Zeyen + Baumann AG (Oktober 2022)



© Jim Hardt

7.2. Monitoring SUP: Weiswampach

Fläche	Schutzgut	Thematik	Maßnahme	Überwachung	Akteur
alle	Mensch	Störeffekte durch Com- modo-Betriebe	Beachten aus Vorgaben der Genehmigung	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weis- wampach, zuständige Minis- terien
Beiler					
Be6	Pflanzen, Tie- re, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Biotopen (Art. 17)	Erhalt bzw. Kompensation geschützter Bio- tope nach Art. 17 (Erarbeitung und Umsetzung einer Aus- gleichsstudie; Kompensationspool)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weis- wampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Binsfeld					
Bi2	Pflanzen, Tie- re, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Biotopen (Art. 17)	Erhalt bzw. Kompensation geschützter Bio- tope nach Art. 17 (Erarbeitung und Umsetzung einer Aus- gleichsstudie; Kompensationspool)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weis- wampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Bi8	Pflanzen, Tie- re, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Biotopen (Art. 17)	Erhalt bzw. Kompensation geschützter Bio- tope nach Art. 17 (Erarbeitung und Umsetzung einer Aus- gleichsstudie; Kompensationspool)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weis- wampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Breidfeld					
Br1	Pflanzen, Tie- re, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Biotopen (Art. 17)	Erhalt bzw. Kompensation geschützter Bio- tope nach Art. 17 (Erarbeitung und Umsetzung einer Aus- gleichsstudie; Kompensationspool)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weis- wampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Br2	Pflanzen, Tie- re, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Habitaten (Art. 17 / Art. 21)	Durchführung faunistischer Detailstudien vor jeglicher Zerstörung / Beeinträchtigung um Gewissheit über die tatsächliche Bedeutung der Fläche zu erlangen oder Erhalt bzw. Kompensation geschützter Hab- itate nach Art. 17 / Art. 21 (Erarbeitung und Umsetzung einer Aus- gleichsstudie; Kompensationspool; vorgezo- gener Ausgleich gemäß Art. 27)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weis- wampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Br3	Pflanzen, Tie- re, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Habitaten (Art. 17 / Art. 21)	Durchführung faunistischer Detailstudien vor jeglicher Zerstörung / Beeinträchtigung um Gewissheit über die tatsächliche Bedeutung der Fläche zu erlangen oder Erhalt bzw. Kompensation geschützter Hab- itate nach Art. 17 / Art. 21 (Erarbeitung und Umsetzung einer Aus- gleichsstudie; Kompensationspool; vorgezo- gener Ausgleich gemäß Art. 27)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weis- wampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster

Abb. 26 - Monitoring SUP Gemeinde Weiswampach / Quelle 7: pact sàrl (Mai 2023)



© Liz Hacken

Fläche	Schutzgut	Thematik	Maßnahme	Überwachung	Akteur
Br3	Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Biotopen (Art. 17)	Erhalt bzw. Kompensation geschützter Biotope nach Art. 17 (Erarbeitung und Umsetzung einer Ausgleichsstudie; Kompensationspool)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Holler					
Ho3	Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Habitaten (Art. 17 / Art. 21)	Durchführung faunistischer Detailstudien vor jeglicher Zerstörung / Beeinträchtigung	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
		Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Biotopen (Art. 17)	Erhalt bzw. Kompensation geschützter Biotope nach Art. 17 (Erarbeitung und Umsetzung einer Ausgleichsstudie; Kompensationspool)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Ho6	Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Biotopen (Art. 17)	Erhalt bzw. Kompensation geschützter Biotope nach Art. 17 (Erarbeitung und Umsetzung einer Ausgleichsstudie; Kompensationspool)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Leithum					
Le4	Wasser	Überschwemmungen durch Starkregenereignisse	Prüfung, welchen Effekt eine Bebauung auf das Abflussregime hat Freihalten des Talweges von Bebauung, Sicherstellung des Ableitens von Niederschlagswasser	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, AGE
Weiswampach					
Ww3d	Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	Beeinträchtigungen des FFH-Gebietes „Wilderndange-Conzefenn bzw. des nationalen Naturschutzgebietes „Conzefenn““	Berücksichtigung potentieller Auswirkungen auf die Schutzgebiete	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Ww5	Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Habitaten (Art. 17 / Art. 21)	Durchführung faunistischer Detailstudien vor jeglicher Zerstörung / Beeinträchtigung um Gewissheit über die tatsächliche Bedeutung der Fläche zu erlangen oder Erhalt bzw. Kompensation geschützter Habitate nach Art. 17 / Art. 21 (Erarbeitung und Umsetzung einer Ausgleichsstudie; Kompensationspool; vorgezogener Ausgleich gemäß Art. 27)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
		Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Biotopen (Art. 17)	Erhalt bzw. Kompensation geschützter Biotope nach Art. 17 (Erarbeitung und Umsetzung einer Ausgleichsstudie; Kompensationspool)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster

Abb. 27 - Monitoring SUP Gemeinde Weiswampach / Quelle 8: pact sàrl (Mai 2023)

Fläche	Schutzgut	Thematik	Maßnahme	Überwachung	Akteur
Ww11	Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Habitaten (Art. 17 / Art. 21)	Durchführung faunistischer Detailstudien vor jeglicher Zerstörung / Beeinträchtigung um Gewissheit über die tatsächliche Bedeutung der Fläche zu erlangen oder Erhalt bzw. Kompensation geschützter Habitate nach Art. 17 / Art. 21 (Erarbeitung und Umsetzung einer Ausgleichsstudie; Kompensationspool; vorgezogener Ausgleich gemäß Art. 27)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster
Ww13	Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	Beeinträchtigung und Verlust von geschützten Biotopen (Art. 17)	Erhalt bzw. Kompensation geschützter Biotope nach Art. 17 (Erarbeitung und Umsetzung einer Ausgleichsstudie; Kompensationspool)	Planungsphase der Bauflächen	Gemeinde Weiswampach, für Umwelt zuständiges Ministerium, ANF, Förster

Abb. 28 - Monitoring SUP Gemeinde Weiswampach / Quelle 9: pact sàrl (Mai 2023)





8. Abbildungsverzeichnis

Abb. 1	Claude Meisch, Minister für Wohnungsbau und Raumentwicklung	7
Abb. 2	Annie Nickels-Theis, Bürgermeisterin der Gemeinde Bourscheid	8
Abb. 3	Néckel Polfer, Bürgermeister der Gemeinde Weiswampach	9
Abb. 4	Schematische Darstellung der Prozedur der Schaffung bzw. Erweiterung eines Naturparks (Quelle: DATer, Min. du Logement et de l'Aménagement du territoire)	12
Abb. 5	Erweiterter Naturpark Our mit den Gemeinden Bourscheid und Weiswampach (Quelle: Open Data WMS and WMTS / Adm. du Cadastre et de la Topographie, Darstellung: pact s.à.r.l.), ohne Maßstab, genordet, 2024)	14
Abb. 6	Espaces d'action nationaux (PDAT 2035) (Quelle: PDAT 2035 / DATer / Darstellung : pact s.à.r.l.)	16
Abb. 7	Naturparke in der Großregion (Quelle: Système d'Information Géographique de la Grande Région)	17
Abb. 8	Geologische Karte des Naturpark Our (Quelle: Open Data WMS and WMTS / Administration du cadastre et de la topographie du Grand-Duché du Luxembourg, Darstellung : DATer, pact s.à.r.l.)	19
Abb. 9	Landnutzung im erweiterten Naturpark. (Quelle: DATer, Darstellung: pact s.à.r.l.)	20
Abb. 10	Schutzgebiete in der Gemeinde Weiswampach (Quelle: data.public.lu / Naturschutzgebiete: Administration de la nature et des forêts, Natura 2000-Gebiete: Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Darstellung: pact s. à r. l.)	21
Abb. 11	Schutzgebiete in der Gemeinde Bourscheid (Quelle: data.public.lu / Naturschutzgebiete: Administration de la nature et des forêts, Natura 2000-Gebiete: Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Darstellung: pact s. à r. l.)	22
Abb. 12	Schutzgebiete auf dem Gebiet des Naturpark Our (Quelle: data.public.lu / Naturschutzgebiete: Administration de la nature et des forêts, Natura 2000-Gebiete: Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Darstellung: DATer, pact s. à r. l.)	23
Abb. 13	Bevölkerungsentwicklung auf dem Gebiet des Naturpark Our. Prozentuale Zunahme 2003-2023. (Quelle: STATEC/CTIE, Population par commune au 01 janvier, Darstellung: DATer, pact s. à r. l.)	25
Abb. 14	Hierarchische Darstellung der Ziele des neuen Monitoringsystems	49
Abb. 15	Gesamtübersicht der politischen Ziele	49
Abb. 16	Gesamtübersicht und voraussichtliche Entwicklung des Personalbestandes	86
Abb. 17	Gemeinsame Mitarbeiter der 3 Naturparke (Stand 03/2025)	87
Abb. 18	Finanzierung des Personals nach Finanzierer (staatliche Zuwendungen) (Stand 03/2025)	89
Abb. 19	Entwicklung der Personalkosten 2024-2030	90
Abb. 20	Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 1: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)	99
Abb. 21	Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 2: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)	100
Abb. 22	Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 3: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)	101
Abb. 23	Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 4: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)	102
Abb. 24	Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 5: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)	103
Abb. 25	Monitoring SUP Gemeinde Bourscheid / Quelle 6: Zeyen+Baumann sàrl (Oktober 2022)	104
Abb. 26	Monitoring SUP Gemeinde Weiswampach / Quelle 7: pact sàrl (Mai2023)	106
Abb. 27	Monitoring SUP Gemeinde Weiswampach / Quelle 8: pact sàrl (Mai2023)	108
Abb. 28	Monitoring SUP Gemeinde Weiswampach / Quelle 9: pact sàrl (Mai2023)	109
Tabelle 1	Übersicht Fläche und Einwohner im erweiterten Naturpark (Quelle: STATEC / Situation au 01.01.2024)	15
Tabelle 2	Entwicklung der Einwohnerzahlen der aktuellen Naturparkgemeinden (Quelle: STATEC, 01.01.2024)	24
Tabelle 3	Entwicklung der Einwohnerzahlen der Gemeinden Bourscheid und Weiswampach (Quelle: STATEC, 01.01.2024)	25
Tabelle 4	Entwicklung der Gemeindebeiträge auf Basis des PPF (Stand 03/2025)	88
Tabelle 5	Entwicklung der Personalkosten 2024-2030	90



9. Quellen- und Literaturverzeichnis

- Vorstudie (Etude préparatoire) de des Naturpark Our im Rahmen seiner Erneuerung und Erweiterung (Juni 2024)
- Stellungnahmen des Conseil supérieur de l'aménagement du territoire und des Conseil supérieur de la protection de la nature sowie den dazugehörigen Richtlinien des/der für die Landesplanung zuständigen Ministers/in (Dezember 2024)
- Bilanz 2015 -2025 des Naturpark Our und die dazugehörige Stellungnahme der Commission consultative (Mai 2024)
- Die Beiträge aus der Bevölkerung im Rahmen der Open-Space-Veranstaltung bei der öffentlichen Vorstellung der Vorstudie und der Bilanz in Weiswampach (19. Juni 2024)
- Workshop mit den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Naturpark Our über die zukünftigen Ziele und die Weiterentwicklung des Naturpark Our (04. Juni 2024)
- Diagnostic territorial pour l'Espace d'action Éislek – Parc naturel de la Haute-Sûre et Parc naturel de l'Our (Juli 2024)
- Programme directeur d'aménagement du territoire 2035 (PDAT) (2023)
- Geschäftsberichte des Naturpark Our aus den Jahren 2015 bis 2023
- Indikatorenberichte des Naturpark Our aus den Jahren 2017 bis 2022
- Anpassung der Detailstudie (Etude détaillée) des Naturpark Our (November 2014)
- Bilanz 2005 – 2015 und Ausblick 2015 – 2025 des Naturpark Our (Mai 2014)
- Loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels – Mémorial A – N°67 du 25 août 1993
- Règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our - Mémorial A - N°92 du 27 juin 2005
- Arrêté grand-ducal du 15 juin 2005 autorisant la création du Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel de l'Our, en abrégé « Parc Naturel de l'Our » – Mémorial A – N°96 du 8 juillet 2005
- Règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our – Mémorial A – N°47 du 23 mars 2016
- Arrêté grand-ducal du 8 novembre 2019 portant approbation des statuts modifiés du Syndicat intercommunal pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel de l'Our, en abrégé « Parc naturel de l'Our » – Mémorial B – N°3813 du 21 novembre 2019



Vorbemerkung: Bezugnehmend auf Kapitel 4 werden im Folgenden die Aufgabenbereiche mit den Zielen, ergänzt durch die operationellen Ziele, aufgelistet. Diese Zielsetzungen sind im Rahmen des neuen Monitoringsystem für die Naturparke definiert worden.

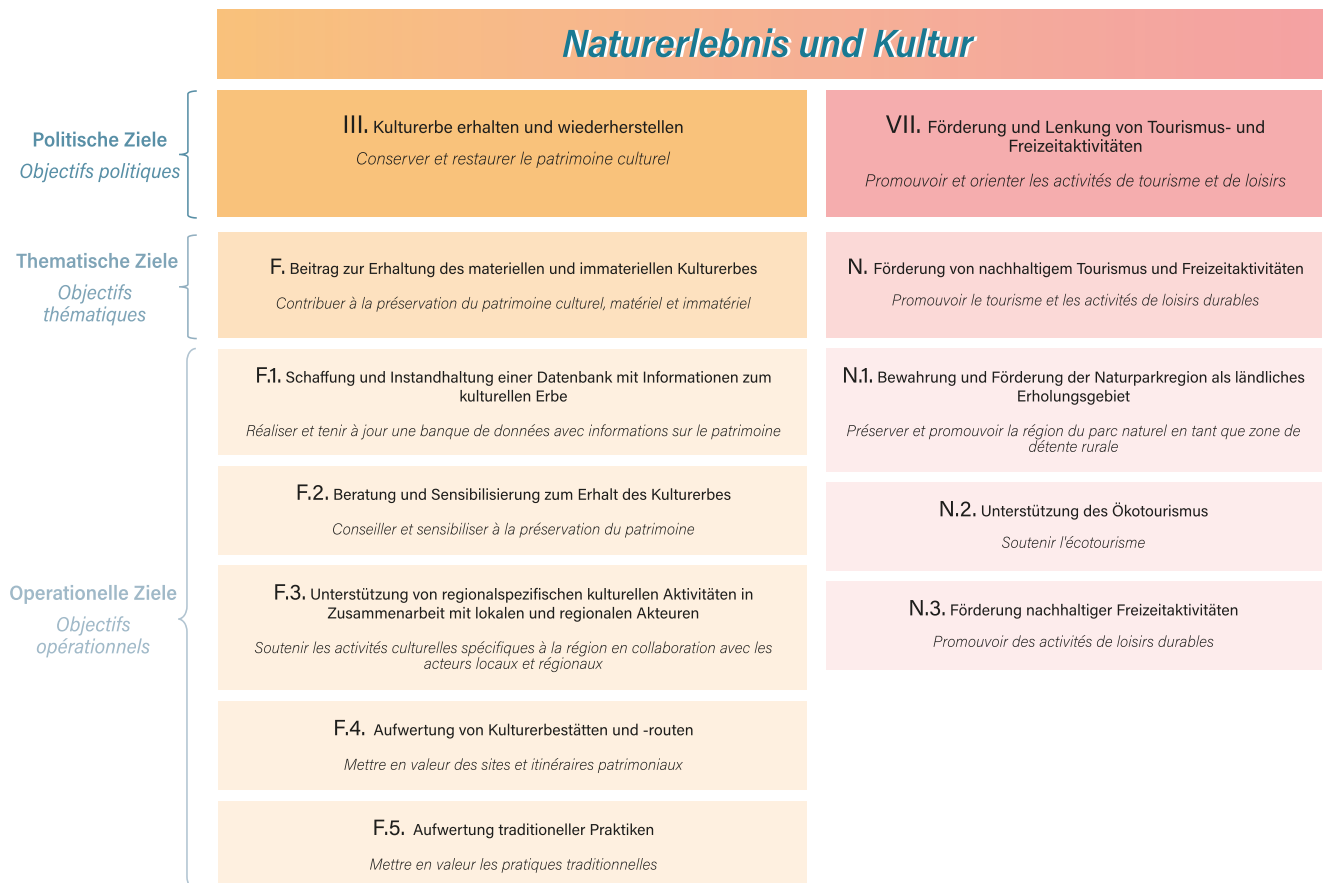
Natur- und Umweltförderung

	I. Erhalt und Wiederherstellung des Charakters und der Vielfalt der natürlichen Umwelt, sowie der einheimischen Flora und Fauna	II. Bewahrung der Reinheit des Wassers sowie der Qualität des Bodens
Politische Ziele <i>Objectifs politiques</i>	<i>Conserver et restaurer le caractère et la diversité du milieu naturel, de la faune et de la flore indigènes</i>	<i>Sauvegarder la pureté des eaux ainsi que de la qualité des sols</i>
Thematische Ziele <i>Objectifs thématiques</i>	A. Erhalt, Aufwertung und Bewirtschaftung des Naturerbes <i>Préserver, gérer et valoriser le patrimoine naturel</i>	C. Erhalt von Boden- und Oberflächenwasserressourcen <i>Contribuer à la préservation des ressources en eaux superficielles et souterraines</i>
Operationelle Ziele <i>Objectifs opérationnels</i>	B. Positionierung des Naturparks als Kompetenzzentrum, um den Charakter und die Vielfalt der natürlichen Umwelt besser schützen und erhalten zu können (= Wissen ist der beste Schutz) <i>Positionner les parcs naturels comme centres de compétences pour protéger et préserver le caractère et la diversité du milieu naturel (= mieux connaître pour mieux protéger)</i>	
	A.1. Umsetzung von Programmen und Maßnahmen zum Schutz von Tier- und Pflanzenarten <i>Mettre en œuvre des programmes et des actions de protection des espèces</i>	C.1. Umsetzung von Programmen und Maßnahmen zur Verbesserung der Wasserqualität <i>Mettre en œuvre des programmes et actions d'amélioration de la qualité des eaux</i>
	B.1. Analyse, Überwachung und Bewertung der Entwicklung der natürlichen Umwelt <i>Analyser, suivre et évaluer l'évolution du milieu naturel (banque de données)</i>	C.2. Beratung und Aufklärung zur Verbesserung der Wasser-/Bodenqualität <i>Conseiller et sensibiliser en vue de l'amélioration de la qualité des eaux/des sols</i>
	A.2. Erhalt und Wiederherstellung der biologischen Vielfalt und der Merkmale der natürlichen und urbanisierten Umgebung <i>Conserver et restaurer la biodiversité et les caractères typiques des milieux naturels et urbanisés</i>	C.3. Erhaltung und Wiederherstellung von Wassersystemen auf nachhaltige Weise <i>Conserver et restaurer, de manière durable, les systèmes aquatiques</i>
	A.3. Förderung der nachhaltigen Bewirtschaftung von Wald- und Landwirtschaftsflächen <i>Promouvoir la gestion durable des surfaces forestières et agricoles</i>	

Energietransition und Klimaschutz				
Politische Ziele <i>Objectifs politiques</i>	II. Bewahrung der Reinheit der Luft, des Wassers sowie der Qualität des Bodens <i>Sauvegarder la pureté de l'air et des eaux ainsi que de la qualité des sols</i>		V. Bekämpfung des Klimawandels durch die Verringerung des Einsatzes fossiler Brennstoffe <i>Contribuer à la lutte contre le changement climatique à travers la réduction du recours aux énergies fossiles</i>	
	D. Beitrag zur Erhaltung der Luftqualität <i>Contribuer à la sauvegarde de la qualité de l'air</i>	E. Beitrag zur Bekämpfung der Licht- und Lärmbelastung <i>Contribuer à la lutte contre les pollutions lumineuses et sonores</i>	J. Förderung nachhaltiger Mobilitätspraktiken innerhalb des Naturparks <i>Encourager les pratiques de mobilité durable au sein des parcs</i>	K. Beratung im Hinblick auf den Energiewandel <i>Conseiller en vue de la transition énergétique</i>
Thematische Ziele <i>Objectifs thématiques</i>	D.1. Beratung und Sensibilisierung zur Verbesserung der Luftreinheit <i>Conseiller et sensibiliser en vue de l'amélioration de la pureté de l'air</i>	E.1. Beratung und Sensibilisierung über die Auswirkungen von Licht- und Lärmbelastungen <i>Conseiller et sensibiliser autour des effets des pollutions lumineuses et sonores</i>	J.1. Förderung der Verbindungen und Anbindungen zwischen den Dörfern durch aktive Mobilitätsformen und öffentliche Verkehrsmittel <i>Promouvoir les liaisons et connexions entre les villages par les modes actifs et les transports en commun</i>	K.1. Förderung der erneuerbaren Energien <i>Promouvoir les énergies renouvelables</i>
				K.2. Beratung und Sensibilisierung zur Reduzierung des Energieverbrauchs <i>Conseiller et sensibiliser à la réduction de la consommation des énergies</i>
Operationelle Ziele <i>Objectifs opérationnels</i>				

8660 - Dossier consolidé : 158

Aufgabenbereich "Naturerlebnis und Kultur"



Aufgabenbereich "Regionale Wertschöpfung"





© Caroline Martin

Aufgabenbereich "Raum- und Regionalentwicklung"

Politische Ziele *Objectifs politiques*

IV. Beitrag zur Definition und Ausrichtung raumplanerischer Projekte nach den Grundsätzen einer nachhaltigen Entwicklung

Contribuer à la définition et à l'orientation des projets d'aménagement suivant les principes du développement durable

Thematische Ziele *Objectifs thématiques*

G. Förderung einer kontrollierten territorialen Entwicklung mit dem Erhalt des ökologischen und landschaftlichen Gleichgewichts

Encourager un développement territorial maîtrisé respectant les équilibres écologiques et paysagers

H. Beitrag zur Verringerung der Verbauung von Böden

Contribuer à la réduction de l'artificialisation des sols

I. Unterstützung der grenzüberschreitenden Raumplanung

Soutenir la planification territoriale transfrontalière

G.1. Beratung und Sensibilisierung über die Prinzipien der Siedlungsstrukturen

Conseiller et sensibiliser sur les principes de l'armature urbaine

H.1. Beratung und Sensibilisierung lokaler Akteure zur Entwicklung von Modellen für eine ressourcenschonende Bodennutzung

Conseiller et sensibiliser les acteurs locaux vers des modèles d'aménagement sobres en foncier

I.1. Entwicklung einer territorialen Beobachtung (über Datenbanken) und gemeinsamer Strategien

Développer une observation territoriale (via des banques de données) et des stratégies partagées

G.2. Erarbeitung von territorialen Visionen und gemeindeübergreifenden Strategien unter Einbeziehung der lokalen Akteure

Elaborer, avec l'implication des acteurs locaux, des visions territoriales et des stratégies supracommunales

H.2. Beratung und Sensibilisierung lokaler Akteure zur Aufwertung der Dorfzentren

Conseiller et sensibiliser les acteurs locaux afin de valoriser les centres villageois

I.2. Zusammenarbeit zur Schaffung einer grenzüberschreitenden Kontinuität der grünen, blauen und gelben Netze

Coopérer pour instaurer une continuité transfrontalière des réseaux vert, bleu et jaune

Operationelle Ziele *Objectifs opérationnels*

G.3. Begleitung und Unterstützung bei der Umsetzung der territorialen Vision und der gemeindeübergreifenden Strategien

Accompagner la mise en oeuvre de la vision territoriale et des stratégies supracommunales

H.3. Leistung eines Beitrags zur Reduzierung der Bodenversiegelung

Contribuer à la lutte contre l'imperméabilisation des sols

Aufgabenbereich "Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation & Bildung"

Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation & Bildung			
Politische Ziele <i>Objectifs politiques</i>	VIII. Förderung der Information, Bildung und Beteiligung der Bevölkerung sowie der Schlüsselakteure im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung der Region <i>Promouvoir le parc en tant que lieu d'information, d'éducation et d'implication de la population et des acteurs-clé en vue d'un développement durable du territoire</i>		
Thematische Ziele <i>Objectifs thématiques</i>	P. Förderung der Bürgerbeteiligung <i>Promouvoir la participation citoyenne</i>	Q. Stärkung des Images des Naturparks und seines Territoriums <i>Promouvoir l'image du parc et de son territoire</i>	R. Sensibilisierung der Gemeinden, Bevölkerung, Besucher und Jugendlichen im Bereich der nachhaltigen Entwicklung <i>Sensibiliser et conscientiser les communes, la population, les visiteurs et les jeunes aux thèmes liés au développement durable</i>
Operationelle Ziele <i>Objectifs opérationnels</i>	P.1. Information und Konsultation der Bevölkerung bei der Entwicklung von Projekten <i>Informar et consulter les citoyens dans l'élaboration de projets</i>	Q.1. Hervorhebung der Identität und des Potenzials des Gebiets <i>Mettre en évidence l'identité et le potentiel du territoire</i>	R.1. Entwicklung und Verwaltung von naturparkspezifischen umweltpädagogischen Angeboten <i>Développer et gérer les offres pédagogiques environnementales spécifiques au parc naturel</i>
	P.2. Einbeziehung der Bevölkerung in die Aktivitäten des Naturparks <i>Impliquer les citoyens dans les activités du parc</i>	Q.2. Kommunikation über die Rolle und die Aktivitäten des Naturparks <i>Communiquer sur le rôle et les activités du parc</i>	R.2. Schaffung von Kooperationen mit Bildungsakteuren aus der Region und Erweiterung des außerschulischen Angebots <i>Mettre en place des coopérations avec les acteurs de l'enseignement de la région et développer l'offre extrascolaire</i>
	P.3. Unterstützung innovativer Bürgeraktivitäten <i>Soutenir les activités citoyennes innovantes</i>	Q.3. Stärkung der Identifikation der Bevölkerung mit dem Naturpark / dem Gebiet <i>Renforcer l'identification de la population avec le parc naturel / le territoire</i>	

Aufgabenbereich "Vernetzung, Beratung & Dienstleistungen"

Vernetzung, Beratung & Dienstleistungen			
Politische Ziele <i>Objectifs politiques</i>	VIII. Förderung der Information, Bildung und Beteiligung der Bevölkerung sowie der Schlüsselakteure im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung der Region <i>Promouvoir le parc en tant que lieu d'information, d'éducation et d'implication de la population et des acteurs-clé en vue d'un développement durable du territoire</i>	IX. Förderung sektorübergreifender (integrierter) Strategien und Projekte <i>Promouvoir les stratégies et projets intersectoriels, intégrés</i>	Bereichs- übergreifende Ziele <i>Objectifs transversaux</i>
Thematische Ziele <i>Objectifs thématiques</i>	O. Förderung der Partnerschaft zwischen den Akteuren aus der Region und mit den Nachbarregionen im Hinblick auf eine partnerschaftliche und nachhaltige Regionalentwicklung <i>Promouvoir le partenariat entre les acteurs du territoire, et avec les territoires voisins, en vue d'un développement régional partenarial et durable</i>	Pilotprojekte initiieren <i>Initier des projets pilotes</i>	
Operationelle Ziele <i>Objectifs opérationnels</i>	O.1. Vernetzung der öffentlichen und privaten Akteure des Gebiets <i>Mettre en réseau les acteurs publics et privés du territoire</i>	Lokale und beispielhafte Mitarbeit an nationalen und internationalen Strategien zur Bekämpfung des Klimawandels <i>Contribuer localement, et de manière exemplaire, aux stratégies nationales et internationales en matière de lutte contre le changement climatique</i>	

Gesamtübersicht Projektziele

Zuordnung der Aufgabenbereiche und Projekte zu den verschiedenen Zielsetzungen

Objectifs politiques	I. Erhalt und Wiederherstellung des Charakters und der Vielfalt der natürlichen Umwelt, sowie der einheimischen Flora und Fauna (Conserver et restaurer le caractère et la diversité du milieu naturel, de la faune et de la flore indigènes)		II. Bewahrung der Reinheit der Luft, des Wassers sowie der Qualität des Bodens (Sauvegarder la pureté de l'air et des eaux ainsi que la qualité des sols)			III. Kulturerbe erhalten und wiederherstellen (Conserver et restaurer le patrimoine culturel)	IV. Beitrag zur Definition und Ausrichtung von Projekten nach den Grundsätzen einer nachhaltigen Entwicklung (Contribuer à la définition et à l'orientation d'aménagement suivant les principes du développement durable)	
Objectifs thématiques	A. Erhalt, Aufwertung und Bewirtschaftung des Naturerbes (Protéger, gérer et valoriser le patrimoine naturel)	B. Positionierung des Naturparks als Kompetenzzentrum, um den Charakter und die Vielfalt der natürlichen Umwelt besser schützen und erhalten zu können. (Positionner les parcs naturels comme centre de compétences pour protéger et préserver le caractère et la diversité du milieu naturel)	C. Erhalt von Boden- und Oberflächenwasserressourcen (Contribuer à la préservation des ressources en eaux superficielles et souterraines)	D. Beitrag zur Erhaltung der Luftqualität (Contribuer à la sauvegarde de la qualité de l'air)	E. Beitrag zur Bekämpfung der Licht- und Lärmbelastung (Contribuer à la lutte contre les pollutions lumineuses et sonores)	F. Beitrag zur Erhaltung des materiellen und immateriellen Kulturerbes (Contribuer à la préservation du patrimoine culturel, matériel et immatériel)	G. Förderung einer kontrollierten territorialen Entwicklung mit dem Erhalt des ökologischen und landschaftlichen Gleichgewichts (Encourager un développement territorial maîtrisé respectant les équilibres écologiques et paysagers)	H. Beitrag zur Verringerung der Verbauung von Böden (Contribuer à la réduction de l'artificialisation des sols)
Natur- & Umweltförderung								
Biologische Station	x	x	x	x		x		
Natura 2000-COPIL Éislek	x	x	x	x		x	x	
Fließgewässerpartnerschaft	x	x	x	x			x	
D'Naturparken zu Lëtzebuerg...een) Insekteräich	x	x		x			x	x
"Agroforstwirtschaft - Chance für eine zukunftsfähige Landwirtschaft in Zeiten des Klimawandels"	x	x	x	x			x	x
Naturpakt	x	x	x	x	x		x	x
Beitrag zu den Zielen des PNP3	x		x	x			x	x
Energietransition & Klimaschutz								
Klimapakt			x	x	x		x	
Essenzielle Bausteine der Energiewende: Wärme, Strom & Mobilität				x			x	
Energiemanagement							x	
Energiegemeinschaft			x	x			x	
Klimaresiliente Gemeinden "Infrastruktur stärken, regionale Wertschöpfung fördern"			x					
Lichtberatung	x	x			x			
Kommunaler Sternenpark	x	x			x	x		
Naturerlebnis und Kultur								
Inwertsetzung des kulturellen Erbes der Region						x		
Fortführung & Schaffung neuer erlebnisorientierter und nachhaltiger Angebote								
Unterstützung themenspezifischer Veranstaltungen und Initiativen & regionale Vernetzungsplattform						x		
Regionale Wertschöpfung								
Ecole du Goût - "Eng Schmaachschoul fir Lëtzebuerg"						X		
Natur genießen	x	x						
Beratung regionaler Produzenten & regionale Produkte								
Holz vun hei - Naturpark Our	x						x	
Raum- und Regionalentwicklung								
Information und Sensibilisierung der Gemeinden							x	x
"Beobachtung der territorialen Entwicklung ("Observation territoriale") und Erstellung von Analysen und Projektionen als Mittel zur Entscheidungsfindung"							x	x
Förderung einer nachhaltigen Raum- und Regionalentwicklung mit Rücksicht auf Natur & Landschaft	x	x	x		x		x	x
Konzentration der Entwicklung auf die am besten geeigneten Standorte im Hinblick auf eine schonende Landschaftsentwicklung							x	x
Sparsamer Umgang mit der natürlichen Ressource Boden und Schaffung eines resilienten Territoriums	x	x	x	x			x	
Initiativen und Vorhaben	x	x				x	x	x
Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation & Bildung								
Magazin naturpark.lu								
Präsenz in den sozialen Medien								
Präsenz auf Messen im In- & Ausland								
Naturpark-Podcast								
Erweiterung langfristiger Sichtbarkeit im öffentlichen Raum								
Bildung in den Naturparken		x			x	x	x	
Vernetzung, Beratung & Dienstleistungen								
Austausch über die Grenzen hinweg								
Valeurs des Parcs - Regionalität im Éislek erleben und genießen						x		
Beratung und Information		x			x	x	x	
Unterstützung bei Events / Green Events								
Regionales Geographisches Informationssystem - SIG Régional Nord		x				x	x	x
Plotter								

Fiches de Projet

Vorbemerkung: Die "Fiches de projet" wurden für aktuelle sogenannte "Leuchtturmprojekte" des Naturparks zusammengestellt und geben einen Überblick über die wichtigen Projektschritte.

ANNEXE 2 - Fiche projet

Cette fiche vise à disposer d'une vue d'ensemble claire et concise d'un projet spécifique. Ceci dans l'objectif de faire le lien avec l'arborescence des objectifs (de quelle manière ce projet participe aux objectifs politiques et thématiques).

FICHE PROJET

Fiche projet N° xx			
Agroforst - Chance für eine zukunftsfähige Landwirtschaft in Zeiten des Klimawandels			
Date lancement: 2022		Projets liés	
Date fin (estimée) : 2027		Pacte Climat	
Localisation : Communes du Parc naturel de l'Our		DNaturparken zu Lëtzebuerg - (een) Insekteräich	
		COPIL Éislek	
Lien avec l'arborescence des objectifs			
Objectif(s) politique(s) concerné(s) : I II IV VIII			
Objectif(s) thématique(s) concerné(s) : A B C D G H O P Q R			
Domaine(s) d'activité : environnement humain et naturel			
Coordonnées du porteur de projet			
Porteur du projet : Parc naturel de l'Our		Nom, prénom de la personne de référence : Christian Kayser	
		Email : christian.kayser@naturpark-our.lu	
		Tel.: 90 81 88 633	
Récurrence du projet			
Projet récurrent :		Oui	Non
DESCRIPTION DU PROJET			
Objectif			
L'objectif du projet est l'établissement pratique de différents systèmes agroforestiers sur le territoire du COPIL Éislek ainsi que la mise en place d'un réseau national d'agroforesterie. La mise en œuvre des mesures agroforestières se fait en étroite collaboration avec les conseillers agricoles. Ces mesures sont en outre accompagnées par la création d'un site Internet (www.agroforst.lu - en construction) qui servira à l'avenir de plateforme d'information centrale pour les agriculteurs intéressés par le thème de l'agroforesterie au Luxembourg.			
Description du projet			
Les effets du changement climatique se font de plus en plus sentir dans le monde entier. Dans l'agriculture, ils se manifestent surtout par des pertes de rendement et des phénomènes météorologiques extrêmes tels que l'érosion, les fortes pluies et les longues périodes de sécheresse. L'agroforesterie, en tant que système durable d'utilisation des terres, peut contribuer à augmenter la résilience climatique des terres agricoles.			
Outre les systèmes agroforestiers traditionnels tels que les vergers, les haies brise-vent ou la sylviculture, les systèmes agroforestiers modernes consistent à établir des cultures ligneuses en ligne sur des prairies ou des terres arables, dans le but d'enrayer peu la productivité et l'exploitation mécanique des surfaces agricoles.			
C'est dans ce contexte que le Parc naturel de l'Our et ses partenaires de projet ont lancé le projet pilote d'agroforesterie.			
Activité(s) attendue(s)			
A faire		En cours	
1 Trouver de nouveaux participants pour l'année 2025	1 Formation pour les conseillers agricoles (16-17.12.2024)	1 Participation au cours de planification agroforestière en Allemagne	
2 Organisation d'une excursion annuelle sur une surface agroforestière	2 Organisation d'un colloque annuel (premier 22.11.2024)	2 Réalisation d'un premier projet d'agroforesterie (taillis à courte rotation)	
3	3 Finalisation de la page d'accueil en hiver 2024	3 Élaboration de matériel d'information (flyers, articles, annonces)	
4	4 Réalisation d'autres systèmes d'agroforesterie en hiver 2024	4	
5	5	5	
6	6	6	
Public(s)-cible(s)		Partenaires	Implication / rôle
		Nom	Importance
		IBLA	Analyse de sol des parcelles agroforestières
		ANF	potentielles
		ASTA	très important
		natur&environment a.s.b.l.	très important
		CONVIS	important
		Chambre d'agriculture	important
Agriculteurs, Communes, Personnes privés avec des surfaces privés			important
Ressources			
Montant du projet	Sources de financement potentiel		Ressources humaines (ETP)
1.471.000,00	Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité		1 ETP
Etat d'avancement du projet			
Niveau d'avancement	Etat d'avancement du projet		
	Etape 1	Etape 2	Etape 3
	Avant projet	Initialisation	Réalisation
			Contrôle/ suivi
			Clôture
Avant projet: 2020-2022, Initialisation: 2022 - mars 2023, Réalisation: mars 2023-2026, Contrôle suivi: 2026-2027, Clôture: 2027			
Points de blocage/ difficultés		Besoins spécifiques	
manque de convention jusqu'en printemps 2024, pas de base légale, prime parallèle pour les systèmes agroforestiers du ministère de l'Agriculture.		/	

Fiches de Projet

ANNEXE 2 - Fiche projet

Cette fiche vise à disposer d'une vue d'ensemble claire et concise d'un projet spécifique. Ceci dans l'objectif de faire le lien avec l'arborescence des objectifs (de quelle manière ce projet participe aux objectifs politiques et thématiques).

FICHE PROJET

Fiche projet N°xx

D'Naturparken zu Lëtzebuerg - (een) Insekteräich

Date lancement: 2020
Date fin (estimée): 2026
Localisation : Communes du Parc naturel de l'Our

Projets liés

Pacte Nature
Agroforêt
COPIL Eistek
Station biologique
Pacte Climat

Lien avec l'arborescence des objectifs

Objectif(s) politique(s) concerné(s) : I II IV VIII
Objectif(s) thématique(s) concerné(s) : A B D G H O P Q R
Domaine(s) d'activité : environnement humain et naturel

Coordonnées du porteur de projet

Porteur du projet : Parc naturel de l'Our, Parc naturel de la Haute-Sûre, Natur-& Geopark Mëllerdall
Nom, prénom de la personne de référence : Christian Kayser
Email : christian.kayser@naturpark-our.lu
Tel.: 90 81 88 633

Réurrence du projet

Projet récurrent : Oui Non

DESCRIPTION DU PROJET

Objectif

L'objectif du projet est la protection et la promotion des populations et de la diversité des insectes dans la zone des Parcs naturels, car des études récentes sur l'abondance et la diversité des insectes ont montré un fort déclin global de ceux-ci. Etant donné qu'une protection efficace des insectes doit être mise en place à grande échelle, le projet s'adresse à un grand nombre d'acteurs.

Description du projet

Le projet vise la promotion et la protection des insectes sur le territoire des Parcs naturels en aménageant des espaces verts naturels qui sont aussi gérés de manière extensive. Ces espaces verts sont ensemencés et/ou plantés avec des semences autochtones, provenant majoritairement du projet "Welplanzenom Letzebuerg", respectivement des plantes vivaces indigènes. Ainsi, les insectes indigènes retrouvent des espaces verts avec des plantes fleurissantes auxquelles ils sont adaptés. Contrairement à l'utilisation de plantes fleurissantes exotiques non-invasives, l'utilisation de semences et fleurs indigènes permet de créer un habitat non seulement pour les espèces généralistes, mais aussi certaines espèces oligolectes dont la survie est étroitement liée à la présence de certaines plantes spécifiques. Bien que des espaces verts plus larges couvrent plus de potentiels pour la création d'habitats pour les insectes, les espaces verts de moindre surface sont aussi adressés, puisqu'ils peuvent contribuer à l'connection entre biotopes. Le projet vise une coopération avec les communes membres des Parcs naturels, les syndicats, les entreprises de la région, le public et les agriculteurs. De plus, une évaluation des populations d'insectes dans le paysage ouvert des parcs naturels est effectuée dans un rythme bi-annuel.

Activité(s) attendue(s)

A faire	En cours	Réalisé
1 Finaliser les projets entamés en 2024	1 Formation pour les partenaires de projet ainsi que le public	1 Etablissement de plusieurs espaces verts naturel dans le territoire du Parc naturel de l'Our
2 Trouver des nouveaux collaborateurs, surtout des entreprises locales	2 Participation à la campagne sans pesticides et au comité du PAPOLL (plan d'action pollinisateurs)	2 Rédaction et finalisation d'un livret sur les insectes dans les parcs naturels du Luxembourg
3 Entamer des nouveaux projets avec les partenaires existants	3 Production de plantes vivaces indigènes en collaboration avec des entreprises horticoles locales	3 Élaboration de matériel d'information (flyers, articles, annonces) et d'un sentier didactique
4 Garantir le suivi des nouveaux espaces verts créés	4 Réalisation d'autres espaces verts en automne 2024	4 Elaboration de l'exposition itinérante "Insekten - Superhelden in Gefahr"
5 Evaluation des insectes sur le paysage ouvert par utilisation de pièges "Malaise" et "Barber" suivi par une analyse ADN en 2025	5 Offerte diverse de projets et campagnes de sensibilisation	5 Evaluation des insectes sur le paysage ouvert par utilisation de pièges "Malaise" et "Barber" suivi par une analyse ADN
6 Préparer la clôture du projet et élaborer un concept pour un projet suivant potentiel	6 Suivi des espaces verts aménagés et établissement de plans d'entretien	6 Elaboration et réalisations de mesures favorant les insectes dans le milieu agricole

Public(s)-cible(s)

Partenaires	Implication / rôle	Importance
Nom		
MECB	membre du Comité d'accompagnement, financeur du projet	très important
ANF	membre du Comité d'accompagnement	très important
ASTA	Consultation lors de l'élaboration des mesures agricoles	important
MNHNL	membre du Comité d'accompagnement, coopération pour l'analyse ADN	très important
LIST	membre du Comité d'accompagnement	important
Parc naturel de la Haute-Sûre	porteur du projet pour la région de la Haute-Sûre	très important
Natur - & Geopark Mëllerdall	porteur du projet pour la région du Mëllerdall	très important

Ressources

Montant du projet	Sources de financement potentiel	Ressources humaines (ETP)
€ 3.515.160,00	Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité	2,75

Etat d'avancement du projet

Niveau d'avancement	Etape 1	Etape 2	Etape 3	Etape 4	Etape 5
	Avant projet	Initialisation	Réalisation	Contrôle/ suivi	Clôture

Avant projet: 2018-2020, Initialisation: 2020, Réalisation: 2020- Mis-2026 (Départ allégé à cause de la pandémie), Contrôle suivi: 2026, Clôture: 2026

Points de blocage/ difficultés

Départ difficile du projet à cause de la pandémie, amélioration dès Mis-2021. Réticence initiale des agriculteurs dû à la réforme des primes agricoles, amélioration dès 2023. Forte limitation de paysagistes et entreprises exécutives expérimentés en terme de l'aménagement naturel d'espaces verts. Manque initial de personnel dédié pour le projet.

Besoins spécifiques

Pour faciliter et autonomiser certaines réalisations, l'achat de certains équipements spécifiques seront avantageuses (p.ex. fraiseuse inverse et pousse-foin pour le monoaxe)

Fiches de Projet

ANNEXE 2 - Fiche projet

Cette fiche vise à disposer d'une vue d'ensemble claire et concise d'un projet spécifique. Ceci dans l'objectif de faire le lien avec l'arborescence des objectifs (de quelle manière ce projet participe aux objectifs politiques et thématiques).

FICHE PROJET

Fiche projet N° xx			
Energiermanagement			
Date lancement: 2024		Projets liés	
Date fin (estimée) : 2029		Energy Sharing	
Localisation : Communes du Parc naturel de l'Our			
Lien avec l'arborescence des objectifs			
Objectif(s) politique(s) concerné(s) : II IV V VII VIII			
Objectif(s) thématique(s) concerné(s) : C D J K L O P Q R			
Domaine(s) d'activité : Energie			
Coordonnées du porteur de projet		Nom, prénom de la personne de référence : Christian Kayser	
Porteur du projet : Parc naturel de l'Our		Email : christian.kayser@naturpark-our.lu	
		Tel.: 90 81 88 633	
Récurrence du projet			
Projet récurrent :		Oui Non	
DESCRIPTION DU PROJET			
Objectif			
Installer un système de gestion de l'énergie dans environ 80 bâtiments municipaux. Les flux d'énergie doivent être évalués et les potentiels d'efficacité relevés. L'évaluation des données doit être automatisée ou préparée dans la mesure du possible. Les aspects du couplage des secteurs doivent être pris en compte et une interface avec Enercoach 2.0 doit être intégrée.			
Description du projet			
Le projet prévoit l'installation d'un système de gestion de l'énergie dans environ 80 bâtiments municipaux. L'expérience montre que la mise en œuvre de mesures simples permet d'économiser environ 20 % de l'énergie finale des systèmes de chauffage existants. Ces potentiels doivent être évalués de manière détaillée sur trois périodes de chauffage. Un futur couplage de secteurs doit être rendu possible par le raccordement de consommateurs d'électricité (également en collaboration avec Creos). Les données énergétiques doivent être transmises automatiquement au nouveau logiciel national de comptabilité énergétique (Enercoach 2.0). Par ailleurs, les données collectées doivent être mises à disposition pour l'enseignement et la recherche. Le projet est financé par le Fonds pour l'énergie et le climat.			
Activité(s) attendue(s)			
A faire		En cours	
1 Analyse technologique pour la transmission de données		1 Appel d'offres et recrutement du personnel	
2 Analyse de l'existant		2 Mise en place du comité d'accompagnement	
3 Commande et installation des technologies		3	
4 Mise en place de la structure et des banques de données		4	
5 Évaluation sur 3 périodes de chauffage		5	
6 Mise en œuvre des mesures		6	
Public(s)-cible(s)		Partenaires	
		Nom	
		MECB	
		Klima Agence	
		Creos	
		Implication / rôle	
		Financier du projet	
		recoupement des contenus	
		recoupement des contenus	
		Importance	
		très important	
		important	
		important	
Communes, instituts de recherche, exploitants de réseaux, personnes privées, syndicats, entreprises, ministères			
Ressources			
Montant du projet	Sources de financement potentiel		Ressources humaines (ETP)
2.490.000 €	Fonds pour l'énergie et le climat		0,5
Etat d'avancement du projet			
Niveau d'avancement	Etape 1 Etape 2 Etape 3 Etape 4 Etape 5		
	Avant projet Initialisation Réalisation Contrôle/ suivi Clôture		
Début 2024, mise en œuvre du matériel et des logiciels jusqu'en 2026, évaluation à partir de 2026, mise en œuvre des mesures jusqu'en 2029, fin du projet en 2029			
Points de blocage/ difficultés		Besoins spécifiques	

Fiches de Projet

ANNEXE 2 - Fiche projet

Cette fiche vise à disposer d'une vue d'ensemble claire et concise d'un projet spécifique. Ceci dans l'objectif de faire le lien avec l'arborescence des objectifs (de quelle manière ce projet participe aux objectifs politiques et thématiques).

FICHE PROJET

Fiche projet N°xx							
Energy Sharing							
Date lancement: 2024 Date fin (estimée) : 2030 Localisation : Communes du Parc naturel de l'Our		<table><tr><td>Projets liés</td></tr><tr><td>Energiemanagement</td></tr><tr><td> </td></tr><tr><td> </td></tr></table>		Projets liés	Energiemanagement		
Projets liés							
Energiemanagement							
Lien avec l'arborescence des objectifs							
Objectif(s) politique(s) concerné(s) : II IV V VI VII VIII							
Objectif(s) thématique(s) concerné(s) : B C D J K L M N P Q R							
Domaine(s) d'activité : Energie							
Coordonnées du porteur de projet							
Porteur du projet : Parc naturel de l'Our, Klima Agence		Nom, prénom de la personne de référence : Christian Kayser Email : christian.kayser@naturpark-our.lu Tel.: 90 81 88 633					
Récurrence du projet							
Projet récurrent :		Oui Non					
DESCRIPTION DU PROJET							
Objectif							
Entre-temps, le Luxembourg a mis en place le cadre politique permettant de distribuer l'électricité sans passer par des négociants en électricité. Une communauté énergétique nécessaire à cet effet doit être créée dans le parc naturel d'our.							
Description du projet							
Il existe différents modèles de distribution pour la création d'une communauté énergétique, qui ont été élaborés par le gestionnaire de réseau. A moyen et long terme, les particuliers et les entreprises devraient également être intégrés. Pour ce faire, une grande communauté doit être créée pour toutes les communes d'Anturpark Our. L'objectif est d'intégrer tous les producteurs renouvelables (photovoltaïque, éolien, biogaz) d'un côté et tous les consommateurs de l'autre. Comme la société travaille à but non lucratif, l'objectif est de minimiser le prix de l'électricité pour les consommateurs. L'énergie d'ajustement doit être achetée (ou vendue) à la bourse de l'électricité par le biais d'un négociant en électricité. Le couplage sectoriel est également mis en œuvre dans ce cadre. Par exemple, lorsque les prix de l'électricité sont négatifs à la bourse de l'électricité, l'électricité non utilisée doit être utilisée à la place en activant des pompes à chaleur et des voitures électriques.							
Activité(s) attendue(s)							
A faire		En cours					
1 Vente d'électricité par les communes		1 Sélection des bâtiments des communes en fonction des exigences					
2 Comparaison des coûts de distribution et de la tarification		2 Conception de contrats avec les communes					
3 Séances d'information pour les citoyens et les entreprises		3					
4 Création d'une société		4					
5 Élargir la communauté		5					
6		6					
Public(s)-cible(s)		Partenaires					
		Nom					
		Implication / rôle					
		Importance					
Communes, gestionnaires de réseau, négociants en énergie, particuliers, entreprises, industries, tourisme, syndicats		Communes du parc naturel d'our					
		Participants					
		très important					
Ressources							
Montant du projet	Sources de financement potentiel		Ressources humaines (ETP)				
En attente			0,5				
Etat d'avancement du projet							
Niveau d'avancement							
	Etape 1	Etape 2	Etape 3	Etape 4	Etape 5		
	Avant projet	Initialisation	Réalisation	Contrôle/ suivi	Clôture		
Début 2024, mise en œuvre des communautés cléricales d'ici 2025, réunions de citoyens et création de la structure de la société jusqu'en 2027, mise en œuvre de toutes les installations de production 2027-2028, le projet est poursuivi par la structure de la société.							
Points de blocage/ difficultés		Besoins spécifiques					

Fiches de Projet

ANNEXE 2 - Fiche projet

Cette fiche vise à disposer d'une vue d'ensemble claire et concise d'un projet spécifique. Ceci dans l'objectif de faire le lien avec l'arborescence des objectifs (de quelle manière ce projet participe aux objectifs politiques et thématiques).

FICHE PROJET

Fiche projet N°xx																												
Service régional conseil Pacte Nature du Parc naturel de l'Our																												
Date lancement: 2021 Date fin (estimée) : 2030 Localisation : Communes membres du Parc naturel de l'Our	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Projets liés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pacte Climat</td> </tr> <tr> <td>Station biologique</td> </tr> <tr> <td>Partenariat de cours d'eau</td> </tr> <tr> <td>DNaturparken zu Lëtzebuerg - (een) Insekteräich</td> </tr> </tbody> </table>	Projets liés	Pacte Climat	Station biologique	Partenariat de cours d'eau	DNaturparken zu Lëtzebuerg - (een) Insekteräich																						
Projets liés																												
Pacte Climat																												
Station biologique																												
Partenariat de cours d'eau																												
DNaturparken zu Lëtzebuerg - (een) Insekteräich																												
Lien avec l'arborescence des objectifs Objectif(s) politique(s) concerné(s) : I II IV VI VIII Objectif(s) thématique(s) concerné(s) : A B C D E G H M O P Q R Domaine(s) d'activité : environnement humain et naturel																												
Coordonnées du porteur de projet Porteur du projet : Parc Naturel de l'Our Nom, prénom de la personne de référence : Christian Kayser Email : christian.kayser@naturpark-our.lu Tel.: 90 81 88 633																												
Récurrent du projet Projet récurrent : Oui Non																												
DESCRIPTION DU PROJET Objectif L'approche régionale du - Service régional conseil Pacte Nature - avec une administration et gestion centralisée permet de garantir une uniformité du conseil Pacte Nature et une flexibilité renforcée ainsi que des effets de synergie dans la mise en œuvre du programme Pacte Nature en vigueur jusqu'au 31 décembre 2030, afin de favoriser le développement d'une politique environnementale cohérente à caractère régional.																												
Description du projet Le - Service régional conseil Pacte Nature - offre aux communes un service interne de conseil Pacte Nature pour accompagner et animer la mise en œuvre du Pacte Nature sur le territoire des communes signataires suivant les modalités du contrat - Pacte Nature - et la loi du 30 juillet 2021 portant création d'un Pacte Nature avec les communes. Le projet -Pacte Nature - a été lancé par le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Il s'agit d'un engagement mutuel entre une commune et l'Etat luxembourgeois afin de faire progresser la préservation environnementale au niveau communal. En suivant le catalogue de mesures, établi par le ministère, les communes sont orientées vers une politique durable dans les domaines de la préservation environnementale en milieux urbains, ouverts, aquatiques et forestiers. En contrepartie, l'Etat accorde des subventions aux communes participantes afin de récompenser les communes pour leur engagement en faveur de la protection de la nature. Le Pacte Nature prévoit un système de certification par lequel les communes peuvent atteindre quatre niveaux de performance qui seront déterminés en fonction des mesures mises en œuvre selon le catalogue : 40 % - Certification de base - ; 50 % - Bronze - ; 60% - Argent - ; 70% - Or -. L'obtention de niveaux de certification plus élevés s'accompagne d'un soutien financier accru de la part de l'Etat. Ainsi, une équipe Pacte Nature pluridisciplinaire, composée du conseiller Pacte Nature et d'autres acteurs pertinents et intéressés, a été mise en place par commune afin d'inciter un échange régulier et de mettre en œuvre avec succès les mesures du catalogue. Afin de renforcer davantage la coopération entre les communes du parc naturel, une équipe régionale Pacte Nature est également instaurée pour aborder différentes mesures au niveau intercommunal.																												
Activité(s) attendue(s) <table border="1"> <thead> <tr> <th>A faire</th> <th>En cours</th> <th>Réalisé</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 Accompagnement des communes dans l'obtention du niveau de certification le plus élevé possible, selon les moyens des communes.</td> <td>1 Suivi et adaptation continue des programmes de travail.</td> <td>1 Mise en place d'une équipe Pacte Nature (environ 4 réunions/an/commune) et élaboration d'un programme de travail dynamique pour chaque commune.</td> </tr> <tr> <td>2. Accompagnement des communes dans la mise en œuvre des plans d'action issus de leur stratégie pluriannuelle de protection de l'environnement.</td> <td>2 Organisation de la deuxième série d'audits et achèvement des catégories "40% base", "50% bronze" et "60% argent".</td> <td>2 Organisation de la première série d'audits et achèvement des catégories "40% base" et "50% bronze".</td> </tr> <tr> <td>3 Poursuite des projets régionaux ("Méi net am Mee", "Biotopvernetzung am Oppeland").</td> <td>3 Développement de nouvelles propositions de projets régionaux (p.ex. monitoring des nichoirs).</td> <td>3 Élaboration d'une stratégie pluriannuelle de protection de l'environnement comprenant des plans d'action prioritaires relatifs au milieu urbain, ouvert, aquatique et forestier (p.ex. Pie grièche grise, Chat sauvage).</td> </tr> <tr> <td>4 Élaboration et planification de projets de protection de la nature de plus grande envergure, intégrant plusieurs mesures du catalogue de mesures.</td> <td>4 Accompagnement des communes dans la mise en place des infrastructures spécifiques pour la faune sauvage en milieu urbain.</td> <td>4 Organisation d'un workshop sur le remplissage écologique d'hôtels pour abeilles sauvages pour l'association Singa Luxembourg.</td> </tr> <tr> <td></td> <td>5 Élaboration d'un inventaire, à l'aide d'un système d'information géographique, des terres agricoles appartenant à la commune et proposition de mesures d'extensification.</td> <td>5 Élaboration d'un avant-projet pour le réaménagement d'une cour d'école dans le cadre de l'appel à projet "Méi Natur an eis Schoulhaff".</td> </tr> <tr> <td></td> <td>6 Élaboration de plans de gestion pour l'entretien extensif des espaces verts en milieu urbain et les accotements des chemins ruraux.</td> <td>6 Organisation d'une réunion publique afin de présenter les efforts de la commune de Winrange et de donner aux citoyens la possibilité de participer à la définition du futur rôle de la commune dans la protection de la nature à l'aide d'un atelier participatif.</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>7 Élaboration d'un plan pour la mise en place d'infrastructures spécifiques pour la faune sauvage (p.ex. abeilles sauvages, hérissons, muscardins, reptiles, hirondelles, rouge-queue à front blanc) sur des surfaces publiques situées en milieu urbain (160 unités par commune).</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>8 Mise en place d'une équipe Pacte Nature intercommunale et lancement de projets régionaux ("Méi net am Mee" & Subsidies pour vivaces indigènes).</td> </tr> </tbody> </table>		A faire	En cours	Réalisé	1 Accompagnement des communes dans l'obtention du niveau de certification le plus élevé possible, selon les moyens des communes.	1 Suivi et adaptation continue des programmes de travail.	1 Mise en place d'une équipe Pacte Nature (environ 4 réunions/an/commune) et élaboration d'un programme de travail dynamique pour chaque commune.	2. Accompagnement des communes dans la mise en œuvre des plans d'action issus de leur stratégie pluriannuelle de protection de l'environnement.	2 Organisation de la deuxième série d'audits et achèvement des catégories "40% base", "50% bronze" et "60% argent".	2 Organisation de la première série d'audits et achèvement des catégories "40% base" et "50% bronze".	3 Poursuite des projets régionaux ("Méi net am Mee", "Biotopvernetzung am Oppeland").	3 Développement de nouvelles propositions de projets régionaux (p.ex. monitoring des nichoirs).	3 Élaboration d'une stratégie pluriannuelle de protection de l'environnement comprenant des plans d'action prioritaires relatifs au milieu urbain, ouvert, aquatique et forestier (p.ex. Pie grièche grise, Chat sauvage).	4 Élaboration et planification de projets de protection de la nature de plus grande envergure, intégrant plusieurs mesures du catalogue de mesures.	4 Accompagnement des communes dans la mise en place des infrastructures spécifiques pour la faune sauvage en milieu urbain.	4 Organisation d'un workshop sur le remplissage écologique d'hôtels pour abeilles sauvages pour l'association Singa Luxembourg.		5 Élaboration d'un inventaire, à l'aide d'un système d'information géographique, des terres agricoles appartenant à la commune et proposition de mesures d'extensification.	5 Élaboration d'un avant-projet pour le réaménagement d'une cour d'école dans le cadre de l'appel à projet "Méi Natur an eis Schoulhaff".		6 Élaboration de plans de gestion pour l'entretien extensif des espaces verts en milieu urbain et les accotements des chemins ruraux.	6 Organisation d'une réunion publique afin de présenter les efforts de la commune de Winrange et de donner aux citoyens la possibilité de participer à la définition du futur rôle de la commune dans la protection de la nature à l'aide d'un atelier participatif.			7 Élaboration d'un plan pour la mise en place d'infrastructures spécifiques pour la faune sauvage (p.ex. abeilles sauvages, hérissons, muscardins, reptiles, hirondelles, rouge-queue à front blanc) sur des surfaces publiques situées en milieu urbain (160 unités par commune).			8 Mise en place d'une équipe Pacte Nature intercommunale et lancement de projets régionaux ("Méi net am Mee" & Subsidies pour vivaces indigènes).
A faire	En cours	Réalisé																										
1 Accompagnement des communes dans l'obtention du niveau de certification le plus élevé possible, selon les moyens des communes.	1 Suivi et adaptation continue des programmes de travail.	1 Mise en place d'une équipe Pacte Nature (environ 4 réunions/an/commune) et élaboration d'un programme de travail dynamique pour chaque commune.																										
2. Accompagnement des communes dans la mise en œuvre des plans d'action issus de leur stratégie pluriannuelle de protection de l'environnement.	2 Organisation de la deuxième série d'audits et achèvement des catégories "40% base", "50% bronze" et "60% argent".	2 Organisation de la première série d'audits et achèvement des catégories "40% base" et "50% bronze".																										
3 Poursuite des projets régionaux ("Méi net am Mee", "Biotopvernetzung am Oppeland").	3 Développement de nouvelles propositions de projets régionaux (p.ex. monitoring des nichoirs).	3 Élaboration d'une stratégie pluriannuelle de protection de l'environnement comprenant des plans d'action prioritaires relatifs au milieu urbain, ouvert, aquatique et forestier (p.ex. Pie grièche grise, Chat sauvage).																										
4 Élaboration et planification de projets de protection de la nature de plus grande envergure, intégrant plusieurs mesures du catalogue de mesures.	4 Accompagnement des communes dans la mise en place des infrastructures spécifiques pour la faune sauvage en milieu urbain.	4 Organisation d'un workshop sur le remplissage écologique d'hôtels pour abeilles sauvages pour l'association Singa Luxembourg.																										
	5 Élaboration d'un inventaire, à l'aide d'un système d'information géographique, des terres agricoles appartenant à la commune et proposition de mesures d'extensification.	5 Élaboration d'un avant-projet pour le réaménagement d'une cour d'école dans le cadre de l'appel à projet "Méi Natur an eis Schoulhaff".																										
	6 Élaboration de plans de gestion pour l'entretien extensif des espaces verts en milieu urbain et les accotements des chemins ruraux.	6 Organisation d'une réunion publique afin de présenter les efforts de la commune de Winrange et de donner aux citoyens la possibilité de participer à la définition du futur rôle de la commune dans la protection de la nature à l'aide d'un atelier participatif.																										
		7 Élaboration d'un plan pour la mise en place d'infrastructures spécifiques pour la faune sauvage (p.ex. abeilles sauvages, hérissons, muscardins, reptiles, hirondelles, rouge-queue à front blanc) sur des surfaces publiques situées en milieu urbain (160 unités par commune).																										
		8 Mise en place d'une équipe Pacte Nature intercommunale et lancement de projets régionaux ("Méi net am Mee" & Subsidies pour vivaces indigènes).																										
Public(s)-cible(s) Administrations communales et collèges échevinaux des communes membres du Parc naturel de l'Our	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Partenaires</th> <th>Implication / rôle</th> <th>Importance</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Nom Communes membres du Parc naturel de l'Our</td> <td>Mise en œuvre des mesures; Financeur du projet</td> <td>Très important</td> </tr> <tr> <td>Equipes Pacte Nature</td> <td>Conseil à la commune</td> <td>Très important</td> </tr> <tr> <td>MECB</td> <td>Financeur du Pacte Nature</td> <td>Très important</td> </tr> <tr> <td>Klima-Agence</td> <td>Coordinateur du Pacte Nature</td> <td>Très important</td> </tr> </tbody> </table>	Partenaires	Implication / rôle	Importance	Nom Communes membres du Parc naturel de l'Our	Mise en œuvre des mesures; Financeur du projet	Très important	Equipes Pacte Nature	Conseil à la commune	Très important	MECB	Financeur du Pacte Nature	Très important	Klima-Agence	Coordinateur du Pacte Nature	Très important												
Partenaires	Implication / rôle	Importance																										
Nom Communes membres du Parc naturel de l'Our	Mise en œuvre des mesures; Financeur du projet	Très important																										
Equipes Pacte Nature	Conseil à la commune	Très important																										
MECB	Financeur du Pacte Nature	Très important																										
Klima-Agence	Coordinateur du Pacte Nature	Très important																										
Ressources <table border="1"> <thead> <tr> <th>Montant du projet</th> <th>Sources de financement potentiel</th> <th>Ressources humaines (ETP)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>219.848,07€ (2023)</td> <td>Communes membres du Parc naturel de l'Our; Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité</td> <td>2</td> </tr> </tbody> </table>		Montant du projet	Sources de financement potentiel	Ressources humaines (ETP)	219.848,07€ (2023)	Communes membres du Parc naturel de l'Our; Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité	2																					
Montant du projet	Sources de financement potentiel	Ressources humaines (ETP)																										
219.848,07€ (2023)	Communes membres du Parc naturel de l'Our; Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité	2																										
Etat d'avancement du projet <table border="1"> <thead> <tr> <th>Niveau d'avancement</th> <th>Etape 1</th> <th>Etape 2</th> <th>Etape 3</th> <th>Etape 4</th> <th>Etape 5</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>Avant projet</td> <td>Initialisation</td> <td>Réalisation</td> <td>Contrôle/ suivi</td> <td>Clôture</td> </tr> </tbody> </table> Avant projet: 2019-2021 (phase pilote), Initialisation: 2021, Réalisation: 2022 à aujourd'hui, Contrôle suivi: annuellement depuis 2022, Clôture: 2030		Niveau d'avancement	Etape 1	Etape 2	Etape 3	Etape 4	Etape 5		Avant projet	Initialisation	Réalisation	Contrôle/ suivi	Clôture															
Niveau d'avancement	Etape 1	Etape 2	Etape 3	Etape 4	Etape 5																							
	Avant projet	Initialisation	Réalisation	Contrôle/ suivi	Clôture																							
Points de blocage/ difficultés /	Besoins spécifiques /																											

Fiches de Projet

ANNEXE 2 - Fiche projet

Cette fiche vise à disposer d'une vue d'ensemble claire et concise d'un projet spécifique. Ceci dans l'objectif de faire le lien avec l'arborescence des objectifs (de quelle manière ce projet participe aux objectifs politiques et thématiques).

FICHE PROJET

Fiche projet N° xx

Ecole du Goût - "Eng Schmaachschoul fir Lëtzebuerg"

Date lancement : 2007
Date fin (estimée) : 2026, prolongation prévue

Projets liés

Natur genëssen
Produits régionaux

Lien avec l'arborescence des objectifs

Objectif(s) politique(s) concerné(s) : III, VI, VIII

Objectif(s) thématique(s) concerné(s) : F, L, O, P, Q, R

Domaine(s) d'activité : Culture alimentaire, promouvoir et utiliser les produits régionaux, sensibiliser et conscientiser aux thèmes liés au développement durable

Coordonnées du porteur de projet

Porteur du projet :
Naturpark Our, Naturpark Oewersauer, Natur-a Geopark Mëllerdall

Nom, prénom de la personne de référence : Christian Kayser
Email : christian.kayser@naturpark-our.lu
Tel.: 90 81 88 633

Réurrence du projet

Projet récurrent : Oui Non

DESCRIPTION DU PROJET

Objectif

L'Ecole du Goût a pour objectif de lutter contre les effets néfastes du système alimentaire actuel en adoptant une approche holistique qui englobe la santé, l'environnement, l'artisanat ainsi que la culture et la production alimentaire régionale. Le projet s'engage à offrir à tous les âges un accès à une culture alimentaire saine et durable en se basant sur les méthodes scientifiquement validées de l'« Education au Goût » (Institut du Goût, Paris). De plus, le projet promeut un développement régional durable à travers une offre diversifiée reposant sur trois piliers principaux (Schmaachertiefnis, Schmaachstonnen et Schmaachproflen).

Description du projet

L'Ecole du Goût constitue un projet interdisciplinaire dans le domaine de l'éducation alimentaire et des consommateurs. En 2007, en s'inspirant de l'idée des classes du goût de Jacques Puisais (Institut du Goût, Paris) et en amenant ces formations sensorielles au Luxembourg dans les communes du Parc naturel de l'Our, l'Ecole du Goût a été créée par l'ancien conseiller agricole Luc Jacobs dans le cadre d'un projet LEADER. Depuis 2018, l'Ecole du Goût s'est élargie, entre autres grâce au soutien du Fond de l'environnement, et se présente depuis comme un projet conjoint des trois parcs naturels du Luxembourg Oewersauer, Our et Mëllerdall. Un concept opérationnel, actuellement désigné sous le nom de "Plan opérationnel 2022-2026", définit les modalités de fonctionnement, les objectifs, le financement ainsi que l'organisation du siège établi à Brandenburg. Le complexe de bâtiments accueille les bureaux des collaborateurs, une cuisine pédagogique, des salles de séminaire, ainsi qu'un jardin éducatif. Le site est accessible également pour les PMR.

Activité(s) attendue(s)

A faire	En cours	Réalisé
1 Elaborer de nouvelles formations "éducation au goût" (Schmaachstonnen-IFEN)	1 Optimiser la communication avec les Communes des parcs naturels	1 Elaboration et réalisation d'activités et workshops "Schmaachertiefnis"
2 Transformation de morceaux moins populaires de la production de viande (coopération IVLB).	2 Jardin pédagogique (finalisation four entre autre et certaines infrastructures restantes)	2 Elaboration et réalisation d'activités, ateliers culinaires et formations "Schmaachproflen"
3 Exploitation de nouveaux moyens de communication - Création	3 Elaboration de matériel d'information (flyers et banniers)	3 Elaboration et réalisation d'activités, ateliers culinaires et formations "Schmaach"
4	4 Projet Interreg FLAVOR	4 Elaboration du livre "D'Rommel Bommel an hir Frënn" et ateliers afférents
5	"Regional food culture as a driver for integrated rural development"	5 Mise en service du Site internet ecoledugout.lu (D, F, E)
6	4 Continuation et intensification de la coopération avec le	6 Mise en réseau avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales liées au thème de l'alimentation, durabilité et production régionale

Public(s)-cible(s)

Enfants, jeunes et adolescents, professionnels du secteur de l'alimentation, professionnels du secteur de l'enseignement formel et non-formel, grand public

Partenaires

Nom
Institut du Goût
Parcs naturels du Luxembourg
MAAV
MLAT
MECB
Commune de Tandel

Implication / rôle

formation éducation au goût
porteurs du projet
financier de projet
financier de projet
financier de projet
convention Bâtiment Al Molkerei

Importance

très important
très important
très important
très important
très important
très important

Ressources

Montant du projet	Sources de financement potentiel	Ressources humaines (ETP)
Plan opérationnel 2022-2026: 1.627.730,00 €	Naturpark Our, Naturpark Oewersauer, Natur- a Geopark Mëllerdall, Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et viticulture, Ministère du Logement et de l'aménagement du territoire, Ministère de l'environnement, du climat et de la biodiversité	3 ETP

Etat d'avancement du projet

Niveau d'avancement	Etape 1	Etape 2	Etape 3	Etape 4	Etape 5
	Avant projet	Initialisation	Réalisation	Contrôle/ suivi	Clôture

Etape 1: années 2000 Projet LEADER Etape 2: Présentations du projet, formations et ateliers thématiques Etape 3: réalisation plan opérationnel 2022-2026; à partir de 2025, élaboration du nouveau plan opérationnel en vue de la prolongation après 2026.

Points de blocage/ difficultés

Après la mise en service en mai 2023 du site à Brandenburg, le manque de ressources n'a pas permis de pouvoir donner des suites favorables à certaines demandes spécifiques. A partir de janvier 2024, l'engagement d'une 3e personne a amélioré la situation.

Besoins spécifiques

Le local du premier étage du bâtiment Al Molkerei devrait être aménagé en local de réunion avec toutes les dispositions techniques nécessaires. Afin d'améliorer la gestion et le stock du matériel spécifique à l'Ecole du Goût, le rez-de-chaussée du bâtiment Al Molkerei sera aménagé avec un système de rangement modulable, en collaboration avec la Commune de Tandel.

Fiches de Projet

ANNEXE 2 - Fiche projet

Cette fiche vise à disposer d'une vue d'ensemble claire et concise d'un projet spécifique. Ceci dans l'objectif de faire le lien avec l'arborescence des objectifs (de quelle manière ce projet participe aux objectifs politiques et thématiques).

FICHE PROJET

Fiche projet N° xx			
Station Biologique			
Date lancement: 2002		Projets liés	
Date fin (estimée):		Pacte nature	
Localisation : Communes du Parc naturel de l'Our		D'Naturparken zu Letzebuerg - (een) Insekteräich	
		COPIL Eislek	
		Agroforst	
		Partenariat de cours d'eau	
Lien avec l'arborescence des objectifs			
Objectif(s) politique(s) concerné(s) : I II IV VI VIII			
Objectif(s) thématique(s) concerné(s) : A B C D G I L O P Q R			
Domaine(s) d'activité : environnement humain et naturel			
Coordonnées du porteur de projet			
Porteur du projet : Parc naturel de l'Our		Nom, prénom de la personne de référence : Christian Kayser	
		Email : christian.kayser@naturpark-our.lu	
		Tel.: 90 81 88 633	
Récurrence du projet			
Projet récurrent :		Oui	Non
DESCRIPTION DU PROJET			
Objectif			
L'objectif de la Station Biologique du Parc naturel de l'Our consiste dans la mise en oeuvre de la protection de la nature et des paysages telle que définie dans la convention entre le Parc naturel et le MECB. Y sont incluses la mise en oeuvre des plans d'action et plans de gestion nationaux dans la région du parc naturel, mais aussi des mesures de protection de la nature et des paysages en collaboration avec les communes et ses habitants.			
Description du projet			
Le travail de la Station Biologique est effectué sur deux niveaux. D'une part, au niveau du volet national, la Station Biologique est responsable des contrats de biodiversité pour les agriculteurs de la région, réalise des mesures de mise en oeuvre de plans d'action d'espèces et d'habitats, collecte des données scientifiques et gère d'autres projets nationaux de protection de la nature dans la région du parc. Au niveau communal, la Station Biologique coordonne la plantation et l'entretien de haies et arbres fruitiers et feuillus au niveau des communes et de leurs habitants, entretient la base de données y correspondante, sensibilise les acteurs de la région du parc naturel et gère un SIG régional avec les données traitant la protection de la nature et des paysages.			
Activité(s) attendue(s)			
A faire	En cours	Réalisé	
1 Missions récurrentes ancrées dans la convention avec le MECB (contrats biodiversité, plantation et entretien d'éléments de structure, mise en oeuvre de plans d'action, gestion du SIG régional, sensibilisation, etc.)	1 Missions récurrentes ancrées dans la convention avec le MECB (contrats biodiversité, plantation et entretien d'éléments de structure, mise en oeuvre de plans d'action, gestion du SIG régional, sensibilisation, etc.)	1 Missions récurrentes ancrées dans la convention avec le MECB (contrats biodiversité, plantation et entretien d'éléments de structure, mise en oeuvre de plans d'action, gestion du SIG régional, sensibilisation, etc.)	
2 Mise en oeuvre de nouveaux plans d'actions d'espèces et d'habitats en fonction des priorités nationales (e.a. du PNPN en cours)	2 Accompagnement et coordination de projets visant la mise en oeuvre de certains plans d'action d'espèces et d'habitats financés par le fonds pour la protection de l'environnement	2 Participation à divers projets régionaux et internationaux en tant que porteur ou partenaire (e.g. LIFE Loutre, LIFE Eislek, etc.)	
3 Redoublement de la surface sous contrats de biodiversité au niveau national	3 Renforcement personnel pour la conclusion accrue de contrats de biodiversité	3 Aide à la mise en place d'un conseil régional pour le pacte nature	
	4 Convention d'achat de terrains par les communes avec le MECB pour la protection de la nature		
	5 Collaboration régulière avec les autres projets du parc (pacte nature, COPIL Eislek, etc.)		
	6 Tutelle de stagiaires dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement		
Public(s)-cible(s)	Partenaires	Implication / rôle	Importance
Agriculteurs, Citoyens, Communes, Syndicats, Entreprises, Touristes	Nom MECB	Porteur, coordinateur et financeur du projet	très important
	Les communes-membres	Financeurs du projet	très important
	Les autres Stations Biologiques	Mise en place d'un programme coordonné annuel	très important
	ANF	Conseil et contrôle des chantiers prévus	très important
	HN	Acteur régional à vocation semblable	important
Ressources			
Montant du projet 375.000 € (en 2023)	Sources de financement potentiel MECB et Communes-membres	Ressources humaines (ETP) 2,75	
Etat d'avancement du projet			
Niveau d'avancement	Etape 1 Etape 2 Etape 3 Etape 4 Etape 5		
	Avant projet Initialisation Réalisation Contrôle/ suivi Clôture		
Avant projet: 2002-2005, Initialisation: 2005, Réalisation: 2005 à aujourd'hui, Contrôle suivi: annuellement depuis 2002, Clôture: non-prévue (convention jusque fin 2027 à reconduction tacite)			
Points de blocage/ difficultés		Besoins spécifiques	
Complication administrative (rapports, conventions, autorisations, etc.), délais des décomptes et rapports progressivement non-cohérents avec les travaux à réaliser, adaptations des programmes à mettre en oeuvre pas toujours applicables sur le terrain		Amélioration de la situation des locaux de bureaux	

CSAT

Conseil supérieur
de l'aménagement
du territoire



Luxembourg, le 5 décembre 2024

Avis du Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire
concernant
l'étude préparatoire du parc naturel de l'Our

Par lettre du 16 juillet 2024, le CSAT a été saisi pour avis par le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire concernant l'étude préparatoire du parc naturel de l'Our conformément à l'article 7, alinéa 2, de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Le dossier soumis au CSAT comporte, à côté de l'étude préparatoire en soi, une série de documents connexes tels qu'une lettre d'accompagnement, un bilan « 2015-2025 », une lettre à Madame le Bourgmestre de la commune de Bourscheid, deux lettres d'information à la population de la commune de Bourscheid, les extraits du registre aux délibérations des conseils communaux des communes Bourscheid et Weiswampach ainsi qu'un flyer pour une soirée d'information. Parmi tous ces documents connexes, surtout le bilan « 2015-2025 » intéressera le CSAT aux fins du présent avis concernant l'étude préparatoire.

Le CSAT prend note que les personnes et organismes démarchés du parc naturel de l'Our sont motivés tout d'abord par le fait que le statut de parc naturel, conféré par le règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement du Parc naturel de l'Our, arrivera bientôt à son échéance étant donné qu'il est légalement limité à une durée de dix ans, et qu'il y aurait partant lieu de procéder à un renouvellement ou une prolongation du statut pour la période 2025-2026.

Dans le cadre de cette procédure de prolongation du statut de parc naturel, le CSAT prend également note que celui-ci saisit également l'occasion d'élargir son étendue territoriale aux territoires des communes de Weiswampach et de Bourscheid.

Le CSAT salue le principe de la prolongation du parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans en soulignant qu'il s'agit d'un outil important dont dispose la politique d'aménagement du territoire pour aménager les espaces ruraux tels que la « région » de l'Our. Cet outil a été consacré par la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement d territoire.

Dès lors, le CSAT salue que cet outil, et avec lui les principes de l'aménagement du territoire, soient élargis aux territoires des deux communes précitées.

Ensuite, le CSAT prend acte que l'étude préparatoire précède une étude plus détaillée pour laquelle il devra également être saisi pour avis ultérieurement selon la loi précitée du 10 août 1993.

Sur la base de ces constats de principe positifs, le CSAT fonde ses considérations plus circonstanciées suivantes concernant l'étude préparatoire. Elles sont à considérer comme recommandations en vue de l'élaboration de l'étude détaillée.

Tout d'abord, il échet de souligner que, quand bien même le parc naturel de l'Our s'inscrive dans l'optique d'un outil, respectivement d'un moyen de l'aménagement du territoire, il n'en reste pas moins que les aspects de l'aménagement du territoire ne semblent pas avoir été pris en compte à suffisance. En effet, le bilan 2015-2025 indique à la page 28 sous la rubrique « *Beratung der Gemeinden im Rahmen der PAG* » que la coordination et les conseils en matière de développement urbain dans le cadre des PAG communaux, tel que définie par l'étude détaillée de 2014, n'a pas été mis en œuvre.

Le CSAT trouve dès lors hautement regrettable que cette composante primordiale n'ait pas été mise en œuvre par le parc naturel, mais il déplore surtout, que face à tel constat, l'étude préparatoire sous avis ne reprenne et ne renforce pas davantage la nécessité de combler à cette carence.

L'étude préparatoire indique certes à la page 17 sous la rubrique « *2. Weiterentwicklung des Leitbildes* » que le parc naturel de l'Our serait ouvert à de nouvelles missions et que ses services devraient être adaptés et élargis, notamment afin d'intégrer de nouvelles tâches définies par le programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) tout en citant une série de nouvelles missions potentielles, alors qu'elle devrait y indiquer clairement que contrairement à la décennie passée, les défis d'un aménagement du territoire durable devraient être adressés de manière conséquente et coordonnée. D'après la compréhension du CSAT, il ne s'agit pas de nouvelles missions potentielles, mais de missions bien définies par le passé qui n'ont pas été mises en œuvre. D'ailleurs, aux pages 18 à 20 de l'étude préparatoire sous l'intitulé « *3. Arbeitsschwerpunkte und grundlegende Ziele* », l'aménagement du territoire n'y est pas mentionné et pas concrètement intégré dans les objectifs. Seule à la page 18 il y est décrit tout court que « *Die Förderung und Koordination der Landesplanung, wie sie vom Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2035) vorgesehen wird sowie die nachhaltige Regionalentwicklung, stehen dabei als übergeordnete Thematiken über den sechs Aufgabenbereichen.* ».

Bien qu'il soit louable de mentionner que l'aménagement du territoire et le PDAT représentent des objectifs supérieurs, le CSAT recommande fortement de développer davantage cette approche dans l'étude préparatoire et celle plus détaillée, d'y définir plus concrètement les objectifs recherchés et de rendre l'aménagement du territoire plus visuel dans les graphiques et représentations des objectifs du parc naturel. Concrètement, à l'instar de l'étude détaillée de 2014, il est conseillé que le parc naturel engage du personnel permettant de réellement coordonner et de conseiller les communes au niveau de leur PAG au vu des aspects d'aménagement du territoire mis en avant par le PDAT comme l'espace d'action « *Éislék* ». À titre d'exemple, le CSAT aurait souhaité rencontrer dans l'étude préparatoire des réflexions et orientations plus concrètes comme celles de l'identification de surfaces prioritaires pour certains types de développement (p.ex. là où se trouvent des CDA ou non).

L'étude préparatoire devrait se présenter de manière plus stratégique et se prononcer plus concrètement par rapport à l'économie du tourisme et les impacts en termes de trafic, de restauration. L'étude devrait intégrer des idées telles que la culture architecturale (Baukultur), le développement harmonieux des structures urbaines et rurales, la densification (Nachverdichtung), la conversion de surfaces ou modes d'utilisation du bâti avant le nouveau développement (Umnutzung vor Neuerschließung), la concentration concentrique ou encore l'expérimentation avec la zéro artificialisation nette, etc.

Il existe partant une panoplie de matières relatives à l'aménagement du territoire qui pourrait être prise en compte plus directement dans l'étude préparatoire. Sans un tel renforcement, les aspects d'aménagement du territoire risquent à nouveau de ne pas être mis en œuvre convenablement pendant la période à venir.

Ensuite, le CSAT souhaite émettre une deuxième recommandation concernant la gestion des services proposés par le parc naturel de l'Our. En effet, le CSAT remarque que le personnel du parc naturel a nettement augmenté ces dernières années et qu'il existe même des services communs avec les autres deux parcs naturels « Uewersauer » et « Möllerdall ». Au vu de ces développements, le CSAT recommande que l'étude préparatoire concrétise plus de synergies qui puissent être trouvées avec les autres parcs naturels au niveau de la gestion de services communs. En revenant à l'idée de la première recommandation, un conseiller spécialisé en aménagement du territoire pourrait être embauché afin de conseiller et accompagner les communes dans ce domaine. Le CSAT recommande que l'étude préparatoire engage de réflexions sur le rôle de ce conseiller, son intégration dans la structure organisationnelle du parc naturel « Our » et son implication dans les processus de planification des communes.

Une dernière recommandation que le CSAT voudrait émettre est celle de développer davantage la coopération transfrontalière avec les parcs naturels limitrophes. À la page 20 de l'étude préparatoire le renforcement de la coopération transfrontalière est en effet mentionné comme « activité » dans la mission secondaire « Vernetzung, Beratung & Dienstleistungen ». Mais le CSAT est d'avis qu'il faudrait accorder plus d'importance et de priorité à la coopération transfrontalière ce qui permettrait de valoriser davantage la région rurale même au-delà des frontières.

En guise de conclusion, le CSAT conseille fortement que le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire insiste à ce que les trois recommandations précitées soient davantage développées et entérinées dans l'étude préparatoire et ensuite dans l'étude détaillée du parc naturel de l'Our.

Daniel Martin



Secrétaire en intérim du Conseil Supérieur
de l'Aménagement du Territoire

Patrick Bousch



Président du Conseil Supérieur de
l'Aménagement du Territoire



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Références :
Dossier suivi par : RIEMER Karin
Tél. (+352) 247-86810
E-mail : karin.riemer@mev.etat.lu,

Ministère du Logement et de l'Aménagement
du territoire

Monsieur Claude Meisch
Ministre du Logement et de l'Aménagement
du territoire

Luxembourg, le 9 décembre 2024

Objet : Étude préparatoire du Parc naturel de l'Our - Renouvellement et élargissement - Avis du
CSPN

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de trouver en annexe l'avis demandé dans votre courrier du 16 juillet 2024.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité


Gilles Biver
Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe

Adresse postale
L-2918 Luxembourg

Tél. (+352) 247-86824
Fax (+352) 400-410

sa@mev.etat.lu
www.amwelt.lu

www.gouvernement.lu
www.luxembourg.lu

[...]

Avis du CSPN au sujet de l'Etude préparatoire du Parc naturel de l'Our réalisée dans le cadre du renouvellement et de l'élargissement du parc naturel

- Le CSPN note que le Parc naturel de l'Our réalise un grand nombre de mesures de sensibilisation, mais que la mise en œuvre sur le terrain, en particulier sur les surfaces agricoles, est insuffisante ;
- Le CSPN est d'avis qu'au vu du fait que la région présente des niveaux de nitrate très élevés, un changement de mentalité est indispensable pour ce qui est de la protection des eaux ;
- Qu'un tel changement de mentalité s'avère d'autant plus urgent qu'une plainte de la Commission européenne se dessine à l'horizon ;
- Que les mesures projetées pour la période 2025-2035 manquent de manière générale de stratégie et d'ambition ;

- Le CSPN recommande que le Parc naturel se donne des objectifs et mesures quantifiables et reprenne concrètement, et en particulier concernant l'agriculture, les objectifs et mesures du Plan national pour la protection de la nature (PNPN3) et en respectant les objectifs à long terme et les objectifs opérationnels des Plans de gestion des ZSC Natura2000 ;
- Le CSPN rappelle que des moyens financiers sont disponibles pour la mise en œuvre des mesures du Plan national pour la protection de la nature (PNPN3) ;
- Le CSPN recommande que le Parc naturel offre de manière conséquente et approfondie des conseils agricoles ;
- Et que des efforts soient faits pour que les produits du Parc naturel puissent recevoir un label bio ;
- En outre, le pacte nature offre aux communes de nombreuses possibilités de promouvoir la protection de la nature sur les terres agricoles.

Il est précisé que le représentant de la Chambre d'Agriculture ne souscrit pas aux recommandations susmentionnées en ce qui concerne l'agriculture et s'en distance expressément.

[...]



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement
du territoire

Affaire suivie par : Marie-Josée Vidal,
Liette Mathieu, Sarah Krier

Parc naturel de l'Our
A l'attention de Monsieur le président
Emile Eicher
12, Am Parc
L-9836 Hosingen

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2024

Objet : Avis portant sur l'étude préparatoire concernant la prolongation et l'élargissement du Parc naturel de l'Our

Monsieur le président,

Je tiens à vous remercier pour votre courrier du 1^{er} juillet 2024 concernant la transmission de l'étude préparatoire pour la prolongation et l'élargissement du Parc naturel de l'Our.

Conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, j'ai transmis, en tant que ministre ayant dans ses attributions l'aménagement du territoire, l'étude préparatoire à l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire et du Conseil supérieur pour la protection de la nature en date du 16 juillet 2024. Selon l'article 8 de la loi précitée, le ministre transmet les avis des deux conseils ainsi que ses propres directives au groupe de travail en l'invitant à compléter l'étude préparatoire et à lui soumettre l'étude détaillée sur la base de laquelle il élabore un projet de règlement grand-ducal. Je vous fais donc parvenir par la présente mes directives par rapport à l'étude préparatoire.

Cadre

La loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels met en place le cadre pour la création et la gestion des parcs naturels au Luxembourg. Les parcs naturels constituent non seulement un instrument de protection du patrimoine naturel et culturel, mais aussi un instrument pour un développement régional durable et intégré. Ainsi, la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire met en évidence à l'article 2 les parcs naturels comme un des instruments à mettre en œuvre par le ministre pour l'exécution de la politique d'aménagement du territoire.

Bureaux: 4, place de l'Europe
L-1459 Luxembourg
Adresse postale: L-2946 Luxembourg

Tél.: (+352) 247-86900
Fax: (+352) 40 89 70 ou 24873506

gouvernement.lu
amenagement-territoire.public.lu

mlogat@gouvernement.lu

Dans le règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our, le statut du parc naturel est renouvelé pour une durée de dix ans. Selon ce même règlement, les communes du Parc naturel de l'Our « s'engagent à un développement intégré et durable de la région et coordonnent leurs actions en ce qui concerne la réalisation de toute infrastructure ayant un impact régional. En outre, les communes veillent à une qualité élevée lors de la définition des prescriptions urbanistiques et paysagères pour les nouveaux quartiers d'habitation. »

La prolongation du statut du Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans est en même temps l'unique moment où l'adaptation du périmètre du parc naturel est possible (adhésion ou démission de communes). Selon l'étude préparatoire, il s'agit d'intégrer la commune de Weiswampach, commune candidate d'adhésion depuis 2021, ainsi que la commune de Bourscheid au Parc naturel de l'Our. En tant que ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, je souhaite vous assurer mon soutien pour cette initiative et à vous en féliciter. En effet, d'un point de vue de l'aménagement du territoire, l'adhésion des deux communes faisait tout son sens et représenterait une opportunité pour renforcer le parc naturel en tant qu'instrument pour un développement régional durable en milieu rural. Il reste à préciser que chaque commune prendra sa décision quant à l'adhésion / la démission au parc naturel pour les dix prochaines années après l'enquête publique prévue par la procédure de renouvellement.

Procédure

Comme prévu par la loi, l'étude préparatoire a été présentée à la population lors d'une soirée d'information qui a eu lieu au centre culturel « am Eelerich » à Weiswampach le 19 juin 2024. La présentation a été suivie d'une discussion dans le cadre d'un atelier « open space », pendant laquelle les participants ont pu exprimer leurs idées. Bien que la loi ne prévoit pas de délai pour l'invitation des habitants, il faut souligner dans ce contexte, qu'il est regrettable que les habitants de la commune de Bourscheid n'aient été invités que peu de temps avant cet événement. Il convient de se demander dans quelle mesure les habitants de la commune de Bourscheid ont eu la même opportunité de participer à l'événement que les habitants des autres communes.

Le rapport de l'atelier « open space » m'a été transmis en complément à l'étude préparatoire. Dans ce contexte je tiens à souligner que selon la loi modifiée du 10 août 1993 « les recommandations et suggestions émises lors de cette présentation peuvent être intégrées à l'étude détaillée ».

Je regrette que les sujets touchants plus spécifiquement à l'aménagement du territoire n'aient pas été présentés comme un axe de travail (« primäre und sekundäre Aufgabenbereiche ») lors de l'atelier précité.

Il convient de rajouter, que l'étude préparatoire a été présentée au comité du parc naturel le 17 juillet 2024. Cette présentation a donc eu lieu après que l'étude préparatoire a été transmise au ministère.

Contenu des documents soumis pour avis

- Le bilan 2015-2025

Selon le règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our, un bilan du travail accompli au cours des dix dernières années est dressé par le comité du syndicat lors du renouvellement du statut. Le bilan transmis au ministère par mail en date du 2 juillet 2024 est bien structuré et donne une vue d'ensemble des activités réalisées lors des dix dernières années. Les différents axes de travail (« Aufgabenbereich ») prévus dans l'étude détaillée de 2014 ont été

concrétisés par des projets. Comme proposé dans le bilan, l'idée de mettre en place un axe de travail supplémentaire pour le volet énergie, climat et éclairage me semble pertinent en vue des défis climatiques et énergétiques auxquels le Grand-Duché est confronté.

Le bilan met en évidence que l'idée avancée dans l'étude détaillée de 2014, selon laquelle le parc naturel pourrait proposer un service régional en vue de conseiller les communes dans le cadre de leur PAG, n'a pas été mise en œuvre. Je pense qu'un tel service pourrait aider les communes à relever les défis en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire auxquels sont confrontés les zones rurales.

Le bilan précise également que l'élargissement des tâches qui sont confiées au Parc naturel de l'Our par le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) représente un grand défi dans les dix prochaines années. Je partage le constat énoncé dans le bilan, selon lequel les objectifs du PDAT devront être mis en œuvre dans la suite du processus d'élaboration de l'étude préparatoire et de l'étude détaillée.

- L'étude préparatoire

Conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, l'étude préparatoire comprend :

1. une note indiquant l'objet, les motifs et la portée de l'opération;
2. la liste des communes concernées par le parc naturel avec l'indication, par commune, des sections cadastrales correspondantes;
3. une carte topographique avec le tracé des limites du parc;
4. les objectifs fondamentaux du projet, définis en fonction de l'article 2 de la loi précitée.

Les trois premiers points me semblent avoir été traités de manière adéquate dans l'étude préparatoire. Toutefois, je tiens à préciser, que la commission consultative prévue à l'art 18 de la loi sur les parcs naturels devrait être mentionnée dans l'organigramme. Afin de contribuer à relever les défis en matière de développement territorial auxquels sont confrontés les espaces ruraux, je tiens à rappeler qu'il est prévu qu'à partir de 2026, le département de l'aménagement du territoire cofinancera à hauteur de 80% une tâche de 50% pour renforcer l'équipe du Parc naturel de l'Our dans le domaine de l'aménagement du territoire. Comme l'élaboration de l'étude préparatoire représente une opportunité de se projeter dans les années à venir, je recommande de prévoir dans la structure de l'organigramme une case pour ce poste, ainsi que pour d'autres postes qui sont éventuellement prévus afin de renforcer l'équipe du parc naturel à l'avenir. Ainsi les communes adhérentes au Parc naturel peuvent entièrement prendre connaissance des services proposés par ce dernier dans les années à venir.

En ce qui concerne les objectifs fondamentaux, et notamment le nouveau « Leitbild », le volet sur le développement régional durable (« nachhaltige Regionalentwicklung ») et sur l'aménagement du territoire (« Landesplanung ») ne me semble pas assez développé. En effet, le PDAT met en avant le fait que le volet de l'aménagement du territoire est moins présent dans les parcs naturels luxembourgeois que, par exemple, auprès de leurs homologues wallons et français. (PDAT, page 111). Le même constat ressort de l'analyse des rapports d'indicateurs des parcs naturels de 2017-2020. Le processus de renouvellement des parcs naturels offre la possibilité de revenir sur les années passées et représente une opportunité pour le parc de se réinventer et de se réorienter en vue de répondre aux nouveaux défis. Ainsi, le PDAT mentionne pour les parcs naturels, trois pistes d'action supplémentaires à explorer, à savoir :

- renforcer le rôle de conseil des parcs naturels en matière d'aménagement du territoire,
- renforcer le rôle des parcs naturels pour les processus participatifs,
- renforcer le rôle de conseil des parcs naturels en vue de la transition énergétique.

C'est pourquoi je suis d'avis que l'étude préparatoire serait à compléter, en intégrant à côté des axes de travail (« Aufgabenbereiche ») existants, à savoir « Natur- und Umweltförderung », « Energietransition und Klimaschutz », « Naturerlebnis und Kultur » et « Regionale Wertschöpfung » un axe de travail supplémentaire concernant la thématique du développement territorial durable. Les idées de projet que le parc naturel aimerait poursuivre dans ce domaine seront à intégrer dans l'étude détaillée.

Veuillez recevoir, Monsieur le président, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a series of loops and a horizontal stroke.

Claude Meisch





Herausgeber:

Naturpark Our

12, Am Parc

L-9836 Hosingen

T: 90 81 88 - 1

Email: info@naturpark-our.lu

Web: naturpark-our.lu



Luxembourg, le 21 mai 2025

Avis du Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire
concernant
l'étude détaillée du parc naturel de l'Our

Par lettre du 15 avril 2025, le CSAT a été saisi pour avis par le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire concernant l'étude détaillée du parc naturel de l'Our réalisé dans le cadre du renouvellement et de l'élargissement du parc naturel, conformément à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Le dossier soumis au CSAT comporte, à côté de l'étude détaillée (Detailstudie) en soi, une lettre adressée par le Parc naturel de l'Our au Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, informant que les communes de Weiswampach et de Bourscheid se sont prononcées en faveur de l'adhésion au Parc naturel de l'Our.

Le CSAT salue l'adhésion au Parc naturel de l'Our de deux communes supplémentaires. Il salue également que l'étude détaillée intègre, en partie au moins, les trois recommandations émises par le CSAT dans son avis concernant l'étude préparatoire du Parc naturel de l'Our, à savoir :

1. Une meilleure prise en compte des aspects concernant l'aménagement du territoire :

Le CSAT se réjouit que dans l'étude préparatoire adaptée, qui fait partie de l'étude détaillée, le développement territorial et régional (Raum- und Regionalentwicklung) a été ajouté en tant que cinquième domaine thématique principal (primäre Themenbereiche, page 44). Les missions, objectifs et activités liés à ce nouveau domaine thématique sont précisés sur la page 45.

Le CSAT accueille très favorablement qu'à partir de l'année 2026, un nouveau poste (0,5 ETP) de conseiller spécialisé en aménagement du territoire sera créé. Le conseiller fera partie de la cellule urbanisme et mobilité qui intègre également le chargé urbanisme et mobilité (1 ETP) et un conseiller en éclairage (1 ETP, page 86).

Parmi les missions du chargé de l'aménagement du territoire figurent :

- l'information et la sensibilisation des communes ;

- l'observation territoriale et la réalisation d'analyses et de projections pour l'aide à la prise de décision ;
- la promotion d'un développement territorial et régional durable, respectueux de la nature et du paysage ;
- la concentration du développement sur les sites les mieux adaptés en vue d'un aménagement respectueux du paysage et ;
- l'utilisation économe de la ressource naturelle du sol et la création d'un territoire résilient (pages 71-72).

2. La recherche de synergies avec les autres parcs naturels au niveau de la gestion de services communs :

Le CSAT accueille positivement le principe que plusieurs agents soient responsables dans leurs domaines de compétence respectifs pour l'ensemble des trois parcs naturels au Luxembourg. Ils sont chacun employés de manière permanente par l'un des trois parcs naturels. Ceci concerne les missions de la communication (1 ETP), la Naturparkschoul (0,5 ETP), les produits régionaux (1 ETP), l'école du goût (3 ETP) et « Natur genéissen » (0,5 ETP, page 87).

3. Le renforcement de la coopération transfrontalière avec les parcs naturels limitrophes :

Le CSAT prend note que des coopérations transfrontalières existent dans le cadre du parc naturel germano-luxembourgeois, de la nouvelle zone fonctionnelle transfrontalière Möllerdall-Our-Südeifel (MOSE) et de la fédération européenne EUROPARC (pages 78-78).

Toutefois, le CSAT émettre trois recommandations dans le contexte de la prolongation et l'élargissement du parc naturel de l'Our :

1. Conseiller en aménagement du territoire :

Selon le CSAT, en vue de l'envergure des travaux nécessaires pour réconcilier le territoire du parc naturel avec les principes de l'aménagement du territoire, le poste à mi-temps (0,5 ETP) prévu pour le conseiller en aménagement du territoire ne répond qu'insuffisamment aux attentes et aux besoins. Vu les nombreuses missions du conseiller, dont la sensibilisation des communes à la nécessité de réviser leur PAG, et une future élaboration d'une vision territoriale pour le territoire du parc naturel de l'Our au sein de l'espace d'action Éislek. Plus globalement il s'agit d'un renforcement du parc naturel en tant qu'outil d'aménagement du territoire dans les espaces ruraux, voir éventuellement de la coordination de projets de coopération transfrontalière.

Par conséquent, le **CSAT recommande fortement de prévoir au moins la création d'un poste à plein temps (1 ETP).**

2. Révision des PAG :

Le CSAT constate que dans le chapitre 7 de l'étude détaillée, il est indiqué que les révisions des PAG communaux ne sont pas nécessaires afin de les rendre compatibles avec les objectifs arrêtés par le plan d'aménagement du parc naturel, comme le prévoit l'article 12 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Le CSAT émet de forts doutes concernant la compatibilité des PAG avec les objectifs du parc naturel et il recommande fortement d'opérer une révision des PAG des communes concernées dans le cadre de la loi de 1993. La sensibilisation des communes concernées quant

à la révision nécessaire devra faire partie des missions prioritaires du conseiller en aménagement du territoire.

3. Renforcement de la coopération transfrontalière :

Le CSAT constate que la coopération transfrontalière, notamment avec la communauté germanophone de Belgique, dont beaucoup de résidents travaillent au nord du Grand-Duché, n'est pas suffisamment précisée dans l'étude détaillée.

Le CSAT encourage le parc naturel de l'Our de profiter du dispositif des zones fonctionnelles transfrontalières dans le cadre du programme Interreg Grande Région pour s'engager, via des appels à projets, au sein des deux zones fonctionnelles qui le concerne :

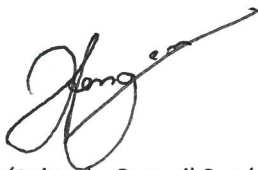
- Mëllerdall-Our-Südeifel (concerne l'ensemble du parc naturel)
- Eifel-Ostbelgien-Eislek (concerne les quatre communes de Clervaux, Troisvierges, Weiswampach et Wincrange)

Chaque zone fonctionnelle dispose d'une stratégie territoriale et d'une gouvernance transfrontalière afin de mettre en œuvre ces stratégies à l'aide de projets transfrontaliers cofinancés avec une enveloppe mise à disposition par la Commission Européenne. L'animation des zones fonctionnelles et l'accompagnement des projets sont assurés par les structures de gestion (Regionalmanager) des deux zones fonctionnelles.

Le CSAT encourage le Parc naturel de l'Our à travailler en étroite collaboration avec les structures de gestion des deux zones fonctionnelles et de participer, le cas échéant, à des projets transfrontaliers visant notamment l'aménagement du territoire.

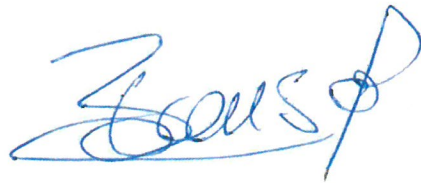
En guise de conclusion, le CSAT émet une recommandation envers le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire afin que les trois recommandations précitées soient davantage développées et entérinées dans la mise en œuvre du parc naturel de l'Our au cours de la période 2025-2035.

Thierry Hengen



Secrétaire du Conseil Supérieur de
l'Aménagement du Territoire

Patrick Bousch



Président du Conseil Supérieur de
l'Aménagement du Territoire



Administration communale de Bourscheid
Collège des bourgmestre et échevins
1 Schlasswee
L – 9140 Bourscheid

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Madame la Bourgmestre et messieurs les échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schloss).

Veillez recevoir, Madame la Bourgmestre et messieurs les échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement
du territoire

Administration communale de Clervaux
Collège des bourgmestre et échevins
6, Montée du Château
L-9701 Clervaux

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Messieurs les Bourgmestre et échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schloss).

Veillez recevoir, Messieurs les Bourgmestre et échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Administration communale de Kiischpelt
Collège des bourgmestre et échevins
7, Op der Gare
L-9776 Wilwerwiltz

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Messieurs les Bourgmestre et échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schlass).

Veuillez recevoir, Messieurs les Bourgmestre et échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH



Administration communale de Parc Hosingen
Collège des bourgmestre et échevins
B.P. 12
L-9809 Hosingen

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Messieurs les Bourgmestre et échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schlass).

Veillez recevoir, Messieurs les Bourgmestre et échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Administration communale de Putscheid
Collège des bourgmestre et échevins
7, Veinerstrooss
L- 9462 Putscheid

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Madame la Bourgmestre et messieurs les échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schloss).

Veillez recevoir, Madame la Bourgmestre et messieurs les échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Administration communale de Tandel
Collège des bourgmestre et échevins
6, Haaptstrooss
L – 9350 Bastendorf

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Madame la Bourgmestre et messieurs les échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schloss).

Veillez recevoir, Madame la Bourgmestre et messieurs les échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Administration communale de Troisvierges
Collège des bourgmestre et échevins
BP 9
L-9901 Troisvierges

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Messieurs les Bourgmestre et échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schlass).

Veillez recevoir, Messieurs les Bourgmestre et échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH



Administration communale de la Ville de
Vianden
Collège des bourgmestre et échevins
pl. Vic. Abens, 29 Grand-Rue
L-9410 Vianden

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Messieurs les Bourgmestre et échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schloss).

Veillez recevoir, Messieurs les Bourgmestre et échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH



Administration communale de Weiswampach
Collège des bourgmestre et échevins
Om Leempuddel
L-9991 Weiswampach

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Messieurs les Bourgmestre et échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schlass).

Veillez recevoir, Messieurs les Bourgmestre et échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH



Administration communale de Wincrange
Collège des bourgmestre et échevins
Hauptstrooss 27
L – 9780 Wincrange

Luxembourg, le 18 juin 2025

Dossier suivi par : Liette Mathieu / Daniel Martin

Objet : Information du collège des Bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach

Messieurs les Bourgmestre et échevins,

Le 6 juin 2025, le Gouvernement en conseil a marqué son accord quant à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut du « parc naturel de l'Our » et l'adhésion des communes de Bourscheid et de Weiswampach.

Partant, l'avant-projet de règlement grand-ducal précité, ensemble avec l'étude détaillée du parc naturel pour la période 2025-2035, pourront faire l'objet d'une enquête publique au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Dans ce cadre, veuillez trouver ci-après une version « papier » du dossier. Une version électronique du dossier vous sera transmise en date du 24 juin 2025 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger. Tel que prévu par la loi précitée, nous vous prions de déposer le dossier pendant trente jours (du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2025 inclus) à la maison communale où le public peut en prendre connaissance.

Veillez à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur votre site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

Dans le délai de publication de trente jours, les personnes intéressées pourront adresser leurs objections par écrit aux collèges des bourgmestre et échevins qui en donnent connaissance aux conseils communaux pour avis. Le dossier, avec le certificat de publication et les objections ainsi que la décision du conseil communal quant à l'adhésion de votre commune au parc naturel de l'Our, est à transmettre au Département de l'aménagement du territoire du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire au plus tard pour le 29 septembre 2025.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Toujours en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 10 août 1993, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 2025 à 17h30 au Château de Bourscheid (Buurschter Schloss).

Veillez recevoir, Messieurs les Bourgmestre et échevins, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Ministre du Logement
et de
l'Aménagement du territoire

Claude MEISCH

CONSEIL COMMUNAL DE BOURSCHEID

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS

Séance publique du 12 septembre 2025

Date de l'annonce publique: 4 septembre 2025

Date de la convocation des conseillers: 4 septembre 2025

Présents: Mme Anne Nickels-Theis, bourgmestre,
MM. Raymond Junker, Guy Schreurs, échevins,
MM. Jean Braconnier, Charles Nockels,
Gérard Schaul, Daniel Peters, Tom Ludivig, conseillers
M. Alain Weber, secrétaire
Absent(s) excusé(s): M. Jim Leweck, conseiller

Point de l'ordre du jour: 03 (b)

OBJET: Adhésion au Parc naturel de l'Our pour une période de 10 ans

Le conseil communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;
Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;
Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du statut du Parc naturel de l'Our;

Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix ans et que la deuxième période arrive à échéance;
Vu le courrier du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire datant du 18 juin 2025, invitant les conseils communaux à se prononcer conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l'Our sur leur participation future au Parc naturel de l'Our au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale;
Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné;
Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat;

Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;
Vu la réunion d'information du public ayant eu lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid;
Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique;

Entendu les explications;

décide unanimement

- d'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une période de dix ans prenant cours à l'échéance de la période initiale de 10 ans.
- de transmettre la présente au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

Ainsi délibéré en séance, lieu et date que dessus.

Suivent les signatures

pour expédition conforme,

la bourgmestre,

le secrétaire,



**REGISTRE AUX DELIBERATIONS
du conseil communal de CLERVAUX
Séance du 15 septembre 2025**

Date de l'annonce publique: 9 septembre 2025

Date de la convocation des conseillers: 8 septembre 2025

Présents : G. Keipes, bourgmestre
E. Eicher, échevin
G. Glod, échevin
Aschman, Bisenius, Clement, Koch, Kremer, Lemaire,
Oestreicher, Reiff, conseillers
Assiste M. Keiffer, secrétaire

Absents : a) excusé : néant
b) sans motif : néant



Point de l'ordre du jour : 21.

Objet : Décision sur l'adhésion de la commune de Clervaux au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de 10 ans.

Le conseil communal,

Délibérant en séance publique ;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988, telle qu'elle a été modifiée par la suite ;

Vu la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, Heinerscheid et Munshausen ;

Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du statut du Parc naturel de l'Our ;

Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix ans et que la deuxième période arrive à échéance ;

Vu le courrier du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 18 juin 2025, invitant les conseils communaux à se prononcer sur le renouvellement de leur adhésion au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans, conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 ;

Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi que le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné ;

Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat ;

Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la réunion d'information du public ayant eu lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid ;

Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique ;

Suivent les délibérations conformément à la loi ;

décide à l'unanimité

d'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans, prenant effet à l'échéance de la période prolongée.

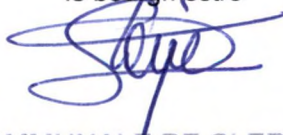
La présente sera transmise au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

Clervaux, date que dessus. Suivent les signatures

Pour extrait conforme.

le bourgmestre

le secrétaire





CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE N°5_2025 DU 26 SEPTEMBRE 2025

Annonce publique : 19 septembre 2025

Convocation des conseillers : 19 septembre 2025

Présents : Monsieur Kaiser, bourgmestre
Messieurs Fischbach et Zenner ; échevins
Madame Zorzi-De Vor, Messieurs Junker, L'Ortye, Schmit, Schmitz ; conseillers
Madame Funk, secrétaire

Absents : Excusés : M. Patz, conseiller

Point de l'ordre du jour :

1. NATURPARK OUR

1.1. Décision d'adhésion pour une nouvelle période de 10 ans



LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du statut du Parc naturel de l'Our ;

Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix ans et que la deuxième période arrive à échéance ;

Vu le courrier du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire datant du 18 juin 2025, invitant les conseils communaux à se prononcer conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l'Our sur leur participation future au Parc naturel de l'Our au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ;

Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné ;

Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat ;

Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la réunion d'information du public ayant eu lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid ;

Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique ;

Entendu les explications ;



DÉCIDE À L'UNANIMITÉ

d'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans prenant cours à l'échéance de la période initiale de 10 ans.

La présente sera transmise au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour expédition conforme,

Wilwerwiltz, le 26.09.2025

Le bourgmestre,

Le secrétaire,





Extrait du registre aux délibérations

du Conseil Communal de Tandel

Séance publique du jeudi du 25 septembre 2025 à 14.00 heures

Date de l'annonce publique de la séance: 15 septembre 2025

Date de la convocation des conseillers : 15 septembre 2025

Présents: Gils Carole, bourgmestre;
Schmit Frank et Roeder Marc, échevins;
Berlo John, Da Mota Patrícia, Dinis Paulo, Mousel Vic, et
Thirifay Christophe, conseillers;
Wampach Jean Claude, *secrétaire communal*
Absent: Bingen Claude, conseiller

Point de l'ordre du jour : – 2 –

**Objet: Décision sur l'adhésion de la commune de Tandel au
Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de
10 ans**

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du statut du Parc naturel de l'Our ;

Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix ans et que la deuxième période arrive à échéance ;

Vu le courrier du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire datant du 18 juin 2025, invitant les conseils communaux à se prononcer conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l'Our sur leur participation future au Parc naturel de l'Our au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ;

Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné ;

Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat ;

Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la réunion d'information du public ayant lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid ;

Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique ;

Entendu les explications ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

décide unanimement

d'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans prenant cours à l'échéance de la période initiale de 10 ans.

La présente sera transmise au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

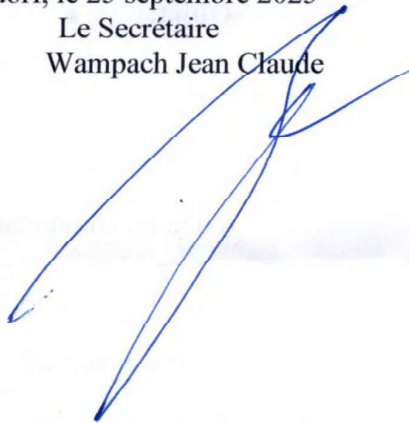
Ainsi décidé en séance publique, date qu'en tête.

Le Conseil Communal,
(Suivent les signatures,)
pour extrait conforme à Bastendorf, le 25 septembre 2025

La Bourgmestre
Gils Carole

A black ink signature, appearing to be 'Gils Carole', written over a horizontal line.

Le Secrétaire
Wampach Jean Claude

A blue ink signature, appearing to be 'Wampach Jean Claude', written over a horizontal line.

Administration communale WINCRANGE

Extrait du registre aux délibérations du conseil communal

Séance publique du : 22.08.2024
Date de l'annonce publique : 14.08.2024
Date de convocation : 14.08.2024



Présents : Meyers, bourgmestre,
Thillens, Arend, échevins,
Engelen, Hoffmann, Koos, Piret, Schanck, Scholzen, Schruppen, Weber, conseillers;
Schroeder, secrétaire ;

Excusé(s): /

Ordre du jour 4

Sujet: **Décision sur l'adhésion de la commune de Wincrange au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de 10 ans.**

Le conseil communal,

- * Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
- * Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;
- * Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;
- * Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du statut du Parc naturel de l'Our ;
- * Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix ans et que la deuxième période arrive à échéance ;
- * Vu le courrier du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire datant du 18 juin 2025, invitant les conseils communaux à se prononcer conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l'Our sur leur participation future au Parc naturel de l'Our au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ;
- * Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné ;
- * Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat ;
- * Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;
- * Vu la réunion d'information du public ayant eu lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid ;
- * Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique ;
- * Entendu les explications ;

décide à l'unanimité des voix

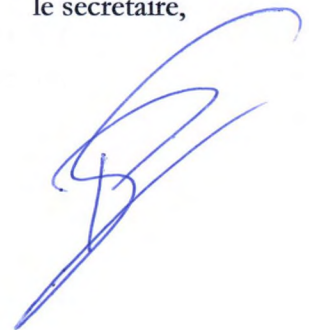
1. d'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans prenant cours à l'échéance de la période initiale de 10 ans.
2. De transmettre la présente au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

Ainsi décidé à Wincrange, date qu'en tête
Suivent les signatures

Pour expédition conforme,
le bourgmestre,

A blue ink signature, appearing to be a stylized 'B' or similar, written over the text 'le bourgmestre,'.

le secrétaire,

A blue ink signature, appearing to be a stylized 'S' or similar, written over the text 'le secrétaire,'.

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS

du conseil communal du Parc Hosingen

Séance publique du	: 18/09/2025
Date de l'annonce publique	: 10/09/2025
Date de la convocation des conseillers	: 10/09/2025

Présents : Wester Romain, bourgmestre ; Thilgen Gilles, Majerus Georges échevins; Frieseisen Louise, Wagener Nico, Keiser Francine, Eicher Nico, Heckemanns Nico, Lourenco José Pedro, Dohm Christophe et Hengen Nathalie, conseillers.

Absents: a) excusé : /
b) sans motif : /

Point de l'ordre du jour No 11

Objet : **Décision sur l'adhésion de la commune du Parc Hosingen au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de 10 ans**

Le Conseil communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du statut du Parc naturel de l'Our ;

Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix ans et que la deuxième période arrive à échéance ;

Vu le courrier du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire datant du 18 juin 2025, invitant les conseils communaux à se prononcer conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l'Our sur leur participation future au Parc naturel de l'Our au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ;

Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné ;

Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat ;

Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la réunion d'information du public ayant eu lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid ;

Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique;

Entendu les explications ;

à l'unanimité des voix

décide d'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans prenant cours à l'échéance de la période initiale de 10 ans.

La présente sera transmise au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

Ainsi délibéré en séance, date qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour extrait conforme,

Le Bourgmestre,



Le Secrétaire f.f.,

Extrait du registre aux délibérations

du Conseil Communal de PUTSCHEID

Séance du 22 septembre 2025

Date de l'annonce publique de la séance : 15 septembre 2025

Date de la convocation des conseillers : 15 septembre 2025

Présents: MM. Fabienne Sinnes-Huberty, bourgmestre ;
Christian Junk , Marc Schleich, échevins ;
Roger Zanter, Bernard Greischer, Fabienne Wagener-Jäckels,
Nico Jacobs, conseillers communaux ;
Jerry Breuer, secrétaire communal ;

Absents: MM. Guy Siebenaller, Carlo Birchen, conseillers communaux ;

No: 4)

Objet: **Décision sur l'adhésion de la commune de Putscheid au Parc naturel
de l'Our pour une nouvelle période de 10 ans**

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du statut du Parc naturel de l'Our ;

Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix ans et que la deuxième période arrive à échéance ;

Vu le courrier du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire datant du 18 juin 2025, invitant les conseils communaux à se prononcer conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l'Our sur leur participation future au Parc naturel de l'Our au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ;

Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné ;

Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat ;

Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la réunion d'information du public ayant eu lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid ;

Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique;

Entendu les explications ;

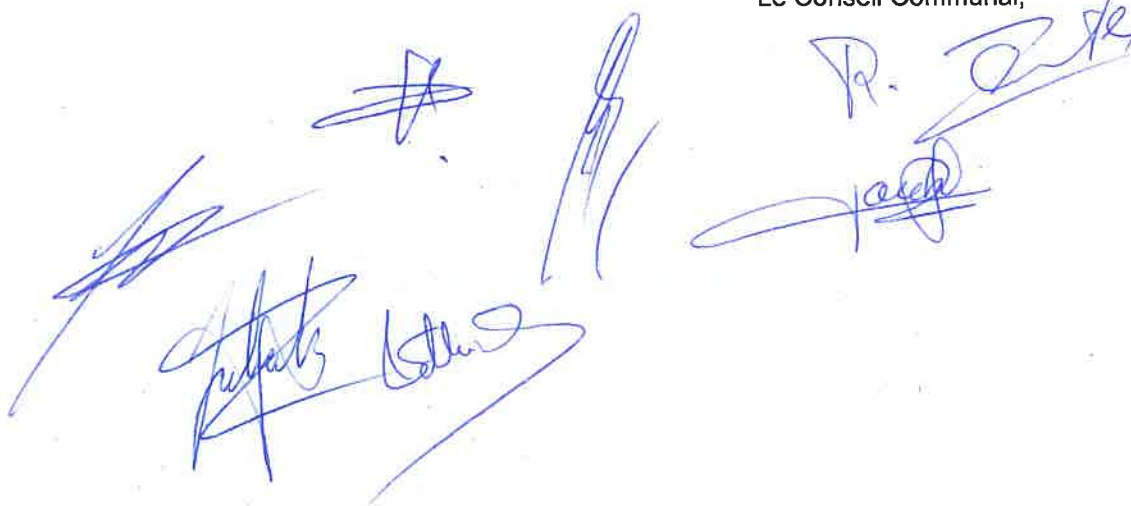
décide à l'unanimité des voix

- d'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans prenant cours à l'échéance de la période initiale de 10 ans.

La présente sera transmise au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire,
département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

Ainsi délibéré en séance, date qu'en tête.

Le Conseil Communal,

The block contains several handwritten signatures in blue ink. On the left, there is a large, stylized signature that appears to be 'R. B. B.'. To its right, there is a smaller signature that looks like 'P. B.'. Further right, there is another signature that appears to be 'P. B.'. Below these, there are more signatures, including one that looks like 'P. B.' and another that is less legible. The signatures are scattered across the upper left and center of the page.



Troisvierges, le 23 septembre 2025

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS du conseil communal de TROISVIERGES

Point de l'ordre du jour : 3

Séance publique du : 23.09.2025
Date de l'annonce publique : 17.09.2025
Date de la convocation : 17.09.2025

**Objet : décision de la commune
de Troisvierges au Parc
Naturel de l'Our pour une
nouvelle période de 10 ans**

Présents: Mertens, bourgmestre,
MM. Henckes, Schroeder, échevins
Aubart, Glod, Dumont, Schmitz, Reuter,
Heck, Lopes, De Dood, conseillers
Absents : a) excusés :
b) sans motif :

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;
Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;
Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du statut du Parc naturel de l'Our ;
Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix ans et que la deuxième période arrive à échéance ;
Vu le courrier du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire datant du 18 juin 2025, invitant les conseils communaux à se prononcer conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l'Our sur leur participation future au Parc naturel de l'Our au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ;
Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné ;
Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat ;
Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;
Vu la réunion d'information du public ayant eu lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid ;
Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique ;
Entendu les explications ;

décide à l'unanimité des voix

- d'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans prenant cours à l'échéance de la période initiale de 10 ans.

La présente sera transmise au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête. Suivent les signatures

Pour expédition conforme
le bourgmestre,



EXTRAIT DU

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE VIANDEN



Séance publique du 16 septembre 2025

Date de la convocation publique: 10.09.25

Date de la convocation des conseillers: 10.09.25

Présents : M. WEYRICH François, Bourgmestre, MM. PETRY Paul, MAJERUS Henri, Echevins, M. KLASSEN Jean-Marie, Mme MARQUES CONSTANTINO Adelaïde, M. DÜBBERS André, conseillers communaux, M. Pol Schaus, secrétaire communal,

Absent(s):exc.:, M. VINANDY Jean-Claude,

Absent(s):non exc.: M. RODRIGUES TEIXEIRA Fernando José

Point de l'ordre du jour: 01

Objet: Décision sur l'adhésion de la commune de Vianden au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de 10 ans

Le Conseil Municipal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du statut du Parc naturel de l'Our ;

Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix ans et que la deuxième période arrive à échéance ;

Vu le courrier du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire datant du 18 juin 2025, invitant les conseils communaux à se prononcer conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc naturel de l'Our sur leur participation future au Parc naturel de l'Our au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ;

Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné ;

Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat ;

Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la réunion d'information du public ayant eu lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid ;

Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique;

Entendu les explications ;

décide à l'unanimité des voix

- D'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans prenant cours à l'échéance de la période initiale de 10 ans.

La présente sera transmise au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

**Suivent les signatures
Pour extrait conforme**

Vianden, le 23/09/2025

Le Bourgmestre, Le Secrétaire,



Extrait du registre aux délibérations

du Conseil Communal de **WEISWAMPACH**

Séance publique du **02 septembre 2025**

ADMINISTRATION COMMUNALE

„Om Leempuddel“

L-9991 Weiswampach

Secrétariat 97 80 75 -20

Date de l'annonce publique de la séance : 27.08.2025

Date de la convocation des conseillers : 27.08.2025

Présents : M.M. POLFER Néckel, bourgmestre,
HAHN Mike et DICTER Mario, échevins,
FABER Anita, GEIBEN Vincent, KREUTZ Serge, HOLWECK
Paul, KREMER Edmond et KRAMP Dan, conseillers
LAUGS Nadine, secrétaire

Point de l'ordre du jour

No. 1 a)

Absents: a) excusé:
b) sans motif:



Reg. 76 / 2025

**Objet : Décision sur l'adhésion de la commune de Weiswampach
au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de 10
ans.**

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

Vu la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs
naturels,

Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les
syndicats de communes,

Vu le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant
déclaration du statut du Parc naturel de l'Our,

Considérant que le statut du parc naturel est limité à dix
ans et que la deuxième période arrive à échéance,

Vu le courrier du Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire datant du 18 juin 2025, invitant les
conseils communaux à se prononcer conformément à l'article 3
du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant
déclaration du Parc naturel de l'Our sur leur participation future
au Parc naturel de l'Our au moins trois mois avant l'expiration de
la période initiale,

Vu le dossier reprenant l'étude préparatoire, l'étude détaillée ainsi le projet de règlement grand-ducal faisant partie intégrante du courrier susmentionné,

Vu le bilan (2015-2025) dressé par le comité du syndicat,

Considérant l'enquête publique ayant eu lieu conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels,

Vu la réunion d'information du public ayant eu lieu le 21 juillet 2025 à Bourscheid,

Considérant qu'aucune observation du public n'a été formulée dans le cadre de l'enquête publique,

Entendu les explications,

Avec 7 voix POUR et 2 ABSTENTIONS d é c i d e

d'adhérer au Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans prenant cours à l'échéance de la période initiale de 10 ans.

La présente sera transmise au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, département de l'Aménagement du territoire ainsi qu'au bureau syndical pour information.

Ainsi décidé en séance publique à Weiswampach, date qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour extrait conforme.

Weiswampach, le 03 septembre 2025.

Le Bourgmestre.

La Secrétaire,



20260721_Avis

N° 8660¹

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

**PROJET DE RÈGLEMENT
GRAND-DUCAL**

portant

**1° modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin
2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ;**

2° renouvellement du statut de parc naturel

*** * ***

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(2.2.2026)

Le projet de règlement grand-ducal sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet d'une part de renouveler pour une durée de 10 ans, le statut de « parc naturel » du « Parc naturel de l'Our » et d'autre part, d'étendre sa délimitation aux communes de Bourscheid et de Weiswampach.

En bref

- La Chambre de Commerce prend acte d'une part du renouvellement pour 10 ans du statut de « parc naturel » au « Parc naturel de l'Our » et d'autre part de son extension aux communes de Bourscheid et Weiswampach.
- Elle salue la prolongation du statut de « parc naturel » au « Parc naturel de l'Our » qui favorise un développement local durable et cohérent, tout en préservant les ressources économiques du territoire.
- Elle accueille favorablement les futures synergies transfrontalières et le potentiel de développement économique attendu au sein de la zone fonctionnelle Mölldall-Our-Südeifel.
- Pour le surplus, elle rappelle son attachement à ce que les contraintes et charges supplémentaires éventuellement imposées aux établissements industriels, commerciaux et touristiques dans de telles zones soient réalistes et n'hypothèquent ni n'entravent le développement ou l'extension de leurs activités commerciales et industrielles.
- La Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de règlement grand-ducal sous avis.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le statut de « parc naturel » a été initialement octroyé au « Parc naturel de l'Our » s'étendant sur les territoires des communes de Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges et Vianden, pour une durée de 10 ans, conformément au règlement grand-ducal du 9 juin 2005¹. Ce statut a été, à l'expiration de la période initiale, prolongé pour une même durée de 10 ans, soit jusqu'au 1^{er} juillet 2025, par le règlement grand-ducal du 17 mars 2016².

Le Projet, qui trouve sa base légale dans la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels prévoit une nouvelle prolongation du statut à partir du 1^{er} juillet 2025. En outre, il étend la délimitation de « Parc Naturel de l'Our » aux territoires des communes de Bourscheid et Weiswampach.

La Chambre de Commerce salue cette prolongation du statut de « parc naturel » au « Parc naturel de l'Our » qui contribue à soutenir un développement local cohérent et durable, tout en préservant les ressources écologiques des territoires concernés. L'intégration de ces deux communes renforce ainsi le pilotage stratégique d'ensemble³ et consolide un label territorial reconnu, générateur de retombées économiques, touristiques et de dynamisation des filières locales.

Elle accueille en outre favorablement, les futures synergies transfrontalières et le potentiel économique qui pourra en découler en maximisant le dispositif des zones fonctionnelles transfrontalières, notamment celle de Möllerdall-Our-Südeifel, qui concerne l'ensemble du Parc Naturel de l'Our⁴.

Pour le surplus, la Chambre de Commerce rappelle son attachement à ce que les contraintes et charges supplémentaires éventuellement imposées aux établissements industriels, commerciaux et touristiques dans de telles zones soient réalistes et n'hypothèquent ni n'entravent le développement ou l'extension de leurs activités commerciales et industrielles.

En ce qui concerne la fiche financière, la Chambre de Commerce en prend acte.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de règlement grand-ducal sous avis.

1 Conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our, le statut de parc naturel est limité à dix ans, sauf renouvellement exprès pour une même période. Le renouvellement se fait par règlement grand-ducal sur proposition du ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions et sur la base d'un bilan dressé par le comité du syndicat.

2 Conformément à l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our, « à l'expiration de la période initiale, le statut du Parc naturel de l'Our est renouvelé pour une période de 10 ans. »

3 Si dans son Avis du 21 mai 2025, le Conseil Supérieur de l'Aménagement du territoire (ci-après le « CSAT ») salue l'adhésion au Parc Naturel de l'Our de deux communes supplémentaires, il y émet tout de même **une réserve** en ce qui concerne leurs plans d'aménagement général (ci-après « PAG »). En effet, l'étude détaillée du Parc de l'Our réalisée dans le cadre de cet élargissement indique que la révision de ces PAG communaux, afin de les rendre compatibles avec les objectifs arrêtés du plan d'aménagement du Parc naturel, conformément à l'article 12 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, ne sont pas nécessaires. Or le CSAT recommande fortement d'opérer cette révision afin de s'assurer de la compatibilité des PAG actuels avec les objectifs fixés dans le plan d'aménagement du Parc Naturel.

4 Le Parc Naturel de l'Our est concerné par le dispositif des zones fonctionnelles transfrontalières dans le cadre du programme Interreg Grande Région, pour deux zones ; Möllerdall-Our-Südeifel qui vise l'ensemble du parc naturel et Eifel-Ostbelgien-Eislek qui a trait aux quatre communes de Clervaux, Troisvierges, Weiswampach et Wintrange.

20260722_Avis

PROJET DE RÈGLEMENT GRAND-DUCAL

portant

1° modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin
2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ;

2° renouvellement du statut de parc naturel

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

(10.3.2026)

Le Conseil d'État a été saisi pour avis le 2 décembre 2025, par le Premier ministre, du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire.

Au texte du projet de règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, le texte coordonné du règlement grand-ducal que le projet de règlement grand-ducal sous revue vise à modifier, une fiche financière, une fiche d'évaluation d'impact, ainsi que le projet de renouvellement et d'élargissement du Parc naturel de l'Our, les délibérations des communes concernées, les avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire et du Conseil supérieur de la protection de la nature et les directives du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire.

L'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'État en date du 10 février 2026.

*

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le Parc naturel de l'Our a été déclaré par règlement grand-ducal en date du 9 juin 2005¹, statut qui est limité à dix ans, sauf renouvellement exprès par règlement grand-ducal pour la même période. Par règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our², le statut du parc naturel a été prolongé jusqu'au 1^{er} juillet 2025. Le Conseil d'État aurait préféré que la prolongation intervienne avant cette date d'échéance.

Suite aux différentes fusions communales et une extension du parc naturel, il s'étend actuellement sur les territoires des communes de Clervaux, de Kiischpelt, du Parc Hosingen, de Putscheid, de Tandel, de Troisvierges, de Vianden et de Wincrange.

Le bilan des activités du Parc naturel de l'Our a été dressé par le comité du syndicat qui l'a soumis pour avis à la commission consultative et aux conseils communaux concernés. Les conseils communaux ont unanimement exprimé leur volonté de faire partie du Parc naturel de l'Our pour une nouvelle période de dix ans.

Suite à une demande d'adhésion au Parc naturel de l'Our de la part des communes de Bourscheid et de Weiswampach, une étude préparatoire a été lancée et finalisée en juin 2024. Elle fut présentée aux citoyens en date du 19 juin 2024 à Weiswampach. Conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels³, l'étude préparatoire a fait l'objet d'un avis par le Conseil

1 Règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our.

2 Règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our.

3 Loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

supérieur de la protection de la nature et par le Conseil supérieur de l'aménagement du territoire. L'étude détaillée a été approuvée par le comité du syndicat. Le projet portant renouvellement du statut du Parc naturel de l'Our a été approuvé par le Gouvernement en conseil en date du 6 juin 2025.

L'article 11 de la loi précitée du 10 août 1993 exige que la déclaration de la modification du Parc naturel de l'Our se fasse par règlement grand-ducal à prendre sur avis obligatoire du Conseil d'État et avec l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Articles 1^{er} à 4

Sans observation.

Annexe 1

Le Conseil d'État constate qu'au niveau de l'énumération des sections cadastrales de la commune de Tandel, la section « FA Walsdorf » a été omise. Or, la section cadastrale en question continue toutefois à faire partie du parc naturel suivant le plan figurant à l'annexe 2. Il demande dès lors aux auteurs de compléter l'énumération en ce sens.

*

OBSERVATIONS D'ORDRE LÉGISTIQUE

Observations générales

Pour ce qui est de la forme, il est signalé que lorsqu'on se réfère au premier article ou alinéa, les lettres « er » sont à insérer en exposant derrière le numéro pour écrire « 1^{er} ». Il en est de même si on se réfère au premier jour d'un mois.

Pour ce qui est de la structure, le Conseil d'État rappelle qu'en principe les dispositions autonomes précèdent les dispositions modificatives. L'ordre des articles au dispositif est dès lors à adapter en conséquence.

Dans l'hypothèse où un acte contient à la fois des dispositions autonomes et des modifications, il y a lieu de faire figurer tout acte destiné à être modifié sous un article distinct et de spécifier ensuite chaque modification qui s'y rapporte en la numérotant : 1°, 2°, 3°, ... La disposition modificative figurant actuellement sous l'article 2 est à reprendre sous l'article 1^{er} (2 selon le Conseil d'État).

Au vu des observations qui précèdent, le dispositif est à restructurer de la façon suivante :

« **Art. 1^{er}.** Le statut du Parc naturel de l'Our est renouvelé pour une durée de dix ans à partir du 1^{er} juillet 2025.

Art. 2. Le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our est modifié comme suit :

1° À l'article 4, l'alinéa 1^{er} prend la teneur suivante :

« Le parc naturel regroupe le territoire et les sections cadastrales des communes de Bourscheid, Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden, Weiswampach et Wincrange, sans préjudice d'une ou de plusieurs fusions entre des communes membres du parc naturel et de la dénomination de la ou des nouvelles communes. »

2° À l'article 14, l'alinéa 2 est supprimé.

3° Les annexes 1 et 2 sont remplacées par les annexes 1 et 2 du présent règlement.

4° L'annexe 3 est abrogée.

Art. 3. La référence au présent règlement [...].

Art. 4. Le ministre [...]. »

Intitulé

L'acte en projet comportant à la fois des dispositions autonomes et des dispositions modificatives et compte tenu que les intitulés comportant des énumérations compliquent la lecture des textes qui les

citent, il est demandé d'introduire un article nouveau relatif à l'introduction d'un intitulé de citation, tout en conférant à l'intitulé du règlement en projet la teneur suivante :

« Projet de règlement grand-ducal portant renouvellement du statut de parc naturel au Parc naturel de l'Our et modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ».

L'intitulé n'est pas à faire suivre d'un point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrase.

Préambule

Au fondement légal, et pour autant qu'un acte n'est pas visé dans tous ses éléments, il est indiqué de spécifier le ou les articles qui servent de base légale au règlement à prendre.

Concernant le deuxième visa, le Conseil d'État relève qu'indépendamment de leur rapport avec le texte concerné, il y a lieu de faire abstraction au préambule de références à des actes de même nature, y compris ceux que le dispositif vise à modifier ou à abroger.

Le troisième visa est à libeller comme suit :

« Vu les avis émis par les conseils communaux des communes de Bourscheid, de Clervaux, de Kiischpelt, de Parc Hosingen, de Putscheid, de Tandel, de Troisvierges, de Vianden, de Weiswampach et de Wincrange ; ».

Au quatrième visa, il convient de viser « l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire » au singulier.

Les sixième et septième visas relatifs aux avis des chambres professionnelles sont à adapter pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où le règlement grand-ducal en projet sera soumis à la signature du Grand-Duc.

À l'endroit de l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés, il faut remplacer « assentissement » par le mot correct « assentiment ». Par ailleurs, il convient d'écrire le mot « Présidents » avec une lettre initiale « p » minuscule. Finalement, il est relevé que les institutions, ministères, administrations, services, organismes, etc., prennent une majuscule au premier substantif uniquement. Partant, il y a lieu d'écrire « Chambre des députés » avec une lettre « d » minuscule.

À l'endroit des ministres proposant, il faut insérer le mot « le » avant celui de « rapport ». Par ailleurs, il est indiqué d'ajouter une virgule avant les mots « et après délibération du Gouvernement en conseil ; ».

Article 1^{er} (2 selon le Conseil d'État)

Au point 3°, le Conseil d'État se doit de relever qu'on « abroge » un acte normatif dans son ensemble ainsi que les articles, paragraphes ou annexes, tandis que l'on « supprime » toutes les autres dispositions, comme les alinéas, phrases ou parties de phrase.

Article 3 (selon le Conseil d'État)

Conformément à l'observation relative à l'intitulé ci-avant, il y a lieu d'introduire un article 3 nouveau relatif à l'introduction d'un intitulé de citation qui prend la teneur suivante :

« **Art. 3.** La référence au présent règlement se fait sous la forme suivante : « règlement grand-ducal du [...] portant [...] ».

Article 4

Il y a lieu de laisser une espace entre la forme abrégée « **Art.** » et le numéro d'article.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 19 votants, le 10 mars 2026.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Vice-Président,
Alain KINSCH

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

20260720_PositionGouvernement

N° 8660³

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

**PROJET DE RÈGLEMENT
GRAND-DUCAL**

**portant renouvellement du statut de parc naturel au
Parc naturel de l'Our et modification du règlement
grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration
du Parc Naturel de l'Our**

* * *

PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT

(15.4.2026)

L'avis du Conseil d'État sur le projet de règlement grand-ducal sous objet ayant été demandé par le Premier ministre le 2 décembre 2025 et reçu le 10 mars 2026, la présente pour vous présenter ma prise de position y relative avec prière de bien vouloir la soumettre à Monsieur le Président de la Chambre des députés.

Avis du Conseil d'État du 10 mars 2026

Quant à l'annexe 1 du projet de règlement grand-ducal, le Conseil d'État a constaté qu'au niveau de l'énumération des sections cadastrales de la commune de Tandel, la section « FA Walsdorf » a été omise.

S'agissant d'une erreur matérielle, il est proposé de redresser cette omission.

Quant aux observations d'ordre légistique, il convient d'en faire droit.

Ainsi, je vous joins en annexe une version coordonnée du projet de règlement grand-ducal en question ainsi qu'une version mettant en évidence les modifications opérées à la suite de l'avis du Conseil d'État et contenues dans la présente prise de position.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre du Logement et de
l'Aménagement du territoire*
Claude MEISCH

*

PROJET DE RÈGLEMENT GRAND-DUCAL
portant renouvellement du statut de parc naturel au
Parc naturel de l'Our et modification du règlement
grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration
du Parc Naturel de l'Our

TEXTE COORDONNÉ

Nous GUILLAUME, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 19 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu les avis émis par les conseils communaux des communes de Bourscheid, de Clervaux, de Kiischpelt, du Parc Hosingen, de Putscheid, de Tandel, de Troisvierges, de Vianden, de Weiswampach et de Wincrange ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature ;

Vu l'avis de la Chambre de commerce ;

Les avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre des métiers, de la Chambre des salariés et de la Chambre d'agriculture ayant été demandés ;

Vu la fiche financière ;

Le Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés ;

Sur le rapport du Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et du Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Le statut du Parc naturel de l'Our est renouvelé pour une durée de dix ans à partir du 1 juillet 2025.

Art. 2. Le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our est modifié comme suit :

1° À l'article 4, l'alinéa 1 prend la teneur suivante :

« Le parc naturel regroupe le territoire et les sections cadastrales des communes de Bourscheid, Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden, Weiswampach et Wincrange, sans préjudice d'une ou de plusieurs fusions entre des communes membres du parc naturel et de la dénomination de la ou des nouvelles communes. ».

2° À l'article 14, l'alinéa 2 est supprimé.

3° Les annexes 1 et 2 du même règlement sont remplacées par les annexes 1 et 2 du présent règlement.

4° L'annexe 3 est abrogée.

Art. 3. La référence au présent règlement se fait sous la forme suivante : « règlement grand-ducal portant renouvellement du statut de parc naturel au Parc naturel de l'Our et modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ».

Art. 4. Le ministre ayant la Politique générale de l'aménagement du territoire dans ses attributions et le ministre ayant les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

*Le Ministre du Logement et de
l'Aménagement du territoire*

Claude MEISCH

Fait le

GUILLAUME

Le Ministre des Finances

Gilles ROTH

*

ANNEXE 1

Liste des communes concernées par le Parc Naturel de l'Our

<i>Communes concernées</i>	<i>Sections cadastrales</i>
Bourscheid	A: Schlindermanderscheid B : Michelau C : Bourscheid D : Welscheid E : Kehmen et Scheidel F : Lipperscheid
Clervaux	CA : Clervaux CB : Eselborn CC : Weicherdange CD : Reuler CE : Urspelt CF : Mecher HA : Lieler HB : Kalborn HC : Heinerscheid HD : Fischbach HE : Grindhausen HF : Hupperdange MA : Siebenaler MB : Munshausen MC : Marnach MD : Roder ME : Drauffelt
Kiischpelt	KA : Alscheid KB : Merkholtz KC : Kautenbach WA : Enscherange WB : Pintsch WC : Lellingen WD : Wilwerwiltz

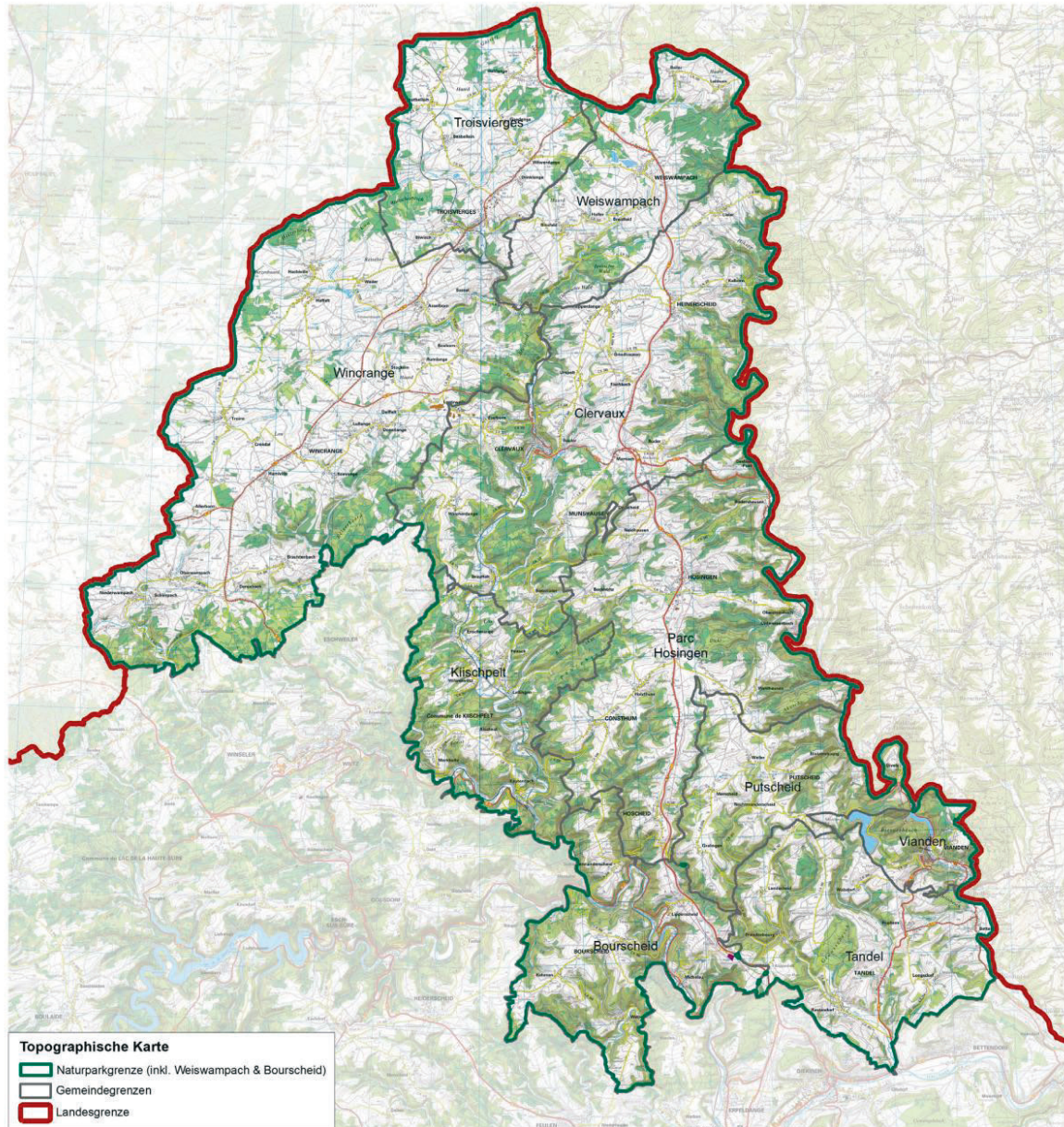
<i>Communes concernées</i>	<i>Sections cadastrales</i>
Parc Hosingen	CA : Holzthum CB : Consthum HdA : Hoscheid HdB : Markenbach HnA : Rodershausen HnB : Obereisenbach HnC : Untereisenbach HnD : Wahlhausen HnE : Hosingen HnF : Bockholtz HnG : Neidhausen HnH : Dorscheid
Putscheid	A : Weiler B : Putscheid C : Stolzembourg D : Bivels E : Nachtmanderscheid F : Gralingen G : Merscheid
Tandel	FA : Walsdorf FB : Fouhren FC : Longsdorf FD : Bettel BA : Landscheid BB : Brandenburg-Ouest BC : Brandenburg-Est BD : Bastendorf BE : Tandel
Troisvierges	A : Hautbellain B : Huldange C : Goedange D : Wilwerdange E : Drinklange F : Troisvierges G : Basbellain H : Biwisch
Vianden	A : Scheuerhof B : Vianden

<i>Communes concernées</i>	<i>Sections cadastrales</i>
Weiswampach	A: Beiler B: Leithum C: Weiswampach D: Beidfeld E: Holler F: Binsfeld
Wincrange	AB : Asselborn AC : Sassel AD : Boxhorn AE : Rumlange AF : Stockem BA : Troine BB : Crendal BC : Lullange BD : Doennange et Deiffelt BE : Boevange BF : Hamiville BG : Wincrange HA : Hachiville HB : Weiler HC : Hoffelt OA : Allerborn OB : Brachtenbach OC : Derenbach OD : Oberwampach OE : Niederwampach

*

ANNEXE 2

Les limites du Parc Naturel de l'Our



Modifications proposées par le Conseil d'État en souligné ou en ~~barré~~

*

TEXTE DU PROJET DE RÈGLEMENT GRAND-DUCAL

**portant renouvellement du statut de parc naturel au
Parc naturel de l'Our et modification du règlement
grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration
du Parc Naturel de l'Our**

Nous Guillaume, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la'article 19 de loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parc naturels ;

~~Vu l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ;~~

Vu les avis émis par ~~ldes~~ conseils communaux de Bourscheid, de Clervaux, de Kiischpelt, du Parc Hosingen, de Putscheid, de Tandel, de Troisvierges, de Vianden, de Weiswampach et de Wincrange ;

Vu ~~les'~~ avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature ;

~~Vu l'es avis de la Chambre de Commerce du 10 février 2026 [●], de la Chambre des [●] et de la Chambre du [●] ;~~

~~Les avis de la Chambre des fonctionnaires et des employés publics [●], de la Chambre des métiers [●], de la Chambre des salariés et de la Chambre d'agriculture été demandés ;~~

Vu la fiche financière ;

Le Conseil d'État entendu ;

De l'assentisse~~ment~~ de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés ;

Sur rapport du Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et du Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}.

~~Le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our est modifié comme suit :~~

~~1° À l'article 4, l'alinéa 1 prend la teneur suivante :~~

~~« Le parc naturel regroupe le territoire et les sections cadastrales des communes de Bourscheid, Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden, Weiswampach et Wincrange, sans préjudice d'une ou de plusieurs fusions entre des communes membres du parc naturel et de la dénomination de la ou des nouvelles communes. »~~

~~2° À l'article 14, l'alinéa 2 est supprimé.~~

Le statut du Parc naturel de l'Our est renouvelé pour une durée de dix ans à partir du 1 juillet 2025.

Art. 2.

~~Les annexes 1 et 2 du même règlement sont remplacées par les annexes 1 et 2 du présent règlement.~~

Le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our est modifié comme suit :

1° À l'article 4, l'alinéa 1 prend la teneur suivante :

« Le parc naturel regroupe le territoire et les sections cadastrales des communes de Bourscheid, Clervaux, Kiischpelt, Parc Hosingen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden, Weiswampach et Wincrange, sans préjudice d'une ou de plusieurs fusions entre des communes membres du parc naturel et de la dénomination de la ou des nouvelles communes. ».

2° À l'article 14, l'alinéa 2 est supprimé.

3° Les annexes 1 et 2 du même règlement sont remplacées par les annexes 1 et 2 du présent règlement.

4° L'annexe 3 est abrogée.

Art. 3.

Le statut du Parc naturel de l'Our est renouvelé pour une durée de dix ans à partir du 1 juillet 2025.

La référence au présent règlement se fait sous la forme suivante : « règlement grand-ducal portant renouvellement du statut de parc naturel au Parc naturel de l'Our et modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2005 portant déclaration du Parc Naturel de l'Our ».

Art.4. Le ministre ayant la Politique générale de l'aménagement du territoire dans ses attributions et le ministre ayant les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

*

ANNEXE 1

Liste des communes concernées par le Parc Naturel de l'Our

<i>Communes concernées</i>	<i>Sections cadastrales</i>
Bourscheid	A: Schlindermanderscheid B : Michelau C : Bourscheid D : Welscheid E : Kehmen et Scheidel F : Lipperscheid
Clervaux	CA : Clervaux CB : Eselborn CC : Weicherdange CD : Reuler CE : Urspelt CF : Mecher HA : Lieler HB : Kalborn HC : Heinerscheid HD : Fischbach HE : Grindhausen HF : Hupperdange MA : Siebenaler

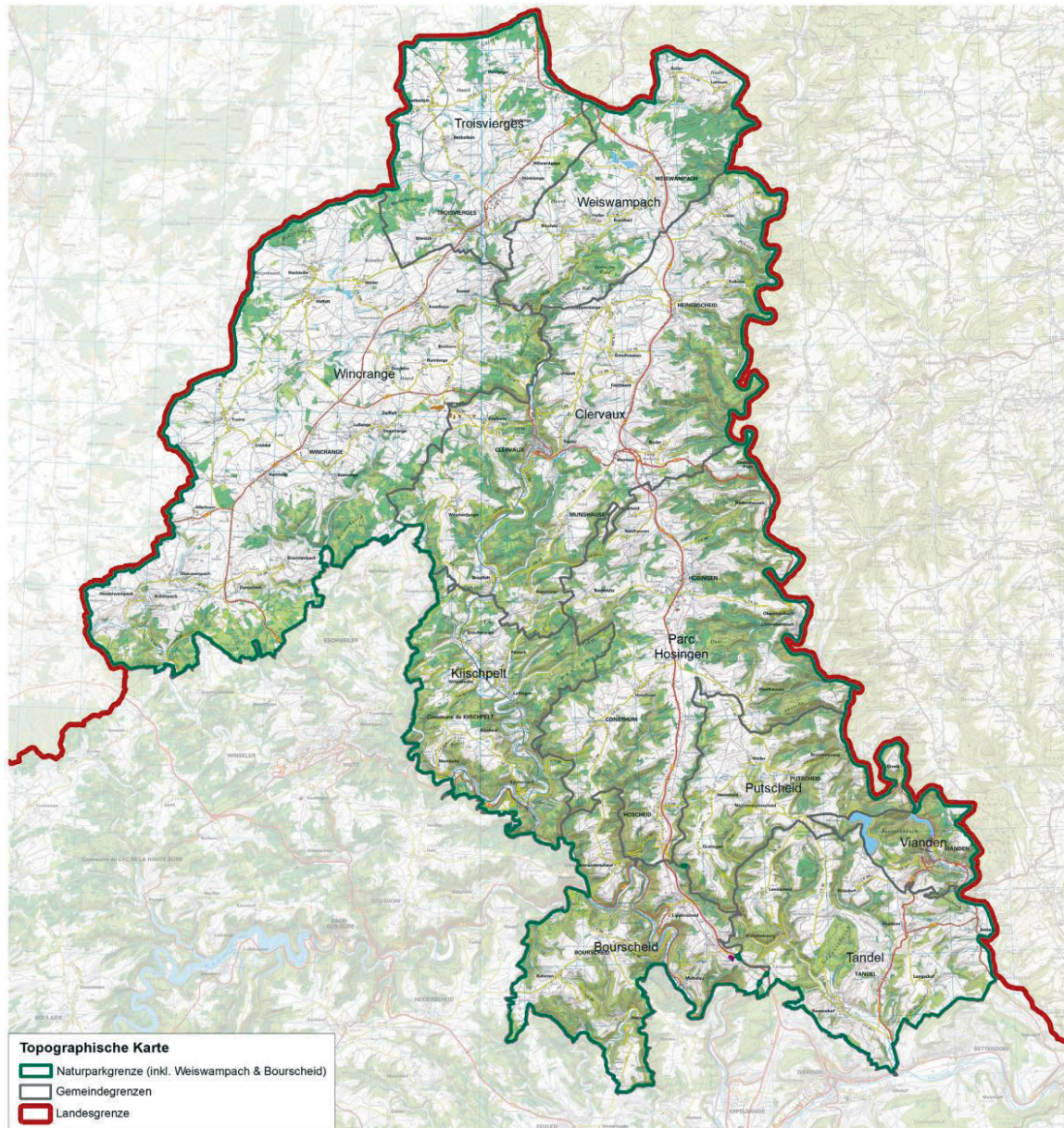
<i>Communes concernées</i>	<i>Sections cadastrales</i>
	MB : Munshausen MC : Marnach MD : Roder ME : Drauffelt
Kiischpelt	KA : Alscheid KB : Merkholtz KC : Kautenbach WA : Enscherange WB : Pintsch WC : Lellingen WD : Wilwerwiltz
Parc Hosingen	CA : Holzthum CB : Consthum HdA : Hoscheid HdB : Markenbach HnA : Rodershausen HnB : Obereisenbach HnC : Untereisenbach HnD : Wahlhausen HnE : Hosingen HnF : Bockholtz HnG : Neidhausen HnH : Dorscheid
Putscheid	A : Weiler B : Putscheid C : Stolzembourg D : Bivels E : Nachtmanderscheid F : Gralingen G : Merscheid
Tandel	<u>FA : Walsdorf</u> FB : Fouhren FC : Longsdorf FD : Bettel BA : Landscheid BB : Brandenburg-Ouest BC : Brandenburg-Est BD : Bastendorf BE : Tandel

<i>Communes concernées</i>	<i>Sections cadastrales</i>
Troisvierges	A : Hautbellain B : Huldange C : Goedange D : Wilwerdange E : Drinklange F : Troisvierges G : Basbellain H : Biwisch
Vianden	A : Scheuerhof B : Vianden
Weiswampach	A: Beiler B: Leithum C: Weiswampach D: Beidfeld E: Holler F: Binsfeld
Wincrange	AB : Asselborn AC : Sassel AD : Boxhorn AE : Rumlange AF : Stockem BA : Troine BB : Crendal BC : Lullange BD : Doennange et Deiffelt BE : Boevange BF : Hamiville BG : Wincrange HA : Hachiville HB : Weiler HC : Hoffelt OA : Allerborn OB : Brachtenbach OC : Derenbach OD : Oberwampach OE : Niederwampach

*

ANNEXE 2

Les limites du Parc Naturel de l'Our



Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau